

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ORDRE NOUVEAU (1969-1973) : DU NÉOFASCISME
AU NATIONAL-POPULISME

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN HISTOIRE

PAR
OLIVIER BÉRUBÉ-SASSEVILLE

JANVIER 2021

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier ma directrice, la Professeure Yolande Cohen, pour ses lectures attentives, ses conseils judicieux et sa grande disponibilité. Je la remercie de m'avoir accompagné, depuis le début de ma maîtrise et tout au long de mon doctorat et de m'avoir fait confiance à travers ce processus.

Je remercie par ailleurs le Professeur Marc Lazar ainsi que les employés du Centre d'histoire de Sciences Po Paris, des archives de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre ainsi que des Archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine pour leur aide précieuse qui a grandement facilité mon travail de recherche à Paris.

Je voudrais remercier mon parrain, Antonio Lechasseur, pour son support continu.

Merci également aux Professeurs Frédérick Guillaume Dufour et Dominique Trudel pour l'aide et les judicieux conseils qui dépassent largement le cadre de cette thèse.

Merci à mes amis Raphaël Ouellet et Émilie Poirier qui ont été à mes côtés depuis le début de cette aventure.

Finalement, et surtout, je tiens à adresser un remerciement particulier à mes parents, Jocelyne et Robert, sans qui rien de tout ça n'aurait été possible. Leur soutien indéfectible aura été fondamental dans la réalisation de ce projet et de tant d'autres.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	viii
RÉSUMÉ.....	xi
INTRODUCTION.....	1
PREMIÈRE PARTIE	
HISTORIOGRAPHIE, CADRE CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIE	8
CHAPITRE I	
DÉBATS SUR LA NATURE DU FASCISME ET DE L'EXTRÊME DROITE	10
1.1. Analyse historiographique du fascisme	10
1.1.1. Les approches classiques.....	11
1.1.2. La domination de l'approche Marxiste.....	15
1.1.3. L'essor de l'école des totalitarismes.....	19
1.1.4. L'apport des sciences sociales et la contestation des interprétations globalisantes	21
1.2. Le fascisme en France.....	24
1.2.1. La thèse française : l'influence des thèses Rémondiennes.	24
1.2.2. Le mythe de l'allergie française au fascisme.	29
1.2.3. « Au-delà des logiques classificatoires ».....	38
1.3. Roger Griffin et le Nouveau consensus dans l'étude du fascisme.....	43
1.3.1. Le problème des critères qualifiants et du « minimum fasciste ».	44
1.3.2. Le Nouveau consensus.	47
1.3.3. Le fascisme et la modernité.....	51
1.3.4. Le mythe palingénésique.....	56
1.3.5. Ultranationalisme populiste.....	60

1.3.6. Idéaltipe	63
1.4. Le national-populisme	65
1.4.1. Effort de définition	66
1.4.2. Impact de la résurgence de la catégorie « national-populisme » dans l'analyse de l'extrême droite	71
1.4.3. Renouveau de l'extrême droite?	73
1.5. L'école de Cambridge et l'importance du contexte dans l'analyse des discours politiques	76
1.5.1. Présentation générale	77
1.5.2. Contextualiser l'étude des extrêmes droites	80
CHAPITRE II	
PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIE	84
2.1. État de la recherche sur l'extrême droite en France	84
2.1.1. Sur le Front national	84
2.1.2. Sur l'extrême droite néofasciste et Ordre Nouveau	93
2.2. Approches et méthodologie	99
2.2.1. Approche théorique, problématique et hypothèse	99
2.2.2. Méthodologie et sources	101
DEUXIÈME PARTIE	
ORDRE NOUVEAU : DE GROUPUSCULE NÉOFASCISTE À PARTI NATIONALISTE	107
CHAPITRE III	
LE CONTEXTE DE LA DIFFICILE RECOMPOSITION DE L'EXTRÊME DROITE FRANÇAISE	107
3.1. La doctrine antifasciste dans l'immédiat après-Deuxième Guerre mondiale	108
3.2. Dans la foulée de Mai 68	114
3.3. L'influence d'un gauchisme triomphant	119
3.4. Demande autoritaire accrue : terreau fertile d'une extrême droite en reconstruction	126

CHAPITRE IV

LA GENÈSE DU MOUVEMENT 130

- 4.1. Une extrême droite désorganisée..... 131
 - 4.1.1. Jeune Nation 132
 - 4.1.2. Fédération des étudiants nationalistes 134
 - 4.1.3. Europe-Action 140
 - 4.1.4. Occident..... 144
 - 4.1.5. Place aux jeunes : Groupe union défense 152
- 4.2. Ordre nouveau..... 155
 - 4.2.1. Structure 158
 - 4.2.2. Composition et effectifs 163

CHAPITRE V

1970 : ACTIONS ET MILITANTISME NATIONALISTE. 172

- 5.1. 26 février 1970 : première tentative d'organisation d'un *meeting* à la Mutualité..... 173
- 5.2. Vers un 13 mai à la Mutualité..... 175
- 5.3. L'élaboration d'un nouveau rapport à la violence politique..... 179
- 5.4. Le quartier général : 8 rue des Lombards 187

CHAPITRE VI

1971 : L’AFFIRMATION DU STATUT DE PARTI POLITIQUE 190

- 6.1. Le *meeting* du 9 mars au Palais des sports..... 190
- 6.2. Les élections municipales de 1971 200
- 6.3. Dans la foulée des municipales..... 205
- 6.4. La construction idéologique de l’ultranationalisme populiste d’Ordre nouveau..... 210
- 6.5. 25 Octobre 1971 : La visite de Brejnev à Paris et l’action internationale d’Ordre nouveau. 223
- 6.6. L’antimarxisme/anticommunisme comme puissant vecteur d’unification de l’extrême droite française..... 227
- 6.7. Les diners-débats 234

TROISIÈME PARTIE

LE FRONT NATIONAL : LE NATIONALISME RÉVOLUTIONNAIRE PAR LE NATIONAL-POPULISME? 238

CHAPITRE VII

LA *STRATÉGIE* DE FRONT NATIONAL OU LA FIN DU NATIONALISME RÉVOLUTIONNAIRE? 238

- 7.1. 1972 : La *stratégie* de Front national 238
 - 7.1.1. La Mutualité : le rassemblement du 22 mars 1972 239
 - 7.1.2. Un printemps mouvementé 241
 - 7.1.3. Le congrès national de juin 1972 et la stratégie de Front national 244
- 7.2. Ordre Nouveau : un néofascisme inscrit dans la modernité politique 251
 - 7.2.1. Le fascisme et la modernité 252
 - 7.2.2. Ordre nouveau et la modernité 258
 - 7.2.3. L'état nationaliste 259
 - 7.2.4. La modernisation technique 262
 - 7.2.5. Les processus électoraux 265
- 7.3. L'entrée dans la politique partisane : la fin du nationalisme révolutionnaire? 273
 - 7.3.1. La lutte électorale 279
 - 7.3.2. L'action militante 282
 - 7.3.3. Lutte syndicale 286

CHAPITRE VIII

LA NAISSANCE DU FRONT NATIONAL 290

- 8.1. Premier *meeting* public du Front national : 7 Novembre 1972 296
- 8.2. Le Front national comme vecteur de l'intégration de l'extrême droite à la modernité politique par la renégociation du discours révolutionnaire 300

CHAPITRE IX

ORDRE NOUVEAU ET LE FRONT NATIONAL : L'IMPOSSIBLE PARI DES NATIONALISTES 308

- 9.1. Les élections législatives de mars 1973 308
- 9.2. Le premier congrès du Front national 316

9.3.	Le troisième congrès d'Ordre nouveau : 10-11 juin	317
9.4.	« Halte à l'immigration sauvage » : l'ultranationalisme populiste adapté aux logiques électorales.....	321
CHAPITRE X		
	LA DISSOLUTION D'ORDRE NOUVEAU	333
10.1.	Le dernier meeting d'Ordre nouveau : 21 juin 1973	333
10.2.	Face à la dissolution : une réplique politique et juridique	345
10.3.	L'émergence de nouvelles structures nationalistes.....	349
CONCLUSION		358
ANNEXE A		
	CONTRE L'ÉTAT POLICIER.....	367
ANNEXE B		
	LETTRE DE FRANÇOIS BRIGNEAU À JEAN-MARIE LE PEN, 13 SEPTEMBRE 1973.....	370
BIBLIOGRAPHIE		372

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ARLP	Alliance républicaine pour les libertés et le progrès
BDIC	Bibliothèque de documentation internationale contemporaine
CFDT	Confédération française démocratique du travail
CFT	Confédération française du travail
CGT	Confédération générale du travail
CISNAL	<i>Confederazione italiana Sindacati Nazionali Lavoratori</i> (Confédération italienne des syndicats nationaux des travailleurs)
CNRS	Centre national de recherche scientifique
CRS	Compagnies républicaines de sécurité
CSAR	Comité secret d'action révolutionnaire
DCRG	Direction centrale des renseignements généraux
DGPN	Direction générale de la police nationale
DRG	Direction des renseignements généraux
FEN	Fédération des étudiants nationalistes
FER	Fédération des étudiants révolutionnaires
FF	Faire front
FJ	Front de la jeunesse
FN	Front national
FO	Force ouvrière
GAJ	Groupe action jeunesse
GP	Gauche prolétarienne
GRECE	Groupement de recherche et d'études sur la civilisation européenne
GUD	Groupe union défense
IC	International communiste
IFOP	Institut français d'opinion publique

JCR	Jeunesse communiste révolutionnaire
JMLP	Jean-Marie Le Pen
JN	Jeune Nation
LC	Ligue communiste
LCR	Ligue communiste révolutionnaire
LDH	Ligue des droits de l'Homme
LICA	Ligue contre l'antisémitisme
MNP	Mouvement nationaliste du progrès
MRAP	Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix <i>Mouvement</i> contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples
MSI	<i>Movimento sociale italiano</i> (<i>Mouvement</i> social italien)
ND	Nouvelle Droite
NPD	<i>Nationaldemokratische Partei Deutschlands</i> (Parti <i>National</i> -Démocrate d'Allemagne)
NOE	Nouvel ordre européen
NR	Nationalistes-révolutionnaires
NSDAP	<i>Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei</i> (Parti <i>national</i> -socialiste des travailleurs allemands)
NTS	<i>Narodno Trudovoï Soyuz</i> (Union <i>des</i> solidaristes russes)
OAS	Organisation Armée Secrète
ON	Ordre nouveau
ONU	Organisation des Nations unies
ORAP	Observatoire des radicalités politiques
ORTF	Office de radiodiffusion-télévision française
PC	Parti communiste
PCF	Parti communiste français
PCI	Parti communiste italien
PCMLF	Parti communiste marxiste-léniniste français

PEGIDA	<i>Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes</i> (Européens <i>patriotes</i> contre l'islamisation de l'Occident)
PFN	Parti des forces nouvelles
PJE	Pour une Jeune Europe
PPF	Parti populaire français
PS	Parti socialiste
PSF	Parti social français
PSU	Parti socialiste unifié
RFA	République fédérale d'Allemagne
RG	Renseignements généraux
RMC	Radio Monte-Carlo
RPF	Rassemblement du peuple français
SAC	Service d'action civique
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière
SNCF	Société nationale des chemins de fer français
SRPJ	Service régional de la police judiciaire
UDCA	Union de défense des commerçants et artisans
UD-CGT	Union départementale-Confédération générale du travail
UDL	Union et défense des Lycéens
UDR	Union pour la défense de la République
UEJF	Union des étudiants juifs de France
UGT	Union générale des travailleurs
UJCML	Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes
ULN	Union des lycéens nationalistes
UNEF	Union nationale des étudiants de France
UNESCO	<i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization</i> (Organisation des <i>Nations</i> unies pour l'éducation, la science et la culture)
URP	Union des républicains progressistes
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

RÉSUMÉ

Le mouvement d'extrême droite Ordre nouveau (ON) constitue, de sa création à l'automne 1969 à sa dissolution par le conseil des ministres au mois de juin 1973, la dernière réelle tentative d'organisation des forces néofascistes en France. Il sera également le théâtre de la création du Front national (FN) en 1972. D'abord une stratégie électorale, le Front national deviendra le parti représentant la tendance national-populiste et constituera le principal parti d'extrême droite de la deuxième moitié du vingtième siècle en France.

Alors que l'historiographie suggère une rupture nette entre les formes politiques associées au néofascisme et au national-populisme, nous suggérons que l'idéologie national-populiste développée par le Front national trouve ses racines au sein de l'extrême droite la plus radicale. Dans cette thèse, nous démontrerons, d'une part, que le néofascisme d'Ordre nouveau et la première incarnation du national-populisme du Front national constituent, plus que deux idéologies concurrentes, deux formes politiques issues d'un substrat idéologique commun. D'autre part, nous exposerons, par l'analyse de la création du Front national au sein d'Ordre nouveau, les liens autant structurels qu'idéologiques qui lient les deux formations et qui nous permettent d'avancer que les lignes de démarcations généralement proposées par l'historiographie sont en réalité beaucoup moins rigides que ce que suggèrent les analyses du Front national.

En interrogeant les différentes écoles historiographiques du fascisme, et en portant une analyse particulière à l'importance du contexte dans la production des discours politiques, nous privilégions un cadre théorique redonnant une valeur heuristique au « fascisme » comme catégorie d'analyse. Ainsi, nous pourrions lier le développement du Front national à l'évolution de l'extrême droite néofasciste française et démontrer l'importance du mouvement Ordre nouveau, agissant comme le théâtre d'une des transformations les plus significatives de cette famille politique au cours du 20^e siècle.

Mots-clés : France; Extrême droite; Fascisme; Néofascisme; National-populisme; Front national; Ordre nouveau.

INTRODUCTION

Nous devons veiller à ce que le sens de ces mots ne soit jamais oublié de nouveau. L'Ur-fascisme est toujours autour de nous, parfois en civil. Ce serait tellement plus confortable si quelqu'un s'avancait sur la scène du monde pour dire : « Je veux rouvrir Auschwitz, je veux que les chemises noires reviennent parader dans les rues italiennes! » Hélas, la vie n'est pas aussi simple. L'Ur-fascisme est susceptible de revenir sous les formes les plus innocentes. Notre devoir est de le démasquer, de montrer du doigt chacune de ses nouvelles formes – chaque jour, dans chaque partie du monde.¹ Umberto Eco

Les mots prononcés par Umberto Eco à l'Université Columbia de New York en 1995 ont une résonance particulière en 2019. L'effervescence avec laquelle se remobilise une extrême droite radicale, à travers l'Occident, laisse présager des défis complexes pour les démocraties contemporaines. Le travail de l'historien est d'étudier et de comprendre comment s'opèrent les modifications idéologiques et stratégiques qui permettent aux formes les plus extrêmes de nationalisme de retrouver une place dans notre paysage politique contemporain. Alors que les succès électoraux des partis nationaux-populistes sont de plus en plus fréquents dans toute l'Europe et l'Amérique du Nord, et que pullulent, sur leur droite, des partis et mouvements dont la radicalité rappelle ceux de l'entre-deux-guerres, il appert que l'étude de leur développement historique puisse nous fournir certaines clés de compréhension de cette résurgence préoccupante.

La relation de ces différents mouvements au fascisme devient inévitablement une question centrale de l'analyse de l'extrême droite dans le contexte de l'après-Deuxième

¹ Eco, U. (2017). Reconnaître le fascisme. Paris : Grasset, p. 50.

Guerre mondiale. Galvanisé, le terme « fascisme » constitue à la fois un outil conceptuel aux définitions variables et une arme lexicale utilisée par les militants opposés à toute réémergence de l'extrême droite après la chute des régimes Italien et Allemand. Dans le contexte académique, le terme, et l'outil conceptuel qu'il représente, suscitent de vifs débats qui obscurcissent parfois la réalité tangible des manifestations politiques de l'extrême droite. Alors que pour certains, le fascisme devrait être réduit *a minima* pour ne décrire que son incarnation italienne originale, pour d'autres, le concept devrait s'étendre à un ensemble de mouvements et partis partageant un ensemble de caractéristiques commun. Dans tous les cas, le résultat de ces analyses tend à faire bifurquer l'analyse vers des logiques classificatoires inscrivant l'analyse des formations politiques d'extrême droite dans une dichotomie qualifiante/disqualifiante qui, à terme, tend à dresser des frontières entre les différentes composantes d'un courant idéologique dont les lignes de démarcations nous apparaissent comme significativement plus fluides que ce que suggère l'état de la recherche académique.

Dans cette thèse nous prônerons une approche inspirée de théories novatrices développées par Roger Griffin et inscrites dans une tradition anglo-saxonne qui tarde à s'établir dans le monde académique francophone. En élargissant les limites définitionnelles du fascisme et en appliquant une « empathie méthodologique² » aux mouvements y étant associés, nous espérons décloisonner les études de l'extrême droite pour ainsi déplacer le point focal habituellement axé sur les différences entre les divers courants vers l'étude de leurs similitudes et continuités. De cette façon, nous espérons suggérer une approche redonnant une valeur heuristique au concept de « fascisme »

² L'empathie méthodologique consiste à adopter une attitude compréhensive, malgré les oppositions idéologiques avec l'objet d'étude, dans l'objectif de rendre compte de la façon dont les sujets étudiés perçoivent le monde. Le chercheur propose conséquemment une analyse fortement contextualisée qui sort des raisonnements hypothético-déductifs. Dans le cas de l'analyse de l'extrême droite, il s'agira de tenter de comprendre la vision du monde d'un mouvement d'extrême droite en le traitant comme toute autre tendance politique, malgré le caractère sulfureux de son idéologie.

tout en proposant des pistes de compréhension inscrivant l'action des mouvements d'extrême droite nationaux-populistes de la deuxième moitié du vingtième siècle dans l'histoire de l'extrême droite ayant donné naissance aux mouvements fascistes de l'entre-deux-guerres.

Pour montrer ces continuités et la perméabilité des lignes de démarcations idéologiques entre les courants néofasciste et national-populiste, nous utiliserons l'exemple d'Ordre nouveau, actif en France entre 1969 et 1973. Héritier des courants les plus radicaux de l'extrême droite d'après-Deuxième Guerre mondiale, ce mouvement sera le théâtre de la création du grand parti national-populiste de France, le Front national. Derrière cette volonté d'inscription de l'extrême droite la plus radicale dans l'arène de la politique traditionnelle se trame l'une des modifications stratégiques les plus significatives du courant dans un contexte post-Deuxième Guerre mondiale. Comprise par une analyse fine du contexte de la fin des années 1960 et du début des années 1970, rendant caduque l'expression de la violence d'un néofascisme militant, cette transition politique sera également influencée par le développement de théories pseudo-scientifiques de la Nouvelle droite, courant idéologique visant l'insertion et la légitimation des thèmes de l'extrême droite dans le débat politique français. Dans cette perspective, nous proposerons une analyse d'Ordre nouveau, et de son développement avec la création du Front national, dans l'optique d'une évolution stratégique de l'extrême droite française et de son intégration dans le jeu politique parlementaire, qui correspondent selon nous, davantage à une réorientation stratégique qu'à une mutation profonde de son idéologie. En axant notre analyse sur la mise en avant des continuités qui unissent les courants néofasciste et national-populiste plutôt que sur leurs différences, nous espérons apporter un éclairage nouveau sur un processus conscient des dirigeants d'Ordre nouveau. Ces derniers visent ainsi l'élargissement de leur base en adaptant leurs méthodes au contexte de l'après-Deuxième Guerre mondiale.

Nous espérons, à terme, que cette démarche puisse fournir des pistes de compréhension inédites de l'évolution de l'extrême droite jusqu'à ses formes les plus contemporaines. En mettant l'accent sur le contexte historique qui entraîne cette modification stratégique, nous démontrerons que les formes les plus radicales de l'extrême droite de la deuxième moitié du vingtième siècle persistent et survivent aux climats idéologiques les plus défavorables. Tantôt immergés au sein d'une droite nationale-populiste aux allures apaisées, tantôt exhibant une radicalité rappelant les heures les plus sombres de l'histoire du siècle dernier, les tenants de l'idéologie fasciste oscillent entre l'attente des conditions favorables à son expression et la volonté de se fondre à des mouvements et partis cherchant la légitimité politique par l'acceptation des règles du jeu politique parlementaire traditionnel.

Nous développerons, dans une première partie, le cadre conceptuel et méthodologique pour analyser l'extrême droite française qui, en mettant l'accent sur l'étude du mouvement Ordre nouveau et du Front national, permettra d'identifier les processus qui entraîneront cette métamorphose de l'extrême droite vers l'avènement du grand parti national populiste tout en soulignant les transferts idéologiques et les continuités qui unissent les deux mouvements/partis. En plus des théories développées par Roger Griffin concernant la définition du fascisme, que nous tenterons d'arrimer au développement d'un appareil conceptuel lié à l'émergence du national-populisme, nous présenterons les théories des tenants de l'École de Cambridge. En mettant un accent particulier sur l'importance du contexte dans le développement du courant néofasciste et dans sa volonté de se doter d'une structure électorale par la création du Front national, nous jetterons les bases d'une analyse ancrée dans la réalité des années 1960 nous permettant une compréhension circonstanciée de ce moment crucial pour l'évolution de l'extrême droite française.

La deuxième partie de cette thèse sera consacrée à l'exposition du processus menant l'extrême droite néofasciste d'un statut de groupuscule à celui de grand parti

susceptible d'intégrer toutes les tendances de l'extrême droite radicale. Les ambitions des dirigeants d'Ordre nouveau, à la fois soucieux d'inscrire l'action de leur mouvement dans la tradition des groupuscules de l'après-Deuxième Guerre mondiale tout en apprenant des erreurs de leurs prédécesseurs, seront de faire du parti une structure fédérative pour l'extrême droite française. Avant même la création du Front national, ses principaux idéologues envisagent un profond revirement stratégique et s'engagent dans une quête de légitimité qui devait, à terme, correspondre à une insertion du courant nationaliste dans l'arène politique traditionnelle. Nous analyserons les racines du mouvement, ses structures, ainsi son action militante. Une attention particulière sera mise sur l'eupéanisation du nationalisme néofasciste et l'importance de l'Occident dans son idéologie. Par ailleurs, nous démontrerons qu'à l'image des groupuscules l'ayant précédé, l'antimarxisme constituera le socle de sa tentative de rallier à la cause nationaliste les militants les plus modérés de la droite française. Nous porterons également une attention particulière au rapport à la violence politique entretenu par le parti. L'une des facettes importantes du revirement stratégique qui mènera les militants d'Ordre nouveau à la création du Front national réside dans ce rapport ambigu à l'utilisation de la violence à des fins politiques. En développant une attitude victimaire, positionnant son action dans une perspective défensive, face aux opposants gauchistes³ ou aux forces de l'ordre, Ordre nouveau procède à une rupture importante avec la tradition violente de l'extrême droite française et inscrit son action dans une quête de légitimité politique inédite pour la frange la plus radicale du courant nationaliste. En conservant en filigrane les diverses actions militantes et *meetings* publics du mouvement, nous exposerons la façon par laquelle s'opère, dès les premières

³ L'expression « gauchiste » sera utilisée dans cette thèse de la façon dont elle était utilisée à l'époque, pour décrire les tendances trotskystes, maoïstes et des courants révolutionnaires se détachant notamment de l'action du PCF et qui se développent dans la foulée de Mai 68. Évidemment, dénuée du caractère péjoratif qui lui est accolé dans un passé plus récent.

années de l'existence d'Ordre nouveau, l'opération de légitimation qui mènera à la création du FN.

La troisième partie de cette thèse sera consacrée à l'exposition de la transition menant à l'avènement du Front national et aux conséquences, à la fois stratégiques et idéologiques, qu'entraîne sa fondation. D'abord considéré exclusivement comme une stratégie électorale devant permettre à Ordre nouveau d'élargir son bassin de potentiels électeurs en rejoignant une droite nationale⁴ plus modérée, le Front national deviendra le grand parti que les dirigeants nationalistes avaient tenté de mettre sur pied depuis l'avènement d'Ordre nouveau. Nous appuyant sur les thèses de Roger Griffin, nous démontrerons comment s'opère, et s'exprime, le rapport du mouvement au nationalisme révolutionnaire et comment il négocie son inscription dans une modernité démocratique caractérisée par une participation active au processus électoral. Pari risqué entrepris par les dirigeants nationalistes les plus radicaux, la création d'une structure susceptible d'unifier l'ensemble des militants de la droite française se heurtera à de nombreuses difficultés. En exposant les développements parallèles du mouvement Ordre nouveau, qui tente de préserver une certaine autonomie, et du Front national dans lequel il s'intègre pour structurer l'effort électoral de la famille nationaliste, nous exposerons les errances, les ambivalences et les difficultés d'une extrême droite qui s'engage cependant dans un processus qui redéfinira sa place sur l'échiquier politique français jusqu'à nos jours.

En définitive, l'objectif de cette thèse est de montrer, à travers l'histoire d'Ordre nouveau, de sa formation en 1969 à sa dissolution en juin 1973, le processus de normalisation et de légitimation d'une extrême droite qui, consciente de l'impossibilité

⁴ Tout au long de cette thèse nous référerons à « droite-nationale » pour décrire les courants plus modérés de l'extrême droite, situés à la droite des partis politiques institutionnels français mais qui persistent dans l'acceptation des logiques libérales et parlementaires, souvent réticents à une association avec la droite « nationaliste », son pendant plus radical auquel on associe les courants néofascistes.

de l'affirmation radicale du néofascisme dont elle se veut l'héritière, s'engage, par une prise de conscience délibérée, dans une réorientation stratégique qui donnera naissance au Front national; grand parti qui rassemblera l'extrême droite française sous sa bannière pendant les dernières décennies du vingtième siècle. L'idée de prise de conscience volontaire sera centrale dans l'argumentaire de cette thèse. Préférant voir dans l'avènement du FN la conséquence d'un regard lucide posé par le courant nationaliste sur ses chances de survie dans le contexte hostile à l'extrême droite de l'après-Deuxième Guerre mondiale, nous montrerons que l'avènement d'un grand parti associé au national-populisme constitue davantage le produit d'une modification stratégique que d'un réel retournement idéologique des franges les plus radicales de l'extrême droite hexagonale.

.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIOGRAPHIE, CADRE CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIE

L'étude de l'extrême droite constitue un champ particulièrement dynamique d'une historiographie en plein renouvellement. L'éclectisme des approches, souvent politiquement motivées, ainsi que les débats opposant les tenants de différentes écoles historiques participent à une réflexion stimulante sur un objet d'étude aux facettes multiples et complexes. L'analyse des mouvements d'extrême droite nécessite une inscription dans une trame narrative plus large permettant d'en identifier à la fois les ruptures et les continuités.

Constituant la dernière réelle tentative néofasciste en France, Ordre nouveau se situe donc à la jonction entre l'histoire du fascisme et celle de la réorganisation de cette extrême droite qui cherche à gagner en légitimité. Cette réorganisation répond-elle à l'émergence d'une nouvelle forme de national-populisme? Alors que les approches isolant le fascisme en objet d'étude hors de son cadre politique rendent impraticable toute tentative de rapprochement entre cette idéologie et l'action d'une extrême droite oscillant entre velléités révolutionnaires et insertion dans l'arène politique parlementaire, cette thèse propose une analyse circonstanciée d'un temps de l'histoire politique française lors duquel les lignes de démarcation du fascisme se brouillent et où cette idéologie se transforme. Obscurcissant le complexe système d'échanges entre périphérie et centre politiques, les logiques classificatoires associées aux écoles historiquement constituées en postures historiographiques hégémoniques dans

l'analyse des fascismes suggèrent souvent une analyse qualifiante/disqualifiante des mouvements d'extrême droite autour de critères à la fois rigides et fortement liés au contexte d'émergence des fascismes de l'entre-deux-guerres. Or, la configuration de ces échanges entre centre et périphérie politiques, faisant converger au sein d'Ordre nouveau des groupuscules d'extrême droite fascisants et des mouvements et partis s'inscrivant dans une démarche parlementaire, constitue le théâtre privilégié d'un renouvellement important de cette extrême droite. Effectivement, le moment Ordre nouveau modifiera durablement les pratiques de l'extrême droite française en se constituant en socle idéologique et organisationnel favorisant l'émergence du Front national.¹

Afin de jeter les bases d'une analyse circonstanciée d'Ordre nouveau, nous présenterons, dans le présent chapitre, un retour sur les grandes orientations historiographiques de l'analyse du fascisme et de son évolution vers le néofascisme. Nous estimons qu'une inscription de l'action d'Ordre nouveau et de la naissance du Front national dans l'historiographie du fascisme permet une compréhension nouvelle du phénomène de renouvellement de l'extrême droite. En exposant la portée et les limites de ces analyses historiographiques sur les nouvelles formes d'expression idéologiques des extrêmes droites, nous définirons le cadre théorique nous permettant d'inscrire l'action du mouvement Ordre nouveau dans une histoire contextualisée. Nous chercherons ici à nous extirper des logiques classificatoires aux effets balkanisants afin d'en lier le développement à l'émergence du national-populisme. Comme nous le verrons, la tendance historiographique française à isoler politiquement le national-populisme contribue à obscurcir ses liens avec des racines néofascistes que nous tenterons d'exposer.

¹ Lebourg, N., Préda, J. et Beauregard, J. (2014). *Aux racines du FN : L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès, p. 11.

Nous présenterons également l'état de la recherche sur l'extrême droite française. En exposant la disproportion entre le foisonnement associé à l'étude du Front national, et aux formes d'extrême droite dite « parlementaires », et le nombre restreint d'études consacrées à l'extrême droite groupusculaire aux tendances fascisantes, nous tenterons de combler une lacune de cette historiographie. La réticence de plusieurs historiens, politicologues et sociologues à aborder cette frange de la droite française suggère un portrait qui sous-estime la perméabilité du débat politique aux idées de l'extrême droite la plus radicale. L'étude d'Ordre nouveau, mouvement presque ignoré par l'historiographie, permettra donc d'apporter un éclairage sur la dynamique qui s'établit entre mouvements agissant en dehors du système et tentative d'intégration des idées de l'extrême droite dans l'arène politique et partisane.

Finalement, la dernière partie du chapitre sera consacrée à l'exposition des grandes questions de recherches, des problématiques et des hypothèses, de la méthodologie permettant l'écriture de cette thèse et d'une présentation des sources et de la façon dont elles seront traitées.

CHAPITRE I

DÉBATS SUR LA NATURE DU FASCISME ET DE L'EXTRÊME DROITE

Dans ce chapitre, nous exposerons à la fois les débats historiographiques sur le fascisme, qui tendent à étudier les mouvements y étant associés en vase-clos, et l'historiographie des extrêmes droites « parlementaires » et du national-populisme, pour ainsi positionner Ordre nouveau à la jonction de ces courants et démontrer le rôle crucial de cette formation politique dans le processus de normalisation de l'extrême droite française entamé dans l'après-Deuxième Guerre mondiale.

1.1. Analyse historiographique du fascisme

La richesse des débats sur la nature du fascisme, à la fois complexes et stimulants, requiert un retour sur les grandes orientations qui la composent. Des premières réflexions par les contemporains du régime fasciste italien et de l'Allemagne nazie, aux nouvelles approches développées à la fin du vingtième siècle, le développement du regard des spécialistes de cette idéologie évolue à la fois au fil des contextes et du renouvellement des formes que prendront ces fascismes. Afin de jeter les bases du cadre de l'analyse d'Ordre nouveau, un retour sur les interprétations associées aux grandes écoles qui composent cette historiographie s'impose. Dans cette partie, nous couvrirons successivement les approches classiques, marxistes, les interprétations selon l'angle des totalitarismes, la contribution des sciences sociales et la fin des approches globalisantes, le problème des critères qualifiants dans l'analyse du fascisme et, finalement, le renouvellement des interprétations autour des thèses de Roger Griffin et du *New Consensus*.

1.1.1. Les approches classiques

Les premières analyses du fascisme ont été formulées par des contemporains, principalement en Italie, et dans une moindre mesure, en France. D'abord précipitées par l'accession au pouvoir de Mussolini en 1922, elles auront été l'affaire d'intellectuels engagés dans d'intenses débats avec les responsables politiques italiens. Ces interprétations classiques se sont affirmées dans les années 30 et continueront de se développer jusque dans les années 60, s'internationalisant suite à la multiplication de partis se revendiquant du fascisme et dont certains accèderont au pouvoir, notamment en Allemagne.¹

Fortement politisées, ces interprétations s'inscrivent dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale et d'une lutte farouche opposant fascistes et antifascistes. Ces lectures sont donc conséquemment à la fois fortement politisées, visant la l'identification d'ennemis politiques et la levée de militants pour les combattre, et caractérisées par la conception d'un fascisme générique dont les incarnations nationales seraient des variantes d'un phénomène partageant une essence commune.²

Alors que les dirigeants fascistes italiens, avec l'aide d'historiens tels que Gioacchino Volpe,³ travaillent à glorifier le fascisme par l'écriture d'une histoire tentant d'en retracer les origines et célébrant ce qu'ils affirment être une révolution populaire protégeant l'héritage du *Risorgimento*, les opposants au régime développent des thèses s'organisant autour de trois grands courants : libéral, libéral-démocrate et marxiste. Ayant comme principale fonction la légitimation du régime et discréditées par ses échecs, les analyses du fascisme provenant de ses dirigeants seront évidemment d'une

¹ Forlin, O. (2013). *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*. Paris : La Découverte, p. 32.

² *Ibid.*

³ Volpe, G. (1939). *Storia del movimento fascista*. Milan : ISPI.

portée historique moindre. À l’opposé, les courants associés aux intellectuels opposés au régime constitueront les trois grandes approches globalisantes caractéristiques de l’antifascisme des années 1920 à 1945.⁴ Il apparaît donc nécessaire de les expliciter brièvement.

L’interprétation libérale du fascisme se développe autour de l’idée selon laquelle le fascisme serait une maladie morale. Cette analyse du fascisme incorpore l’idée d’une parenthèse historique. Effectivement, la marche de la démocratie occidentale vers le progrès aurait été entravée par un bref épisode pendant lequel l’action de minorités poursuivant des desseins personnels aurait permis l’avènement de dictatures.⁵ C’est le philosophe et historien Benedetto Croce qui s’établit comme principal représentant de cette thèse et en produit la version la plus aboutie. Dans son livre *Scritti e discorsi politici (1943-1947)*,⁶ il avance à la fois que le fascisme n’aurait été ni l’affaire d’une seule classe, ni soutenu par une classe spécifique et que son avènement aurait été entraîné par un égarement de conscience causé par la crise affectant tous les pays ayant participé à la Première Guerre mondiale. Il réaffirme donc la nature à la fois globalisante et internationale du fascisme tout en refusant de l’historiciser, préférant la conception de « parenthèse de l’histoire » pour l’expliquer.⁷

La seconde tendance, associée à un courant libéral-démocrate parfois qualifié de socialiste-libéral, se résume par la formule : « thèse de la révélation ». Parmi ces principaux représentants entre 1920 et 1945, on retrouve Piero Gobetti,⁸ Gaetano

⁴ Forlin, O. (2013). *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*. Paris : La Découverte, p. 35.

⁵ *Ibid.*

⁶ Croce, B. (1963). *Scritti e discorsi politici (1943-1947)*. Rome-Bari : Laterza.

⁷ De Felice, R. (1975). *Clefs pour comprendre le fascisme*. Paris : Éditions Seghers, p. 14.

⁸ Gobetti, P. (1924). *La révolution libérale*. (M. Raiola, trad.). Paris : Allia. 1999.

Salvemini,⁹ Luigi Salvatorelli,¹⁰ Carlo Rosselli,¹¹ et Guido Dorso,¹² tous cités par Forlin.¹³ Réagissant aux travaux de Croce et s'opposant à la thèse de la parenthèse de l'histoire, ils postulent que le fascisme serait le révélateur des maux profonds des sociétés. Les crises associées aux unifications tardives, notamment en Italie et en Allemagne, et à une économie tardivement industrialisée auraient entraîné d'importants retards démocratiques et incidemment favorisé le repli conservateur qui servira les régimes fascistes. Critiquée pour son déterminisme, considérant l'avènement du fascisme comme une finalité inévitable car causée par des maux antérieurs à son émergence, cette approche aura cependant permis, en se positionnant en réaction à l'approche libérale, d'ouvrir le débat sur le lien entre le contexte du 19^e siècle et la possibilité historique d'éclosion du fascisme ainsi que sur le rôle important joué par les classes moyennes dans son accession au pouvoir.

La troisième interprétation issue de l'antifascisme sera formulée par Staline et diffusée par les responsables de l'Internationale communiste (IC) à la fin des années 1920. Résolument marxiste, elle demeurera relativement inchangée malgré les oscillations stratégiques et politiques de Moscou. Dans ses grandes lignes cette position se résume, selon Olivier Forlin, de la façon suivante :

S'appuyant sur l'observation des structures socioéconomiques, elle fit du fascisme le produit de la crise du capitalisme et de la réaction de la

⁹ Salvemini, G. (1928). *The Fascist Dictatorship in Italy*. Londres : Cape.

¹⁰ Salvatorelli, L. (1923). *Nationalfascismo*. Turin : Gobetti.

¹¹ Rosselli, C. (1988). *Gli Scritti dell'esilio* (textes réunis et présentés par Costanzo Casucci). (vol. 1, 1929-1934). Turin : Einaudi.

¹² Dorso, G. (1925). *La Rivoluzione meridionale*. Turin : Gobetti.

¹³ Forlin, O. (2013). *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*. Paris : La Découverte, p. 36.

bourgeoisie – considérée comme un bloc – cherchant à défendre, en soutenant le fascisme, ses intérêts de classe face au prolétariat.¹⁴

S’inscrivant dans une vision téléologique de l’histoire marxiste, cette approche entrevoit le fascisme comme l’ultime phase de déchéance du capitalisme et d’une bourgeoisie en décomposition. Dernier moyen pour la bourgeoisie de maintenir sa domination, cette forme politique en accélérerait la crise et permettrait l’émergence de la révolution prolétarienne. Cette approche fût par ailleurs la première à internationaliser l’analyse du fascisme.¹⁵

Alors que l’IC, faisant preuve d’une grande intransigeance et visant l’unification des forces antifascistes autour du communisme et de l’URSS, tentait d’imposer une vision schématique de cette position marxiste, certains intellectuels commencèrent à la nuancer. En Italie, Antonio Gramsci, notamment dans les thèses de Lyon,¹⁶ et Palmiro Togliatti¹⁷ formulèrent des analyses plus complexes dans les années 1920. Mais malgré des tentatives de nuancer la position stalinienne, caractérisées par la prise de conscience de l’impossibilité d’assimiler le fascisme à une simple réaction de la bourgeoisie capitaliste, cette vision subsistera et se matérialisera, à la fin des années 1920, dans l’élaboration de la stratégie « classe contre classe » de Staline. Ainsi, l’IC identifie comme ennemi de classe non seulement les forces de droite, mais également les sociaux-démocrates et réformistes qui se voient affublés de l’étiquette de « sociaux-traitres ». Par cette radicalisation refusant toute association, les partis communistes se

¹⁴ *Ibid.*, p. 40.

¹⁵ Gentile, E. (2004). *Qu’est-ce que le fascisme? Histoire et interprétation*, Paris : Gallimard.

¹⁶ Gramsci, A. (1926). *La situation italienne et les tâches du PCI (Thèses de Lyon). Thèses du III^e congrès du Parti Communiste d’Italie*.

¹⁷ Togliatti, P. (1970). Recherches internationales à la lumière du marxisme : Le fascisme italien, huit leçons de Palmiro Togliatti. *Recherches Internationales*, (68).

trouvent politiquement isolés. Poussant les militants vers l'abstentionnisme par la mise dos-à-dos des forces de la droite et de la gauche réformiste, cette stratégie aura des conséquences désastreuses, notamment en Allemagne où ces divisions permettront à Hitler d'accéder au pouvoir. Émerge alors la stratégie des Fronts populaires visant à contrer l'accession au pouvoir des forces fascistes. Favorisant dorénavant l'association de toutes les forces antifascistes, en permettant même certaines associations avec la bourgeoisie non fasciste, cette nouvelle lecture communiste conserve cependant son fondement marxiste orthodoxe considérant le fascisme comme le produit d'une réaction du capital.¹⁸

Malgré certaines dissensions dans les rangs communistes, l'analyse marxiste du fascisme demeurera répandue jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre et consolidera ses acquis dans les milieux intellectuels et académiques pendant les deux décennies suivant l'armistice. Nous verrons, dans la prochaine partie, de quelle façon cette thèse se développera en position hégémonique dans un contexte post-Deuxième Guerre mondiale.

1.1.2. La domination de l'approche Marxiste

Dans l'immédiat après Deuxième Guerre mondiale, les théories globalisantes associées aux approches classiques continuent d'être privilégiées par les historiens. Cette situation s'explique par deux principaux facteurs. D'abord, comme nous l'avons mentionné, la défaite du fascisme et du nazisme lors de la Seconde Guerre mondiale aura pour effet de rallier les intellectuels autour du camp antifasciste. Cependant, la raison principale de la persistance des approches globalisantes est d'ordre moral : le souvenir encore trop frais du fascisme, du nazisme, de la collaboration et les violences qu'ils ont entraînées contribue au refus de son historicisation. Préférant obscurcir

¹⁸ Forlin, O. (2013). *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*. Paris : La Découverte, p. 44.

encore davantage l'une des périodes les plus sombres de leurs histoires nationales respectives, les historiens choisissent des approches réaffirmant la mort définitive du fascisme et condamnant des faits perçus comme une déviation, une parenthèse de l'histoire. Comme l'affirme Benedetto Croce,¹⁹ l'historisation du fascisme se bute à un obstacle éthique majeur : cette historisation, permettant de comprendre et d'expliquer le fascisme, risquerait d'être perçue comme une atténuation de sa condamnation.

Les blessures de la guerre font également entrer les enjeux mémoriels dans le cadre analytique du fascisme. La glorification des résistances et la volonté des partis issus de l'antifascisme, au pouvoir après la guerre, de reconstituer une unité nationale empêchent un réel examen de conscience. Dans l'exemple italien, cette situation entraîne une dissociation entre « bons italiens » et une minorité inféodée aux « mauvais allemands ». Cette opposition se développe au point de susciter une analyse du fascisme italien perçu comme un moindre mal par rapport à l'Allemagne nazie. L'absence d'un processus analogue aux procès de Nuremberg permet d'atténuer encore davantage la réalité de l'horreur des crimes fascistes.

Dans ce contexte, l'approche marxiste s'institue en position hégémonique autant chez les historiens que chez les intellectuels, tous fortement influencés par les courants antifascistes. Sans complètement disparaître, les approches libérale et libérale-démocrate perdent du terrain. Influencés par les travaux de Benedetto Croce, certains chercheurs allemands et britanniques tels que Meinecke,²⁰ Mann,²¹ Ritter²² et

¹⁹ Croce, B. (1963). *Scritti e discorsi politici (1943-1947)*. Rome-Bari : Laterza.

²⁰ Meinecke, F. (1946). *Die Deutsche Katastrophe (La catastrophe allemande)*. Wiesbaden : Brockhaus.

²¹ Mann, G. (1958). *Histoire allemande des 19^e et 20^e siècles*. Stuttgart : Deutscher Bücherbund.

²² Ritter, G. (1958). *Il Volto demoniaco del potere*. (E. Melandri, trad.). Bologne : Il Mulino.

Cassirer²³ inscrivent leurs travaux dans la continuité de l'approche libérale alors que les britanniques McGovern,²⁴ Vermeil²⁵ et Denis Mack Smith²⁶ développent des thèses se rapprochant de la théorie de la révélation associée à l'approche libérale-démocrate. Cependant, ces positions seront minoritaires face à l'hégémonie marxiste.²⁷

En Italie, cette analyse marxiste a imprégné l'historiographie. Effectivement, les travaux sur la résistance de Battaglia,²⁸ sur les origines du fascisme d'Alatri²⁹ ou de Santarelli³⁰ sont tous assimilables à cette tendance s'inscrivant directement dans les orientations marxistes de l'entre-deux-guerres. Cependant, la fin des années 1960 et le début des années 1970 marque une période où l'orthodoxie marxiste semble s'atténuer légèrement pour laisser entrevoir des approches plus diversifiées. Qu'il s'agisse des travaux de Togliatti³¹ introduisant l'importance des masses dans l'analyse du fascisme, de la place des classes moyennes dans son accession au pouvoir,³² des études de

²³ Cassirer, E. (1993). *Le mythe de l'État*. (B. Vergely, trad.). Paris : Gallimard.

²⁴ McGovern, W. M. (1941). *From Luther to Hitler. The History of Fascist-Nazi Political Philosophy*. Boston-New York : Houghton Mifflin Company.

²⁵ Vermeil, E. (1945). *L'Allemagne, essai d'explication*. Paris : Gallimard.

²⁶ Mack Smith, D. (1959). *Storia d'Italia dal 1861 a 1958*. (A. Aquarone, trad.). Rome-Bari : Laterza.

²⁷ Forlin, O. (2013). *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*. Paris : La Découverte, p. 68-69.

²⁸ Battaglia, R. (1953). *Storia della Resistenza italiana*. Turin : Einaudi.

²⁹ Alatri, P. (1956). *Le Origini del fascismo*. Rome : Riuniti.

³⁰ Santarelli, E. (1967). *Storia del movimento e del regime fascista*. Rome : Riuniti.

³¹ Togliatti, P. (1970). Recherches internationales à la lumière du marxisme : Le fascisme italien, huit leçons de Palmiro Togliatti. *Recherches internationales*. (68).

³² Quazza, G. (1973). « Storia del fascismo e storia d'Italia ». Dans G. Quazza (dir.), *Fascismo e società italiana*. Turin : Einaudi.

Ragioneri³³ qui, se basant sur les écrits de Gramsci, voit dans le Risorgimento une révolution bourgeoise et capitaliste manquée ou du caractère réactionnaire du fascisme canalisant les forces nationalistes contre la révolte des classes ouvrières et paysannes,³⁴ l'historiographie italienne se développe tout en restant près des analyses initiales des marxistes contemporains du fascisme.³⁵

Nous traiterons du contexte spécifique de la France dans une section subséquente. Cependant, il est important de noter que cette domination des approches marxistes s'étend également à l'historiographie française. Les thèses marxistes seront en effet un levier politique et de légitimation important pour le Parti Communiste français (PCF). Elles permettront la définition d'ennemis : l'Italie fasciste, l'Allemagne nazie, Vichy, l'extrême droite post Deuxième Guerre mondiale, le gaullisme ainsi que toute force politique faisant de l'anticommunisme un cheval de bataille.³⁶ Cependant, à l'instar de la situation transalpine, l'historiographie marxiste française produira un certain nombre d'analyses plus nuancées et qui s'éloigneront de l'orthodoxie du PCF. Effectivement, qu'il s'agisse des personnalistes, fidèles de Jacques Maritain et collaborateurs de la revue *Esprit*, qui introduiront un important rapport à la chrétienté dans leurs analyses ou des influences de l'existentialisme et de la psychanalyse dans la compréhension du fascisme de certains intellectuels, la France produira également des analyses moins

³³ Ragioneri, E. (1976). « La storia politica e sociale ». Dans *Storia d'Italia* (vol. 4, t. 3). Turin : Einaudi.

³⁴ Candeloro, G. (1981). *Storia dell'Italia moderna, vol. IX : Il fascismo e le sue guerre*. Milan : Feltrinelli.

³⁵ Forlin, O. (2013). *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*. Paris : La Découverte, p. 69-70.

³⁶ Prêda, J. (2007). *Se souvenir et combattre. Les mémoires intellectuelles du fascisme et leurs utilisations, 1944-1950* (Mémoire de première année de Master). Université de Grenoble-II.

déterministes. Cependant, elles auront toutes en commun la persistance de la thèse du fascisme comme phase ultime du capitalisme.³⁷

1.1.3. L'essor de l'école des totalitarismes

L'approche associée à l'étude du fascisme sous l'angle des totalitarismes provient à la fois de l'intuition d'hommes politiques et d'intellectuels italiens des années 1920³⁸ et d'essais publiés dans les années 1930 aux États-Unis.³⁹ En permettant le rapprochement entre fascisme et communisme, cette théorisation du totalitarisme se constitue autour de deux pôles : l'un éminemment politique utilisé comme arme pendant la guerre froide permettant la mise dos-à-dos des crimes nazis et de l'URSS et l'autre, développant une réelle réflexion théorique sur la nature conjointe de ces régimes dits totalitaires.

Se développant dans les années 1950, cette théorie s'appuie sur deux conceptions fondamentales. Premièrement, le totalitarisme serait une forme d'organisation politique inédite associée aux sociétés de masse modernes. Les régimes y étant associés se distinguent donc des dictatures autoritaires et conservatrices traditionnelles. Le deuxième élément fondamental de cette thèse repose sur l'instrumentalisation, par les régimes totalitaires, du développement technologique des sociétés dans le processus de ralliement du consensus, ce qui en ferait un phénomène résolument lié à la modernité.⁴⁰ L'étude des différents régimes totalitaires serait, par comparaison, le moyen idéal pour

³⁷ Forlin, O. (2013). *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*. Paris : La Découverte, p. 71.

³⁸ *Ibid*, p. 76.

³⁹ De Felice, R. (2000). *Les interprétations du fascisme*. Paris : Éditions des Syrtes, p. 60.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 61.

en faire émerger à la fois les similitudes sur le plan structurel et les différences dans les formes qu'ils prendront.

L'importance des travaux d'Hannah Arendt, notamment de *Origins of Totalitarianism*,⁴¹ et de la publication de *Totalitarian Dictatorship and Autocracy* de Carl J. Friedrich et Zbigniew K. Brzezinski,⁴² sont centrales dans l'élaboration de cette approche.⁴³ Selon Arendt, il existe trois prémisses préalables à l'accession au pouvoir des régimes totalitaires, toutes liées à un contexte spécifique aux dernières décennies du 19^e siècle et à la Première Guerre mondiale et qui entraînent une réaction en chaîne à partir de 1914. Effectivement, l'affaiblissement de l'état-nation et la montée de l'impérialisme, la dislocation de la conscience et du système de classe et de ses valeurs ainsi que l'atomisation et l'individualisation des sociétés de masse modernes constituent le socle de l'émergence du totalitarisme.

L'approche vise l'analyse du totalitarisme en le considérant comme une forme d'organisation politique unie par ses similitudes rendues possibles par l'entrée des masses en politique et malgré des différences marquées entre les régimes au niveau des « programmes et idéologies.⁴⁴ » Il existerait une forme de pratique et d'application du

⁴¹ Arendt, H. (1951). *Origins of Totalitarianism*. New York : Schocken Books.

⁴² Brzezinski, Z. K. et Friedrich, C. J. (1956). *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*. Cambridge, MA : Harvard University Press.

⁴³ Dans une note de bas de page de son ouvrage *Interpretations of Fascism*, Renzo de Felice propose une intéressante revue de la littérature sur cette approche. Il suggère ainsi la lecture de Friedrich, C. J. (1954). *Totalitarianism : Proceedings of a Conference Held at the American Academy of Arts and Sciences*, Cambridge, MA : Harvard University Press; Buchheim, H. (1969). *Totalitarian Rule : Its Nature and Characteristics*. (R. Hein, trad.) Middletown, CT : Wesleyan University Press; Lassewell, H. D. et Lerner, D. (dir.). (1965). *World Revolutionary Elites : Studies in Coercive Ideological Movements*. Cambridge, MA : M.I.T Press. Il évoque également les critiques adressées à cette approche en citant les textes de Groth, A. J. (1964). *The Isms of Totalitarianism*, *American Political Science Review*, 58(4), 888-901; de Burrowes, R. D. (1969). « Totalitarianism : The Revised Standard Version », *World Politics*, 21(2), 272-294.

⁴⁴ De Felice, R. (2000). *Les interprétations du fascisme*. Paris : Éditions des Syrtes, p. 65.

pouvoir similaire aux régimes totalitaires, mais à des degrés inégaux. Par exemple, l'Italie fasciste ne sera considérée en tant que régime totalitaire qu'à partir de 1938.⁴⁵ Ainsi, les éléments fondamentaux de l'approche des totalitarismes résideront dans la nature du pouvoir exercé : le consentement des populations, le recours à la terreur et à la propagande, l'organisation « totale » de l'appareil étatique, la place prépondérante jouée par un *leader* charismatique et les orientations relatives aux relations internationales (annexions de territoire, impérialisme, etc.). Ces points sont repris par Friedrich et Brzezinski dans une tentative d'élaboration de critères qualifiants dans la description du totalitarisme. Cette approche pave la voie à un renouveau dans la conception du fascisme et du totalitarisme s'extirpant des dangers des approches globalisantes évoquées dans la section précédente. La constitution d'un savoir, dominé par les politicologues, autour de la notion de totalitarisme correspond à un pas vers l'historisation du phénomène.

Cependant, cette approche, qui gagne en popularité auprès de chercheurs américains et allemands sera fortement refoulée en France et en Italie en raison de l'hégémonie des approches marxistes qui dominent le paysage académique de ces deux pays. L'introduction d'une perspective suggérant la mise en relation des régimes fascistes et communistes se heurte à la prédominance d'une historiographie communiste marxisante qui considère ces deux formes politiques comme antinomiques.

1.1.4. L'apport des sciences sociales et la contestation des interprétations globalisantes

Face aux approches globalisantes et aux efforts des politicologues à l'origine d'une approche analysant le fascisme sous l'angle du totalitarisme, se développent de nouvelles thèses issues des sciences sociales. La première série d'analyses associée à

⁴⁵ Gentile, E. (2004). *Qu'est-ce que le fascisme? Histoire et interprétation*. Paris : Gallimard.

ce courant trouve son origine dans un cadre psychosocial.⁴⁶ Autour des travaux de Wilhelm Reich,⁴⁷ originellement publiés en 1933, se déploie un florilège de thèses ayant toutes comme point d'ancrage l'idée selon laquelle le fascisme constituerait une pathologie sociale. En effet, le fascisme naîtrait du refoulement de pulsions sadiques et sexuelles exacerbées par l'aliénation des masses dans les sociétés modernes. Ces thèses, bien qu'énoncées pendant l'entre-deux-guerres, ne jouiront d'un essor considérable qu'après la Deuxième Guerre mondiale et particulièrement dans les années 1950 et 1960. Selon Theodor Adorno,⁴⁸ le fascisme se développerait en réaction à la personnalité autoritaire alors que pour Erich Fromm⁴⁹ il constituerait l'accentuation des tendances sadomasochistes des classes moyennes produites par les transformations des sociétés industrielles. L'isolement qu'elles entraîneraient ne pourrait se conjurer que par une organisation stricte et autoritaire de la communauté.

Un autre courant d'analyse du fascisme issu des sciences sociales s'organise autour d'une perspective sociologique. Selon ses tenants, l'origine du fascisme se trouve dans l'atomisation de la société industrielle et de l'avènement de masses inorganisées. Pour Karl Mannheim,⁵⁰ sociologue hongrois, la mobilisation de ces masses silencieuses par des intellectuels déclassés serait à l'origine de la montée des fascismes. De ce postulat émerge une vaste littérature sociologique dans les années 1950 et 1960, citée par Olivier Forlin dans son formidable ouvrage *Le Fascisme : Historiographie et enjeux*

⁴⁶ Milza, P. (1991). *Les Fascismes*. Paris : Seuil.

⁴⁷ Reich, W. (2001). *La psychologie de masse du fascisme*. Paris : Payot.

⁴⁸ Adorno, T. W. et al. (1950). *The Authoritarian Personality*. New York : Norton.

⁴⁹ Fromm, E. (1963). *La peur de la liberté*. Paris : Buchet-Chastel.

⁵⁰ Mannheim, K. (2006). *Idéologie et utopie*. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

mémoriels,⁵¹ capital pour l'écriture de ce chapitre. Cette littérature insiste sur l'importance du rôle des classes moyennes en voie de prolétarianisation et opposées à la fois au capitalisme et au socialisme. Du nombre, les travaux de Seymour Martin Lipset,⁵² Nathaniel Stone Preston⁵³ et Talcott Parsons⁵⁴ constituent des incontournables. Selon Lipset, à chacune des grandes catégories sociales correspond un courant politique. Ainsi, la bourgeoisie serait associée à la droite, les classes moyennes au centre et les ouvriers et paysans à la gauche et au socialisme. Dans chacun de ces courants politiques existeraient deux tendances : l'une modérée et démocratique et l'autre extrémiste. Or, le fascisme correspondrait à la tendance extrémiste du centre politique et serait donc associé aux classes moyennes alors que les mouvements et régimes autoritaires traditionnels seraient associés à un extrémisme de droite et conséquemment, à la bourgeoisie.⁵⁵ Cette approche sociologique propose donc une lecture du fascisme qui lui attribue une dynamique particulière la différenciant des autres mouvements autoritaires.

S'esquissent alors, autour d'une analyse focalisée sur l'origine sociale de l'adhésion au fascisme, les contours d'approches incluant un ensemble de critères permettant l'attribution de l'épithète fasciste aux différents mouvements. Ces approches se développent au fil des avancées de l'historiographie du fascisme qui ébranleront les conceptions des approches globalisantes. L'étude des spécificités des différents régimes fascistes et des paramètres sociologiques qui en constituent le socle participe

⁵¹ Forlin, O. (2013). *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*. Paris : La Découverte.

⁵² Lipsett, S. M. (1960). *Political Man. The Social Bases of Politics*. New York : Doubleday.

⁵³ Preston, N. S. (1967). *Politics, Economics and Power. Ideology and Practice under Capitalism, Socialism, Communism and Fascism*. New York-Londres : Macmillan.

⁵⁴ Parsons, T. (1969). *Politics and Social Structure*. New York : Free Press.

⁵⁵ Forlin, O. (2013). *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*. Paris : La Découverte, p. 75.

à une tentative de constitution en objet d'étude historicisé d'un phénomène qu'on analysait jusqu'alors dans une perspective essentialiste. La contribution des sciences sociales à l'analyse du fascisme réside donc dans une translation faisant passer le point focal de sa compréhension d'une tentative d'identification de son essence à l'étude de ses dimensions idéologiques et culturelles. Bien que ces avancées ne constituent pas l'acte de mort des approches globalisantes, qui subsistent et coexistent côte-à-côte avec les approches issues des sciences sociales à travers les années 1960, la nécessité d'une analyse ancrée dans un contexte historique précis se profile. L'augmentation de l'intérêt pour l'étude des régimes fascistes et la disponibilité sans cesse grandissante des sources dans les années 1960-1970 n'y sont sans doute pas étrangères.

Cette dynamique influencera évidemment le travail des historiens qui se saisiront de ces nouvelles approches pour s'engager dans un travail de recherche approchant le fascisme en l'historicisant et le constituant en objet d'histoire. Prenant à contrepied les tenants des thèses globalisantes y voyant un phénomène générique doté d'une essence commune à toutes ses manifestations, les historiens occuperont, à partir des années 1960, la majeure partie du terrain des recherches sur le fascisme.⁵⁶ Nous verrons, dans la prochaine partie, comment ce travail influera sur la compréhension du fascisme en esquissant les grands temps des analyses historiennes en France.

1.2. Le fascisme en France.

Parallèlement à la contribution des chercheurs associés aux sciences sociales, les années 1960 marquent également l'entrée en scène des historiens tentant eux-aussi de s'extirper des interprétations globalisantes. Dans cette partie, nous verrons comment les travaux des historiens participeront au développement des analyses du fascisme en portant une attention particulière à la situation de la France, sujet de cette thèse.

⁵⁶ Forlin, O. (2013). *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*. Paris : La Découverte, p. 89.

1.2.1. La thèse française : l'influence des thèses Rémondienne.

Les travaux de René Rémond⁵⁷ marquent une véritable rupture dans l'étude du fascisme en France. En inscrivant sa démarche dans une histoire politique marquée par une opposition à la thèse marxiste dominante, il proposera une vision du fascisme s'éloignant à la fois des conceptions attribuant au fascisme une nature générique et de l'histoire événementielle pour « s'orienter davantage vers une histoire des cultures politiques envisagées dans une temporalité plus longue⁵⁸ ». Ses positions s'institueront en véritable école autour des Instituts d'études politiques – en particulier Sciences Po Paris- et des Universités par l'entremise d'une génération d'historiens qu'il aura formés et qui dirigeront également des revues d'histoire (*Revue française de science politique*, *Vingtième siècle*). Le fondement de la thèse de René Rémond est développé dans son ouvrage *Les droites en France* (1982), version augmentée d'une version originalement parue en 1954. Dans cet ouvrage, l'historien expose la complexité de l'organisation de la droite française et propose une analyse en isolant trois grandes tendances dominantes et qui seraient « dotées chacune de tous les attributs d'une authentique tradition politique » :

La première serait une droite empruntant des éléments aux ultras de la restauration et de la contre-révolution, faisant de la tradition un système et l'érigant en politique. La seconde serait à la fois conservatrice et libérale, héritière de l'orléanisme.⁵⁹ Enfin, la troisième serait l'amalgame d'éléments hétérogènes sous le signe du nationalisme et dont le bonapartisme serait le précurseur. Au cours de l'histoire française, ces trois

⁵⁷ Rémond, R. (1954). *La droite en France*. Paris : Aubier-Montaigne et la réédition Rémond, R. (1982). *Les droites en France*. Paris : Aubier, ainsi que l'article de Rémond, R. (1952). « Y a-t-il un fascisme français? » *Terre humaine*, (7-8), 37-47.

⁵⁸ Forlin, O. (2013). *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*. Paris : La Découverte, p. 81.

⁵⁹ Tendance royaliste, opposée à l'absolutisme, représentée notamment par la monarchie de Juillet (1830-1848).

tendances s'influenceront mutuellement et s'incarneront dans différents mouvements concurrents sans toutefois se confondre totalement.⁶⁰

Alors que pour les deux premières tendances, la démonstration de la différenciation avec le fascisme est évidente, il n'en est rien pour la troisième. En effet, cette droite bonapartiste comporte certains éléments qui s'apparentent aux mouvements fascistes : concentration du pouvoir dans les mains d'un leader charismatique, dimension démocratique et plébiscitaire, instrumentalisation des masses et nationalisme exacerbé. Rémond rejette cependant la comparaison en soulignant les différences entre le bonapartisme et les mouvements fascistes. Selon lui, l'évolution libérale du second empire dans les années 1860, son soutien aux notables et l'absence de parti unique suffisent pour différencier le bonapartisme des régimes fascistes.⁶¹ Rémond procédera ensuite à l'analyse de différents mouvements qu'il associe à cette tendance bonapartiste en concluant à chaque fois qu'ils ne peuvent être considérés comme fascistes. Si, pour lui, le boulangisme fût un direct héritier du bonapartisme et les ligues de la fin du 19^e siècle, avec l'Action française en tête, une série de mouvements néo-traditionnalistes à l'héritage réactionnaire, c'est autour des ligues des années 1930 que la question du fascisme français fût plus problématique. Dans un contexte d'entre-deux-guerres, favorable à l'essor des nationalismes, et accentué par la victoire des cartels de gauche en 1924, Rémond observe le développement d'un climat propice à un fort sentiment d'antiparlementarisme typique des lendemains de conflits.⁶² Alors qu'il voit des éléments relevant du fascisme dans la Solidarité française de Jean Renaud, le Francisme de Marcel Bucard, le Comité secret d'action révolutionnaire (CSAR) et le Parti populaire français (PPF) de Doriot, il considère que ce fascisme reste

⁶⁰ Rémond, R. (1982). *Les droites en France*. Paris : Aubier, p. 22.

⁶¹ Forlin, O. (2013). *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*. Paris : La Découverte, p. 83.

⁶² Rémond, R. (1982). *Les droites en France*. Paris : Aubier, p. 210.

embryonnaire et marginal de par leur faible effectif ou dans le cas du PPF, son déclin rapide en 1938.⁶³ C'est autour des ligues, plus éloignées du fascisme, que se seraient rassemblées les forces de l'extrême droite française de l'entre-deux-guerres. La question des Jeunesses patriotes de Pierre Taittinger et des Croix-de-feu du colonel de La Roque, qui résisteront à la dissolution des ligues en 1936 en formant le Parti social français (PSF), constitue un enjeu historiographique majeur. Véritable mouvement de masse, les Croix-de-Feu/PSF regrouperont 700 000 membres à la fin des années 1930. Cependant, l'attachement du colonel aux institutions démocratiques et républicaines, ainsi que son catholicisme social et son nationalisme non impérialiste l'auraient différencié du fascisme.

Au sujet de l'expérience des ligues des années 1930, Rémond y voit, de manière générale, la perpétuation de la droite bonapartiste caractérisée par une certaine révision de la constitution, le renforcement du pouvoir exécutif, le néo-corporatisme; thèmes classiques des droites autoritaires mais qui ne permettent pas de les considérer comme fascistes.

Les thèses de René Rémond se diffuseront et seront portées par de nombreux historiens. Raoul Girardet, également enseignant à Sciences Po Paris, reprend les grandes lignes de l'analyse rémondienne dans un article paru dans la *Revue française de science politique*.⁶⁴ Tout en acceptant la thèse de la marginalité du fascisme français, il y apporte cependant quelques nuances. Proposant d'analyser le climat intellectuel des années 1930 pour y déceler la présence d'un état d'esprit marquant de son empreinte le nationalisme français, il soutient que ce fascisme aurait exercé un pouvoir d'attraction sur certains intellectuels, une partie de la presse et des organisations

⁶³ Forlin, O. (2013). *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*. Paris : La Découverte, p. 83.

⁶⁴ Girardet, R. (1955). « Notes du l'esprit d'un fascisme français, 1934-1939 ». *Revue française de science politique*, 5(3), 529-546.

politiques de droite en exaltant « *un romantisme de l'action révolutionnaire, de la force physique et de la jeunesse, une volonté d'embrasser le mouvement de l'Histoire et de réinsérer la France dans le mouvement du siècle – la révolution du 20^e siècle du fascisme*⁶⁵ ». Cette idée sera centrale dans les thèses de Zeev Sternhell, que nous évoquerons un peu plus loin.

D'autres historiens se succéderont dans la foulée de René Rémond. D'entre eux, il est important de souligner l'influence de Michel Winock⁶⁶ et Pierre Milza.⁶⁷ Refusant à leur tour l'idée de l'existence d'un fascisme à la française, ils reprennent les grandes lignes de la thèse française et la partagent avec une génération d'historiens qui produiront des travaux en ce sens jusqu'à la fin du vingtième siècle. Michel Winock, qui « conteste la cohérence d'un fascisme français, laquelle ne saurait être qu'une construction *a posteriori* », soutient que le mouvement n'aurait pas su s'implanter durablement et unifier les masses dans la société française.⁶⁸ Milza abondera dans le même sens en suggérant que la classe politique française aurait mis un frein au développement d'une telle idéologie en érigeant sa longue tradition démocratique en résistance au mouvement fasciste qui se développait en Europe après la Première Guerre mondiale.⁶⁹

De manière générale, les tenants de la thèse française soutiennent que le fascisme n'a pas pu se développer en France pendant l'entre-deux-guerres. Plusieurs facteurs

⁶⁵ Forlin, O. (2013). *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*. Paris : La Découverte, p. 87.

⁶⁶ Winock, M. (1983). « Fascisme à la française ou fascisme introuvable? ». *Le Débat*, (25), 35-44 et Winock, M. (1990). *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*. Paris : Seuil.

⁶⁷ Milza, P. (1987). *Fascisme français, passé et présent*. Paris : Flammarion et Milza, P. (1991). *Les Fascismes*. Paris : Seuil.

⁶⁸ Milza, P. (1991). *Les Fascismes*, Paris : Seuil, p. 242.

⁶⁹ Milza, P. (1987). *Fascisme français, passé et présent*. Paris : Flammarion, p. 52.

expliquent l'échec de l'accession au pouvoir d'un régime fasciste au pays des droits de l'homme. D'une part, l'ampleur moindre, en France, de la crise économique qui touche l'Europe dans les années 1920 et 1930 aurait empêché une réelle imprégnation du fascisme sur les masses populaires. Par ailleurs, la tradition démocratique et républicaine française aurait également agi comme rempart aux dérives fascisantes. Finalement, ces historiens observent que l'enthousiasme belliqueux associable aux autres expériences fascistes ne trouve pas d'emprise dans sa version hexagonale.⁷⁰ René Rémond suggère également que la grandeur et la maturité politique du peuple français constituent un trait fondamental immunisant la France contre le fascisme.⁷¹

Au-delà du cas français, il est important de retenir de la thèse française son positionnement à l'encontre des approches globalisantes. En traitant le fascisme en fonction de spécificités contextuelles et en isolant l'une de ses représentations, les historiens associés à cette thèse auront permis de déplacer l'analyse du fascisme de la recherche de son essence à ses manifestations concrètes, apportant ainsi de nécessaires nuances au travail de leurs prédécesseurs. L'on voit alors émerger un effort d'élaboration de critères qualifiants permettant d'affirmer ou d'infirmer l'appartenance de mouvements ou de régimes à l'idéologie. Ces logiques classificatoires seront plus tard critiquées par une nouvelle génération d'intellectuels et de chercheurs qui, en plus d'y trouver des faiblesses méthodologiques, reconnaitront les problèmes liés aux enjeux mémoriels et politiques associés à la thèse de « l'allergie française au fascisme ».

⁷⁰ Winock, M. (1990). *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris : Seuil, p. 232.

⁷¹ Rémond, R. (1982). *Les droites en France*. Paris : Aubier, p. 224.

1.2.2. Le mythe de l'allergie française au fascisme.

Dans un contexte où les thèses rémondiennes s'instituent en véritable doxa, l'apport de chercheurs étrangers, en particulier allemands, américains et israéliens, permettront d'ouvrir la porte à une contestation de la thèse française. Ces chercheurs inscriront leurs travaux dans une évolution des analyses du fascisme observable dans l'ensemble du monde occidental. Face au processus de défascisation entamé autant en France qu'en Italie, souvent pour des raisons politiques ou pour répondre à des enjeux mémoriels dépassant le cadre de la recherche universitaire, les travaux de ces historiens permettront d'historiciser encore davantage l'analyse du fascisme en portant une attention particulière aux spécificités culturelles, politiques et historiques de la France de l'entre-deux-guerres.⁷²

Les premières critiques viendront de l'allemand Ernst Nolte. S'éloignant radicalement des thèses exposées par René Rémond, Nolte⁷³ entrevoit le fascisme comme un phénomène politique du 20^e siècle trouvant ses origines dans le nationalisme conservateur de la France du 19^e siècle. Pour lui, la clé de la compréhension d'un fascisme à la française résiderait dans l'évolution de l'Action française (AF) de Charles Maurras. Il développe une définition du fascisme dans son principal ouvrage *Three Faces of Fascism : Action Française, Italian Fascism, National Socialism* :

Le fascisme correspond à un antimarxisme qui vise à détruire l'ennemi par une idéologie opposée, mais toutefois reliée, et par l'utilisation de méthodes à la fois presque identiques mais typiquement modifiées, dans une

⁷² Bérubé-Sasseville, O. (2015). « *Le Groupe Union Défense : la droite néofasciste à l'université (1968-1988)* » (Mémoire de maîtrise en histoire). Université du Québec à Montréal.

⁷³ Ernst Nolte est, dans certains contextes, fortement critiqué pour certaines positions concernant l'enseignement de l'histoire de la Shoah en Allemagne. Dans ce qu'on appellera « La querelle des historiens », il est notamment accusé par Jürgen Habermas de relativiser la place du régime nazi dans l'histoire allemande. Cependant, sa contribution à l'historiographie du fascisme constitue un incontournable du propos de cette thèse.

perspective inflexiblement ancrée dans l'affirmation de l'autonomie nationale.⁷⁴

Le substrat idéologique fondamental du fascisme serait donc l'antimarxisme. Réfutant les thèses de Rémond selon lesquelles les manifestations du fascisme en France furent marginales et sans conséquences, Nolte avance plutôt que ce fascisme aura été « plus précoce dans ses premières tentatives, plus multicolore et riche en prolongements dans sa maturité, plus tenace à son déclin que nulle part ailleurs.⁷⁵ » Un des intérêts majeurs des thèses de Nolte réside dans son association du fascisme à l'héritage maurassien; vision s'opposant à une historiographie qui en lie presque exclusivement les manifestations à l'action des ligues de l'entre-deux-guerres. Cette thèse sera également partagée par l'américain Eugen Weber, dont les travaux sur l'Action française seront déterminants dans l'historiographie de l'extrême droite française. Dans *Action Française : Royalism and Reaction in Twentieth Century France*,⁷⁶ il démontre l'importance de Maurras et de l'Action française dans le développement de l'idéologie de groupuscules fascistoïdes après la Première Guerre mondiale, notamment le Faisceau de Georges Valois, le CSAR de Deloncle et le journal *Je suis partout*. Pour ces auteurs, l'AF ne constituerait pas un phénomène isolé et singulier, mais la matrice idéologique et mouvement annonciateur du fascisme européen du 20^e siècle.

Un autre chercheur américain, Robert Soucy,⁷⁷ participera à la critique de la thèse française. Pour lui, l'action des ligues des années 1930 s'inscrit dans la continuité du

⁷⁴ Traduction libre de Nolte, E. (1969). *Three Faces of Fascism : Action Française, Italian Facism, National Socialism*. New York-Toronto : The New American Library, p. 60.

⁷⁵ Milza, P. (1987). *Fascisme français, passé et présent*. Paris : Flammarion, Paris, p. 23.

⁷⁶ Weber, E. (1962). *Action Française : Royalism and Reaction in Twentieth Century France*. Palo Alto : Stanford University Press.

⁷⁷ Soucy, R. (1966). « The Nature of Fascism in France ». *Journal of Contemporary History*, 1(1), 27-55, Soucy, R. (1989). *Le fascisme Français 1924-1933*. Paris : Presses Universitaires de France et

conservatisme français de la fin du 19^e siècle. Accréditant la thèse de Nolte selon laquelle ce conservatisme serait annonciateur du fascisme du 20^e siècle, l'historien américain affirme que les ligues en seraient la manifestation française. Récusant ainsi l'argument de Rémond faisant des ligues un phénomène marginal dont l'idéologie et les pratiques auraient été empruntées aux fascismes étrangers, Soucy en inscrit le développement dans l'histoire nationale française.⁷⁸ Il s'oppose également à Rémond sur le caractère marginal de l'adhésion à l'idéologie. Ainsi, il suggère, à l'image de Nolte et Weber, l'existence d'un fascisme en France pendant les années 1930 et en fournit la définition suivante :

Le fascisme est une nouvelle variété d'autoritarisme conservateur et de nationalisme d'extrême droite qui vise à éradiquer la menace marxiste et le libéralisme politique qui lui avait permis d'exister. La plupart des fascismes partagent donc avec la droite traditionnelle un conservatisme social et économique fondamental toujours opposé au Marxisme.⁷⁹

Ces voix discordantes dans l'analyse du fascisme en France ne bénéficieront cependant pas d'une grande diffusion en dehors des milieux académiques. De par leurs traductions tardives et la persistance de la domination de la thèse française, renforcée par un contexte politique favorisant les approches s'inscrivant dans une défascisation de l'histoire de la France d'entre-deux-guerres et influencées par des enjeux mémoriels liées à la conservation de l'aura de « pays des droits de l'homme » dont jouissait la France, l'impact de ces thèses sera limité.

Soucy, R. (1995). *French Fascism : The Second Wave 1933-1939*. New Haven, CT : Yale University Press.

⁷⁸ Milza, P. (1987). *Fascisme français, passé et présent*. Paris : Flammarion, p. 23.

⁷⁹ Traduction libre de Soucy, R. (1995). *French Fascism : The Second Wave 1933-1939*. New Haven, CT : Yale University Press, p. 17.

La véritable polémique autour de la contestation de la thèse immunitaire de René Rémond survient suite à la publication, en 1978 et 1983,⁸⁰ des deux derniers volumes de la trilogie de Zeev Sternhell sur l'extrême droite française. Effectivement, *La droite révolutionnaire* et *Ni droite ni gauche* auront un retentissement sans précédent au sein de l'historiographie du fascisme français. Cette polémique se développera dans un contexte favorisé précédemment par la parution en 1972 (traduit en français en 1973) de l'ouvrage de Robert Paxton *La France de Vichy*,⁸¹ premier historien affirmant le caractère indépendant du régime face à l'Allemagne nazie et soulignant sa responsabilité dans la persécution des juifs. La brèche ouverte par le travail de Paxton, mettant l'accent sur la nature et l'idéologie du régime de Vichy et s'appuyant sur des sources allemandes jusqu'alors peu étudiées par les chercheurs français, ébranle les fondements des thèses rémondiennes. Dans la foulée des débats suscités par ces thèses, les travaux de Sternhell jouiront d'un retentissement significatif. Il affirme que :

le fascisme a non seulement des racines endogènes mais que c'est la France de la fin du 19^e siècle qui en est le laboratoire. L'idéologie se serait ensuite diffusée dans d'autres pays, en particulier en Italie après la Grande Guerre.⁸²

Dans *La droite révolutionnaire*, l'auteur se concentre sur les années 1885-1914, période pendant laquelle se développe, selon lui, les prémisses du fascisme européen par la fusion d'une droite révolutionnaire et d'une extrême-gauche syndicaliste.⁸³ Dans son deuxième ouvrage, *Ni droite ni gauche*, il s'attarde à l'entre-deux-guerres et au fascisme des ligues des années 1930. S'inscrivant dans la continuité des travaux de

⁸⁰ Sternhell, Z. (1997). *La droite révolutionnaire : Les origines françaises du fascisme*. Paris : Gallimard et Sternhell, Z. (2000a). *Ni droite, ni gauche : l'idéologie fasciste en France*. Bruxelles : Complexe.

⁸¹ Paxton, R. O. (1996). *La France de Vichy 1940-1944*. Paris : Seuil.

⁸² Forlin, O. (2013). *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*. Paris : La Découverte, p. 115.

⁸³ Sternhell, Z. (2000a). *Ni droite, ni gauche : l'idéologie fasciste en France*. Bruxelles : Complexe.

Nolte et de Soucy, il réaffirme l'existence d'une variante hexagonale du fascisme, originale dans sa nature et idéologiquement plus raffinée car elle ne subira jamais les dégradations et les compromis qui accompagnent l'édification de l'idéologie en régime. L'idéologie des ligues est donc, pour Sternhell, associable au fascisme. Il en retrace l'évolution en partant de Maurice Barrès, premier représentant de cette tentative de fusion entre syndicalisme et nationalisme exacerbé qui se développera jusqu'à s'instituer en doctrine de nombreux mouvements et ligues, notamment le Faisceau de Georges Valois.⁸⁴ Cette position vient évidemment se poser en contradiction directe avec les tenants de la thèse française pour qui la version du fascisme français n'aurait été que marginale et simple imitation des fascismes étrangers. Cependant, le tournant majeur introduit par Sternhell dans l'historiographie réside dans l'abandon des analyses numériques d'adhésion aux mouvements fascistes et autres ligues dans une tentative d'adéquation entre prise de pouvoir/institution en régime et portée du phénomène dans la société pour s'interroger sur les nuances et subtilités d'un climat idéologique qui en permet l'essor. Selon l'historien israélien, de nombreux réseaux intellectuels, notamment la nébuleuse des non-conformistes, auraient contribué à l'avènement d'un climat intellectuel favorable au fascisme permettant la remise en cause des institutions démocratiques et républicaines et préparant le terrain au régime de Vichy. La crise du marxisme et du libéralisme suggère l'introduction d'une droite révolutionnaire située en dehors des schémas proposés par René Rémond dans *La droite en France*.

Les travaux de Sternhell déclenchent une importante polémique au début des années 1980. Contrairement aux premiers travaux contestant l'hégémonie de la thèse française, l'onde de choc dépasse largement les cercles académiques. D'emblée, le sérieux et la qualité du travail de Sternhell, à la fois exemplaire sur le plan conceptuel ainsi que par l'utilisation de sources inédites, force historiens et autres spécialistes du fascisme à considérer sa thèse avec la plus haute estime. Par ailleurs, ces thèses

⁸⁴ Milza, P. (1987). *Fascisme français, passé et présent*. Paris : Flammarion, p. 28.

attaquent, au-delà des thèses rémondiennes, la conception de la France comme pays des droits de l'homme et l'efficacité de sa gauche pour parer la montée du fascisme. Les enjeux mémoriels associés au refoulement de la mémoire de Vichy et du traitement des juifs par la France pendant la Deuxième Guerre mondiale, préalablement exposés par Paxton, contribueront également à paver la voie à l'avènement d'une controverse historiographique qui entraînera un douloureux examen de conscience pour la société française. Ainsi, c'est toute la communauté nationale qui se voit aspirée dans la controverse : de la contribution d'historiens de renom⁸⁵ au pamphlet *L'idéologie française*⁸⁶ de Bernard-Henri Lévy en passant par de nombreux articles publiés dans différents quotidiens et magazines, le rapport entre la France d'entre-deux-guerres et le fascisme est projeté brutalement dans la sphère publique.

Cette polémique marque une nouvelle phase de l'historiographie en proposant d'affronter directement les questions d'identité nationale, les enjeux mémoriels liés au refoulement des horreurs perpétrées pendant la guerre et une actualité politique inédite marquée par l'entrée brutale du Front national dans l'arène politique traditionnelle au milieu des années 1980. Elle témoigne également d'une volonté de dépassement de ces enjeux dans les milieux académiques. Une telle démarche sera également observée en Italie où la tradition politique d'après-Deuxième Guerre mondiale, érigée sur l'antifascisme, sera également ébranlée par l'apport d'historiens tels que Renzo de Felice et Emilio Gentile.

Avec la fin des années 1980, les polémiques s'estompent. Cependant, elles auront permis de dynamiser l'historiographie du fascisme et de l'extrême droite française. L'apport de chercheurs étrangers tels que Nolte, Weber, Soucy, Paxton et Sternhell

⁸⁵ Bernstein, S. (1984). « La France allergique au fascisme. À propos de Zeev Sternhell ». *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, (2), 83-94 et Winock, M. (1983). « Fascisme à la française ou fascisme introuvable? ». *Le Débat*, (25), 35-44.

⁸⁶ Lévy, B.-H. (1981). *L'idéologie française*. Paris : Grasset.

aura suscité, chez les chercheurs français, la volonté de reconsidérer et réévaluer certaines de leurs positions. Alors que certains se campent dans leurs positions, plusieurs chercheurs affirment l'existence d'une variante française d'un fascisme aux origines endogènes. Les travaux de Philippe Burrin ouvrent notamment la porte à la possibilité d'assimilation de Vichy à une version française du fascisme. Alors qu'il parle de la collaboration comme d'un accommodement français au régime nazi, il parle cependant de l'existence d'une « nébuleuse fascistoïde » en France en affirmant cependant qu'elle se heurte à l'absence de volonté d'expansion territoriale, ce qui constituerait pour lui un critère obligatoire des mouvements fascistes.⁸⁷

De nouveaux travaux foisonnent et les objets d'étude se multiplient. En remplaçant les travaux sur un fascisme générique par des études spécifiques sur des mouvements tels que l'Action française et les Croix-de-feu ou sur des figures historiques de l'extrême droite comme le colonel de La Roque ou Doriot, ces historiens permettent le développement d'une compréhension du fascisme français qui s'extirpe de l'essentialisation typique de la thèse immunitaire rémondienne.⁸⁸ Les années 1990 seront marquées par un déplacement du débat passant d'un effort de classification et d'une élaboration de critères qualifiants dans l'attribution du label « fasciste » à l'étude de la responsabilité de la France dans le traitement des juifs lors de la Seconde Guerre mondiale.

L'extinction des polémiques est particulièrement observable au moment de la publication, en 2003, de *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, un ouvrage collectif dirigé par Michel Dobry et rassemblant des chercheurs français et étrangers.

⁸⁷ Burrin, P. (2000). *Fascisme, Nazisme, Autoritarisme*. Paris : Seuil; Burrin, P. (1986). *La dérive fasciste. Doriot, Deat, Bergery 1933-1945*. Genève : Institut de hautes études internationales. Et Burrin, P. (1992). « Le fascisme ». Dans J.-F. Sirinelli (dir.). *Histoire des droites en France* (t. 1 : Politique, 603-652). Paris : Gallimard ainsi que Milza, P. (1987). *Fascisme français, passé et présent*. Paris : Flammarion.

⁸⁸ Forlin, O. (2013). *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*. Paris : La Découverte, p. 129.

Visiblement influencés par les polémiques entraînées par la publication des travaux contestant la thèse immunitaire, ces historiens critiquent les logiques classificatoires développées par les tenants des thèses rémondiennes et suggèrent d'appréhender le fascisme en contextualisant l'avènement des droites autoritaires plutôt qu'en l'essentialisant. Dobry reproche aux tenants de la thèse française d'avoir tenté d'apposer au fascisme une multitude de critères décontextualisés et ainsi d'avoir négligé les réalités historiques qui en sous-tendent le développement. En étudiant les différents mouvements et partis d'extrême droite « en eux-mêmes », isolément les uns des autres et en dehors du complexe réseau d'échanges idéologiques qui caractérisent une période donnée, les historiens de la thèse française ont faussé leurs analyses.⁸⁹

Pour ce chercheur, l'approche des historiens de la thèse immunitaire consistant à définir le fascisme par l'élaboration de critères appliqués à la manière d'un télescopage, suggère une analyse basée sur des réalités imaginaires qui correspondent à « l'essence » de ce qu'ils tentent de nommer « fascisme » ou « fascisme authentique⁹⁰ ». Ainsi, ils créent eux-mêmes les conditions de la non-existence d'un fascisme français qui ne pourra jamais se constituer et atteindre un degré de correspondance aux régimes italien et allemand suffisant pour mériter l'étiquette « fasciste ». Il faudrait, selon lui, analyser et comprendre les mouvements de l'entre-deux-guerres de façon particulière, mais pas exclusive, de façon à les insérer dans leurs rapports au monde social et dans le compétitif univers politique dans lequel ils tentent de s'auto-définir.⁹¹ Dobry critique finalement une dernière erreur fondamentale des tenants de la thèse immunitaire. En effet, s'attendant à ce que les partis et ligues des années 1930 se définissent ouvertement comme fascistes, ces historiens auraient

⁸⁹ Dobry, M. *et al.* (2003). *Le mythe de l'allergie Française au fascisme*, Paris : Albin Michel, p. 20.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 43.

⁹¹ *Ibid.*, p. 47.

grossièrement négligé le temps d'apprentissage et de façonnement idéologique au sein d'un mouvement politique menant à l'existence concrète du fascisme.⁹²

Malgré une introduction très clairement orientée à l'encontre des thèses rémondiennes et parsemée de contributions s'inscrivant dans cette position théorique, cet ouvrage collectif, malgré certains désaccords et discussions, ne créera pas de montée de boucliers chez les historiens des droites françaises et, plus largement, au sein du monde académique français.

1.2.3. « Au-delà des logiques classificatoires »

De ces constats, Dobry fait émerger trois tendances d'orientation des recherches sur le fascisme et les droites autoritaires. Il décrit une première grande orientation dans les recherches sur le fascisme qu'il estime fortement liée aux logiques classificatoires qui auront été caractéristiques à la fois des tenants de la thèse immunitaire que des chercheurs attachés à l'effort de définition du fascisme générique. La volonté d'ouverture sur une définition d'un « minimum fasciste » limitée « à un nombre restreint de traits idéologiques que l'on suppose caractéristiques *du* fascisme en général » constitue, pour Dobry, une position problématique dont la plausibilité serait surestimée par les tenants de cette tendance.⁹³ Il cite à cet effet les travaux de Roger Griffin qui définit le fascisme par l'élaboration du mythe palingénésique; une volonté de renaissance ou de régénération de la communauté nationale caractérisée par un regard tourné vers le futur qui le distinguerait des mouvements conservateurs nostalgiques du passé. Dobry rejette du revers de la main l'analyse de Griffin qui sera

⁹² *Ibid.*, p. 50.

⁹³ *Ibid.*, p. 57.

cependant centrale dans l'élaboration de cette thèse. Nous reviendrons beaucoup plus exhaustivement sur les thèses de Roger Griffin dans une partie ultérieure.

Il existerait, selon Dobry, une deuxième série d'approches qui, sans tout à fait se libérer des logiques classificatoires et de ses nombreux pièges, se refuse à considérer l'établissement en régime du fascisme comme caractéristique principale de sa définition. Cette tendance s'exprime notamment par les travaux de Sternhell ou de Robert Soucy, qui auront contribué aux premières contestations de la thèse immunitaire. Cependant, la définition du fascisme proposée par Sternhell resterait formulée sur des critères idéologiques.⁹⁴ Pour l'auteur, ces stratégies de recherche, bien qu'intériorisant certaines logiques classificatoires dans leur tentative d'élaboration d'une théorie « du » fascisme - au singulier - auront cependant eu l'avantage de cerner de façon beaucoup plus réaliste l'esprit des années 1930 et le développement de tendances autoritaires en France et dans toute l'Europe.

La troisième orientation dans l'étude du fascisme et des droites autoritaires proposée par Dobry s'organise autour d'une volonté commune de rompre radicalement avec les logiques classificatoires et ainsi de « refuser au fascisme une réalité ou une essence invariable⁹⁵ ». Pour lui, la volonté d'établissement d'un « minimum fasciste » constitue une méthode stérile obscurcissant autant les contextes spécifiques que l'intelligibilité de ces phénomènes. Il propose une approche favorisant l'historicisation de ces mouvements et partis afin de « prendre acte de la diversité historique de ce que nous nommons « fascismes », qu'il faut [...] penser au pluriel.⁹⁶ » Cependant, ce qui caractériserait cette troisième orientation de recherche, et qui la différencierait de la méthodologie que tente d'élaborer l'auteur, réside dans la « conviction ou la croyance

⁹⁴ *Ibid.*, p. 58.

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ *Ibid.*

que, *malgré tout*, les phénomènes « fascistes » présentent une série de traits historiques particuliers, ou donnent naissance à des dynamiques historiques particulières qui ne sauraient se trouver dans d'autres types de phénomènes, même voisins.⁹⁷ » Pour illustrer son propos, il cite les travaux de Paxton, notamment exposées dans *Le fascisme en action* (2004). Il suggère une analyse du cycle du fascisme comportant cinq stades correspondant chacun à une réalité historique spécifique.⁹⁸ Dobry adresse certaines critiques à l'approche « fonctionnelle » que développe Paxton dans l'analyse du fascisme : cette succession de stades jusqu'à l'établissement d'un régime de parti unique totalitaire agit à la manière d'un télescopage ne permettant de reconnaître ces phases à la seule condition qu'elles soient précédées par une étape antérieure préalablement identifiée par la méthodologie de Paxton. Paxton soulève également la question pertinente des « passions mobilisatrices », qui seraient capitales à l'adhésion au fascisme. Les décrivant comme un sentiment exacerbé de crainte face à une crise ne trouvant pas de solution dans les options politiques traditionnelles, ces passions mobilisatrices placent une communauté à défendre en opposition constante avec des ennemis extérieurs contre lesquels elle doit se défendre. En s'accordant le droit à la violence et la domination, les adhérents au fascisme agiront sous l'égide d'un leader charismatique incarnant cette communauté et canalisant ces passions. Alors que cette idée soit intéressante pour notre propos, elle est partiellement contenue dans les propositions théoriques de Griffin que nous exposerons ultérieurement.

Par ailleurs, Dobry soulève une autre faiblesse de la méthodologie de l'américain : sur quels critères attribue-t-on la qualité de « fascistes » aux phénomènes associés aux étapes décrites par Paxton ? Le point de vue fonctionnel de Paxton ne semble pas fournir

⁹⁷ *Ibid.*, p. 59.

⁹⁸ Les cinq étapes sont caractérisées par la succession de 1) la création initiale des mouvements fascistes, 2) leur enracinement en tant que parti dans un système politique, 3) la conquête du pouvoir, 4) l'exercice du pouvoir et finalement 5) la radicalisation ou l'entropie.

les clés pour définir concrètement les fonctions que rempliraient les fascismes pour chacune des étapes identifiées. En renversant l'effort de définition, le faisant passer d'une perspective idéologique à une identification des fonctions des fascismes, Paxton déplace l'épineux problème de définition du fascisme sans toutefois le régler. Dobry résume ainsi ce que seraient, pour Paxton, les critères de définition des fascismes :

En schématisant, ces illustrations me semblent converger vers une définition effectivement « fonctionnelle » des fascismes, définition articulée de la façon suivante : les besoins des élites conservatrices en ce qui concerne, en gros, le maintien de l'ordre social; les situations dans lesquelles l'État n'est pas à même, pour diverses raisons, de remplir cette fonction, c'est-à-dire de satisfaire ces besoins; le recours par les élites à une sorte de substitut à la force et à l'autorité que l'état n'assume plus : les fascistes.⁹⁹

Critiquant à fois les efforts de définition aboutissant forcément à des critères qualifiants et la réduction *a maxima* de l'utilisation du terme « fascisme » le cantonnant dans sa forme originelle en Italie,¹⁰⁰ Michel Dobry propose sa propre méthodologie pour analyser les fascismes. Face aux problèmes associés à l'effroi et l'horreur entraînés par les conséquences désastreuses de l'établissement en régime des fascismes de l'entre-deux-guerres, Dobry avance que :

La solution me paraît simple, au moins sur son principe : ne pas décider trop vite que l'on a affaire à des processus ou phénomènes devant être examinés à part, ou obéissant nécessairement à des lois historiques, des déterminismes ou des facteurs exceptionnels; ne pas les isoler d'emblée, par simple effet de définition, d'autres processus ou phénomènes qui, peut-être très voisins, ont pu, et parfois par hasard, aboutir à d'autres effets. Cette solution, cette historicisation, au sens strict, de ces phénomènes ou processus, a un volet qui, à première vue, pourrait sembler dérangeant ou

⁹⁹ Dobry, M. *et al.* (2003). *Le mythe de l'allergie Française au fascisme*. Paris : Albin Michel, p. 61.

¹⁰⁰ Proposition de Gilbert Allardyce dans « What Fascism is Not : Thoughts on the Deflation of a Concept », *The American Historical Review*, 84(2), 367-388, selon laquelle il n'y a pas d'avantage évident à l'élargissement du concept de fascisme et pour qui il devrait être circonscrit à un phénomène historique singulier : l'Italie fasciste.

même insupportable pour certaines de nos routines intellectuelles : des hommes « ordinaires », agissant en « bons pères de famille », ou des processus sociaux également « ordinaires » ou, si l'on préfère, « normaux », peuvent donner naissance à des phénomènes absolument monstrueux, hors de l'humanité, entièrement inacceptables du point de vue que nous nous faisons de ce que doivent être nos morales minimales.¹⁰¹

Il suggère donc d'opérer une *normalisation méthodologique*¹⁰² à ces phénomènes auxquels nous sommes tentés d'appliquer des approches exceptionnelles. Plaidant en faveur d'une historicisation des fascismes, qui ne serait en aucun cas une tentative de justification ou de banalisation des horreurs entraînées par les régimes qu'il aura fait naître, il propose de déplacer l'analyse *du* ou *des* fascismes en prenant pour point de départ un effort de définition vers un redécoupage de son objet qui aurait pour effet de faire ressurgir de nouvelles questions de recherche qui permettraient, au bout de l'analyse, de trouver autre chose « qu'une délimitation de la définition introduite au départ¹⁰³ ». Cette opération méthodologique permettrait donc à l'étude des droites autoritaires de s'extirper de l'unique champ des fascismes pour faire émerger des sensibilités de recherche connexes. Il cite à cet effet les travaux d'Ian Kershaw,¹⁰⁴ qui nous informent autant sur les fascismes que sur l'univers des « phénomènes charismatiques » dans une perspective Wébérienne. Cette historicisation, dans le contexte de la France, permettrait notamment de peindre un tableau beaucoup moins apaisé des années 1930 que celui que proposent les tenants de la thèse immunitaire.

¹⁰¹ Dobry, M. et al. (2003). *Le mythe de l'allergie Française au fascisme*. Paris : Albin Michel, p. 65.

¹⁰² La normalisation méthodologique consiste à étudier des phénomènes historiques et politiques exceptionnels à la manière de sujets moins polarisants. Le fascisme étant un sujet particulièrement chargé politiquement, nous estimons qu'il est cependant important de pouvoir l'aborder comme toute autre idéologie politique de façon à en comprendre les nuances.

¹⁰³ Dobry, M. et al. (2003). *Le mythe de l'allergie Française au fascisme*. Paris : Albin Michel, p. 66.

¹⁰⁴ Kershaw, I. (1997). *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*. (J. Carnaud, trad.). Paris : Gallimard.

L'attribution – ou le rejet – de l'étiquette fasciste ne constituerait donc pas « la seule, ni même la principale question de recherche¹⁰⁵ ».

La critique adressée par Michel Dobry aux tenants de la thèse immunitaire et à l'ensemble des historiens et sociologues travaillant sur l'étude des fascismes constitue l'un des points de départ de cette thèse. Nous partageons sa volonté d'historiciser encore davantage l'étude des fascismes et considérons que l'empathie méthodologique qu'il propose d'appliquer aux mouvements y étant associés constitue un pas nécessaire vers la compréhension des phénomènes complexes associés à la plus radicale des extrêmes droites. Cependant, nous estimons que les solutions proposées par l'auteur sont souvent incomplètes. La thèse de Roger Griffin, sous-estimée à notre avis par Michel Dobry constituera le cadre théorique de cette thèse.

1.3. Roger Griffin et le Nouveau consensus dans l'étude du fascisme

L'étude du fascisme – ou des fascismes - dans des contextes postérieurs aux grands régimes fascistes de la Deuxième Guerre mondiale pose un certain nombre de problèmes. D'une part, l'impossibilité de ces mouvements d'accéder au pouvoir, qui seront appelés néofascistes dans les années 1950 et 1960, les repousse dans une marginalité qui les placera aux yeux des historiens et spécialistes de l'extrême droite dans une position de si faible importance sur l'échiquier politique qu'ils demeurent à ce jour largement sous étudiés, particulièrement en France. Par ailleurs, ces mouvements néofascistes sont souvent analysés en vase clos, de façon indépendante et sans possibilité de mise en relation avec les droites autoritaires plus classiques.

¹⁰⁵ Dobry, M. et al. (2003). *Le mythe de l'allergie Française au fascisme*. Paris : Albin Michel, p. 67.

Le cas d'Ordre nouveau n'échappe pas à cette situation. Souvent perçu, avec justesse, comme la dernière tentative néofasciste¹⁰⁶ en France, le mouvement d'extrême droite donnera naissance, en 1972, au Front national de Jean-Marie Le Pen (JMLP). Alors que plusieurs y voient une rupture nette entre l'expression d'un néofascisme nostalgique de la Deuxième Guerre mondiale et l'avènement d'un national-populisme incarné par le nouveau parti d'extrême droite Lepéniste, cette transition nous apparaît comme beaucoup moins nette que ce que laisse actuellement présager l'état de la connaissance sur le sujet. Souvent analysés sans toutefois être mis en relation, les mouvements d'extrême droite néofasciste et national-populiste auront des interactions importantes qui méritent qu'on y pose un regard plus approfondi. Effectivement, le passage du néofascisme d'Ordre nouveau au National-populisme incarné par le Front national constitue une étape capitale de l'évolution de l'extrême droite française. Pour bien comprendre comment s'organise cette transition, et pour remettre en contexte et en relation des mouvements néofascistes et une extrême droite en quête de légitimité, les travaux de Roger Griffin nous apparaissent comme particulièrement éclairants. Dans cette partie, nous exposerons sa vision d'un « minimum fasciste » permettant d'élargir les critères permettant d'inclure des mouvements d'extrême droite dans l'analyse du fascisme afin de comprendre le complexe développement d'échanges et de compromis idéologiques, caractérisés par une certaine réflexivité, qui permettra la passation du néofascisme au national-populisme par le prisme de la dissolution d'Ordre nouveau et de la création du Front national.

1.3.1. Le problème des critères qualifiants et du « minimum fasciste ».

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il semble important de formuler quelques rappels concernant la démarche et les objectifs de cette thèse. Nous estimons que les critères

¹⁰⁶ Lebourg, N. et Préda, J. (2012). « Ordre nouveau, fin des illusions droitières et matrice militante au premier Front national », *Studia Historica. Historia Contemporanea*, (30), p. 229.

qualifiants, à la manière de longues *checklists*, sont handicapants pour le chercheur qui tente à la fois de comprendre les spécificités d'un régime, parti ou mouvement fasciste – ou d'extrême droite – et d'en lier l'action avec d'autres dans une perspective comparative. L'obsession classificatoire, qui aurait pour but ultime l'attribution – ou la non-attribution – de l'épithète « fasciste », condamne le spécialiste à étudier ces réalités historiques en vase-clos et ne propose que trop peu d'ouverture à la mise en relation des travaux et recherches dans des domaines qui devraient être dynamisés par ces comparaisons.

Nous partageons les critiques adressées par Dobry à la fois aux tenants de la thèse immunitaire et aux tenants d'approches centrées sur des définitions repoussant le fascisme dans une catégorie *de facto* à l'extérieur des catégories d'analyse des phénomènes politiques traditionnels. Nous retiendrons, pour l'élaboration du cadre théorique de cette thèse, à la fois son plaidoyer en faveur d'une normalisation méthodologique et d'une historicisation de l'analyse du fascisme. Toute étude sur les droites autoritaires n'ayant pour finalité qu'une catégorisation qualifiante ou disqualifiante, en relation aux strictes limitations d'une définition du fascisme préalablement établie paraît, dans l'état actuel de la recherche, peu féconde. Nous estimons que *le* ou *les* fascismes, constitués en objets d'étude historicisés et auxquels nous appliquerions cette normalisation méthodologique, constituent des phénomènes dynamiques et liés aux contextes et aux sociétés dans lesquels ils évoluent. En incluant ses formes inachevées et les manifestations s'éloignant de ses formes paradigmatiques, nous espérons pouvoir lier l'analyse du développement et de l'action de partis et de mouvements associés aux droites autoritaires pour en faire bénéficier la connaissance historique.

Cependant, bien que les critiques de Dobry quant à l'élaboration d'une définition statique du fascisme soient justifiées, nous estimons qu'il reste primordial de définir un socle conceptuel et théorique de notre objet d'étude. Alors que des historiens comme

Allardyce¹⁰⁷ plaident pour un rétrécissement *a maxima* de cette définition, nous croyons, au contraire, qu'il faille l'élargir pour échapper au confinement du fascisme dans sa forme originelle italienne. Michel Dobry sous-estime la thèse de Roger Griffin, qu'il rejette en quelques lignes dans son introduction, alors qu'elle propose, selon nous, des réponses à plusieurs des critiques qu'il adresse aux recherches sur les fascismes et les droites autoritaires. Proposant à la fois la normalisation méthodologique et l'historicisation des phénomènes associés à ces courants d'extrême droite, la thèse de Griffin propose d'ouvrir ce cadre théorique à la fois pour éviter le confinement du fascisme dans ses formes « classiques » et pour faire émerger les nouvelles questions de recherche souhaitées par Dobry. Le rejet de la thèse de Griffin par Dobry peut s'expliquer par un refus du monde académique francophone à l'intégrer. Alors qu'elle se développe au point de s'instituer en référence dans les travaux sur le fascisme dans le monde anglophone, on lui attribuera même l'épithète de *New Consensus*, témoignant de son influence et de son rayonnement.

Par ailleurs, la thèse de Roger Griffin comporte selon nous un autre avantage capital : elle redonne au « fascisme », comme catégorie d'analyse, une valeur heuristique indéniable. L'élaboration d'un « minimum fasciste », réduisant ses caractéristiques à des particularités à la fois assez spécifiques pour pouvoir lier l'action de mouvements de natures hétérogènes et d'importances différentes tout en permettant d'exclure une extrême droite traditionnelle et conservatrice constitue un enjeu important pour la discipline. La possibilité d'inscrire l'analyse du mouvement Ordre nouveau dans un contexte dépassant l'action de mouvements politiques néofascistes marginaux constitue l'un des intérêts d'une telle posture méthodologique. Nous verrons, dans les prochaines sections de ce chapitre, les grandes lignes du minimum fasciste délimité par Roger Griffin. Ce minimum fasciste propose le double avantage de ne pas réduire

¹⁰⁷ Allardyce, G. (1979). « What Fascism is Not : Thoughts on the Deflation of a Concept ». *The American Historical Review*, 84(2), 367-388.

l'analyse du courant à une longue liste de critères qualifiants tout en conservant une volonté d'affirmer son caractère spécifique. Il constitue selon nous l'outil le plus efficace pour étudier les mouvements fascistes et néofascistes sans les enfermer dans un vase-clos éliminant toute possibilité de comparaison avec d'autres tendances d'extrême droite.

1.3.2. Le Nouveau consensus.

Au cours des 30 dernières années, les études sur le fascisme se développent et accordent une nouvelle importance aux fascismes périphériques et qui auraient « échoué. » Ils remettent en perspective l'analyse des fascismes-régimes et de ses définitions génériques. Les études du fascisme en fonction des concepts de religion organisée, d'art, de genre, de culture, de la modernité, de la technologie, du machisme/virilisme ont permis au champ de se renouveler.¹⁰⁸ Cependant, le problème de définition et d'établissement d'outils conceptuels quant aux contours de l'objet d'étude demeure. Ainsi se déploie le « nouveau consensus » autour des travaux de Roger Griffin. Ce nouveau consensus autour d'un minimum fasciste offre à la fois la possibilité de circonscrire le caractère fondamental du fascisme, l'extirpant ainsi des carcans l'immobilisant dans un contexte d'entre-deux-guerres et permet également de lier les nouvelles formes d'extrême droite aux dynamiques fascistes dans une perspective temporelle plus longue.

Ce nouveau consensus se développe à la fin des années 90. Après que Gianfranco Fini eut affirmé qu'après la chute de l'URSS l'histoire était entrée dans une ère postfasciste, une convergence quant à l'analyse du fascisme semble émerger au sein de la communauté de spécialistes du sujet (autant chez les chercheurs intéressés au fascisme générique que chez ceux travaillant sur ses aspects spécifiques). Dans son livre

¹⁰⁸ Griffin, R. (2012). « Studying fascism in a Postfascist age. From New Concesus to New Wave? ». *Fascism : Journal of Comparative Fascist Studies*, (1), p. 2.

International Fascism : Theories, causes and the new consensus,¹⁰⁹ Griffin affirme que le fascisme doit être traité d'égal à égal avec les autres idéologies politiques plutôt qu'en fonction de ses négations (antiparlementarisme, antimarxisme, antilibéralisme, antisocialisme) et de ses formes d'organisation (corporatisme, paramilitaire, culte du leader). Il affirme que comme l'anarchisme, le conservatisme, le libéralisme, le fascisme pouvait être défini de manière positive en identifiant l'utopie qui définit sa vision de l'organisation de la société et qui comporte certains éléments centraux indépendants des diverses formes qu'il pourra prendre dans l'histoire. Le consensus décrit par Griffin s'organise autour de 3 grands axes. Le premier aspect fondamental serait son caractère révolutionnaire (ou palingénésique) et un agenda modernisateur qui différencient le fascisme des tendances conservatrices et autoritaires. Par ailleurs, il y aurait invariablement une dimension populiste visant à mobiliser les masses perçues comme les forces réelles de la communauté nationale, et qui pose la distinction avec les régimes autoritaires affirmant leur autorité dans un rapport vertical, du haut vers bas. Finalement, il se dégage une conception organique de la nation qui rejette autant le rationalisme et le libéralisme que les traditions dynastiques en mobilisant les forces vives de la communauté nationale qui justifierait les formes de racismes et xénophobies visant les groupes minoritaires associés à la décadence de cette nation. Une des innovations majeures qu'opère le développement du nouveau consensus réside dans le déplacement de l'analyse des manifestations concrètes du fascisme classique telles que l'impérialisme, le corporatisme, le culte du leader, l'établissement d'un régime de terreur étatique en dehors du champ de la définition rendant ainsi une valeur heuristique et comparative au fascisme comme catégorie d'analyse.

Cette nouvelle approche gagne en popularité au cours des deux dernières décennies et se développe à la fois dans des travaux plus « classiques » sur l'entre-deux-guerres

¹⁰⁹ Griffin, R. (1998). *International Fascism : Theories, Causes and the New Consensus*. New York : Bloomsbury academics.

mais également dans des études de l'extrême droite en Europe de l'est ou sur des mouvements associés à une extrême droite plus contemporaine. En témoignent les travaux d'Ian Kershaw,¹¹⁰ autorité dans les études du nazisme qui intègre la dimension révolutionnaire du fascisme comme critère de définition et la prolifération d'articles et de thèses acceptant explicitement les prémisses de la nouvelle théorie. Même certains chercheurs s'opposant à l'approche du nouveau consensus semblent intégrer, dans une certaine mesure, cet élément palingénésique (renaissance nationale, régénérescence, futurisme) dans leurs élaborations de définition du phénomène; parfois même chez certains marxistes, historiquement réfractaires à l'étude du fascisme comme idéologie,¹¹¹ on retrouve cette idée.

Cette nouvelle perspective suscite un ensemble de nouvelles pratiques dans l'analyse des extrêmes droites. Permettant des approches à la fois comparatives et circonstanciées, il apparaît dorénavant possible de lier l'analyse de militants d'extrême droite polonais, d'un Anders Breivik, des grands partis et mouvements nationaux-populistes (FN, PEGIDA) en identifiant leurs points communs sans toutefois obscurcir leurs spécificités. Ainsi, il devient possible de considérer l'extrême droite contemporaine comme s'inscrivant en continuité des mouvements fascistes de l'entre-deux-guerres. Griffin explique ainsi les possibilités de l'approche :

En l'approchant dans un esprit collaboratif par lequel des termes clés tels que religion politique, totalitarisme, utopie, fascisme, ultranationalisme sont compris dans une perspective complémentaire plutôt qu'exclusive, un nouvel horizon interprétatif peu s'ouvrir. Si nous acceptons le pouvoir d'attraction que peuvent avoir les alternatives les plus radicales aux sociétés existantes sur les loups solitaires, groupuscules, mouvements ou sections plus larges de la société en conjonction avec les forces « matérielles » socio-historiques, en reconnaissant la dynamique futuriste

¹¹⁰ Kershaw, I. (1995). *Hitler : essai sur le charisme en politique*. Paris : Gallimard.

¹¹¹ Griffin, R. (2012). « Studying fascism in a Postfascist age. From New Concesus to New Wave? ». *Fascism : Journal of Comparative Fascist Studies*, (1), p. 12.

de l'assaut de l'extrême droite sur la société libérale, peu importe à quel point il est lié à un passé dramatisé et idéalisé, cette droite peut être traitée de façon cohérente comme le produit de la modernité « désenchantée » de la démocratie libérale/capitalisme en crise et à la recherche d'une modernité alternative.¹¹²

Pour lui, la clé de l'analyse de l'essor de l'extrême droite européenne, comprise comme un rejet radical des valeurs du libéralisme et du capitalisme occidental, réside dans l'analyse du fascisme d'entre-deux-guerres comme une révolte extrêmement hétérogène visant à transcender l'anomie induite à la fois par des facteurs socioéconomiques et une dislocation politique ainsi que par un sentiment de perte de sens perçue comme conséquence de la modernité :

En favorisant les synergies entre l'histoire de l'entre-deux-guerres, l'histoire contemporaine, les sciences politiques et les études de la modernité; en fusionnant l'histoire politique « empirique » avec un culturalisme non-réductionniste qui reconnaît le pouvoir de la pensée mythique dans les aspirations politiques sans les réduire à des discours et textes désincarnés; en appliquant une perspective comparative non seulement aux diverses droites de l'Europe du passé et du présent, mais en comparant les diverses réactions européennes et non-européennes au libéralisme, à la démocratie, à la modernité occidentale; en utilisant une empathie méthodologique pour comprendre les motifs des acteurs et protagonistes de la droite révolutionnaire et populiste ainsi que les causes « objectives » et les conséquences matérielles de leurs actes; en cultivant les échanges et les transferts culturels entre différentes communautés académiques et cultures linguistiques, les chercheurs de l'extrême droite peuvent attraper cette « nouvelle vague » comme des surfers en quête d'aventure. Le résultat sera des recherches qui n'intéressent pas seulement les collègues spécialistes mais qui influenceront les politiques publiques, les acteurs sur le terrain et qui intéresseront les étudiants.¹¹³

¹¹² Traduction libre. Griffin, R. (2012). « Studying fascism in a Postfascist age. From New Concesus to New Wave? ». *Fascism : Journal of Comparative Fascist Studies*, (1), p. 15.

¹¹³ Traduction libre. Griffin, R. (2012). « Studying fascism in a Postfascist age. From New Concesus to New Wave? ». *Fascism : Journal of Comparative Fascist Studies*, (1), p. 16.

Cette orientation des chercheurs permettrait donc de produire, au-delà de la connaissance, une compréhension des phénomènes associés à l'émergence des nouvelles extrêmes droites d'après-Deuxième Guerre mondiale. Dans les parties suivantes, nous aborderons les éléments centraux du nouveau consensus.

1.3.3. Le fascisme et la modernité

L'idée selon laquelle le fascisme serait intrinsèquement lié à la modernité est un thème central de la thèse de Roger Griffin et sera un élément crucial de cette dissertation. Produit du vingtième siècle, le fascisme est souvent perçu comme une idéologie profondément ancrée dans le passé. Son association avec la modernité pourrait être perçue comme un oxymore, ou, tout au moins, comme antinomique. Cependant, c'est précisément l'idéal de régénérescence qui pousse les mouvements ou partis fascistes vers un « nouveau commencement », dans une perspective résolument tournée vers le futur, qui caractérisera ces fascismes et, par conséquent, les différenciera des mouvements d'extrême droite conservateurs traditionnels. Ce rapport au temps, qui entraîne chez le fasciste cet éternel sentiment d'être au bord du gouffre de la décadence et fait germer en lui la certitude inébranlable de la nécessité d'un futur alternatif, sera fondamental dans l'élaboration de la genèse, de l'idéologie, des politiques, de la psychologie et de la praxis des fascismes.¹¹⁴

Le rejet de la décadence associée à la modernité, typique des fascismes de l'entre-deux-guerres et des régimes italien et allemand, confortera l'opinion de plusieurs chercheurs qui considèrent cette idéologie comme antimoderne. Cependant, les travaux de Griffin nous informent sur un caractère particulier de ces mouvements et partis. Alors que le rejet indéniable des modes de vie associables aux démocraties libérales du vingtième siècle constitue un trait caractéristique du fascisme, Griffin voit dans cette négation non

¹¹⁴ Griffin, R. (2007). *Modernism and Fascism : The Sense of a Beginning Under Mussolini and Hitler*. Londres : Palgrave MacMillan, p. 1.

pas un rejet de la modernité, mais la recherche d'une modernité alternative.¹¹⁵ Produit du contexte du début du vingtième siècle, époque traversée par l'esprit du métarécit de la modernité et du « renouveau culturel », le fascisme constituera le moyen privilégié par ses militants pour contrer une décadence perçue et qu'ils honnissent pour ainsi constituer une société nouvelle, permise par la création d'un homme nouveau, réinventé, et tourné vers un futur salvateur :

Ses militants s'engagent, dans un esprit iconoclaste de « destruction créative » légitimé non pas par la volonté divine, par la raison, par les lois de la nature, par des théories socioéconomiques, mais par la conviction que l'histoire elle-même est à l'aube d'un point tournant et pourrait être engagée dans une nouvelle direction par l'action humaine qui permettrait de sauver la nation et l'Occident de son inévitable déclin.¹¹⁶

Alors que l'on retrouve également cette idée chez Sternhell (1997), le caractère révolutionnaire associé au fascisme constitue un point capital de l'élaboration de la thèse de Roger Griffin. Nous l'aborderons en détail dans la partie suivante. Pour l'instant, contentons-nous de souligner, encore une fois, le rapport au temps qui se développe dans ces lignes. Contrairement à une extrême droite conservatrice, nostalgique d'un passé révolu, qui cherche perpétuellement le retour en arrière qui redonnerait à la nation ses lettres de noblesse, le fascisme ouvre un champ des possibles jusque-là inexplorés par les forces nationalistes et réactionnaires :

Alors lorsqu'un texte fasciste porte le titre « Révolte contre le monde moderne », comme c'est le cas pour Evola (1934), ce sont les caractéristiques décadentes de la modernité qui sont attaquées dans le but de délimiter les contours d'une société totalement différente. Lorsqu'utilisé dans la littérature fasciste (par exemple dans Turner, 1975), « antimoderne » laisse invariablement transparaître un ensemble de jugements et de valeurs quant à ce que constitue la voie idéale de

¹¹⁵ Traduction libre. Griffin, R. (2007) *Modernism and Fascism : The Sense of a Beginning Under Mussolini and Hitler*. Londres : Palgrave MacMillan, p. 2.

¹¹⁶ Traduction libre. *Ibid.*, p. 6.

modernisation des sociétés et assume ainsi une posture téléologique qui rend hautement problématique son utilisation comme idéaltype pour analyser des idéologies alternatives. Des phrases telles que le « modernisme réactionnaire » (Herf, 1984) ou « anti-modernisme moderne » (Soucy, 1980) démontrent le degré de confusion qui se dégage des travaux des chercheurs qui tentent d'analyser la présence de certains aspects du fascisme profondément anti-traditionalistes tels que la célébration de la technologie lorsqu'ils n'ont pas reconnu la centralité du mythe du « renouveau ».¹¹⁷

Une partie de la confusion provient de l'utilisation, dans la littérature fasciste, de références affirmant un anti-modernisme revendiqué allant parfois jusqu'à un appel sans équivoque à la destruction du monde « moderne¹¹⁸ ». Cependant, l'idée de modernité alternative de Griffin prend ici un sens particulièrement éclairant. Cette même littérature, lorsque qu'étudiée dans ses spécificités, traduit un profond désir de « modernisation » de la société, cependant développée dans une perspective diamétralement opposée à la version proposée par les grandes idéologies dominantes (libéralisme/capitalisme).¹¹⁹ Cette idée n'est pas sans rappeler les travaux importants de Jeffrey Herf, pionnier de la réflexion sur le concept de « modernisme réactionnaire », concept se rapprochant de l'idée décrite par Griffin. Dans son livre *Reactionary Modernism*, il expose le concept en le décrivant à la fois comme un enthousiasme important pour l'essor des technologies modernes et le rejet des Lumières et des valeurs et institutions de la démocratie libérale.¹²⁰ Cette idée sera notamment reprise par de nombreux intellectuels pour analyser la révolution conservatrice allemande et s'applique au rapport qu'entretiendra l'Ordre nouveau à la modernité.

¹¹⁷ Traduction libre. Griffin, R. (1991). *The Nature of Fascism*. Londres : Pinter Publishers, p. 47.

¹¹⁸ Evola, J. (1934). *Rivolta contro il mondo moderno*. Rome : Hoepli.

¹¹⁹ Griffin, R. (1991). *The Nature of Fascism*. Londres : Pinter Publishers, p. 46.

¹²⁰ Herf, J. (1984). *Reactionary Modernism*. Londres : Cambridge University Press.

Une idée fondamentale chez Griffin, qui permet de bien cerner le caractère moderne des fascismes, réside dans le concept de « modernisme ». Dans son ouvrage *Modernism and Fascism : The Sense of a Beginning Under Mussolini and Hitler*, il le décrit de la façon suivante :

Il englobe trois composantes : la vision de la « modernisation » comme une force séculière et déstabilisante qui érode le sentiment de stabilité associé à la tradition et promeut le développement de la « réflexivité »; l'identification de la « modernité » avec un changement qualitatif dans l'expérience du temps résultant de l'expérience réflexive de l'histoire et de sa temporalisation, qui, conséquemment, semble continuellement s'ouvrir sur des nouveaux futurs potentiels; et la reconnaissance de la tendance grandissante dans la deuxième moitié du 19^e siècle à percevoir la modernité non plus à travers la lentille du progrès, mais par celle de la décadence, ce qui permet de penser des projets pour une modernité alternative.¹²¹

Pour résumer, à une définition de la modernité inspirée des travaux de Max Weber et caractérisée notamment par les processus de sécularisation et de modernisation,¹²² se développe l'idée de modernisme. Inscrite dans la continuité d'un article important publié par Susan Friedman dans la revue *Modernism/Modernity* en 2001, la définition du modernisme de Griffin se caractérise par le développement à la fois d'une réflexivité et d'une temporalisation de l'histoire la transformant en matériau malléable sur lequel les contemporains seraient en mesure d'agir. Ce nouveau rapport à l'histoire, induit par la modernité, serait indispensable au développement des fascismes. À l'enthousiasme enivrant suscité par l'indéfectible marche vers le progrès de la modernité du 19^e siècle, se développe, au début du vingtième siècle, une violente critique de sa décadence. Permise par cette réflexivité nouvelle et par l'appropriation de l'histoire par les sujets qui seraient dorénavant en mesure d'en modifier les potentielles orientations, cette

¹²¹ Traduction libre. Griffin, R. (2007). *Modernism and Fascism : The Sense of a Beginning Under Mussolini and Hitler*. Londres : Palgrave MacMillan, p. 45.

¹²² Voir Weber, M. (2010). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris : Plon/Pocket.

critique, qui sera celle des fascistes, s'avèrerait impossible dans une perspective antimoderne.¹²³ C'est également par le prisme du modernisme qu'il devient possible d'expliquer l'un des paradoxes qui laisse nombre de chercheurs pantois. Effectivement, il paraît tout à fait surprenant, lorsqu'on analyse le fascisme en le caractérisant par son opposition à la modernité, et donc, par son caractère résolument antimoderne, que tant d'intellectuels, d'artistes, d'architectes et de technocrates – des hommes et des femmes dont l'action est indéniablement engagée dans des activités à la fine pointe du progrès intellectuel et technique – aient pu être tentés par l'aventure fasciste.¹²⁴ C'est précisément par le contexte intellectuel induit par le modernisme ambiant qu'une telle chose a pu se produire. Critiques de la décadence de leur époque, ils se lanceront corps et âme à la recherche d'une modernité alternative rendue possible par le rapport à l'histoire décrit précédemment.¹²⁵

Cette caractéristique du fascisme est cruciale dans l'analyse des différents mouvements et partis d'extrême droite qui se développeront autant dans la première moitié du vingtième siècle qu'après la Seconde Guerre mondiale. Plus qu'un simple détail différenciant les partis d'extrême droite conservateurs des fascismes authentiques, cette inversion du rapport au temps et cette projection dans un futur à construire, caractérisées à la fois par l'intériorisation des constructions intellectuelles et par la mobilisation des moyens techniques de la modernité, constituent des aspects capitaux d'une démarche visant à redonner une valeur heuristique au fascisme comme catégorie d'analyse.

¹²³ Griffin, R. (2007). *Modernism and Fascism : The Sense of a Beginning Under Mussolini and Hitler*. Londres : Palgrave MacMillan, p. 45-46.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 19.

¹²⁵ Griffin, R. (2008). « Modernity, Modernism and Fascism. A Mazeway resynthesis ». *Modernism/Modernity*, 15(1), p. 12.

Alors que nous développerons ultérieurement sur le fascisme comme catégorie d'analyse et sur la valeur heuristique que nous pourrions tenter d'y restituer, il semble important d'annoncer ici notre intention de développer une analyse d'Ordre nouveau dans laquelle le rapport au temps et à la modernité sera déterminant. Nous élaborerons donc, dans cette thèse, sur le rapport à la modernité développé par Ordre nouveau et ses membres. Mais d'abord, penchons-nous sur un autre des piliers de la définition de Griffin du fascisme : le mythe palingénésique.

1.3.4. Le mythe palingénésique

Dans son livre *The Nature of Fascism*, Griffin propose une définition – la plus concise qu'il puisse offrir – du fascisme en le décrivant de la façon suivante :

Le fascisme est une idéologie politique dans laquelle le mythe central, dans ses différentes permutations, est une forme palingénésique d'ultranationalisme populiste.¹²⁶

Débarassée des listes de critères qualifiants, formulées autant sur la base de ses oppositions idéologiques que des phases de son développement, cette définition du fascisme permet d'établir un « minimum fasciste » autour de la notion de mythe palingénésique. Le terme palingénésie, dérivée de *palin* (nouveau, encore) et *genesis* (création, naissance), fait ici référence au désir intense de renouveau, de renaissance, voire de régénérescence devant succéder à une phase de décadence perçue. Dans les travaux de Griffin, le terme est employé comme expression générique désignant la période associée au « nouveau commencement » qui devrait suivre une période de destruction.¹²⁷

¹²⁶ Traduction libre. Griffin, R. (1991). *The Nature of Fascism*. Londres : Pinter Publishers, p. 32.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 38.

Évidemment, la religion constitue l'un des exemples les plus probants de palingénésie. La résurrection du Christ, constituant l'exemple ultime de régénérescence, place le mythe palingénésique fondateur au centre de la foi chrétienne. Les métaphores associées au couple vie/mort seront également centrales de l'élaboration des rites du baptême, de la communion et de la fête de Pâques. Plus encore, il s'y développe également toute une mythologie mystique autour de la renaissance spirituelle à l'extérieur du monde. Cette idée de mythe fondateur au caractère palingénésique inspirera d'ailleurs « les religions politiques¹²⁸ » émanant de la chrétienté et dans lesquelles George Sorel reconnaîtra d'ailleurs la puissance du mythe comme vecteur de changement historique.¹²⁹

Cependant, la vision du mythe palingénésique qui nous intéresse ici, pour l'analyse du fascisme, diffère de sa conception religieuse et s'inscrit dans une analyse séculaire de phénomènes politiques mythopoétique.¹³⁰ Ce concept de renaissance n'est évidemment pas exclusif ni à l'Occident, ni à la foi chrétienne. Il sera central dans l'organisation de complexes systèmes de pensées cosmologiques, d'imagerie mystique et pratiques

¹²⁸ Notamment le millénarisme.

¹²⁹ Griffin, R. (1991). *The Nature of Fascism*. Londres : Pinter Publishers, p. 37.

¹³⁰ Terme utilisé en anglais par Griffin dans *The Nature of fascism* : « mythopoeic ». Originellement utilisé sous la forme mythopoeia, du grec *muthos* (récit, fable) et *poiein* (créer, fabriquer), le mot est décliné soit sous la forme mythopoïèse, dans la littérature française, en mythopoétique, à la suite de l'ouvrage de Pierre Brunelle, *Mythopoétique des genres* (2003). Il désigne la « fabrication de fables », la création consciente d'un mythe ou d'une mythologie personnelle dans une œuvre littéraire. Il sera ici utilisé pour désigner la création d'un mythe central à un projet politique donné.

rituelles notamment documentées par Eliade,¹³¹ Jung,¹³² Frazer,¹³³ Schnapper¹³⁴ and Campbell.¹³⁵ Dès la deuxième moitié du 19^e siècle, alors que commencent à émerger les premiers doutes envers le culte du progrès incessant, ce topo se généralise dans les sociétés séculaires et participe au développement de l'idée selon laquelle la décadence perçue ne serait pas une fatalité et qu'elle pourrait être réversible. D'autres exemples récents de cette idée palingénésique qui émerge au 20^e siècle peuvent être identifiés, entre autres, dans les scénarios catastrophes décrits par les écologistes qui luttent pour un changement structurel global qui permettrait de sauver l'humanité du désastre et évidemment, dans l'une de ses manifestations les plus spectaculaires : le renversement des régimes communistes du bloc de l'Est à l'automne 1989.¹³⁶

Au-delà de ces exemples, retenons que le terme « palingénésie » désignera dans cette thèse :

La vision d'un ordre nouveau révolutionnaire qui fournit le pouvoir affectif d'une idéologie, même si, comme c'est le cas avec le libéralisme et le communisme, le but ultime est une société dynamique mais cependant pas violente ni guerrière.¹³⁷

¹³¹ Eliade, M. (1964). *Shamanism : Archaic Techniques of Ecstasy*. Londres : Routledge & Kegan Paul. et Eliade, M. (1971). *The Myth of the Eternal Return or Cosmos and History*. Princeton University Press.

¹³² Jung, C. G. (1958). *The Undiscovered Self*. Londres : Routledge & Kegan Paul.

¹³³ Frazer, J. G. (1957). *The Golden Bough*. Londres : Macmillan.

¹³⁴ Schnapper, E. B. (1965). *The Inward Odyssey*. Londres : George Allen & Unwin.

¹³⁵ Campbell, J. (1968). *The Hero with a Thousand Faces*. Princeton University Press. et Campbell, J. (1990). *The Hero's Journey*. New York : Harper.

¹³⁶ Griffin, R. (1991). *The Nature of Fascism*. Londres : Pinter Publishers, p. 37.

¹³⁷ Traduction libre. *Ibid.*, p. 38.

Cette idée implique que la nouvelle société souhaitée ne peut être mise en place que par la mobilisation de l'agentivité de ses membres, et s'oppose à celle d'un projet de société millénaire inscrit dans une perspective métaphysique et supra-historique. Elle place les contemporains dans l'attente d'un renversement, d'une marée qui viendra détruire la société actuelle, perçue comme corrompue, anarchique, oppressive et injuste.¹³⁸ Cette décadence cesse donc d'être vécue de façon passive, dans l'attente courageuse ou le pessimisme, et se développe alors l'impression d'arriver à la fin d'une ère et qu'un changement radical est sur le point de s'opérer.

Une autre déclinaison du mythe palingénésique se manifeste dans l'existence, au sein de la construction politique qu'il sous-tend, de l'émergence d'un « homme nouveau », une version politisée du mythe du héros. Griffin utilise l'exemple du « nouvel homme communiste », figure omniprésente de la théorie marxiste-léniniste, pour exposer ce mythe du nouvel homme.¹³⁹ Figure également présente au sein d'autres idéologies politiques mythopoétiques, l'homme nouveau sera cependant pour l'auteur une composante importante du fascisme.

Alors que le terme palingénésie pourrait être compris comme un regard vers l'arrière, comme une nostalgie en faveur de la restauration d'un passé révolu – la renaissance du « même » - sa valeur en tant que terme analytique serait grandement réduite s'il incluait les mouvements conservateurs et réactionnaires qui ne comportent pas de dimension révolutionnaire, d'idéal de renaissance par le « nouveau¹⁴⁰ ». Cette ambiguïté est comparable à celle associée au terme « révolution », qui, dans une organisation du monde en temps cycliques, représentait un retour à une époque passée et idéalisée. Cependant, dans une ère dominée par une conception linéaire du temps, il désigne

¹³⁸ Griffin, R. (1991). *The Nature of Fascism*. Londres : Pinter Publishers, p. 37.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 38.

¹⁴⁰ *Ibid.*

généralement l'établissement d'un *nouvel* ordre social, obscurcissant l'influence de précédents historiques et des mythes d'un âge d'or ancien.

Nous donnerons donc, dans cette thèse, une définition du terme « mythe palingénésique » qui sera similaire à celle formulée par Roger Griffin. Nous le comprendrons comme un mythe fondateur à la base d'une entreprise révolutionnaire pour la création d'un nouvel ordre social, dans une perspective temporelle orientée vers le futur et qui devrait assurer la renaissance d'une société suivant une période de décadence :

C'est avec les connotations particulières du mythe politique et dans ce sens radicalement anti « restauration » d'un renouveau se produisant après une période de décadence perçue que je propose d'utiliser le terme « palingénésique » dans cette étude.¹⁴¹

Cette notion de palingénésie constitue, comme nous l'avons vu, seulement un pan de la définition du minimum fasciste élaborée par Griffin. Il s'agit d'une notion non-spécifique pouvant s'appliquer non seulement au fascisme, mais également à toute entreprise religieuse et de « religion politique », à la théorie communiste – perçue comme l'antithèse absolue du fascisme - et à une foule d'autres manifestations politico-idéologiques. Elle prendra tout son sens lorsque combinée à l'autre facette de la définition de Griffin : l'ultranationalisme populiste.

1.3.5. Ultrnationalisme populiste

Le nationalisme constitue indéniablement l'une des idéologies les plus fortement imbriquée dans la modernité. Son influence constante sur la vie politique de l'Occident est indéniable et se fait sentir jusqu'à nos jours par des manifestations spectaculaires en ce début de vingt-et-unième siècle. Il existe cependant une compétition entre deux

¹⁴¹ Traduction libre. Griffin, R. (1991). *The Nature of Fascism*. Londres : Pinter Publishers, p. 39.

formes de ce nationalisme. D'un côté, un nationalisme libéral centrifuge, de tendance universaliste et pacifiste, et de l'autre, un nationalisme antilibéral au dessein violent et exclusif. Tout comme le terme « idéologie », le nationalisme, dans les sciences sociales, a été victime de son propre succès et a généré une multitude de sous catégories d'analyse : « tribal », « pan-ethnique », « religieux », « impérialiste », « communiste », « romantique », « intégral », etc.¹⁴² Ces différentes conceptions émanent d'autant de définitions de la « nation », terme qui varie lui aussi en fonction des conditions socio-historiques et politiques des différents groupes qu'il englobe.

Afin de raffiner l'analyse et de développer une déclinaison du terme qui serait spécifique au fascisme, Griffin choisit d'utiliser l'expression « ultranationalisme populiste ». Le terme « populiste » sera utilisé comme expression générique pour désigner des forces politiques, qui, dirigées par une élite se décrivant comme une « avant-garde », dépendent, en principe ou en pratique, d'un pouvoir émanant du peuple comme source de légitimité. « Ultranationalisme » sera utilisé pour décrire un nationalisme poussé à l'extrême, qui rejette l'héritage humaniste des Lumières, et par conséquent devient incompatible avec les institutions libérales. Le terme s'apparente aux notions de nationalisme radical¹⁴³ et de nationalisme intégral.¹⁴⁴

Conséquemment, et toujours selon la démonstration de Griffin, l'expression combinée « ultranationalisme populiste » exclurait donc toutes les formes de nationalisme des régimes dynastiques et des pouvoirs impériaux d'une époque qui précède l'avènement des politiques de masse et des forces démocratiques, tout autant que celles associées

¹⁴² Alter, P. (1989). *Nationalism*. Londres : Edward Arnold; Minogue, K. R. (1967). *Nationalism*. Londres : B. T. Batsford; Smith, A. (1979). *Nationalism in the Twentieth Century*. Oxford : Martin Robertson. Dans R. Griffin. (1991). *The Nature of Fascism*. Londres : Pinter Publishers, p. 39.

¹⁴³ Alter, P. (1989). *Nationalism*. Londres : Edward Arnold.

¹⁴⁴ Eley, G. (1980). *Reshaping the German Right. Radical Nationalism and Political Change after Bismarck*. New Haven, CT : Yale University Press.

aux forces populistes *libérales* qui permettront de renverser les pouvoirs coloniaux pour instaurer des régimes démocratiques :

En d'autres mots, l'ultranationalisme populiste rejette à la fois les principes de l'absolutisme et des gouvernements pluralistes. Dans des termes Wébériens (Voir Weber, 1948) l'idéologie s'oppose également aux formes politiques « traditionnelles » et « légales/rationnelles » en faveur d'un système « charismatique » dans lequel la cohésion et les dynamiques de mouvements dépendent exclusivement de la capacité des dirigeants à inspirer la loyauté et l'action.¹⁴⁵

L'expression sous-tend un concept de nation qui correspond à une communauté raciale, historique et spirituelle suprême et à une réalité organique associée à un ordre naturel mis en danger par des forces extérieures : l'immigration, l'individualisme libéral, le socialisme international ainsi qu'un certain nombre de manifestations sociales et forces politiques associées à la modernité (le déclin des valeurs morales, le nivellement par le bas de la société, le féminisme, le cosmopolitisme et le consumérisme).¹⁴⁶

De cette conception d'un nationalisme exacerbé et antilibéral, combinée à la dimension révolutionnaire (palingénésique) caractéristique de ces mouvements fascistes, émerge une définition du minimum fasciste élaboré par Roger Griffin qui pourrait être résumée de la façon suivante :

Quand les termes ultranationalisme palingénésique sont combinés, ils délimitent entre eux d'une manière si précise que, comme les termes état-nation, ou social-démocratie, ils deviennent un concept politique relativement précis. Comme la combinaison de deux lentilles dans un télescope peut permettre de faire le focus sur un objet, l'expression que créent ces mots décrit une forme d'énergie politique beaucoup plus circonscrite que les vastes champs qu'ils décrivent séparément. Cette forme politique est déterminée par une vision de la communauté nationale qui

¹⁴⁵ Traduction libre. R. Griffin (1991). *The Nature of Fascism*. Londres : Pinter Publishers, p. 39.

¹⁴⁶ Griffin, R. (1991). *The Nature of Fascism*. Londres : Pinter Publishers, p. 40.

renait de ses cendres comme le phénix après une période de décadence qui l'aurait pratiquement détruite.¹⁴⁷

Comme l'explique l'auteur, la combinaison de ces termes, agissant sur le plan méthodologique comme le croisement de deux lentilles nous permettant d'affiner l'analyse des mouvements d'extrême droite, nous permet d'obtenir une définition du fascisme à la fois assez large pour inclure ses diverses déclinaisons et assez restreinte pour éviter d'en obscurcir les spécificités. Cette approche, qui s'oppose à celle proposée par Allardyce¹⁴⁸ et qui suggérerait une réduction *a minima* de la définition du fascisme, vise au contraire à l'élargir pour pouvoir lier et comparer entre eux des phénomènes politiques qui pourraient sembler éloignés.

Dans cette thèse, nous tenterons d'analyser l'Ordre nouveau dans cette optique. D'abord pour tenter d'en déceler les caractéristiques permettant d'y voir une incarnation du fascisme sur les bases de cette définition, nous essayerons ensuite de l'insérer dans le contexte plus large du développement des mouvements d'extrême droite de la fin des années 60 et du début des années 70.

1.3.6. Idéaltype

L'un des principaux écueils des différentes théories du fascisme, comme nous l'avons exposé au début de ce chapitre, réside dans la difficulté qu'éprouve le chercheur à conceptualiser des phénomènes aussi complexes. Alors que nous avons déjà étayé une critique des définitions établies en longues listes, il nous semble évident qu'il soit nécessaire d'appréhender les phénomènes associés à l'extrême droite et au fascisme dans une perspective « d'inflation conceptuelle »; c'est-à-dire en privilégiant les

¹⁴⁷ Traduction libre. *Ibid.*

¹⁴⁸ Allardyce, G. (1979). « What Fascism is Not : Thoughts on the Deflation of a Concept ». *The American Historical Review*, 84(2), 367-388.

approches inclusives plutôt qu'en tentant d'exclure les mouvements et partis sur la base de critères fortement liés aux différents contextes. Pour y arriver, et comme c'est le cas pour de nombreux autres concepts en sciences sociales, nous utiliserons le « fascisme » comme outil conceptuel à la manière d'un idéaltype.

Fruit d'une longue réflexion méthodologique, le terme idéaltype a été développé par Max Weber et s'applique aux concepts génériques centraux dans l'analyse de différents phénomènes et événements liés à l'action humaine. À l'image des termes « renaissance » ou « révolution industrielle », qui correspondent à une modélisation d'un concept entraînant la réduction drastique d'une infinité de phénomènes à une réalité intelligible, le terme « fascisme », dans sa forme idéal-typique, sera réduite par la définition de Griffin aux points communs liant les phénomènes entre eux tout en excluant les spécificités obscurcissant leur familiarité. Selon Weber, le phénomène idéal-typique n'existe jamais concrètement dans la réalité empirique, mais seulement dans un monde intellectuel dénué d'hétérogénéité contextuelle et de spécificités temporelles ou géographiques.¹⁴⁹ L'image créée par ce processus intellectuel constitue donc une « utopie » qui donne au chercheur un outil conceptuel puissant et qui, conséquemment, redonne une importante valeur heuristique au concept.

Le phénomène idéal-typique constitue donc un ensemble interne cohérent sur papier. Appliqué à la réalité, le chercheur est donc confronté à des phénomènes partiels, dont les extensions et spécificités sont exclues du champ définitionnel car elles en rendraient l'application impossible et, conséquemment, en réduiraient la valeur conceptuelle.¹⁵⁰

Cette modélisation, organisée autour de la définition du fascisme formulée par Roger Griffin et de ses deux composantes essentielles, soit l'ultranationalisme populiste et la

¹⁴⁹ Griffin, R. (1991). *The Nature of Fascism*. Londres : Pinter Publishers, p 19.

¹⁵⁰ *Ibid.*

présence d'un mythe palingénésique, constituera l'idéaltype qui nous permettra d'appréhender l'extrême droite française de l'après-Deuxième Guerre mondiale et plus particulièrement le mouvement Ordre nouveau. C'est par le prisme de cette définition que nous pourrons, d'une part, comprendre et saisir la nature du mouvement et, ultimement, en lier l'action à celle d'une mouvance plus large pour exposer les processus menant à la création du Front national. Cet idéaltype permettra, en outre, de dépasser l'horizon des comparaisons empiriques entre mouvements et partis pour saisir les nuances et les continuités dans le développement de l'extrême droite française. En axant notre analyse sur les similitudes entre ces mouvements, plutôt que sur leurs disparités, nous inscrirons l'histoire de la fondation du FN dans un continuum idéologique plutôt que dans une perspective de rupture, souvent suggérée par l'historiographie.

En définitive, nous estimons que l'approche préconisée par Roger Griffin constitue à la fois la plus propice à l'analyse des mouvements d'extrême droite à tendance fascisante, et plus particulièrement dans leurs formes non-abouties, et un outil conceptuel et méthodologique redonnant au concept une valeur heuristique dépassant l'opposition binaire entre qualification/disqualification généralement engendrée par les définitions reposant sur des critères impossibles à remplir en pratique pour la plupart des mouvements auxquels le chercheur est confronté. La valeur heuristique de la thèse de Roger Griffin sera de constituer à la fois une réponse aux outils conceptuels limitant l'analyse du fascisme à ses formes abouties tout en permettant la mise en relation de phénomènes politiques connexes par lesquels perdure une idéologie fasciste. Ainsi, la fluidité des tendances d'extrême droite pourra être exposée par l'analyse des évolutions et des stratégies adoptées par les mouvements politiques la portant. Le minimum fasciste de Griffin constituera l'ossature de l'élaboration de cette thèse et l'élément central nous permettant d'appréhender l'étude d'une organisation telle qu'Ordre nouveau dont la dissolution correspond presque exactement avec l'avènement d'une autre tendance d'extrême droite en France et que l'historiographie aura qualifié de

« national-populisme ». Nous tenterons donc d'examiner les relations entre ces deux tendances, et d'établir certaines corrélations entre elles par l'entremise du cadre conceptuel hérité des travaux de Roger Griffin.

1.4. Le national-populisme

La dissolution d'Ordre nouveau, prononcée par le conseil des ministres le 28 Juin 1973, est concomitante à l'éclosion et au développement du Front national de Jean-Marie Le Pen. Comptant sur plusieurs anciens membres d'Ordre nouveau dans son organigramme original, le nouveau parti s'inscrit à la jonction d'un renouvellement de l'extrême droite française et européenne et de l'émergence du national-populisme. Ce courant, que nous allons tenter de définir, lie entre eux un nombre important de partis et de tendances à l'échelle européenne. Alors que plusieurs observateurs perçoivent cette émergence comme un désaveu par l'extrême droite des tendances néofascistes et radicales, visant, à terme, l'inclusion de la tendance dans l'arène politique *mainstream*, nous tenterons, au contraire, de voir comment la tendance représentée par Ordre nouveau se maintient au Front national.

Comme nous le verrons, les membres d'Ordre nouveau se refusant à rejoindre le nouveau parti fondé par Le Pen se réorganiseront au sein d'une extrême droite groupusculaire et plus particulièrement autour du Parti des forces nouvelles (PFN). Fondé en 1974, le parti n'aura, contrairement au FN, qu'un impact marginal sur l'échiquier politique français. Le PFN ne réussira qu'à rassembler des tendances d'extrême droite les plus marginales et constituera un projet destiné à mourir dans l'œuf. L'une des clés d'explication, à la fois du succès du Front national et de la lente agonie des forces d'extrême droite les plus radicales semble se trouver dans ce phénomène d'émergence du national-populisme à l'échelle européenne. Nous donnerons, dans la partie suivante dédiée à l'école de Cambridge, certaines des clés conceptuelles et théoriques permettant d'exposer les dynamiques qui feront passer le militantisme d'extrême droite d'une forme agressive et radicale de néofascisme à un national-populisme d'extrême

droite tentant de s'insérer dans l'arène politique traditionnelle par une série de manipulations idéologico-linguistiques. Mais tout d'abord, exposons ce que nous entendons par « national-populisme ».

1.4.1. Effort de définition

Alors que pour Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg, le populisme existe depuis le 19^e siècle, sa version d'extrême droite, le national-populisme, se développe à la fin des années 60 et au début des années 70.¹⁵¹ Théorisé pour la première fois par Pierre-André Taguieff, dans un article sur le Front national publié en 1984, le national-populisme aurait pour fondement une rhétorique démagogique opposant les « puissants » ou « les riches », à la volonté d'un peuple que le populiste se doit d'incarner :

Le peuple doit être pénétré de l'illusion que les idées et valeurs du démagogue ne diffèrent en rien des siennes. « Les idées que je défends? Les vôtres », affirme très classiquement J.-M. Le Pen. Il dit être l'homme qui s'adresse au peuple, véritablement et sincèrement. L'adresse au peuple brode autour de deux énoncés en chiasme du démagogue : « Mes idées sont les vôtres »/« vos idées sont les miennes ». D'où la conclusion, parfois exprimée : ma vie (menacée) est la vôtre (également menacée), ma lutte est votre légitime défense, mes succès sont les vôtres. En bref : « Je suis vous ».¹⁵²

Développant un discours théâtralisant la colère légitime du peuple face à l'intolérable décadence de l'Occident chrétien, les représentants du national-populisme offrent une réponse nationaliste qui constituerait l'unique opposition possible à une menace toujours renaissante. Par ailleurs, le caractère pamphlétaire de cette forme politique lui permet une racialisation de « l'autre » sans toutefois nécessiter le développement d'un appareil doctrinaire élaboré. Le processus par lequel on induit que les positions

¹⁵¹ Camus, J.-Y. et Lebourg, N. (2015). *Les droites extrêmes en Europe*. Paris : Seuil, p. 211.

¹⁵² Taguieff, P.-A. (1984). « La rhétorique du national-populisme. Les règles élémentaires de la propagande xénophobe ». *Mots*, (9), p. 115.

xénophobes des leaders populistes constitueraient les aspirations d'une majorité permet de créer une certaine impression de légitimité. Le racisme s'exprime ainsi sans légitimation pseudo ou para-intellectuelle : les thèmes du sol, du sang et de l'immigration remplacent celui de la « race ». Il s'opère à travers les propos d'un chef charismatique, Jean-Marie Le Pen dans le cas du Front national, une réactivation des thèmes des classiques de la droite nationale, soit conservatrice, soit révolutionnaire :¹⁵³

Un antiparlementarisme qui ne va pas jusqu'au rejet du modèle républicain, un idéal de remise en ordre par un régime autoritaire, sous la direction d'un chef charismatique, une xénophobie déniée qui se double d'une récusation tactique de toute allégeance au « nazisme », au « racisme » et à « l'antisémitisme », dont certains indices se rencontrent néanmoins au détour de tel « coup de gueule » mal maîtrisé, une double récusation de la gauche marxiste et du libéralisme cosmopolite.¹⁵⁴

Selon Taguieff, le Front national aurait su, par l'euphémisation des épithètes les plus rejetées par le public de sa tradition idéologique (nationalisme révolutionnaire, fascisme), projeter une image plus « acceptable » par la mise de l'avant de thématiques ayant une réelle prise dans l'imaginaire social : « incertitudes politiques, sentiments d'insécurité, menace du chômage, perte d'identité (déracinement), crise de l'éducation, haine de la bureaucratie étatique, réactions fiscales, demandes d'autorité.¹⁵⁵ »

Dès cet article de 1984, Taguieff souligne avec justesse un point qui sera central pour notre analyse. En explicitant sa définition du national-populisme, il met l'accent sur

¹⁵³ La précision « soit conservatrice, soit révolutionnaire » est exprimée textuellement dans l'article de Taguieff. Elle est à la fois intéressante et importante, dans la mesure où elle permet d'entrevoir la possibilité de liaison entre néofascisme et national-populisme que nous développerons dans la prochaine section.

¹⁵⁴ Targuieff, P.-A. (1984). « La rhétorique du national-populisme. Les règles élémentaires de la propagande xénophobe ». *Mots*, (9), p. 117.

¹⁵⁵ *Ibid.*

les opérations rhétoriques pratiquées par l'extrême droite pour atténuer ses références au fascisme :

Il s'agit toujours de simplifier, d'affirmer, de répéter, de produire un effet global de cohérence, de disqualifier l'argumentation adverse — en l'intégrant ou en la retournant, par l'argument ad hominem, par ironie, etc. Et le contraste est frappant entre l'intelligence des rapports de force idéologiques, que manifeste le comportement stratégique du Front national, et la faiblesse de ses élaborations doctrinales. Un nationalisme de sentiment, qui est en même temps un nationalisme de crise, sans autre fondement théorique que l'adaptation aux passions en cours et l'exploitation des valeurs de repli (qu'illustrent les appels polymorphes à l'auto-défense).¹⁵⁶

Dans cette perspective, il est déjà possible de dégager certains éléments qui distinguent le national-populisme du fascisme ou du néofascisme. Comme nous l'avons mentionné, l'euphémisation du caractère révolutionnaire de l'entreprise nationaliste du national-populisme constitue la différence principale entre les deux formes d'organisation politique. Fondamentale dans la définition du fascisme de Roger Griffin, ce caractère révolutionnaire du nationalisme fasciste semble tempéré autant par Jean-Marie Le Pen et le Front national que par les autres partis nationaux-populistes à travers l'Europe. Cependant, nous verrons que ces partis sont à la fois irrigués par des réseaux de militants issus des milieux fascistes et traversés par un discours d'entre-soi beaucoup plus radical que le discours lisse et calculé qu'ils projettent dans la sphère publique.

Outre la question de l'euphémisation du caractère radical (et révolutionnaire) du nationalisme, Taguieff développe, dans cet article déterminant pour l'analyse des extrêmes droites en France, une liste de caractéristiques que possèderaient les mouvements et partis nationaux-populistes. Bien que nous ayons affirmé préalablement que les *checklists* de critères qualifiants nous seraient peu utiles à

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 118.

l'élaboration du propos de cette thèse, nous estimons qu'il est important d'exposer ceux qui constitueraient, selon Taguieff, les caractéristiques fondamentales de ces mouvements et, plus particulièrement, du Front national de Jean-Marie Le Pen. Premièrement, ces partis et mouvements seraient impérativement dirigés par un homme providentiel issu du peuple et se présentant comme un héros parmi ses semblables. Ce héros développerait invariablement une vision du monde binaire, opposant « bons » et « méchants », et dans laquelle ses opposants mentiraient ou se tromperaient bêtement. Il n'y aurait plus de zones grises, que des contraires polarisés.¹⁵⁷ Par ailleurs, le combat du démagogue est constamment défensif car il est attaqué et doit se défendre. Il se développe ainsi un réflexe de solidarité des troupes contre une offensive perçue. Ce chef charismatique qualifie ses adversaires de « sales » ou de « parasites », pointe inmanquablement leurs mauvais coups et dénonce sans cesse un complot contre des ennemis invisibles et puissants :

En bref, l'ennemi est à la fois pathologisé, animalisé et diabolisé, tandis que son action est supposée omniprésente, omnipotente, polymorphe et imperceptible. Le « peuple » du démagogue tient son existence et sa positivité de ses « ennemis », guetteurs pervers de ses failles et faiblesses. Telle est la condition première de son efficacité idéologique. La démagogie, simulacre de démocratie, la suit comme son ombre.¹⁵⁸

En définitive, le national-populisme décrit par Taguieff dans son article de 1984 fait office de référence définitionnelle pour les spécialistes de l'extrême droite française jusqu'à aujourd'hui. Citée par Camus et Lebourg,¹⁵⁹ qui font cependant remonter son

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 122.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 124.

¹⁵⁹ Camus, J.-Y. et Lebourg, N. (2015). *Les droites extrêmes en Europe*. Paris : Seuil, p 13.

existence au boulangisme¹⁶⁰ et pour qui l'histoire de ce courant est indissociable de celle des extrêmes droites françaises, cette définition peut être résumée ainsi :

Le national-populisme conçoit l'évolution politique comme une décadence dont seul le peuple, sain, peut extraire la nation. Privilégiant le rapport direct entre le sauveur et le peuple, par-delà les clivages et les institutions parasites dites menacer de mort la nation, le national-populisme se réclame de la défense du petit peuple, du « Français moyen » de « bon sens », face à la trahison d'élites fatalement corrompues. Il est l'apologiste d'un nationalisme fermé, recherche une unité nationale mythique, et est altérophobe (il redoute « l'autre », assigné à une identité essentialisée par un jeu de permutations entre l'ethnique et le culturel, généralement le culturel). Il joint des valeurs sociales de gauche et des valeurs politiques de droite (ordre, autorité, etc.).¹⁶¹

1.4.2. Impact de la résurgence de la catégorie « national-populisme » dans l'analyse de l'extrême droite

Reprise et systématisée par Michel Winock¹⁶² dans le monde intellectuel français, l'expression « national-populisme » devient l'outil conceptuel privilégié pour qualifier le Front national.¹⁶³ Cependant, selon Annie Collovald, l'application de ce label au parti de Jean-Marie Le Pen traduit plus qu'une modification du langage politique. Chaque substitution langagière pour décrire un phénomène observé contribue à une redéfinition de sa valeur politique, et, conséquemment, s'inscrit dans un processus de légitimation lorsqu'elle s'exprime par une certaine atténuation lexicologique.

¹⁶⁰ Courant politique de la fin du 19^e siècle qui mettra en danger la troisième république. Tire son nom de son leader, le général Georges Boulanger, qui canalisera la colère du peuple contre les élites par un discours belliqueux.

¹⁶¹ Camus, J.-Y. et Lebourg, N. (2015). *Les droites extrêmes en Europe*. Paris : Seuil, p 13.

¹⁶² « Le retour du national-populisme » dans *Le Monde*, le 11 juin 1987 et repris dans son livre *Nationalisme, antisémitisme et fascisme* (1990). Paris : Seuil.

¹⁶³ Dobry, M. et al. (2003). *Le mythe de l'allergie Française au fascisme*. Paris : Albin Michel, p. 280.

C'est dans le contexte des résultats électoraux inattendus du Front national tant aux élections municipales de 1983, avec son succès dorénavant célèbre dans la commune de Dreux, qu'aux élections législatives de 1986 lors desquelles le parti fait élire 35 députés, que l'expression national-populisme prend son essor pour décrire la nouvelle configuration de l'extrême droite française. Bien qu'oscillant entre « extrême droite antiparlementaire » ou « fascisme rénové » pour qualifier le phénomène, et souvent en désaccord sur la portée et la signification d'une telle percée, tous les observateurs (historiens, politicologues et journalistes) sont d'accord sur le danger qu'elle représente pour la démocratie. Toujours selon Collovald, l'introduction du terme national-populisme dans le jargon des contemporains de la montée en puissance du FN ne servirait pas tant à le situer politiquement – tous s'entendent sur la position du parti à l'extrême droite de l'échiquier politique – mais plutôt pour le positionner par rapport au jeu démocratique existant.¹⁶⁴ La raison principale du développement du national-populisme comme outil conceptuel résiderait dans la volonté des historiens de refuser l'attribution de l'étiquette « fasciste » au Front national. L'explication de ce refus trouve son origine dans un débat que nous avons explicité précédemment. Effectivement, en France, la controverse suscitée par les débats autour de la présence – ou de l'absence – d'une version hexagonale du fascisme précède les résultats favorables au FN dans les années 1980. Dans un contexte où une extrême droite aux tendances autoritaires ressurgit dans l'arène politique et jouit d'un support conséquent au sein de la population, on assiste à une résurgence de certains mécanismes de défense d'historiens qui refusent de considérer la possibilité de l'existence de tendances fascisantes en France. Cette évolution du débat, passant des querelles sur le fascisme vers la création du « national-populisme » comme catégorie d'analyse :

permet sinon de faire taire tous ces désaccords, du moins de les neutraliser en les déplaçant, et de rassembler les historiens du « temps présent » autour

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 282.

d'un « mot totem » permettant de changer la labellisation d'une des droites sans bouleverser la classification antérieure.¹⁶⁵

En considérant les clivages et cassures qu'entraîne cette nouvelle catégorisation, ainsi que les continuités qu'elle évacue, il semble impératif de s'interroger sur la façon dont on doit, en tant que chercheur, approcher les transferts idéologiques au sein de l'extrême droite française et européenne.

1.4.3. Renouveau de l'extrême droite?

Comme Collovald, nous estimons que la prolifération de l'utilisation du terme national-populisme comme catégorie d'analyse, quoiqu'utile à bien des égards, pose un certain nombre de problèmes méthodologiques. En effet, la démarcation franche entraînée par cette nouvelle catégorisation obscurcit les liens qui unissent les tendances néofasciste et national-populiste, au moins au moment de la création du parti de Jean-Marie Le Pen. Malgré l'euphémisation du caractère révolutionnaire du nationalisme néofasciste dans le discours de cette nouvelle extrême droite, nous soutiendrons qu'il persiste au sein du FN.

Soulignons deux écueils dans l'analyse du Front national par l'utilisation du terme « national-populisme ». D'une part, l'analyse à la manière d'un télescopage qui entraîne inévitablement une comparaison de tout phénomène potentiellement associable au fascisme au régime de Mussolini, disqualifie immanquablement toute tentative plus modeste. Par ailleurs, la tendance des historiens du temps présent, inspirés par les travaux de René Rémond, à analyser littéralement les discours de Jean-Marie Le Pen pour y trouver les « valeurs » et « idées » qu'ils sont sensés véhiculer, tend à largement sous-estimer la pluralité des formes politiques que peut prendre un

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 287.

parti tablant sur la colère et le mécontentement.¹⁶⁶ De la constitution d'un entre-soi militant où la parole se libère, à la pluralité des auditoires devant lesquels s'exprime le chef et qui entraînent la modification des discours, en passant par la possibilité qu'un mouvement en quête de légitimité modère volontairement son discours, il existe une multitude de facteurs qui nous permettent d'avancer que les frontières entre le néofascisme et le national-populisme sont beaucoup plus poreuses que ce qu'ont laissé croire les travaux constitutifs de l'historiographie du Front national et de l'extrême droite française en général.

Fait intéressant pour l'élaboration de cette dissertation, Taguieff, s'inspirant des classifications développées par René Rémond, inclut une version révolutionnaire dans sa description des droites nationales.¹⁶⁷ Sans toutefois faire un lien direct avec les mouvements fascistes et néofascistes, il pose les bases d'une association possible entre ces tendances. Effectivement, le caractère révolutionnaire évoqué précédemment par l'exposition du mythe palingénésique comme critère fondamental des fascismes nous permet de voir que les lignes entre néofascisme et national-populisme ne sont pas étanches. Les arrangements lexico-idéologiques du Front national, lui permettant de s'insérer dans l'arène politique *mainstream*, constitueraient, selon nous, et au moins dans les premières années de son existence, plutôt une tentative de légitimation qu'une réelle reconversion caractérisée par une adhésion à la politique parlementaire.

L'historiographie¹⁶⁸ suggère une filiation entre boulangisme, poujadisme et lepénisme, dernière tendance d'un national-populisme qui trouverait ses racines dans un creuset

¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 93.

¹⁶⁷ Taguieff, P.-A. (1984). « La rhétorique du national-populisme. Les règles élémentaires de la propagande xénophobe ». *Mots*, (9), p. 117.

¹⁶⁸ Notamment Camus et Lebourg (2015), Winock, M. (1997) et de nombreux auteurs étrangers dont Goodliffe (2012) et Arnold (2000).

nationaliste de la fin du 19^e siècle. Nous suggérons au contraire que la création d'une filiation directe et anachronique entre des mouvements éclectiques qui, malgré la présence d'un chef charismatique qui canalise la colère populaire, n'ont ni les mêmes ressorts ni les mêmes fondements obscurcit les liens entre ces phénomènes et les autres formes de droites extrêmes qui leur sont contemporaines. Effectivement, nous estimons, comme le suggère Collovald, qu'il ne faut pas sous-estimer la radicalité qui continue de travailler le Front national de l'intérieur :

liaisons avec des groupes extrémistes radicaux en France ou à l'étranger, avec des personnalités au passé et au présent idéologiques plus que « sulfureux », entretien d'un militantisme ultra-violent, que ce soit par le vocabulaire utilisé pour décrire les « ennemis », par les armes employées contre eux ou par ses modes d'action.¹⁶⁹

Comme le rappelle justement Robert Paxton,¹⁷⁰ avant d'être totalitaires une fois arrivés au pouvoir, les fascismes empruntent d'autres formes; ils avancent à visage couvert. Si l'on veut comparer le FN au fascisme, il est inutile de le comparer aux régimes nazi et fasciste italien. Mieux vaudrait le comparer aux mouvements et partis fascistes avant leur accession au pouvoir pour constater que le « populisme », l'appel au peuple, est une stratégie employée par tous les régimes destinés à devenir autoritaires. On s'apercevrait également, en élargissant nos paramètres d'analyses, que ce populisme n'est pas non plus l'apanage des mouvements d'extrême droite mais qu'il correspond à une nouvelle forme politique dans une société postindustrielle démocratisée.¹⁷¹ Citant George Orwell qui affirmait que si les fascismes devaient ressurgir en Angleterre, ils

¹⁶⁹ Dobry, M. et al. (2003). *Le mythe de l'allergie Française au fascisme*. Paris : Albin Michel, p. 315.

¹⁷⁰ Paxton, R. O. (1995). « Les fascismes : essai d'histoire comparée ». *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 45(1), 3-13.

¹⁷¹ Dobry, M. et al. (2003). *Le mythe de l'allergie Française au fascisme*. Paris : Albin Michel, p. 319.

reviendraient en parapluie bien roulé sous le bras et en chapeau melon, Collovald affirme que :

L'idée mérite attention. Elle rappelle, à sa façon, que le style politique employé (l'attitude, la rhétorique, la présentation de soi) est d'abord une tactique obéissant à des calculs dans lesquels entrent des estimations sur la « valeur » des coups jouables.¹⁷²

Alors que nous venons d'évoquer la porosité entre le néofascisme d'Ordre nouveau et ce que les experts appelleront le national-populisme du Front national, la prochaine partie dédiée à l'école de Cambridge nous donnera quelques clés d'analyse d'un discours politique influencé par un contexte singulier et par une demande autoritaire particulière qui participeront à l'élaboration de calculs politiques qui pousseront le FN dans sa quête de légitimité.

1.5. L'école de Cambridge et l'importance du contexte dans l'analyse des discours politiques

L'importance de la contextualisation du discours d'extrême droite sera cruciale dans le développement du propos de cette thèse. Comme nous l'expliquions précédemment, le passage du discours néofasciste radical d'Ordre nouveau à la quête de légitimité entreprise par le Front national de Jean-Marie Le Pen se justifie selon nous beaucoup moins par une épiphanie collective qui aurait fait accepter les règles de la démocratie parlementaire à ses plus farouches opposants que par une habile transition du discours d'extrême droite visant à la fois à répondre à une demande politique particulière au début des années 1970 et au ralliement des éléments les plus modérés d'un courant politique historiquement divisé.

¹⁷² *Ibid.*, p.320.

Tout au long de l'argumentation de cette thèse, nous nous inspirerons des travaux des historiens associés à l'école de Cambridge, notamment Quentin Skinner et J. G. A. Pocock, pour contextualiser le propos d'Ordre nouveau et du Front national émergent. Outil méthodologique important de notre démarche, cette école historique développée par des spécialistes des idées politiques pour qui le contexte approprié de l'histoire n'est ni philosophique, ni socioéconomique, mais plutôt idéologico-linguistique¹⁷³ sera en filigrane d'une analyse des modifications complexes de l'extrême droite française de la fin des années 1960 et du début des années 1970. Dans cette partie, nous procéderons d'abord par évoquer les grandes lignes de cette approche méthodologique pour ensuite exposer les utilisations que nous en ferons dans le contexte particulier de la transition d'un néofascisme à une extrême droite inscrite dans le champ politique *mainstream*.

1.5.1. Présentation générale

Bien que réducteur, le terme « école de Cambridge » représente un collectif d'historiens pour qui l'analyse des idées politiques doit replacer les intentions conscientes des auteurs et les nuances du langage politique au centre des analyses. Ils proposent de s'opposer à la fois à une école d'analyse politique traditionnelle et à une école marxiste. À la première, ils reprochent son niveau d'abstraction trop élevé et le caractère immanent qui caractérise une histoire de la philosophie qui privilégie une analyse des textes classiques dans une perspective transhistorique. À l'opposé, ils voient, dans l'analyse marxiste de la pensée historique, « une conception purement instrumentale de la pensée politique, qui réduit celle-ci au statut de rationalisation ou

¹⁷³ Prévost, J.-G. (1995). *De l'étude des idées politiques*. Sainte-Foy (Québec) : Presses de l'Université du Québec, p. 5.

de justification d'une pratique¹⁷⁴ ». Les historiens associés à l'école de Cambridge suggèrent plutôt, par un véritable plaidoyer en faveur de l'historicisation des questions politiques, qu'il faudrait partir des luttes politiques telles que les voyaient ses protagonistes.¹⁷⁵ Pour eux, il n'existerait pas de grandes questions éternelles, seulement des problèmes particuliers appelant à des explications singulières intimement liées aux différents contextes de production des discours politiques.

Les deux protagonistes principaux dans l'élaboration de cette école historique sont sans contredit Quentin Skinner¹⁷⁶ et J. G. A. Pocock.¹⁷⁷ Promouvant à la fois une histoire des idées à caractère historique et une histoire des idées centrée sur le langage,¹⁷⁸ ils développeront un discours de la méthode. Pour Skinner, tout texte doit être considéré comme un acte linguistique. L'historien doit être en mesure de distinguer ce que *dit* ou *écrit* un acteur politique, en déchiffrant le sens des mots utilisés, et ce que *fait* ce même auteur en produisant ce discours.¹⁷⁹ Comme l'explique Prévost, c'est dans l'intention qui guide l'acte d'énonciation d'un auteur ou d'un orateur que se trouvent les clés de la compréhension du discours :

¹⁷⁴ Prévost, J.-G. (1995). *De l'étude des idées politiques*. Sainte-Foy (Québec) : Presses de l'Université du Québec, p. 59.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 4-5.

¹⁷⁶ Skinner, Q. (2001). *Les fondements de la pensée politique moderne*. Paris : Albin Michel; Skinner, Q. (1981). *Machiavelli*. Oxford University Press et Skinner, Q. (1996). *Reason and Rhetoric in the Philosophy of Hobbes*. Cambridge University Press.

¹⁷⁷ Pocock, J. G. A. (2009). *Political Thought and History, Essays on Theory and Method*. Cambridge University Press; Pocock, J. G. A. (1989). *Politics, Language and Time. Essays on Political Thought and History*. University of Chicago Press et Pocock, J. G. A. (1985). *Virtue, Commerce and History : Essays on Political Thought and History Chiefly in the Eighteenth Century*. Cambridge University Press.

¹⁷⁸ Pocock, J. G. A. (2009). *Political Thought and History, Essays on Theory and Method*. Cambridge University Press, p. 26.

¹⁷⁹ Skinner, Q. (2012). *La vérité et l'historien*. Paris : Éditions de l'EHESS, p. 60.

un écart peut apparaître entre l'intention explicite d'un auteur et telle qu'elle se dégage à la lecture de l'énoncé qu'il prononce et une intention implicite que révèle la prise en compte de l'acte d'énonciation. Il est clair que la seule lecture d'un texte, aussi attentive soit elle, ne saurait permettre d'opérer cette distinction.¹⁸⁰

C'est donc par cet acte de *contextualisation* du discours politique qu'il devient possible d'analyser finement la production d'un auteur, ou d'une formation politique dans le cas d'Ordre nouveau. En remettant ce discours en perspective en fonction de ce que Quentin Skinner appelle les *conventions* d'une époque, concept clé de sa méthodologie représentant un ensemble de concepts, arguments, exemples, a priori, lieux communs partagés par les producteurs de discours d'une époque donnée, il devient possible de comprendre l'acte d'énonciation qui sous-tend ce discours. Pocock insiste encore davantage sur la contrainte instaurée par ces conventions, comme l'explique Prévost :

avant de découvrir ce qu'un auteur a pu vouloir dire, il faut avoir reconstitué le langage ou les langages politiques dans lesquels il s'exprimait. Les langages politiques préexistent à l'auteur, et si celui-ci peut parfois leur imprimer des modifications, il ne peut en aucune façon s'en abstraire complètement.¹⁸¹

Pocock ajoute lui-même que :

L'auteur habite un monde historiquement donné qu'il ne peut appréhender que par des voies rendues possibles par un certain nombre de langages historiquement donnés; les modes discursifs disponibles lui fournissent les intentions qu'il peut avoir, en lui fournissant les moyens par lesquels il peut les mettre en œuvre.¹⁸²

¹⁸⁰ Prévost, J.-G. (1995). *De l'étude des idées politiques*. Sainte-Foy (Québec) : Presses de l'Université du Québec, p. 61.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 64.

¹⁸² Pocock, J. G. A. (1985). *Virtue, Commerce and History : Essays on Political Thought and History Chiefly in the Eighteenth Century*. Cambridge University Press, p. 5.

Plus encore, il faut considérer la production discursive des auteurs politiques comme des interventions dans la culture à laquelle ils s'adressent. Pour Skinner les « auteurs avancent souvent comme des affirmations directes de leurs croyances des énoncés qui ont en outre des intentions idéologiques extrêmement complexes.¹⁸³ » C'est précisément la volonté de déchiffrer ces intentions, par la mise en relation des différents textes et conventions d'une époque donnée, qui constitue le travail primordial de l'historien. Cette pratique contribue à décentraliser les auteurs de leur époque. En effet, la recontextualisation d'un discours politique permet donc de sortir des interprétations individuelles des textes pour faire émerger « le spectacle d'une culture qui est en débat avec elle-même.¹⁸⁴ »

Pour ces auteurs, le contexte de production d'un discours politique doit être méticuleusement étudié. En tentant d'identifier les conventions dans lesquelles s'inscrit ce discours, il devient possible de faire émerger de nouvelles questions et d'ainsi affiner sa compréhension.

¹⁸³ Skinner, Q. (2012). *La vérité et l'historien*. Paris : Éditions de l'EHESS, p. 53.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 55.

1.5.2. Contextualiser l'étude des extrêmes droites

Alors que certains auteurs Wood,¹⁸⁵ Diggins,¹⁸⁶ Kramnick¹⁸⁷ et Shapiro¹⁸⁸ formulent des critiques quant au type de contexte privilégié par les historiens associés à l'école de Cambridge, nous estimons qu'une approche mobilisant certaines des orientations méthodologiques qu'ils proposent semble indispensable à la compréhension du passage d'un néofascisme représenté par Ordre nouveau au Front national.

Nous partageons cependant quelques-unes des critiques proposées par les détracteurs de l'école de Cambridge. Effectivement, le danger que représente la préséance du matériau linguistique, aux dépens d'autres éléments non linguistiques tels que l'économie et les phénomènes sociaux, nous semble réel. Nous tenterons donc de ne pas obscurcir ces dimensions malgré l'intérêt marqué que nous porterons à l'évolution à la fois linguistique et idéologique de ces mouvements d'extrême droite. Comme l'affirmait déjà Nicolas Lebourg,¹⁸⁹ l'évolution de l'extrême droite de l'après-Deuxième Guerre mondiale est caractérisée par un effort de rénovation lexicologique capital à sa quête de légitimité politique. Dans cette optique, il est crucial de comprendre comment le contexte d'une société française, à la fois marquée par les horreurs et de la Seconde Guerre mondiale, et par conséquent au sein de laquelle les

¹⁸⁵ Wood, N. (1984). *John Locke and Agrarian Capitalism*. Berkeley : University of California Press.

¹⁸⁶ Diggins, J. P. (1984). *The Lost Soul of American Politics, Virtue, Self-Interest and the Foundations of Liberalism*. New York : Basic Books.

¹⁸⁷ Kramnick, I. (1990). *Republicanism and Bourgeois Radicalism : Political Ideology in the Late Eighteenth-Century England and America*. Ithaca (New York) : Cornell University Press.

¹⁸⁸ Shapiro, I. (1990). « J. G. A. Pocock's Republicanism and Political Theory : A Critique and Interpretation ». *Critical Review*, 4(3), 433-471.

¹⁸⁹ Lebourg, N. (2008). « La fonction productrice de l'histoire dans le renouvellement du fascisme à partir des années 1960 ». S. Dans Crépon et J. Mosbah-Nathanson, *Les sciences sociales au prisme de l'extrême droite*. Paris : L'Harmattan.

référénts fascistes sont honnis, et par les évènements de Mai 68, qui projettent dans l'arène politique une série d'idéologies politiques profondément connotées à gauche (et donc d'un cadre linguistique les exprimant), influe sur l'organisation et le développement d'une mouvance d'extrême droite en pleine recomposition. Comme l'explique Quentin Skinner dans l'introduction de son ouvrage *Les fondements de la pensée politique moderne*, à propos de l'engagement politique :

[Un] acteur aura donc les meilleures raisons de faire en sorte que son comportement puisse être décrit dans un vocabulaire reconnu comme normatif au sein de sa société, un vocabulaire susceptible de légitimer son action tout en la décrivant.¹⁹⁰

Nous tenterons donc de produire une analyse de l'évolution du discours de l'extrême droite française en prenant en compte la réalité qui pousse non seulement ses protagonistes à adapter leur discours à la forme de leur projet politique mais également à adapter ce projet au discours normatif existant.¹⁹¹

Dans cette thèse, nous choisirons d'utiliser les travaux des historiens de l'école de Cambridge comme référence méthodologique sans toutefois nous enfermer dans une vision dogmatique de leur conception de l'histoire. Skinner et Pocock, d'accords sur les grands principes associés à la valeur d'une plus grande contextualisation des discours politiques, ont cependant produit des travaux différents tant au niveau des thèmes que des approches. Ces différences sont aussi constatables dans l'éventail de travaux qu'ils auront influencés. Dans cette optique, nous tenterons principalement d'accorder une place prépondérante à la contextualisation de la production intellectuelle des mouvements Ordre nouveau et du Front national dans l'analyse de l'évolution de leurs discours respectifs.

¹⁹⁰ Skinner, Q. (2001). *Les fondements de la pensée politique moderne*. Paris : Albin Michel, p. 11.

¹⁹¹ *Ibid.*

Concrètement, et grâce aux sources dépouillées sur lesquelles nous développerons dans une partie subséquente, nous tenterons de reconstituer les conventions qui constituent le contexte dans lequel évolue Ordre nouveau à la fin des années 1960. En effet, la disqualification des affiliations au fascisme et au nazisme aura contribué à la nécessité d'une réorganisation des mouvements d'extrême droite qui seront issus de ces courants après la guerre. Nous tenterons donc d'exposer, par la triangulation de sources officielles (différents ministères et organes gouvernementaux ainsi que renseignements généraux et diverses divisions policières), journalistiques et internes au mouvement, le processus qui mènera l'évolution qui aboutira dans la création du Front national autour de son leader Jean-Marie Le Pen. Nous tenterons à la fois de démontrer l'impossibilité de persister dans une voie radicale ainsi que le relatif succès du Front national, qui, par son caractère plus « acceptable » répond à une demande politique tout en évitant de sombrer dans les abus de langage qui ont valu la disqualification aux tentatives néofascistes qui l'ont précédé.

Cette attention sera cruciale notamment parce qu'elle permettra de démontrer, nous l'espérons, l'une des hypothèses principales de cette thèse selon laquelle cette modification des formes politiques de l'extrême droite française constitue beaucoup plus un réajustement stratégique qu'une réelle adhésion à la politique parlementaire.

CHAPITRE II

PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIE

2.1. État de la recherche sur l'extrême droite en France

Alors que nous avons replacé cette thèse dans l'historiographie du fascisme lors de la première partie de cette thèse, et introduit les principaux travaux associés tant au développement des recherches sur le national-populisme que sur l'école de Cambridge, qui serviront de socle sur lequel reposera cette thèse, nous présenterons maintenant les principaux travaux qui traitent directement de l'histoire du Front national et du mouvement Ordre nouveau.

2.1.1. Sur le Front national

Principal parti d'extrême droite de la période d'après-Deuxième Guerre mondiale, le Front national a été l'objet d'une foule de travaux éclairants par nombre d'historiens, sociologues et spécialistes des sciences politiques. Alors que certains d'entre eux se concentrent sur des aspects précis de l'histoire du FN, d'autres proposent des analyses du mouvement de sa formation à nos jours. Les études qui seront particulièrement éclairantes dans le cadre de cette thèse sont sans contredit celles qui proposent des pistes de compréhension et d'analyse de la création du parti.

Dans cette catégorie, on retrouve notamment les travaux de Jean-Yves Camus, chercheur rattaché à l'institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et directeur de l'observatoire des radicalités politiques, qui publie, à travers une riche bibliographie sur les droites extrêmes en France et en Europe, *Le Front national*,

*histoire et analyse*¹ et *Le Front national*.² Il propose une analyse détaillée de l'histoire du parti en portant une attention particulière à ses origines idéologiques et sur les courants qui le parcourent. Dans ces travaux, Camus sera l'un des observateurs du FN qui identifiera le plus lucidement les influences néofascistes au sein du parti nouvellement formé. Dans son ouvrage *Le Front national, histoire et analyse*, il exposera cette situation de la façon suivante :

Se poursuit ensuite pendant 20 ans l'ère groupusculaire (1961-1981), date de naissance de tous les réseaux qui sous-tendent actuellement l'activité du FN, époque de gestation ou de réactualisation de tous les courants idéologiques qui irriguent aujourd'hui ce parti. [...] Il est pourtant inexact de comparer le FN aux mouvements fascistes de l'entre-deux guerres : d'abord, ceux-ci n'ont jamais atteint en France le succès du Front national; ensuite, le contexte socioéconomique n'est pas comparable. La réalité est plus complexe : si le FN emprunte à diverses traditions de l'extrême droite française, son ascension est avant tout une réponse, décalée dans le temps au départ, à la crise économique et sociale que traverse la France [...].³

Dans cet extrait, on dénote deux choses. D'une part, Camus reconnaît l'importance et l'influence d'une extrême droite radicale au sein du parti. Il expose avec justesse un paradoxe qui sera caractéristique du FN au moment de sa création : le parti restera irrigué par des tendances dont il tente de se dissocier publiquement. Cependant, nous notons également que Camus décrit cette « ère groupusculaire » comme la période de développement de mouvances ultra radicales dont Ordre nouveau sera l'une des organisations phares. Bien qu'il reconnaisse que les visées radicales du mouvement Ordre nouveau s'immiscent dans le processus de création du FN, il le décrit comme un ensemble idéologique agissant à l'extérieur du parti nouvellement créé. C'est précisément contre cette deuxième proposition que nous tenterons d'argumenter.

¹ Camus, J.-Y. (1996). *Le Front national. Histoire et analyse*. Paris : Olivier Laurens.

² Camus, J.-Y. (1998). *Le Front national*. Toulouse : Éditions Milan.

³ Camus, J.-Y. (1996). *Le Front national. Histoire et analyse*. Paris : Olivier Laurens, p. 11.

S'inscrivant dans une tradition historiographique qui tend à réduire *a minima* l'importance des idéologies fascistes en France, les travaux de Camus, bien qu'ils constituent une contribution capitale à l'historiographie du FN, semblent selon nous obscurcir les liens qui unissent le Front national et la tendance néofasciste qui contribuera significativement à son avènement.

Dans la même lignée, le travail de Valérie Igounet, historienne rattachée à l'Institut du temps présent connue pour ses contributions importantes sur le révisionnisme (*Histoire du négationnisme en France*⁴ et *Robert Faurisson, Portrait d'un négationniste*⁵). Dans son livre *Le Front national de 1972 à nos jours, le parti, les hommes, les idées*,⁶ Igounet retrace le processus qui mènera au passage d'Ordre nouveau à la création du FN. Elle expose avec justesse les tensions qui s'opèrent entre militants radicaux d'ON, reprochant au FN sa modération et ses velléités électorales, et responsables du nouveau parti tentant par tous les moyens de rassembler les différentes tendances de l'opposition nationaliste.⁷ Cette situation, qui oppose militants nationalistes purs et durs à un FN jugé trop mou en raison de son caractère « national⁸ », est exposée avec justesse par l'historienne. Ces querelles déchireront le FN dans la foulée de la dissolution d'ON en 1973 et du départ d'un nombre considérable de ses militants qui se refusent à intégrer la structure mise en place par Jean-Marie Le Pen. Elle évoque ensuite la lente

⁴ Igounet, V. (2000). *Histoire du négationnisme en France*. Paris : Seuil.

⁵ Igounet, V. (2012). *Robert Faurisson, Portrait d'un négationniste*. Paris : Denoël.

⁶ Igounet, V. (2014). *Le Front national de 1972 à nos jours, le parti, les hommes, les idées*. Paris : Seuil.

⁷ *Ibid.*, p. 60.

⁸ Le terme « national » est utilisé, par les militants de l'époque, par opposition à « nationaliste », représentant la tendance la plus radicale de la droite française.

reconstruction du parti qui s'établira rapidement comme la seule force d'opposition nationale à même d'unir les différentes tendances de l'extrême droite.

Le propos d'Igounet constitue une porte d'entrée intéressante pour notre recherche. Alors que cette situation est exposée de manière factuelle et présentée comme propos introductif à l'exposition de la riche histoire du parti d'extrême droite, nous estimons que ce temps de l'histoire du mouvement nationaliste français pourrait être approfondi. Décisive dans l'orientation du mouvement, la rupture entre ON et le FN sous-tend une modification profonde de l'action de la mouvance aux niveaux idéologique, stratégique et linguistique.

Choisissant une approche près des sciences politiques, et caractérisée par une « normalisation méthodologique » qui sera également au centre de la présente thèse, Alexandre Dézé signe deux ouvrages sur l'histoire du Front national. Le premier, paru en 2012 et intitulé *Le Front national à la conquête du pouvoir*,⁹ propose une analyse du parti de sa création à sa forme la plus contemporaine. Sans revenir sur l'intégralité de l'histoire du parti, il est important de souligner que dans cet ouvrage, l'auteur propose une des analyses les plus sérieuses des liens qui unissent les militants néofascistes d'Ordre nouveau et le Front national lors de sa création. Démystifiant avec justesse la « façade légaliste¹⁰ » mise de l'avant par le nouveau parti, l'auteur suggère une filiation importante entre les deux organisations. Dézé poursuit dans cette voie avec son deuxième livre sur le FN intitulé *Comprendre le Front national*,¹¹ dans lequel il avance que malgré l'entreprise de « dédiabolisation » amorcée par Marine Le Pen, les orientations idéologiques profondes du parti restent liées à ses premières incarnations et donc aux courants qui l'auront fait naître. Ces analyses constituent donc également

⁹ Dézé, A. (2012). *Le Front national à la conquête du pouvoir*. Paris : Armand Colin.

¹⁰ *Ibid.*, p. 42.

¹¹ Dézé, A. (2016). *Comprendre le Front national*. Paris : Bréal.

un point de départ pour notre recherche. Nous tenterons d'approfondir cette vision en mettant l'accent sur Ordre nouveau.

Les travaux de Sylvain Crépon, sociologue membre de l'observatoire des radicalités politiques de la fondation Jean-Jaurès et maître de conférences à l'Université François Rabelais de Tours, s'inscrivent dans une perspective un peu différente. Dans son livre *Enquête au cœur du nouveau Front national*,¹² il propose une analyse des orientations idéologiques et stratégiques du FN dans une perspective plus contemporaine. Dédiant son premier chapitre aux origines idéologiques du parti, et donc à une extrême droite plus radicale, Crépon met l'emphasis sur la filiation avec le boulangisme et le poujadisme, ainsi que sur ses liens avec l'extrême droite Maurassienne et l'Action française. S'inscrivant sans contredit dans une tendance que nous décrivions dans notre partie sur le national-populisme, nous estimons que cette approche sous-estime largement l'impact des militants néofascistes au sein du FN des premières heures. Il publie également, en 2015, un ouvrage collectif qu'il dirige avec Nonna Mayer intitulé *Les faux semblants du Front national, sociologie d'un parti politique*.¹³ Dans cet ouvrage, qui s'inscrit également dans la perspective sociologique du livre précédent, les auteurs décortiquent la stratégie de dédiabolisation entreprise par Marine Le Pen en abordant des thèmes aussi diversifiés que la relation du parti avec les syndicats, de son rapport à la classe ouvrière, au vote rural et aux communautés religieuses, de ses usages du web et de son rapport aux médias. Bien que ces ouvrages soient pertinents dans l'historiographie du FN, ils accordent peu d'attention à la transition qui s'opère lors du passage d'Ordre nouveau au Front national. Au contraire, s'inscrivant dans une thèse qui minimise l'impact d'Ordre nouveau au profit d'une trame narrative liant le FN au

¹² Crépon, S. (2012). *Enquête au cœur du nouveau Front national. Son état major, son implantation locale, ses militants, sa stratégie*. Paris : Nouveau Monde.

¹³ Crépon, S. et Mayer, N. (dir). (2015). *Les faux semblants du Front national, sociologie d'un parti politique*. Paris : Presses de Sciences Po.

boulangisme et au poujadisme, ces ouvrages sous-estiment l'importance du phénomène néofasciste en France.

Par ailleurs, d'autres travaux retiennent notre attention, comme ceux de Nonna Mayer, directrice de recherche émérite au Centre national de recherche scientifique (CNRS) et chercheure rattachée au Centre d'études européennes de Sciences Po. Ses recherches sont particulièrement éclairantes quant à la compréhension de la sociologie de l'électorat du Front national. Dans *Ces français qui votent Le Pen*,¹⁴ paru en 1999, elle développe des thèses inédites et démystifie les mythes associés au vote FN. Elle propose notamment une analyse de la montée en popularité du Front national au sein des classes ouvrières généralement conquises par la gauche et l'extrême-gauche. Au-delà de l'expression « gauchio-lepénisme », elle suggère plutôt l'existence d'un « ouvrierio-lepénisme », représentant le ralliement d'une partie des classes ouvrières au parti de Le Pen.

Mayer publie également avec Pascal Perrineau, spécialiste de la sociologie électorale et professeur à Sciences Po Paris, un ouvrage collectif intitulé *Le Front national à découvert*.¹⁵ Ce livre, qui s'inscrit dans le sillon des travaux de Mayer sur l'analyse sociologique et démographique de l'électorat du Front national propose une foule de contributions organisées en quatre thèmes principaux : « le Front national dans le système politique français », « les hommes », « les idées » et « les terrains » (consacré à des exemples précis d'implantation du FN dans des régions données). Nous y retrouvons notamment une contribution de Jean-Yves Camus sur les origines et la formation du parti proposant une analyse de l'impact des groupuscules d'extrême droite, dont Ordre nouveau. Bien que ces travaux ne nous éclairent que très peu sur la nature des liens entre l'extrême droite néofasciste et la création du Front national, ils

¹⁴ Mayer, N. (1999). *Ces français qui votent Le Pen*. Paris : Flammarion.

¹⁵ Mayer, N. et Perrineau, P. (1996). *Le Front national à découvert*. Paris : Presses de Sciences Po.

constituent des analyses sociologiques importantes pour l'histoire du FN : malgré une histoire et une filiation idéologique fortement marquées à l'extrême droite, sa sociologie électorale est de plus en plus éclectique et ratisse jusqu'à un vote parfois historiquement associé à l'extrême-gauche. Cette situation est évidemment à considérer lorsque nous étudierons le passage d'un néofascisme radical à une forme politique plus susceptible d'intégrer le système politique parlementaire, et, conséquemment, qui permettra au Front national d'élargir son électorat au-delà de la mouvance ultranationaliste.

Le Front national, mutations de l'extrême droite française (2012) constitue le dernier ouvrage collectif qui nous semble impératif de mentionner. Dirigé par Pascal Delwitt, professeur de sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles, ce livre comporte plusieurs contributions intéressantes. On y retrouve notamment un chapitre rédigé par Piero Ignazi intitulé *Le Front national et les autres, influence et évolutions*, relatant l'évolution du FN dans une perspective comparative et transnationale. L'auteur compare les succès du parti d'extrême droite à ceux d'autres partis européens afin de tenter de tirer des conclusions qui dépassent le cadre hexagonal. L'un des défauts majeurs de l'historiographie du Front national réside indéniablement dans son caractère franco-français. L'apport de chercheurs issus d'autres pays d'Europe, notamment de Belgique et d'Italie dans le cas présent, permet de faire émerger de nouvelles lectures de l'ascension de cette nouvelle expression de l'extrême droite française par l'entremise de comparaisons avec divers mouvements européens.

Dans le même ordre d'idée, et parce que l'historiographie française de l'extrême droite et des fascismes est truffée d'exemples de petites révolutions entraînées par l'apport de chercheurs étrangers, il est nécessaire de mentionner les travaux d'historiens et sociologues anglophones qui ont analysé le Front national. On peut citer à ce titre JG

Shields et son ouvrage *The Extreme Right in France : From Pétain to Le Pen*,¹⁶ dans lequel il retrace le développement d'une extrême droite depuis la fin de la deuxième mondiale en portant une attention importante aux militants de l'Algérie Française, du poujadisme, des groupuscules radicaux des années 60 (notamment Europe-Action, Occident et Ordre nouveau) ainsi que de l'impact des intellectuels de la Nouvelle Droite pour expliquer la création du FN. Les travaux de Edward J. Arnold, *The Development of Radical Right in France : From Boulanger to Le Pen*,¹⁷ et de Gabriel Goodliffe, *The Resurgence of Radical Right in France : From Boulanger to Le Pen*,¹⁸ quoique proposant des synthèses intéressantes de l'évolution des mouvances d'extrême droite en France, proposent une vision du FN s'inscrivant dans une linéarité idéologique avec le boulangisme et du poujadisme, acceptant ainsi la thèse du national-populisme à laquelle nous nous opposerons ici. Finalement, dans *The National Front in France : Ideology, Discourse and Power*,¹⁹ Peter Davies nous offre une analyse du Front national dans une optique plus près de l'histoire des idées. En nous offrant un portrait de l'évolution des conceptions du nationalisme et des discours politiques du parti, le professeur à l'Université d'Huddersfield livre une analyse nous permettant de dresser certains parallèles utiles avec l'extrême droite néofasciste qui précède l'existence du parti.

Finalement, il existe une particularité importante dans le corpus historiographique traitant du Front national. Effectivement, le travail d'enquête de journalistes constitue

¹⁶ Shields, J. G. (2007). *The Extreme Right in France : From Pétain to Le Pen*. Londres : Routledge.

¹⁷ Arnold, E. (2000). *The Developing of the Radical Rights in France. From Boulanger to Le Pen*. Londres : Palgrave MacMillan.

¹⁸ Goodliffe, G. (2012). *The Resurgence of the Political Right in France. From Boulangisme to the Front National*. Londres : Cambridge University Press.

¹⁹ Davies, P. (1999). *The National Front in France : Ideology, Discourse and Power*. New York : Routledge.

une source de production de connaissance qui ne doit pas être négligée. Bien qu'ils ne soient pas inscrits dans une démarche académique, ni soumis aux règles strictes qu'elle exige, ces ouvrages constituent une source d'information importante. Dans cette catégorie, commençons par souligner le travail du journaliste Renaud Dély, ancien rédacteur en chef de l'*Obs* et directeur de *Marianne*. Dans son livre *Histoire secrète du Front national*,²⁰ l'auteur propose une enquête au cœur du parti politique et expose avec grande clarté la rivalité entre Jean-Marie Le Pen et Brunot Mégret. À travers cette relation tumultueuse, on voit se déployer un affrontement entre deux conceptions politiques et idéologiques qui nous éclaire sur la nature des tendances qui irriguent le parti et sur les réseaux de groupuscules radicaux qui les sous-tendent. Dans la même catégorie, on retrouve le travail de deux journalistes : Dominique Albertini et David Doucet, respectivement employés par *Libération* et les *Inrockuptibles*. Également connus pour leur dernier ouvrage, *La Fachosphère, comment l'extrême droite remporte la bataille du net*,²¹ les auteurs nous proposent, dans *Histoire du Front national*,²² une analyse des ruptures idéologiques qui parcourent l'histoire du parti fondé par Jean-Marie Le Pen. Largement basée sur l'histoire orale, et notamment caractérisée par des entretiens menés avec des cadres haut placés de la droite et des anciens *leaders* de l'extrême droite, la démarche des journalistes, appuyée de façon sérieuse sur l'historiographie académique, nous renseigne notamment sur le processus de création du parti et sur la place qu'occupaient les militants d'Ordre nouveau.

De ce panorama de l'historiographie du Front national, on note une chose : le processus de création du parti et l'importance qu'auront les militants de la frange radicale de l'extrême droite représentée, au moment charnière de 1972-1973 par les membres

²⁰ Dély, R. (1999). *Histoire secrète du Front national*. Paris : Grasset.

²¹ Albertini, D. et Doucet, D. (2016). *La Fachosphère, comment l'extrême droite remporte la bataille du net*. Paris : Flammarion.

²² Albertini, D. et Doucet, D. (2014). *Histoire du Front national*. Paris : Talandier.

d'Ordre nouveau, dans son avènement sont largement sous-étudiés. Comme nous l'avons exposé précédemment, cette situation peut s'expliquer par l'existence d'une forte tendance intellectuelle, datant des travaux de René Rémond, à obscurcir l'impact du fascisme et du néofascisme dans l'histoire politique française. Nous verrons, dans la prochaine partie, que les travaux qui traiteront spécifiquement de ce groupuscule sont moins nombreux.

2.1.2. Sur l'extrême droite néofasciste et Ordre nouveau

Alors que nous venons d'exposer les grands axes de l'historiographie du Front national, nous allons maintenant aborder les principaux travaux portant sur l'extrême droite néofasciste française et, plus précisément, sur le groupe Ordre nouveau, sujet de cette thèse. Alors que pullulent les travaux sur le FN, force est de constater que la littérature scientifique portant spécifiquement sur Ordre nouveau et, plus largement, sur le courant néofasciste d'après-Deuxième Guerre mondiale, est beaucoup moins étoffée. Souvent évoquée par une simple partie au sein d'ouvrages couvrant plus largement l'extrême droite, la tendance néofasciste est victime, historiographiquement, autant de ses insuccès politiques que de la tendance évoquée précédemment qu'ont certains chercheurs à en minimiser l'impact. Comme nous le verrons, ce vide historiographique constitue une faiblesse à laquelle cette thèse veut remédier.

Le travail le plus abouti concernant Ordre nouveau, et, plus largement, les courants d'extrême droite d'après-Deuxième Guerre mondiale en France, est sans contredit celui de Nicolas Lebourg. Cet historien, chercheur à l'université de Montpellier et rattaché à l'Observatoire des radicalités politiques (ORAP) de la fondation Jean-Jaurès, est, à ce moment et à notre connaissance le seul à avoir publié un ouvrage portant directement sur le mouvement Ordre nouveau. Dans cet ouvrage intitulé *Aux racines du FN* –

L'histoire du mouvement Ordre nouveau,²³ coécrit avec Jonathan Préda et Joseph Beauregard, tous les deux également associés à l'ORAP, et préfacé par Jean-Yves Camus, Lebourg propose une histoire du mouvement, l'exposition de ses stratégies mais surtout, il expose le processus menant à la création d'un Front national à partir des bases militantes d'Ordre nouveau. Cette étude constituera une porte d'entrée intéressante dans l'univers du mouvement. Bien qu'il s'agisse d'un travail conséquent, avec des sources originales, nous proposerons une vision de l'histoire d'ON dans une perspective différente. Dans ce livre, les auteurs suggèrent que malgré une participation des militants d'ON au sein du FN, la dissolution du mouvement constituera l'une des étapes cruciales de la disparition d'une tendance néofasciste qui n'arrivera plus jamais à émerger comme réelle force politique en France. Le propos de ce livre est également présenté dans un article intitulé *Ordre nouveau, fin des illusions droitières et matrice militante au premier Front national*,²⁴ également coécrit avec Jonathan Préda. Dans cet article, les auteurs reprennent la thèse développée dans le précédent livre et suggèrent, comme le titre l'indique, que la dissolution d'Ordre nouveau en 1973 correspond à la fin du grand rêve révolutionnaire qu'entretenait la droite néofasciste de l'après Seconde Guerre mondiale. Nous suggérons de pousser cette réflexion plus loin : la disparition d'une forme ancienne de néofascisme, agressif et organisé autour d'une action politique violente ayant la rue comme théâtre principal, est incontestable. Cependant, nous montrerons que plutôt qu'à une disparition, ce moment charnière correspond davantage à une modification consciente des pratiques d'une famille politique pour s'adapter à un nouvel environnement.

²³ Lebourg, N., Préda, J. et Beauregard, J. (2014). *Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès, p. 11.

²⁴ Lebourg, N. et Préda, J. (2012). « Ordre nouveau, fin des illusions droitières et matrice militante au premier Front national ». *Studia Historica. Historia Contemporanea*. 30, 205-230.

Alors que ces deux travaux constituent les travaux les plus pertinents sur l'Ordre nouveau, le travail de Nicolas Lebourg sur l'extrême droite française de la deuxième moitié du vingtième siècle nourrira également notre réflexion. Auteur d'une thèse sur le nationalisme-révolutionnaire intitulée *Le monde vu de la plus extrême droite : Du fascisme au nationalisme-révolutionnaire*,²⁵ il a notamment travaillé sur François Duprat²⁶ et sur le Front national.²⁷ Prolifique chercheur, il collabore également à un livre important sur les processus d'évolution de l'altérophobie,²⁸ dans lequel il expose la façon par laquelle l'extrême droite adapte son discours d'exclusion laissant de côté la notion « d'inégalité des races » au profit des luttes identitaires contemporaines. Son analyse de l'éclosion du développement du néofascisme par l'exaltation d'un nationalisme européen durant les dernières années de la Deuxième Guerre mondiale, qu'il développe dans l'article *La dialectique néofasciste, de l'entre-deux-guerres à l'entre-soi*,²⁹ est également fort pertinente. Son chapitre intitulé *La fonction productrice de l'histoire dans le renouvellement du fascisme à partir des années 1960*, dans l'ouvrage collectif *Les sciences sociales au prisme de l'extrême droite*, publié en 2008 sous la direction de Sylvain Crépon et Sébastien Mosbah-Natanson,³⁰ est

²⁵ Lebourg, N. (2010). *Le monde vu de la plus extrême droite : Du fascisme au nationalisme-révolutionnaire*. Thèse d'histoire contemporaine. Université de Perpignan-Via Domitia.

²⁶ Lebourg, N. et Beauregard, J. (2012a). *François Duprat, l'homme qui inventa le Front national*. Paris : Denoël.

²⁷ Lebourg, N. et Beauregard, J. (2012b). *Dans l'ombre des Le Pen, une histoire des numéros 2 du FN*. Paris : Éditions du Nouveau Monde.

²⁸ Lebourg, N. et François, S. (2016). *Mutations et diffusions de l'altérophobie. De « l'inégalité des races » aux concurrences identitaires*. Presses Universitaires de Valenciennes.

²⁹ Lebourg, N. (2006). « La Dialectique néo-fasciste, de l'entre-deux-guerres à l'entre-soi ». *Vocabulaire du Politique : Fascisme, néo-fascisme*. Cahiers pour l'Analyse concrète, (57-58), 39-57.

³⁰ Lebourg, N. (2008). « La fonction productrice de l'histoire dans le renouvellement du fascisme à partir des années 1960 ». Dans S. Crépon et J. Mosbah-Nathanson, *Les sciences sociales au prisme de l'extrême droite*. Paris : L'Harmattan..

également particulièrement important pour notre recherche en produisant une lecture fascinante de l'usage politique de l'histoire par les théoriciens d'extrême droite et en exposant les détournements auxquels ils auront recours pour la faire cadrer dans leur vision du monde. Dans une perspective plus large, le livre *Les droites extrêmes en Europe*,³¹ coécrit avec Jean-Yves Camus, dresse un portrait global des tendances d'extrême droite se développant en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Les travaux de Nicolas Lebourg occupent une place primordiale dans l'historiographie de l'extrême droite française et européenne de la deuxième moitié du vingtième siècle et nous seront précieux pour l'écriture de cette thèse. Au-delà de son livre et de son article portant directement sur Ordre nouveau, il développe une analyse fort intéressante des courants idéologiques qui parcourent cette mouvance. Ses analyses de Duprat et du nationalisme-révolutionnaire seront particulièrement éclairantes et nous serviront, dans une certaine mesure, de modèle pour aborder l'évolution idéologique du mouvement Ordre nouveau.

L'historiographie des mouvements politiques d'extrême droite radicale et néofasciste de l'après-Deuxième Guerre mondiale s'insère souvent dans des perspectives plus larges. Les références à Ordre nouveau sont inscrites dans le cadre d'études plus large sur l'extrême droite, ratissant parfois sur plus d'un siècle. Le travail le plus pertinent pour notre recherche reste celui de l'historien et journaliste israélien Joseph Algazy. Dans son premier ouvrage sur le sujet, *La tentation néofasciste en France (1944-1965)*,³² il nous propose l'analyse des principaux mouvements de l'extrême droite radicale qui se développent en France dans la foulée de la Libération et de la fin du régime de Vichy. C'est cependant dans son deuxième ouvrage, *L'extrême droite en*

³¹ Camus, J.-Y. et Lebourg, N. (2015). *Les droites extrêmes en Europe*. Paris : Seuil.

³² Algazy, J. (1984). *La Tentation néofasciste en France (1944-1965)*. Paris : Fayard.

France (1965-1984),³³ qu'il aborde plus directement Ordre nouveau. Établissant une filiation entre les mouvements Occident, Ordre nouveau et le Parti des forces nouvelles, liés notamment par l'afflux de militants issus du mouvement étudiant associé à ces tentatives d'union de l'extrême droite, le Groupe Union Défense, Algazy propose une analyse des différents courants idéologiques qui traversent cette mouvance. Abordant notamment le nationalisme-révolutionnaire et le solidarisme, tendances revendiquées par certains des groupuscules de l'époque, l'auteur propose une analyse des groupuscules néofascistes des années 1960 et 1970. Malgré une attention périphérique portée à Ordre nouveau, le travail d'Algazy permet de décroiser l'histoire du néofascisme, liant son histoire à celle d'une extrême droite plus large.

Les travaux faisant directement référence au mouvement néofasciste sont souvent inclus dans des livres traitant de l'histoire de l'extrême droite sur plus d'un siècle et ne proposent pas d'analyse en profondeur du mouvement. Le travail d'Ariane Chebel D'Appollonia est cependant digne d'une mention dans cette section. Dans son ouvrage *L'extrême droite en France, de Maurras à Le Pen*³⁴ l'historienne à Sciences Po Paris nous propose une section particulièrement éclairante sur le néofascisme. Exposant les filiations entre l'action d'Ordre nouveau, le renouvellement idéologique suscité par la Nouvelle Droite et la volonté de sortir d'un militantisme stérile par la création d'un Front national, son livre propose une vision de l'évolution de l'extrême droite qui s'éloigne de la vision partagée par nombre de spécialistes du Front national liant boulangisme, poujadisme et lepénisme sous l'étiquette du populisme.

Comme dans le cas du Front national, certains journalistes ont écrit sur l'extrême droite radicale. C'est notamment le cas de Frédéric Charpier, journaliste d'investigation qui

³³ Algazy, J. (1989). *L'extrême droite en France de 1965 à 1984*. Paris : L'Harmattan.

³⁴ Chebel-D'appollonia, A. (1996). *L'extrême droite en France de Maurras à Le Pen*. Bruxelles : Complexe.

a également écrit sur l'extrême gauche et sur différents services de renseignement. Dans son livre *Génération Occident*,³⁵ il retrace le parcours de militants d'extrême droite passés par Occident, première tentative d'unification de l'extrême droite néofasciste au milieu des années 1960 et mouvement duquel seront issus nombre de militants d'Ordre nouveau. Retraçant l'itinéraire politique de ces militants, Charpier développe une analyse de l'évolution de l'extrême droite à travers le parcours de ses protagonistes et propose une perspective différente par rapport aux travaux académiques auxquels nous avons habituellement accès. Au-delà du processus de création du FN, son livre expose l'adhésion progressive des différentes tendances radicales, initialement réfractaires au jeu parlementaire, au projet de Jean-Marie Le Pen. Accordant une importance significative aux mouvements qui résisteront au FN, notamment à la tendance solidariste représentée par le Parti des forces nouvelles et aux groupuscules étudiants tels que le Groupe Union Défense, l'auteur démontre que l'entêtement à préserver une certaine radicalité devient intenable pour ces militants. Le ralliement devient alors inévitable au sein d'un Front national qui en absorbera les tendances. Bien que démontré par d'autres travaux, cet aspect sera important pour notre démonstration dans la mesure où il permet de présenter l'absorption par le FN comme la seule possibilité de survie d'un néofascisme dans le contexte politique hexagonal des années 1970.

Comme nous le constatons, la recherche sur le mouvement Ordre nouveau s'inscrit de façon éparse dans l'historiographie de l'extrême droite française d'après-Deuxième Guerre mondiale. Mentionné soit dans le contexte d'évocation de la création du Front national, ou comme représentant d'une tendance néofasciste au sein d'un portrait plus large de la mouvance d'extrême droite couvrant de larges périodes, peu de chercheurs se sont penchés de façon approfondie sur l'histoire du mouvement. Nous estimons qu'il s'agit d'un angle mort important auquel cette thèse tentera de remédier. Nous allons

³⁵ Charpier, F. (2005). *Génération Occident : De l'extrême droite à la droite*. Paris : Seuil.

démontrer que la création du Front national et la dissolution d'Ordre nouveau constitue le point tournant entre la dernière réelle tentative d'organisation des courants les plus radicaux formant la base militante néofasciste et la création du grand parti qui l'intégrera dans un processus de légitimation de l'extrême droite. L'étude d'Ordre nouveau nous semble capitale dans la mesure où cette transition constitue un moment charnière de l'histoire de l'extrême droite en France. En laissant de côté les politiques de rue ouvertement violentes au profit d'une tentative d'intégrer l'arène parlementaire, cette extrême droite, en conservant son substrat idéologique, opère une réorganisation tactique qui sera cruciale pour sa survie dans un contexte post-Deuxième Guerre mondiale.

2.2. Approches et méthodologie

Au fil de ce chapitre ont été développées les approches théoriques que nous tenterons de mobiliser dans cette thèse. Nous tenterons dans cette partie de les résumer de manière cohérente et d'ainsi expliciter clairement notre projet de recherche. Dans un premier temps, nous résumerons succinctement la façon par laquelle nous utiliserons les approches théoriques en lien avec Ordre nouveau pour ensuite énoncer la problématique et l'hypothèse de cette thèse. Dans la seconde partie, nous exposerons les sources qui nous permettront d'y arriver.

2.2.1. Approche théorique, problématique et hypothèse

Par l'exposition des débats autour de l'analyse des fascismes ainsi qu'en dressant un portrait de l'historiographie des droites plus traditionnelles et des mouvements nationaux-populistes, nous avons fait émerger un problème important de l'analyse de l'extrême droite. Effectivement, il existe, selon nous, deux historiographies parallèles, suggérant toutes deux des pistes d'analyse intéressantes, mais qui présentent le défaut évident de ne jamais se rejoindre pour faire émerger une lecture de l'évolution des courants néofascistes vers une inscription dans l'arène politique traditionnelle. Le

cloisonnement des études sur le fascisme, soit pour des motifs politiques ou en raison de recours à des cadres conceptuels et analytiques trop rigides, ne permettent pas de bien saisir l'importance des courants y étant associés dans l'émergence des nouvelles formes que prendra l'extrême droite dans la deuxième moitié du vingtième siècle. L'objectif de cette thèse est de contribuer au décroisonnement des études sur le fascisme par une approche inspirée de Roger Griffin qui permettra de mettre en lumière, dans le cas français, l'importance fondamentale du mouvement Ordre nouveau dans la création du Front national.

La brève existence du mouvement Ordre nouveau, de Novembre 1969 à Juin 1973, constitue un tournant important dans l'histoire de l'extrême droite française. D'une part, il constitue la dernière réelle tentative d'unification des groupuscules héritiers du fascisme de la Deuxième Guerre mondiale et, de l'autre, il deviendra le laboratoire de l'élaboration d'une stratégie d'insertion de la mouvance d'extrême droite dans l'arène politique traditionnelle avec la création du Front national en 1972. À travers l'analyse des conflits internes qui caractérisent l'histoire du mouvement, nous découvrons l'évolution idéologique et stratégique de l'extrême droite qui culminera dans l'avènement d'un Front national s'inscrivant dans le cadre politique légal et laissant de côté l'activisme de rue au profit de visées parlementaires. Dans cette optique, nous analyserons ce processus en postulant que l'émergence d'un contexte qui disqualifie définitivement la violence politique pousse les tendances fascistes – ou néofascistes – à s'adapter au contexte post-Deuxième Guerre mondiale.

Effectivement, nous verrons, toujours dans une perspective de contextualisation du discours politique, la façon par laquelle le climat politique des années 1960 influencera les orientations idéologiques de l'extrême droite française. En abordant le traumatisme de la Deuxième Guerre mondiale, l'essor de l'antifascisme, la place prépondérante du lexique idéologique de l'extrême-gauche dans la foulée de mai 68, nous démontrerons l'impossibilité, pour les militants d'Ordre nouveau, de persister dans un néofascisme

radical malgré une demande autoritaire qui persiste dans la foulée des soulèvements étudiants. Nous proposerons ensuite une analyse de la création du Front national – et donc, de l'émergence de cette forme de national-populisme – en suggérant qu'elle correspond plutôt à une adaptation du discours qu'à un réel retournement idéologique. Au contraire, nous estimons que le national-populisme, catégorie d'analyse plus près de la forme politique que de sa substance, permettra à l'idéologie néofasciste de perdurer en France dans un contexte qui lui est profondément hostile. Nous procéderons à une analyse du discours en comparant l'évolution de l'idéologie d'Ordre nouveau par rapport aux premiers programmes du Front national en fonction des définitions du fascisme de Roger Griffin. Nous exposerons par ailleurs l'échec du néofascisme à s'exprimer dans sa forme traditionnelle par l'analyse des groupuscules qui tenteront, dans un premier temps, de résister au Front national pour finalement s'y insérer, amenant avec eux leur substrat idéologique.

Avant d'exposer nos sources, nous tenons à évoquer une précision concernant le vocabulaire utilisé dans cette thèse. Nous utiliserons, à l'instar de la majorité des historiens et spécialistes des extrêmes droites, le terme « mouvement » pour décrire Ordre nouveau jusqu'à son institution en parti politique. À partir de 1970, ON s'investira dans une démarche électorale à partir de laquelle son statut de parti politique devient indéniable. Nous choisissons de le considérer comme tel en accord à l'argumentaire de cette thèse dont l'un des objectifs principaux est d'exposer l'inclusion de l'extrême droite néofasciste dans ces logiques électorales. Conséquemment, le terme « parti » sera utilisé dans les parties subséquentes.

2.2.2. Méthodologie et sources.

L'approche chronologique nous permettra d'exposer, dans un premier temps, les éléments contextuels spécifiques de la fin des années 60 et du début des années 70, de façon à faire émerger les conditions de la réorganisation de l'extrême droite française à travers la création du Front national au sein d'Ordre nouveau. Dans un contexte de

backlash des événements de Mai 68, l'importance du lexique gauchiste combiné au traumatisme encore vif de la Deuxième Guerre mondiale et à la montée en puissance d'un courant antifasciste rendront impossible l'existence d'un néofascisme dans sa forme traditionnelle et entraîneront la nécessité d'un changement stratégique pour l'extrême droite. Deuxièmement, nous retracerons l'histoire du mouvement Ordre nouveau. Nous nous intéresserons d'abord à ses origines en dressant un bref tableau des forces d'extrême droite présentes dans la France des années 1960 et qui s'uniront pour former ce mouvement néofasciste.

À travers l'évolution chronologique d'Ordre nouveau, nous porterons une attention particulière à l'évolution des grands axes définitionnels du fascisme définis par Griffin. En comparant les prises de position des deux mouvements, des premières publications politiques d'ON au premier programme du FN, nous pourrions exposer l'adaptation linguistico-politique qui permettra au Front national de s'inscrire dans l'arène politique traditionnelle. Nous aborderons le caractère révolutionnaire, et le mythe palingénésique à sa source, l'ultranationalisme populiste et le rapport à la modernité des deux partis/mouvements. Cette analyse sera centrale dans notre argumentation en permettant d'exposer les mutations qui permettront au courant néofasciste de subsister dans un contexte hostile à son existence et, en quelque sorte, de se fondre dans l'extrême droite du Front national en acceptant les codes de la démocratie libérale.

Nous utiliserons, pour la réalisation de cette thèse, trois principaux types de sources : des sources administratives témoignant de la surveillance d'Ordre nouveau par les autorités françaises, des sources internes de l'organisation nous permettant de connaître ses orientations idéologiques, et, finalement, les archives des grands médias écrits français ayant couvert ON au fil de son développement.

Dans la première catégorie, nous avons dépouillé vingt-cinq cartons des Archives nationales de Paris, identifiés entre F715554 et F715586, rendus publics par un arrêté datant du 9 août 2005, et contenant les bulletins confidentiels, hebdomadaires et

mensuels, de la Direction centrale des renseignements généraux (DCRG) français sur l'activité de groupes ou d'organisations politiques réputés comme méritant une surveillance des autorités. Faisant l'objet d'une surveillance étroite depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'extrême droite est l'un des sujets récurrents de ces documents. Concentrés sur la période allant de mars 1968 à avril 1973, soit juste avant la dissolution du mouvement au mois de juin suivant, ces rapports couvrent toute l'histoire d'Ordre nouveau et de la formation du Front national. Nous informant de l'action du mouvement et des diverses actions qu'entreprennent ses militants, ils nous permettent une compréhension de la perspective des RG sur son évolution en plus de constituer un outil important nous permettant d'en reconstituer l'histoire. Nous disposons également de documents associés à un autre fonds des Archives nationales constitué de documents spécifiquement relatifs à Ordre nouveau. Ces trois cartons, identifiés sous les cotes 19930666/21, 19930666/22 et 19930666/23, ont pu être consultés suite à une demande de dérogation accordée le 9 mars 2017 par le chef du bureau des études et des partenariats scientifiques de la direction générale des patrimoines en charge des Archives nationales de France. À notre connaissance, seul Nicolas Lebourg a reçu un accès similaire à ces documents sous prescription. Dans ces cartons, nous retrouvons une foule d'informations relatives au mouvement Ordre nouveau. Plus particulièrement, dans le dossier « Extrême droite 1973 » du carton 19930666/21, on retrouve une liste des actions violentes du mouvement, des notes relatives aux enquêtes de police judiciaire et des renseignements généraux, des notices biographiques des différents membres d'Ordre nouveau et des procès-verbaux d'auditions. Dans le carton 19930666/22, nous avons eu accès au dossier « reconstitution d'Ordre nouveau » dans lequel on retrouve encore une fois des notes des RG concernant la tentative de reconstitution d'ON après sa dissolution ainsi que des tracts, journaux et autres publications du mouvement Faire front, mouvement qui succèdera brièvement à ON. Nous disposons également d'informations relatives aux mouvements satellites d'Ordre nouveau, soit le Front de la jeunesse (FJ), Union et défense des Lycéens (UDL), Groupe union défense (GUD) et des comités sur l'Europe,

à travers diverses notes d'informations des Renseignements généraux (RG) et de la police judiciaire. Pour le carton 19930666/23, nous disposons uniquement du dossier « Actions violentes » dans lequel on retrouve notamment des notes d'information ainsi que des dossiers de presse relatant les actions militantes des différents mouvements d'extrême droite devant être transmis à la cour de sûreté de l'État. À la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), nous avons également pu consulter le fonds Jacques Delarue (F delta rés 851), contenant des documents déposés par l'ancien enquêteur des RG concernant la dissolution d'ON et la constitution des comités Faire front.

La deuxième catégorie de sources dont nous disposons est constituée par les différents documents internes ou émanant d'Ordre nouveau ou des mouvements qui y seront associés. Nous disposons d'une réédition des actes des deux grandes conférences-bilans, tenus respectivement aux mois de juin 1972 et 1973. Cet ouvrage, simplement intitulé Ordre nouveau et présenté par Alain Renault, constitue un formidable outil de compréhension du mouvement. Publiés par ses militants, ces bilans témoignent de l'évolution, de l'histoire et des conflits internes qui ont traversé Ordre nouveau en plus de proposer ce qui sera le plus près d'un programme officiel ainsi que les détails de ses grandes orientations idéologiques. Cet ouvrage constitue la principale source nous permettant de comprendre l'évolution interne d'Ordre nouveau. Destiné à ses membres, le texte témoigne d'une lucidité particulièrement intéressante quant aux choix idéologiques et stratégiques du mouvement. Cité extensivement au cours de cette thèse, cet outil nous donne les clés de compréhension du processus menant à la création du FN en exposant les hésitations, les tactiques et les tergiversations qui caractériseront Ordre nouveau au cours de son existence. Nous tenterons évidemment de recouper ces informations avec les autres types de sources dont nous disposons, mais comme l'analyse du processus interne menant à la création du FN constitue l'objectif principal de cette thèse, cette source constitue l'outil privilégié pour l'exposer.

Par ailleurs, dans un premier fonds d'archives, identifié par la cote GPF 4422 de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, nous retrouvons six numéros du périodique officiel d'Ordre nouveau intitulé *Pour un Ordre nouveau*. De sa première parution en 1971 à son dernier numéro publié dans la foulée de la dissolution d'ON en Juin 1973, ces documents sont cruciaux pour la compréhension de l'évolution des orientations de cette formation politique. Également dans les archives de la BDIC, nous avons pu consulter le fonds FP 2994, contenant des exemplaires du journal *Faire Front*, publié par les membres d'Ordre nouveau se refusant de rejoindre le Front national dans les mois suivants la dissolution du mouvement néofasciste. Le fonds Dossier France – Ordre nouveau 1970-1973 (4 delta 1671) contient quant à lui de nombreux exemplaires de tracts, affiches, brochures et autocollants d'Ordre nouveau. On y trouve également des exemplaires du périodique *Ordre nouveau information* ainsi qu'un certain nombre de coupures de presse. Finalement, en ce qui concerne les sources associées directement aux mouvements étudiés, nous avons pu consulter, aux archives du Centre d'histoire de Sciences Po Paris, le fonds Étudiants nationalistes, contenant tracts, brochures et autres documents relatifs à des mouvements antérieurs à la formation d'Ordre nouveau. Ces documents nous permettent de nous intéresser à la filiation idéologique entre ces mouvements et ON au moment de sa constitution.

Nous avons également dépouillé, à titre de troisième type de sources, une sélection de journaux français publiés tout au long de la période d'existence d'Ordre nouveau et des balbutiements du Front national. Couvrant le spectre politique de droite à gauche, nous disposons de nombreux articles de *L'Aurore*, *Combat*, *La Croix*, *Le Figaro*, *France-Soir*, *l'Humanité*, *Minute*, *Le Monde*, *Le Parisien*, et *Le Point* de 1969 à 1973.

Par une analyse qualitative des discours du mouvement, nous tenterons de démontrer que la volonté d'insertion d'Ordre nouveau dans le jeu politique démocratique, influencée à la fois par une demande autoritaire à la baisse et une condamnation des

violences d'extrême droite par l'opinion publique, constitue une préoccupation importante pour les militants qui seront, *in fine*, les principaux artisans de la création du FN et qui mèneront cette entreprise de légitimation. En triangulant ces trois types de sources, nous serons en mesure d'exposer la façon par laquelle se produit cette transition et dont l'Ordre nouveau constitue le moment charnière en démontrant la filiation entre ces deux mouvements et la modification de la tendance néofasciste pour s'intégrer à ce processus.

DEUXIÈME PARTIE

ORDRE NOUVEAU : DE GROUPE SCULE NÉOFASCISTE À PARTI NATIONALISTE

CHAPITRE III

LE CONTEXTE DE LA DIFFICILE RECOMPOSITION DE L'EXTRÊME DROITE FRANÇAISE.

L'entreprise de légitimation qui pousse les militants néofascistes à adapter leur discours et à inscrire leur action dans une perspective électorale, ne peut être étudiée indépendamment du contexte de son développement. À l'aide des théories de l'école de Cambridge nous analyserons le revirement stratégique qui s'opère au sein d'Ordre nouveau et qui mènera ses militants à fonder le Front national. Afin d'exposer le dilemme devant lequel se trouvent les militants nationalistes français de la fin des années 1960 – dans leur volonté de légaliser leur action – nous analyserons le contexte spécifique où l'expression agressive d'un néofascisme inspiré de l'entre-deux-guerres leur apparaît caduque.

Dans un premier temps, nous verrons comment les gouvernements de l'après-guerre, issus de l'antifascisme et de la victoire des alliés lors de la Seconde Guerre mondiale,

contribueront à l'établissement d'un climat particulièrement hostile à l'expression de l'extrême droite. La condamnation unanime, en France et en Occident, des crimes de guerre perpétrés par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste contribue à réprimer l'expression d'une droite nationaliste dans les décennies qui suivront le conflit. Il faut également considérer le climat spécifique à la France dans la foulée des soulèvements de Mai 68. Créé l'année suivante, Ordre nouveau constitue une réponse du camp nationaliste à cet élan progressiste et à l'explosion du « gauchisme » qui en résulte. Nous porterons une attention particulière à l'héritage de Mai 68 et notamment à son impact sur la redéfinition du champ lexico-idéologique d'une extrême droite qui tente de s'adapter à un climat idéologique teinté par les avancées d'une gauche et d'une extrême gauche en position de force.

Finalement, nous analyserons le pari stratégique entrepris par Ordre nouveau. Alors que la gauche, voire l'extrême gauche, occupe une place prépondérante dans le paysage idéologique hexagonal, il se développe, au sein d'une frange de l'électorat français, un sentiment contre-subversif et opposé au progressisme ambiant se caractérisant par une demande autoritaire accrue sur lequel Ordre nouveau tente de capitaliser.

3.1. La doctrine antifasciste dans l'immédiat après-Deuxième Guerre mondiale

La défaite des forces de l'Axe lors de la Seconde Guerre mondiale aura un impact durable sur la perception des idéologies associées aux fascismes, faisant du consensus d'après-guerre une condamnation sans appel des partis et mouvements associés à cette idéologie. Comme l'affirme Gilles Vergnon :

L'histoire de l'antifascisme, du moins comme mythe mobilisateur et comme registre de discours actif, aurait pu s'arrêter en 1945. La chute du régime, qui avait créé le nom et donné une réalité à son adversaire, et qui survit jusqu'en avril 1945 dans le nord de l'Italie, puis, surtout, de son frère germanique qui en incarna le mal absolu, entraînera celle de tous les mouvements associés au « fascisme » en Europe, du PPF français aux « Croix fléchées » hongroises ou au rexisme belge. Même si subsistent,

dans la péninsule ibérique, les régimes de Franco et de Salazar, promis alors à une chute imminente, l'année 1945 est bien « l'année zéro » du fascisme.¹

Alors que les régimes et partis fascistes sont vaincus, l'immédiat après-guerre ouvre, en France, une période de commémorations fortement marquée par la présence d'un Parti communiste (PC) à son apogée. Ces commémorations sont « antifascistes, républicaines et nationales » et allient les formations traditionnelles de gauche (Parti Communiste français, Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), Parti radical, Ligue des droits de l'Homme (LDH) et Confédération générale du travail (CGT)). Le caractère antifasciste de ces commémorations marque la reconstruction républicaine de l'après-guerre. Aux élections municipales de 1945, prolifèrent, dans toute la France, des listes où l'antifascisme domine : la liste « patriotique, républicaine antifasciste », « union républicaine antifasciste », « patriotique, laïque, antifasciste » ou encore la liste « antifasciste démocratique et de la Résistance.² »

Alors que la conclusion de la guerre met fin à la menace des partis fascistes étant parvenus au pouvoir dans toute l'Europe pendant les années 1920 et 1930, il serait erroné de croire que l'antifascisme ne joue qu'un rôle symbolique et historique pour les partis communistes et socialistes après 1945. En France, l'antifascisme se pérennise sous la IV^e République et se trouve mobilisé dans le discours opposant les défenseurs de la République à une foule d'ennemis nouveaux :

la naissance et le développement rapide du RPF (1947-1951), la flambée poujadiste de 1956, le retour au pouvoir du général de Gaulle (1958), la lutte contre les « ultras » puis contre l'OAS (1960-1962) en fournissent les occasions successives. C'est, bien sûr, possible du fait de l'amalgame constitutif de l'antifascisme originel, qui englobe dans le fascisme toutes

¹ Vergnon, G. (2009). *L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen*. Presses Universitaires de Rennes, p. 132.

² *Ibid.*, p. 133.

les familles traditionnelles de l'extrême droite (royalisme, boulangisme, ligues césaro-plébiscitaires) auxquelles on peut régulièrement ajouter de nouvelles tendances (gaullisme version RPF, poujadisme, « ultras » de l'Algérie française, OAS) au fur et à mesure de leur apparition.³

Ce discours antifasciste reconduit les grandes lignes de clivage de l'entre-deux-guerres : en s'opposant à l'oppression par les puissants, à la guerre, il correspond à l'union de la gauche pour défendre la République, la paix et la classe ouvrière, avec toutefois deux nouveautés. Il s'oppose à de nouveaux courants qui émergent après la guerre et incorpore une dimension antiraciste à son discours. Émergeant dans le vocabulaire des militants antifascistes, cet antiracisme se limite, dans l'immédiat après-Seconde Guerre mondiale, à un « anti-antisémitisme » s'inscrivant dans l'antifascisme de l'entre-deux-guerres. Cette nouvelle dimension de l'antifascisme émerge notamment dans un tract publié par la Ligue contre l'antisémitisme (LICA) en 1945, intitulé « L'union des races fera la paix du monde » et dans lequel on peut lire le souhait d'une « épuration totale » et le « châtimement des traîtres » au nom d'une « unité française sans équivoque.⁴ »

Malgré la pérennité de l'esprit antifasciste après la Seconde Guerre mondiale, ce courant ne constituera plus le mythe rassembleur et le puissant vecteur d'unification qu'il avait été notamment au moment du Front populaire. Avec la disparition des régimes fascistes, cette opposition se réoriente en un combat contre des formes de fascisme plus diffuses et moins affirmées. Par ailleurs, la division de la gauche constitue un épineux problème pour le camp antifasciste. Alors que le PCF est tourné vers l'Est, considéré par certains comme l'allié du « fascisme rouge », la SFIO aurait,

³ *Ibid.*, p. 134.

⁴ Allali, J.-P. (2002c). *Contre le racisme. Les combats de la LICRA*. Paris : Le Cherche Midi, p. 36. Dans. G. Vergnon, *L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen*. Presses Universitaires de Rennes, p. 135.

pour ces communistes, rejoint le camp de l'allié américain. Sans union solide de la gauche, la tâche d'organisation d'un véritable bloc antifasciste se complique fortement.

De manière générale, cette situation, reléguant l'antifascisme à une position secondaire au sein des gauches hexagonales à partir de 1960, persiste jusqu'aux années 1980, moment où le Front national est en plein essor et se stabilise à des niveaux de soutien relativement élevés au sein de l'électorat français. Cependant, l'antifascisme conserve une importance relative comme référent d'opposition à l'extrême droite, notamment lors de la guerre d'Algérie. Cette situation peut, d'une part, s'expliquer par le morcèlement de l'extrême droite et, plus largement, de la famille nationaliste pendant les premières décennies suivant la fin de la Deuxième Guerre mondiale. D'autre part, et surtout jusqu'à la chute de la IV^e République, le soutien à un gaullisme triomphant dans la foulée de la Libération vient contraster l'impact de l'antifascisme au sein des luttes politiques françaises. L'enracinement de la V^e République, la construction européenne, et les échecs électoraux de l'extrême droite, jusqu'aux années 1980, viendront confirmer son déclin.⁵

Alors que l'antifascisme perd de son élan en raison de la disparition des régimes et mouvements ouvertement fascistes, le thème de l'antiracisme prend l'ascendant au sein des mouvements constituant l'opposition aux dérives fascistes. Au sein du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MRAP), qui naît en 1949 et constitue l'un des mouvements associés au Parti communiste français, se développe cet antiracisme :

Alors que les revendications, classiques, appellent à la dissolution, comme en 1934, des « ligues factieuses et des organisations racistes et antisémites », on doit relever la juxtaposition des qualificatifs discriminants, plus nette

⁵ Vergnon, G. (2009). *L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen*. Presses Universitaires de Rennes, p. 163.

encore dans la demande d'un « châtement exemplaire de tous les activistes racistes, antisémites et fascistes ». ⁶

Par cette opération s'opère un glissement d'un anti-antisémitisme à un antiracisme l'englobant et s'installant progressivement comme le nouveau registre lexicologique de l'opposition politique à l'extrême droite. Alors que la notion de droits de l'Homme s'insère, après la Seconde Guerre mondiale, dans le champ politique, notamment par l'entremise de la « Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales » (dite Convention européenne des droits de l'Homme) de 1950 du Conseil de l'Europe et par « l'UNESCO, « *qui multiplie les travaux et déclarations sur le racisme qui dénie tout fondement scientifique au racisme et affirment le principe de l'unité de l'espèce humaine* », il prend également de plus en plus de place dans le débat public français :

De Claude Lévi-Strauss, qui publie sous les auspices de l'UNESCO *Race et histoire* en 1952, à Albert Jacquard (*Éloge de la différence*, 1978), en passant par Albert Memmi et Pierre Paraf, plusieurs ouvrages abondamment discutés balisent le débat public, tandis que le *Courrier de l'UNESCO* irrigue progressivement le public scolaire des lycées, par le biais des bibliothèques et de l'éducation civique, en attendant le temps des « foyers socioéducatifs ». ⁷

Alors que la question du racisme ne constitue pas, au milieu des années 1950, un thème politique fortement associé à la gauche, la mobilisation contre la guerre d'Algérie constitue la véritable assise pour la gauche et l'extrême gauche. Dans un sondage réalisé par la revue *Temps modernes* en 1955, sur la question « Qu'est-ce qu'être de gauche? », le racisme n'est inclus que par 3 % des répondants comme menace possible. Loin derrière les thèmes de la guerre (13 %), la dictature (12 %), le fascisme (11 %) et les injustices sociales (10 %), le racisme commence à peine à s'établir comme vecteur

⁶ *Ibid.*, p. 171.

⁷ *Ibid.*, p. 172.

lexico-idéologique associé à la gauche.⁸ Cet antiracisme se développe en France par l'entremise de l'action du MRAP et des interventions de l'ONU et de l'UNESCO et suscite un climat favorisant l'adoption d'une législature s'inscrivant dans cette lutte :

[Le] projet de loi contre le racisme, enregistré dès l'été 1959 par la commission des lois de l'Assemblée, il n'est finalement débattu et adopté qu'en 1972 dans un nouveau contexte : l'ONU a décrété l'année 1971 « année de lutte contre la discrimination raciale » et, dans la France d'après 1968 et de l'immigration de masse, les incidents et violences de nature xénophobe ou raciste ont une forte visibilité et reçoivent un large écho médiatique.⁹

Le développement d'un registre antiraciste, existant, dans une certaine mesure, parallèlement à la doctrine antifasciste héritée de l'entre-deux-guerres, participe à la mise en place d'un climat de plus en plus défavorable à l'extrême droite. Alors que les partis cherchant leur référent dans l'Allemagne nazie avaient jusqu'alors surtout été inspirés par l'antisémitisme virulent du régime allemand, les nouvelles moutures de la frange la plus radicale de la droite nationaliste bifurqueront, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, vers une critique acerbe de l'immigration et vers un discours plaidant en faveur de la séparation raciale dans une perspective ethno-différencialiste¹⁰ qui se heurtera à cet antiracisme naissant.

⁸ Les Temps modernes (1955, avril). « Qu'est-ce qu'être de gauche? ». Dans G. Vergnon, *L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen*. Presses Universitaires de Rennes, p. 172.

⁹ Vergnon, G. (2009). *L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen*. Presses Universitaires de Rennes, p. 174.

¹⁰ L'ethno-différencialisme correspond à une doctrine théorisée autour du Groupe de recherche et d'étude sur la civilisation occidentale (GRECE), think tank de la Nouvelle droite dont les objectifs étaient de légitimer les idées nationalistes. Faisant basculer, selon Pierre-André Taguieff, le racisme biologique vers un racisme culturel, les tenants de l'ethno-différencialisme prônent un particularisme qui constituerait l'antithèse de l'universalisme et suggérant la séparation et le cloisonnement des races. Dans Taguieff, P.-A. (1994). *Sur la Nouvelle Droite. Jalons d'une analyse critique*. Paris : Descartes et Cie.

La loi Pleven contre la diffamation et l'incitation à la haine est, dans ce contexte, adoptée à l'unanimité. Elle s'inscrit dans le contexte des bouleversements associés à Mai 68 qui entraîneront une reconfiguration de l'extrême droite avec la fondation de deux de ces mouvements les plus importants de la fin des années 1960 et du début des années 1970 : Ordre nouveau, né des cendres d'Occident, et du Groupe union défense (GUD) qui en constituera la branche jeunesse et étudiante pendant toute son existence.

3.2. Dans la foulée de Mai 68

Les événements associés aux mobilisations de Mai 68 et leurs répercussions sur la France constituent un ensemble complexe qui ne peut être expliqué de manière monocausale. Ils seront abordés, dans ce chapitre, sous l'angle de l'antifascisme dans cette effervescence, d'abord étudiante, puis plus générale, au printemps et à l'été 1968. Pour Gilles Vergnon, spécialiste de l'antifascisme en France :

il [l'antifascisme] nourrit d'abord l'imaginaire politique de la génération des « leaders », dont l'éducation politique s'est faite sur fond de guerre d'Algérie, il contribue aussi à accélérer, au moins à deux reprises, la dynamique de la première phase des événements. À Nanterre d'abord, quand, le 2 mai, les « pro-chinois » de l'UJCML (Union des jeunes communistes marxistes-léninistes) mettent le campus en « état de défense » contre les « paras » et les « fachos » d'Occident, puis à la Sorbonne le lendemain quand, après la fermeture de Nanterre, on (c'est-à-dire, pour l'essentiel, militants de l'UNEF et des organisations révolutionnaires) attend dans la fièvre les « fafs¹¹ » qui marcheraient sur les lieux.¹²

Outre cette référence à l'antifascisme, qui, dans le microcosme universitaire parisien, participe à mettre le feu aux poudres et à déclencher les affrontements qui opposeront

¹¹ L'expression « Faf » correspond à l'acronyme de « France aux français » et est utilisée par les militants, surtout de gauche et d'extrême gauche, pour désigner les militants nationalistes et d'extrême droite.

¹² Vergnon, G. (2009). *L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen*. Presses Universitaires de Rennes, p. 175.

ultimement les militants gauchistes aux forces de l'ordre, l'antifascisme jouera un rôle secondaire dans la trame des événements de mai 68. Dans des documents produits par les militants de Mai 68 et regroupés par Pierre Vidal-Naquet et Alain Schnapp, les références au fascisme, à la fascisation et au nazisme n'apparaissent que quelques fois dans l'univers militant des étudiants participant aux soulèvements.¹³ Cependant plusieurs tracts de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR), de la Fédération des étudiants révolutionnaires (FER) et des comités d'action évoquent les risques de durcissement et de fascisation du régime et du général De Gaulle.¹⁴

Dans l'ensemble, la revendication de l'antifascisme par les militants de Mai 68 constitue davantage un référent large leur permettant de s'opposer à la fois aux militants d'extrême droite de mouvements tels qu'Occident, mais également de se positionner face au régime en assimilant tout durcissement de son attitude à l'égard des soulèvements à « l'instauration d'un régime policier dictatorial », à une dérive fasciste. Par contre, dans l'immédiat après-68, l'antifascisme constituera un pan important de l'action des trotskistes et des maoïstes. Dans les deux cas, Vergnon note le développement d'un antifascisme « qui reproduit en partie le discours et les pratiques des deux premiers antifascismes communistes.¹⁵ »

Cependant, à cette période, ce que les militants gauchistes appellent « fascisme » dépasse largement les traditionnels mouvements d'extrême droite. Au début des années 1970, le danger de « fascisation » de la société française proviendrait beaucoup plus

¹³ Schnapp, A. et Vidal-Naquet, P. (1988). *Journal de la commune étudiante*. Paris : Seuil.

¹⁴ Vergnon, G. (2009). *L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen*. Presses Universitaires de Rennes, p. 176.

¹⁵ *Ibid.*

d'un durcissement du régime que d'une réelle menace de groupuscles issus de sa droite la plus radicale, qui est plutôt associée aux régimes autoritaires :

Le « fascisme » est donc ici synonyme de régime autoritaire, que des pratiques autoritaires (la « fascisation ») anticipent : « Quand l'ensemble de la société se mobilise, il serait vain de penser la classe dominante inactive, c'est alors qu'elle se fascise.¹⁶

Cet élargissement permet aux militants de développer de nouvelles formes d'antifascisme dans la foulée de Mai 68, qui allient la lutte à l'extrême droite à l'opposition à un régime dont ils contestent l'autoritarisme. Des mouvements tels que la Gauche prolétarienne (GP) et le Parti communiste marxiste-léniniste français (PCMLF) partageront une vision selon laquelle la fascisation de la France se manifesterait par « le recours au fascisme dans le cadre de la démocratie bourgeoise¹⁷ ».

Cette analyse, plus près des lectures du fascisme de la fin des années 1920, dans lesquelles cette idéologie se caractérise par la dictature des classes bourgeoises, est différente de celles des mouvements associés à la nébuleuse trotskyste. Seule la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) fait de l'antifascisme un élément central de son orientation politique et, qui plus est, refuse la théorie de la « fascisation » du régime. Les dirigeants du mouvement insistent sur le fait que le fascisme ne peut être réduit au caractère de plus en plus répressif d'un régime démocratique et suggère une action orientée directement sur les groupuscles de l'extrême droite radicale :

L'antifascisme de la LCR est tourné, à la différence des maoïstes, essentiellement contre des groupes qualifiés à juste titre de « néofascistes » (Ordre nouveau de 1969 à 1973), ou plus synthétiques, comme le Front

¹⁶ Glucksmann, A. (1972). « Fascismes : l'ancien et le nouveau ». *Les Temps Modernes*, (310 bis), 266-334.

¹⁷ Colère, A. Dans Taguieff, P.-A. (2007). *Les contre-révolutionnaires. Le progressisme entre illusion et imposture*. Paris : Denoël, p. 315.

national, sans compter des groupuscules comme l'Œuvre française ou, après 1979, le Mouvement nationaliste révolutionnaire de Jean-Gilles Malliarakis.¹⁸

Cette action de la Ligue communiste révolutionnaire trouve son point culminant dans l'altercation qui opposera ses militants à ceux d'Ordre nouveau lors de la tenue du grand rassemblement « contre l'immigration sauvage », organisé par le mouvement d'extrême droite le 21 juin 1973 et qui entraînera la dissolution des deux organisations et constituera un moment mythique pour les deux formations. D'un côté, Ordre nouveau instrumentalisera cet événement pour adopter une posture victimaire et ainsi espérer gagner une certaine légitimité auprès de l'opinion publique, et, de l'autre, la LCR en fera un élément fondamental de son combat antifasciste avec Alain Krivine, dirigeant de la LCR et fils de survivants de la Shoah qui le décrit comme un « meeting nazi » ajoutant, le 25 juin suivant :

Nous sommes jeunes, mais nous avons plus de mémoire que les vieux. Nous ne voulons pas que ce qui s'est passé il y a quelques décennies se reproduise. Avec le fascisme, il y a toujours eu les mêmes réactions : ils ne sont pas dangereux, il sera toujours temps d'agir... et puis un beau jour, il est trop tard. Pas de liberté d'expression pour les racistes et les antisémites ! Et comme toutes les organisations ouvrières et démocratiques traditionnelles ne prennent pas leurs responsabilités, les révolutionnaires ont dû le faire...¹⁹

Alors que les militants de la LCR refusent la théorie de la fascisation de l'État, ils préconisent cependant un « antifascisme préventif » visant à tuer dans l'œuf toute tentative de développement d'idéologies totalitaires en France. Cette attitude, qui

¹⁸ Vergnon, G. (2009). *L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen*. Presses Universitaires de Rennes, p. 179.

¹⁹ Krivine, A. (1973). « Libérez Krivine et ses camarades », déclarations d'Alain Krivine à la conférence de presse du 25 juin 1973. Dans « Juin 73. Numéro spécial sur la dissolution de la Ligue communiste », Quatrième internationale, 11-12, novembre-décembre 1973. Le local « prêté » est celui des élus socialistes de Paris, place de l'Hôtel de ville.

correspond à la fois à une évolution importante de l'antifascisme par rapport à celui des années d'entre-deux-guerres, saura aussi intégrer le nouvel antiracisme qui se développe parallèlement au sein de la gauche française, sous l'influence des Communistes. Effectivement, cet antiracisme, combiné à la lutte contre l'antisémitisme²⁰ hérité de la Seconde Guerre mondiale, constituera l'élément central des orientations politiques et idéologiques des mouvements gauchistes du début des années 1970.

Ce climat, caractérisé par un puissant antagonisme opposant les militants d'extrême gauche aux militants nationalistes d'Ordre nouveau et du Front national dans la foulée des événements de Mai 68, participe à une réorganisation stratégique de l'extrême droite en France. L'hostilité témoignée à la fois par les franges les plus radicales de la gauche, ainsi qu'un sentiment négatif généralisé au sein de la population française envers les références directes au fascisme depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, forceront les nationalistes à repenser les moyens à déployer pour s'extirper d'un ghetto politique dans lequel ils sont enfermés depuis la défaite de 1945.

L'extrême droite ne restera pas indifférente à l'influence d'une gauche qui aura marqué les esprits lors des soulèvements de 1968. Le désir de s'approprier une partie du lexique de l'ennemi, dans l'espoir d'ainsi gagner une légitimité qui semble, au début des années 1970, échapper aux nationalistes, constitue un trait important de son processus de rénovation. L'héritage de Mai 68 rayonne hors des cercles de gauche pour atteindre l'extrême droite qui tente de s'approprier son vocabulaire et ses méthodes.

²⁰ L'antiracisme et « l'anti-antisémitisme » constituent encore, au début des années 1970, deux composantes distinctes de l'action des groupuscules d'extrême gauche en France.

3.3. L'influence d'un gauchisme triomphant

L'influence de Mai 68 se fera sentir pendant les décennies qui suivront, avec l'explosion des groupes gauchistes, qui feront une entrée remarquée dans le paysage politique, rompant avec la domination du PCF et des courants socialistes traditionnels. Cette situation entrainera une redéfinition lexico-idéologique dont l'influence excèdera le champ de la gauche pour influencer une extrême droite en pleine reconstruction. Impossible, selon Nicolas Lebourg, d'ignorer la percée de cette gauche soixante-huitarde : « *Or, pour perdurer après mai 68, le néofascisme se voit contraint de moderniser son langage par la gauche, ce qui, selon un gout culturel commun dans « l'entre-deux-mai*²¹ », le porte à réinvestir son histoire²² ».

Cette nécessité de réactualisation provient pourtant d'un constat qui se développe dans les premières décennies de l'après Seconde Guerre mondiale mais qui se concrétise dans la foulée des soulèvements du printemps et de l'été 1968 :

Parce qu'ils participent à une marge historique, le néofascisme, les NR²³ tentent de procéder à la jonction de celle-ci avec la modernité politique. Pour eux, l'expérience fasciste fut un échec empirique critiquable mais se situant dans des conditions spatiales et temporelles spécifiques. Aussi, le phénomène des années 1920-1940 ne saurait postérieurement empêcher de

²¹ L'expression « entre-deux-mai » fait référence au livre de Pascal Ory, *L'entre-deux-mai : histoire culturelle de la France mai 1968-mai 1981*.

²² Lebourg, N. (2008). « La fonction productrice de l'histoire dans le renouvellement du fascisme à partir des années 1960 ». S. Dans Crépon et J. Mosbah-Nathanson, *Les sciences sociales au prisme de l'extrême droite*. Paris : L'Harmattan, p. 214.

²³ NR fait référence au courant « nationaliste-révolutionnaire », identifié par Lebourg comme une des composantes distinctes de la nébuleuse d'extrême droite néofasciste. Cette distinction pose un certain nombre de problèmes dans le contexte de l'écriture de cette thèse. Selon le cadre conceptuel développé dans la première partie, la combinaison d'un ultranationalisme populiste et de velléités révolutionnaires constitue la définition du fascisme (et de son évolution en néofascisme). Nous considérerons donc ce courant comme partie intégrante d'une famille néofasciste dont les similitudes nous apparaissent comme plus significatives que les divergences.

mettre en continuité les notions d'ethnie, de peuple, de nation, de construction européenne, de socialisme et d'État.²⁴

Une première piste contextuelle permettant d'expliquer la volonté de renouvellement du discours de l'extrême droite réside dans la prédominance des thèses marxistes autant dans la recherche sur les fascismes qu'au sein d'une société dans laquelle le Parti communiste français (PCF) jouit encore d'une audience considérable et, conséquemment, aura un impact déterminant sur la diminution de la place laissée aux idéologies fascisantes dans la société française. En effet, malgré une légère baisse de régime dans les décennies suivant la fin de la Seconde Guerre mondiale, le PCF conserve, au cours des années 1960 et 1970, des résultats oscillants entre 20 et 22.5 %.²⁵ Combinées à l'importance qu'elles auront autant dans la Résistance ainsi qu'au rôle de l'Armée rouge dans la victoire contre l'Allemagne nazie, les thèses marxistes agiront en tant que levier politique important pour le PCF. Le renforcement de ces thèses, associées à l'antifascisme, aura pour effet de diminuer encore davantage la place politique laissée à l'extrême droite dans le paysage politique hexagonal.

L'un des premiers aspects de cette restructuration du discours de l'extrême droite française passera par le développement d'un courant idéologique appelé la Nouvelle Droite. Dans leurs propres mots, les principales figures de la Nouvelle droite se décrivent de la façon suivante :

La Nouvelle Droite est née en 1968. Elle n'est pas un mouvement politique, mais une école de pensée. Les activités qui sont les siennes depuis aujourd'hui plus de trente ans (publication de livres et de revues, tenue de

²⁴ Lebourg, N. (2008). « La fonction productrice de l'histoire dans le renouvellement du fascisme à partir des années 1960 ». Dans S. Crépon et J. Mosbah-Nathanson, *Les sciences sociales au prisme de l'extrême droite*. Paris : L'Harmattan, p. 215.

²⁵ Bernstein, S. et Milza, P. (1996). *Histoire du XXe siècle : 1945-1973, le monde entre guerre et paix* (t. 2). Paris : Hatier, p. 332-364.

colloques et de conférences, organisation de séminaires et d'universités d'été, etc.) se situent d'emblée dans une perspective métapolitique.²⁶

Dans cette volonté de créer un courant intellectuel qui transcenderait l'idée de parti ou de mouvement politique, on retrouve une référence à l'idée de combat métapolitique empruntée à Antonio Gramsci, militant et théoricien communiste italien. Convaincus que les idées mènent le monde, les militants et intellectuels de la Nouvelle Droite se lancent ainsi dans un combat pour ce qu'ils appellent une « révolution culturelle.²⁷ » Représentée par son *think tank*, le Groupement de recherche et d'études sur la civilisation européenne (GRECE), la Nouvelle droite s'engage, au cours des années 1970, dans une redéfinition de la droite en imitant, d'une part, les méthodes universitaires, notamment en organisant des colloques, des débats, en publiant des revues philosophiques et, de l'autre, celles de la gauche en adaptant son lexique aux préoccupations contemporaines et en s'ouvrant au débat d'idées. Contrairement à l'action militante – souvent violente – des membres des groupuscules d'extrême droite tels qu'Occident, la Nouvelle droite se distingue par le refus d'un anti-intellectualisme primaire et suggère de reconquérir le monde des idées, abandonné à l'extrême gauche dans la foulée de Mai 68.

Sans entrer dans le détail des orientations politiques de la Nouvelle Droite, rappelons ses grands axes. Identifiés par Pierre-André Taguieff, cinq thèmes majeurs marquent l'idéologie du GRECE et de la ND : la répudiation de l'héritage judéo-chrétien et de la « religion » des droits de l'Homme, la critique de l'utopie égalitariste, la célébration d'un paganisme considéré comme la vraie religion européenne, la critique de

²⁶ Champetier, C. et De Benoist, A. (2002). « La Nouvelle Droite de l'an 2000 : manifeste ». *Éléments*, (94), 10-23.

²⁷ Duranton-Crabol, A.-M. (1988). « La "Nouvelle droite" entre printemps et automne, 1968-1986 ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, (17), p. 40.

« l'économisme » et, finalement, un différentialisme ethnique radical qui évoluera vers un relativisme culturel dans les années 1990.²⁸

Cette idéologie, inspirée notamment de la révolution conservatrice allemande, et s'inscrivant dans les orientations des mouvements d'extrême droite tels qu'Europe-Action et la Fédération des étudiants nationalistes (FEN), saura, par sa rupture avec l'anti-intellectualisme caractéristique d'une partie importante du camp nationaliste d'après Seconde Guerre mondiale, atteindre un public qui en dépasse largement les appuis traditionnels. Le contexte de cette émergence n'est pas étranger au climat ambiant dans la foulée des événements de Mai 68, comme l'affirme Anne-Marie Duranton-Crabol :

Si Mai 68 n'a pas suscité la création du Groupement [GRECE], l'atmosphère de l'après-Mai lui a permis de jouer un rôle rassembleur. Intellectuels décidés à se mobiliser contre « l'effervescence marxiste », universitaires « en état de choc » font cause commune avec d'autres que la disparition du Général de Gaulle encourage à exprimer leur fidélité aux valeurs de Vichy et de la collaboration.²⁹

Alors que les positions du GRECE et, plus largement, de la Nouvelle Droite évolueront à travers les décennies suivantes, leur influence suggère une analyse qui en lie l'existence à la fois à l'élaboration des grands axes politiques de l'extrême droite nationaliste ainsi que sur l'essor du Front national comme parti en assurant la représentation électorale. La volonté de transcender les références directes au fascisme s'affirme comme consensus au sein de la famille nationaliste et, parallèlement, l'importance du combat culturel et métapolitique contre l'hégémonie marxiste devient une condition *sine qua none* d'une éventuelle conquête politique. Comme le montre

²⁸ François, S. (2014, printemps). « The Nouvelle Droite and Tradition ». *Journal for the Study of Radicalism*, 8(1), p. 92.

²⁹ Duranton-Crabol, A.-M. (1988). « La "Nouvelle droite" entre printemps et automne, 1968-1986 ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, (17), p. 42.

l'histoire du Front national, les liens entre ses dirigeants et les intellectuels du GRECE liés à la Nouvelle droite sont fondamentaux dans les orientations du nouveau parti.

L'influence d'un gauchisme puissant après Mai 68 aura aussi un impact, pendant nombre d'années, sur l'extrême droite qui persévéra dans sa marginalité au cours des années 1970 et 1980, à la droite du Front national naissant. Nombre des mouvements s'inscrivant dans la tendance nationaliste-révolutionnaire seront forcés de poser un regard critique sur le fascisme pour en canaliser l'héritage et pour justifier leur existence dans un contexte hostile. Ses militants tenteront, en insistant sur le « projet » élaboré par les premiers fascistes plutôt que sur les réalités historiques qu'il aura engendrées :

voyant dans le fascisme une esthétique romantique plus qu'un ensemble de faits historiques, les militants développent davantage une vision du monde qu'un corpus doctrinal monolithique. En ce cadre, user de l'histoire pour renouveler idéologiquement le fascisme n'est en rien hétérodoxe : il n'y a pas ici un dogme qui construit l'action, mais la recherche d'une action politique extrayant de l'impuissance.³⁰

La volonté de mobiliser – et de façonner – l'histoire dans une perspective avantageuse correspond à une réaction au contexte qui guide le processus de création du Front national. Plus encore, la multiplication des épithètes et référents à l'extrême gauche par ces mêmes mouvements suggère que même dans ses franges les plus radicales, l'extrême droite est à la fois consciente de sa position de faiblesse face à la gauche et de la nécessité de construire une histoire, un discours, et, finalement, une praxis susceptible de correspondre au contexte de son époque :

cherchant à s'intégrer au système politique et à éliminer ses concurrents contrerévolutionnaires du champ extrême droitier, le mouvement néo-fasciste doit, par la synthèse de références historiques éparses voire

³⁰ Lebourg, N. (2008). « La fonction productrice de l'histoire dans le renouvellement du fascisme à partir des années 1960 ». Dans S. Crépon et J. Mosbah-Nathanson, *Les sciences sociales au prisme de l'extrême droite*. Paris : L'Harmattan, p. 215.

antagonistes, refonder sa « vision du monde » et réinvestir les lieux de mémoire socialement établis, pour enfin s'adapter aux enjeux politiques contemporains - par exemple en se définissant comme des « résistants » à l'ordre libéral.³¹

Se saisissant d'une histoire qu'ils adaptent à leurs objectifs, les militants d'extrême droite des années 1960 et 1970 développeront un répertoire lexico-idéologique inspiré de références utilisées également par l'extrême gauche. Un exemple de cette construction réside, selon Nicolas Lebourg, dans la réactualisation, par l'extrême droite néofasciste, du courant solidariste. Avant sa réactualisation dans les années 1960, le terme faisait référence à la doctrine socioéconomique du radicalisme développée à la fin du 19^e siècle par Léon Bourgeois. Elle correspond à une idéologie qui rejette non pas les inégalités, mais l'individualisme, faisant des citoyens des « associés » et faisant porter à l'État un rôle de régulateur des marchés. Malgré une disparition presque totale du lexique politique français, cette théorie fut cruciale à l'enracinement de la III^e République et son esprit restera déterminant jusqu'à la période de l'entre-deux-guerres, où son utilisation, surtout hors de France, bascule du côté de la droite radicale. Dans un entretien accordé à Lebourg, Jean-Gilles Malliarakis, pilier du renouveau solidariste des années 1960, affirme :

et je dîne deux jours plus tard avec un de mes vieux amis qui doit faire une conférence à Jeune Révolution. Au fond, on n'a jamais utilisé [le mot] solidarisme, en plus c'est le nom de nos amis russes du NTS,³² et il dit « là voilà la bonne idée »... et il lance ça dans le milieu de Jeune Révolution. Et ce milieu-là imagine un mot qui veut dire ce qu'on a en tête, une droite

³¹ Lebourg, N. (2008). « La fonction productrice de l'histoire dans le renouvellement du fascisme à partir des années 1960 ». Dans S. Crépon et J. Mosbah-Nathanson, *Les sciences sociales au prisme de l'extrême droite*. Paris : L'Harmattan, p. 216.

³² Groupe solidariste russe.

idéaliste, et arrive ce mot « solidariste » qui est employé à toutes les sauces.³³

En vidant de son sens l'expression « solidarisme » pour se l'approprier, ces militants d'extrême droite se lient du même coup à son histoire dans une tentative de distanciation par rapport au fascisme. Bien que les tenants de cette tendance affirment dans leur périodique *Les cahiers du solidarisme* que plusieurs voies peuvent mener au solidarisme et que le fascisme puisse en être une, ils possèdent, grâce au leurre taxinomique que leur permet cette nouvelle appellation, les moyens de se défendre de toute accusation de fascisme en réaffirmant leur filiation avec une idéologie fondée par Bourgeois, un humaniste franc-maçon. Ainsi, se profile une nouvelle tendance idéologique, qui devrait donner un visage nouveau à une extrême droite, directement issue des courants néofascistes de l'après-Seconde Guerre mondiale. À ce propos, Lebourg ajoute que :

Le mot « solidarisme » est ainsi venu couvrir des idées confuses quoique relevant toutes de la volonté de moderniser le fascisme et de déplacer à gauche son lexique. Il n'est donc guère étonnant, sur le plan du capital humain, que ce courant ait connu un double phénomène d'amalgame : d'une part, dans la mouvance NR, d'autre part, dans l'encadrement du FN. C'est subséquemment l'intérêt qu'a provoqué le succès du FN, le fait que son numéro deux des années 1980 fut un ancien « solidariste » (Jean-Pierre Stirbois), tandis que celui d'avant l'éclosion électorale était un « NR » (François Duprat), qui a mené nombre d'analystes à vouloir donner une singularité idéologique à un bluff taxinomique. Au bout du compte, le solidarisme d'extrême droite en tant que tel peut être considéré, à l'instar du « national-bolchévisme » ou du « nazi-maoïsme », comme une attitude (et

³³ Malliarakis, J.-G. (2002, 30 septembre). Entretien avec l'auteur. Dans Lebourg, N. (2008). « La fonction productrice de l'histoire dans le renouvellement du fascisme à partir des années 1960 ». Dans S. Crépon et J. Mosbah-Nathanson, *Les sciences sociales au prisme de l'extrême droite*. Paris : L'Harmattan, p. 224.

non une idéologie) représentant un sous-courant de ce bouillonnement néo-fasciste qu'est le nationalisme-révolutionnaire.³⁴

Le renouveau du courant solidariste constitue un des exemples de ces renversements idéologiques caractérisés par l'utilisation par l'extrême droite de référents historiquement associés à la gauche. Ainsi, dans les années 1970, se développent des courants « nazi-maoïste » ou « national-bolchévique ». Chaque fois, ces pirouettes linguistiques s'apparentent beaucoup plus à une tentative de légitimer l'action des mouvances de la droite radicale plutôt qu'au développement d'un appareil idéologique cohérent.

Alors que l'impossibilité d'exprimer une radicalité néofasciste apparaît comme une évidence pour les militants nationalistes, la possibilité de fonder un parti politique inscrivant son action dans une perspective moins radicale s'appuiera sur un autre élément contextuel : la demande politique contre-subversive qui se développe en réaction aux soulèvements de Mai 68.

3.4. Demande autoritaire accrue : terreau fertile d'une extrême droite en reconstruction

L'évolution de l'antifascisme de l'après-guerre, qui étend désormais la peur du fascisme non seulement à la peur de la prise du pouvoir par des groupuscules d'extrême droite mais également au fascisme « d'en haut », place une certaine partie de l'électorat de droite dans une position difficile. La peur d'une armée brune marchant sur Paris est remplacée, dans la France de Pompidou, par la crainte d'une dérive autoritaire du ministère de l'Intérieur, notamment en raison de l'action de Raymond Marcellin,

³⁴ Lebourg, N. (2008). « La fonction productrice de l'histoire dans le renouvellement du fascisme à partir des années 1960 ». Dans S. Crépon et J. Mosbah-Nathanson, *Les sciences sociales au prisme de l'extrême droite*. Paris : L'Harmattan, p. 225.

ministre de l'Intérieur sous les gouvernements de Maurice Couve de Murville, Jacques Chaban-Delmas et Pierre Messmer. Cette « fascisation » perçue :

s'exercerait par le poids croissant des polices officielles et parallèles et par la création de procédures judiciaires d'exception, comme la « loi anticasseurs » du 8 juin 1970, qui transforme en délit la participation à une manifestation interdite et introduit le principe de responsabilité collective dans le droit français, permettant de punir tout participant à une manifestation où se produisent des violences. Elle est révélée par le registre du discours du pouvoir qui entend souder la « majorité silencieuse » contre les « casseurs » et ne se drape plus, ou en tout cas moins, comme c'était le cas sous la présidence gaullienne dans le manteau glorieux de la Résistance.³⁵

Alors qu'il est difficile d'affirmer qu'une « majorité » est en faveur des mesures jugées autoritaires du ministère de l'Intérieur existe réellement, force est de constater qu'une partie de l'électorat penche cependant dans le camp de la contre-subversion. Un sondage de l'Institut français d'opinion publique (IFOP) montre un mouvement de crainte et de réticence face à l'effervescence entraînée par les soulèvements gauchistes de Mai 68, avec 30 % des répondants qui estiment que l'attitude des forces de l'ordre n'est « pas assez sévère » à l'encontre des militants de gauche, alors que 34 % d'entre eux étendent cette analyse à l'appareil judiciaire dans son ensemble et demandent un interventionnisme plus autoritaire de la part des pouvoirs publics.³⁶

Parallèlement, l'inquiétude du gouvernement face à l'agitation des mouvements gauchistes qui pullulent dans la foulée de Mai 68 est également palpable. La réactivation du Bureau de liaison, un dispositif officieux originalement conçu pour mater l'action des militants de l'Algérie française, constitue un autre exemple de cette

³⁵ Vergnon, G. (2009). *L'antifascisme en France : de Mussolini à Le Pen*. Presses Universitaires de Rennes, p. 176.

³⁶ Lebourg, N. et Sommier, I. (dir.) (2017). *Les violences politiques en France des années 1980 à nos jours*. Paris : Riveneuve, p. 194-202.

crispation. Dorénavant concentré sur les mouvements d'extrême gauche, cet appareil étatique démontre la volonté de l'État français d'apaiser la situation et de contrer les avancées d'une gauche qui semble prendre de plus en plus de place dans le complexe jeu politique français de la fin des années 1960 et du début des années 1970.³⁷

Cette situation suggère donc qu'il existe également, dans une frange de l'électorat traditionnel de droite, une demande autoritaire importante. L'émergence d'un nouveau parti politique se situant dans un registre près de celui des néofascistes, mais dont le discours tempéré pourrait potentiellement séduire cet électorat n'est donc pas anodin. Conscients de la situation, les dirigeants nationalistes espèrent qu'en adaptant leur discours révolutionnaire aux orientations politiques de cet électorat, ils pourront se positionner comme force politique légitime en France.

L'analyse des tenants de l'école de Cambridge selon laquelle un acteur politique aurait tout intérêt à inscrire son action et son message dans un registre lexical normatif et généralement reconnu au sein de sa société suggère qu'une adaptation du courant néofascisme à la société française d'après-Deuxième Guerre mondiale apparaît comme inévitable. En développant un vocabulaire, une praxis et en inscrivant l'action du mouvement nationaliste dans les normes de l'acceptabilité politique de l'époque, les dirigeants nationalistes créent les conditions d'une intégration dans l'arène politique et partisane française. L'effort de rénovation lexico-idéologique entrepris par l'extrême droite permet, *in fine*, de légitimer son action en la décrivant dans un langage jugé acceptable par la société.³⁸

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Skinner, Q. (2001). *Les fondements de la pensée politique moderne*. Paris : Albin Michel, p. 11.

La transition entre la marginalité politique et la pleine participation au processus électoral devra donc passer par une adaptation du registre lexico-idéologique du parti. Comme nous le verrons, Ordre nouveau, puis le Front national, devront s'insérer dans le jeu politique par une habile modification de leur discours de façon à réussir à rallier un public plus large tout en maintenant ses acquis au sein des marges les plus radicales de l'extrême droite nationaliste. Dans les prochains chapitres, nous aborderons l'histoire d'Ordre nouveau, de ses origines à sa dissolution, en passant par la création du Front national en son sein, en conservant à l'esprit les pistes identifiées dans ce chapitre.

CHAPITRE IV

LA GENÈSE DU MOUVEMENT

Décembre 1969, c'était la nuit noire : un régime ayant repris la situation en main, un marxisme tout-puissant, et surtout, l'inexistence totale d'une force nationale, organisée, nombreuse, décidée, révolutionnaire.

Mais c'était aussi, au sein d'un petit nombre, la volonté d'en finir avec les années noires, de revoir dans nos villes et nos campagnes la croix celtique, symbole de notre combat, pour laquelle déjà tant de sacrifices avaient été consentis par nos aînés, tant d'illusions gaspillées, tant de sang versé; volonté de revoir la croix celtique brandie bien haut, sur nos murs, dans nos rues, volonté de revoir les nôtres par milliers à nouveau confiants et volontaires, endiguer les assauts de nos adversaires, et crier « Europe Libère-toi! Occident vaincra!¹

C'est par ces mots que les dirigeants d'Ordre nouveau relatent la création de leur mouvement et qu'ils reconstruisent une mémoire de ce moment de fondation. De l'implacable constat de décrépitude du courant nationaliste au lendemain des événements de Mai 68 naît la nécessité d'organiser cette famille politique autour d'une structure qui saurait en canaliser les tendances dans une perspective révolutionnaire. Généralement considérée comme dernière tentative d'organisation de l'extrême droite sur une ligne inspirée par le néofascisme en France, le mouvement bénéficie d'un succès certes relatif, mais permet l'émergence du futur grand parti en mesure d'assurer aux nationalistes une représentation politique conséquente, le Front national. Nous

¹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3^e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 93.

traiterons, dans ce chapitre, de la filiation entre les groupuscules d'extrême droite de la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à la création d'ON et du FN.

4.1. Une extrême droite désorganisée

Il est impossible de saisir le contexte de la naissance d'Ordre nouveau sans rappeler le contexte particulier dans lequel se trouvait l'extrême droite française au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Privée d'une partie considérable de ses forces vives, la famille nationaliste se trouve dans une position extrêmement précaire :

Cette dernière était sortie exsangue de l'épuration, après la Libération. Ses chefs étaient morts, emprisonnés ou en exil. De 8 à 9 000 personnes avaient été exécutées, 44 000 condamnées à des peines de prison, 50 000 autres condamnées à la dégradation nationale.²

Cependant, alors que le fragile consensus antifasciste laisse de plus en plus de place au retour des jeux politiques favorisant la réconciliation, le rétablissement d'une extrême droite anéantie par l'après-Deuxième Guerre mondiale s'organisera progressivement, pendant une décennie, en bénéficiant notamment d'une succession de lois d'amnistie. Des lois concernant les délits mineurs sont promulguées dès avril 1946 et août 1947 et sont suivies par celles du 5 janvier 1951 assurant la libération des personnes coupables de faits entraînant la dégradation nationale et moins de 15 ans de réclusion. Le 24 juillet 1953, une ultime loi accordant l'amnistie générale est finalement promulguée. Selon Jean-Pierre Rioux, dans son livre *La France de la quatrième république*, en décembre 1948, 69 % des condamnés ont déjà été libérés et au moment de l'avènement de la loi

² Rouso (2004). Dans N. Lebourg, J. Préda et J. Beauregard. *Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès, p. 17.

de 1953, seulement 1 % des condamnés sont encore détenus : des 1570 personnes toujours emprisonnées en 1952, seulement 62 le seront toujours en 1956.³

Alors que ce processus de réhabilitation s'organise lentement, il devient impératif pour cette extrême droite fragilisée de s'accrocher à un thème phare qui assurera la cohésion de ses maigres effectifs. D'abord dans la clandestinité, c'est dans le drame de l'Algérie et de son processus de décolonisation que l'extrême droite trouvera le point d'ancrage de son retour dans l'arène politique. Alors que la question algérienne apparaît en filigrane dans toutes les tentatives d'organisation politique des nationalistes dans les années 1950 et 1960, elle constituera également un marqueur idéologique déterminant dans la création d'*Ordre nouveau* et lui permettra de fédérer les diverses tendances et mouvements en son sein.

Commençons par présenter les différents partis et mouvements néofascistes, qui se succéderont à travers les deux décennies précédant la formation d'*Ordre nouveau* et qui ont en commun la lutte pour l'Algérie française.

4.1.1. Jeune Nation

Outre les éphémères tentatives de réactualisation sous forme de partis politiques des ligues des années 1930, la première véritable organisation néofasciste à voir le jour en France dans un contexte post-Deuxième Guerre mondiale fût Jeune Nation (JN). Fondé par les frères Pierre et Jacques Sidos, fils d'un inspecteur général adjoint des Forces de maintien de l'ordre du gouvernement de Vichy fusillé à la libération, le mouvement s'engage dans l'action militante en 1949 par l'organisation de caches d'armes dans

³ Chebel d'Appollnia, A. (1988). *L'extrême droite en France de Maurras à Le Pen*. Bruxelles : Complexe, p. 275.

l'espoir que l'agitation algérienne crée un climat favorable à un coup d'État.⁴ Ce qui caractérise Jeune Nation, selon Ariane Chebel D'appollonia, n'est pas son positionnement politique, mais la violence de ses militants. Affirmant vouloir « rendre à la France sa place de grande nation pour l'instauration de l'État populaire et l'accomplissement d'une seconde révolution française selon les principes d'autorité, de responsabilité et de hiérarchie⁵ » – la première « révolution » étant évidemment pour eux celle de 1940 – les frères Sidos et JN s'engagent dans une série d'actions violentes :

[...] ses militants ne se contentent pas de peindre des croix celtiques sur les murs de Paris ou d'Alger ou de distribuer le bulletin, Peuple de France et d'outre-mer. Lors d'une manifestation à l'Étoile en 1954, ils molestent Joseph Laniel (président du conseil) et René Pleven (ministre de la défense). Quelques mois plus tard, un commando met le feu à une camionnette chargée d'exemplaires de l'Humanité-Dimanche, le PCF était la cible préférée de Jeune Nation.⁶

Le mouvement sera, à partir de 1954, à la pointe de l'organisation du combat pour l'Algérie Française. Malgré des effectifs estimés à une centaine de militants actifs en 1958,⁷ JN réussit à réunir 2000 militants lors d'un meeting sur le thème « Aujourd'hui Orléans, c'est Alger », où ses dirigeants, Pierre Sidos, Albert Heuclin, Jacques Wagner, Jean Marot et Dominique Venner exigent que soient octroyés à l'armée « *les moyens de remplir sa mission guerrière et d'éducation de la jeunesse*⁸ ». C'est dans la foulée

⁴ Lebourg, N., Prêda, J. et Beauregard, J. (2014). *Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès, p. 18.

⁵ Chebel d'Appollonia, A. (1988). *L'extrême droite en France de Maurras à Le Pen*. Bruxelles : Complexe, p. 289.

⁶ *Ibid.*, p. 290.

⁷ Lebourg, N., Prêda, J. et Beauregard, J. (2014). *Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès, p. 18.

⁸ Jeune Nation, 4 octobre 1958.

des événements insurrectionnels du 13 mai 1958, qui mettent fin à la IV^e république, que le mouvement est dissous le 15 mai 1958 par décret du gouvernement Pflimlin.⁹ Le noyau de militants du mouvement se réorganisera brièvement autour du Parti Nationaliste, fondé le 6 février 1959, et également dissous par un décret du gouvernement Debré, le 13 février 1959, suite aux émeutes provoquées par la visite de Michel Debré à Alger. Fortement mise en péril par ces dissolutions, la base militante nationaliste peut cependant compter sur la persistance de son journal, *Jeune Nation*, dont le premier numéro paraît à la date symbolique du 5 juillet 1958, anniversaire de la prise d'Alger par l'armée française en 1830. Comptant entre 3000 et 4000 adhérents et sympathisants à cette époque, le mouvement conserve une dimension activiste importante et sera notamment impliqué dans les violences de la semaine des barricades de 1960. Deux de ses dirigeants, Pierre Sidos et Dominique Venner sont arrêtés, respectivement le 19 avril 1961 et le 13 juillet 1962. Cependant, l'arrestation de ces leaders ne signifiera pas l'arrêt du militantisme pour les membres de JN, dont plusieurs seront également impliqués au sein de l'Organisation de l'armée secrète (OAS).¹⁰

4.1.2. Fédération des étudiants nationalistes

Alors que les militants nationalistes peinent à se structurer sous la forme d'un mouvement ou d'un parti, notamment en raison des dissolutions, il se rabattra sur sa branche étudiante. Significativement moins susceptibles de s'attirer les foudres des pouvoirs publics, les militants étudiants constituent le bassin principal de militants et la frange la plus dynamique de la mouvance d'extrême droite. Instrumentalisant cette

⁹ Direction des renseignements généraux (DRG) (1956, janvier). « Partis et groupements politiques d'extrême droite. Tome 1 Identification et organisation des mouvements et associations », 70-71; *Ibid.* (1998, mars). (AN F7/15591). « Confidentiel : 11 mouvements nationalistes français », p. 10. Dans N. Lebourg. (2014), p. 18.

¹⁰ Chebel-d'Appollonia, A. (1996). *L'extrême droite en France de Maurras à Le Pen*. Bruxelles : Complexe, p. 291.

jeunesse, les dirigeants du mouvement nationaliste « décide[nt] cette fois de dissimuler [leurs] activités derrière le paravent d'un syndicat étudiant, la Fédération des étudiants nationalistes (FEN), créée en 1960.¹¹ »

Fondée notamment par Pierre Poichet, Georges Scmhelz, Jacques Vernin, François D'Orcival¹² et Fabrice Laroche,¹³ la FEN constituera un véritable creuset de jeunes intellectuels néofascistes que l'on retrouvera dans de nombreuses formations constitutives de cette famille politique aux cours des décennies suivantes.¹⁴ La FEN répond à deux besoins criants pour l'extrême droite. D'une part, l'organisation répond au besoin de création d'une structure organisationnelle et idéologique permettant de regrouper les étudiants et jeunes intellectuels partageant une conception du monde nationaliste et une volonté d'implication dans le combat pour l'Algérie française. Par ailleurs, elle constituera le garant « légal » d'une mouvance de nature instable : alors que les mouvements « adultes » sont dissous par les pouvoirs publics, on estime qu'un mouvement étudiant sera moins susceptible d'être visé par le gouvernement.¹⁵

Ses membres publieront notamment un texte fondateur, « *Manifeste de la classe de 60* » qui deviendra un texte de référence, « une véritable charte idéologique et un point de repère important du néofascisme français d'après-guerre. » En référence au

¹¹ Lebourg, N., Préda, J. et Beauregard, J. (2014). *Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès, p 18.

¹² Pseudonyme d'Amaury de Chaunac-Lanzac.

¹³ Pseudonyme d'Alain de Benoist, qui deviendra une figure cruciale de l'extrême droite française, notamment en tant que théoricien de la Nouvelle Droite.

¹⁴ Chebel-d'Appollonia, A. (1996). *L'extrême droite en France de Maurras à Le Pen*. Bruxelles : Complexe, p. 299.

¹⁵ Alagazy, J. (1984). *La Tentation néofasciste en France (1944-1965)*. Paris : Fayard, p. 192-193.

texte de Robert Brasillach *Lettre à un soldat de la classe 60*,¹⁶ le texte rejette notamment :

[...] la conception démocratique de l'homme, individu anonyme qui abdique sa personnalité et sa valeur devant l'absurde et injuste loi égalitaire par laquelle un Bigeard est rabaissé au niveau du dernier balayeur de quartier, un Pasteur à celui de l'analphabète du Congo.¹⁷

Cette conception élitiste de l'ordre social, s'opposant aux visions démocratiques et marxistes de leurs adversaires, s'inspire notamment de penseurs tels qu'Alexis Carrel, Édouard Drumont (défenseur d'un « socialisme national » français et antisémite avoué) et de Robert Brasillach, que le *Manifeste* cite allègrement :

Ils [les nationalistes] savent ce qu'est leur nation, son passé, ils veulent croire à son avenir. Ils voient miroiter sans arrêt devant eux le scintillement impérial. Ils veulent une nation pure, une histoire pure, une race pure. Ils ne croient pas aux promesses du libéralisme, à l'égalité des hommes, à la volonté des peuples. Mais ils croient que du chercheur indépendant au chef d'industrie, au poète, au savant ou au manœuvre, une nation est UNE exactement comme est UNE équipe sportive. Ils ne croient pas à la justice qui s'épanche dans les paroles, mais ils appellent la justice qui règne par la force.¹⁸

Citant l'intellectuel fasciste Maurice Bardèche, les auteurs du *Manifeste* appellent de leurs vœux « la solution nationaliste » et à l'instar d'Édouard Drumont, Maurice Barrès, Charles Maurras et Drieu de La Rochelle, le texte glorifie la France et la nation française, présentées comme « la patrie de la démesure, de l'irrationnel, de la passion,

¹⁶ Brasillach, militant d'extrême droite, membre d'Action française et rédacteur en chef au journal collaborationniste *Je Suis Partout*, avait été jugé et fusillé en 1945 pour ses écrits politiques et collaborationnistes.

¹⁷ Fonds des Étudiants nationalistes. Centre d'histoire de Sciences Po. Paris.

¹⁸ *Cahiers universitaires* (1962, septembre-octobre), p. 3. Dans J. Algazy. (1984). *La Tentation néofasciste en France (1944-1965)*. Paris : Fayard, p. 196.

de l'intransigeance extrême et de la violence ». Elle a « ceci de particulier qu'elle réalise en son sein la fusion des principaux rameaux raciaux constitutifs de l'ethnie européenne, et ceci sur un territoire privilégié ». Joseph Alagazy cite à cet effet la conclusion à laquelle arrivent les auteurs du *Manifeste de la classe de 60* :

Cela explique pour une large part cette aptitude des français à se faire comprendre et à faire adopter leurs idées par les autres peuples, malgré le record belliqueux où nul n'a pu nous égaler, débordant constamment nos frontières, courant l'épée au poing sur toutes les routes d'Europe, plantant notre drapeau à Moscou, en Afrique, aux Indes, aux confins de l'Asie et d'un bout à l'autre du continent américain.¹⁹

La France devrait donc, toujours selon le *Manifeste*, qui servira de socle idéologique à la FEN et à ses militants, reprendre cette « mission de nation-chef » et « apporter aux nations d'Europe qui se cherchent, étouffées par le matérialisme marxiste ou libéral, la solution de leur existence par la nouvelle idée du nationalisme ». Cette solution nationaliste comporte l'idée résolument fasciste de la nécessité de l'inévitable révolution nationaliste et l'avènement d'un « État nouveau », portés par une « élite révolutionnaire ». Placé au-dessus des autres idéologies, des classes sociales et des partis politiques, le nationalisme proposé par la FEN devait répondre à la décadence de la société libérale.

Pilier idéologique de l'extrême droite d'après Seconde Guerre mondiale, l'antimarxisme est également affirmé au sein du mouvement. La FEN lutte ardemment contre la marxisation de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) et propose :

- De faire entendre la voix des étudiants qui refusent à l'U.N.E.F., devenue un fief marxiste, le droit de parler en leur nom;
- De chasser le marxisme des universités et des lycées de France;
- D'opposer au syndicalisme marxiste de l'U.N.E.F. un syndicalisme corporatif;

¹⁹ Cahiers universitaires (1962, septembre-octobre), p. 3. Dans J. Alagazy (1984). *La Tentation néofasciste en France (1944-1965)*. Paris : Fayard, p. 196.

- De préparer l'avenir français par l'étude des grands problèmes nationaux et la diffusion du nationalisme français;
- De soutenir l'action des défenseurs de l'intégration territoriale de l'Algérie française à la Mère Patrie.²⁰

La Fédération des étudiants nationalistes se fait également connaître par le mensuel *Cahiers universitaires* et son organe interne *F.E.N.-Presse*, *bulletins d'informations confidentielles*. En plus des dirigeants du syndicat étudiant, on retrouve dans *Cahiers universitaires* des textes des penseurs fascistes les plus influents du début des années 1960 : Maurice Bardèche, Henry Coston et Jacques Ploncard D'Assac. C'est d'ailleurs par cet organe que le mouvement fait connaître son *Manifeste de la classe de 60*. De leurs côtés, les bulletins d'informations confidentielles, en plus de servir de relais entre les dirigeants et la base militante du mouvement, servent également à la dissémination d'informations pour les sympathisants et activistes de l'Organisation armée secrète.²¹ L'association entre les objectifs de la FEN et la cause de l'Algérie française est telle que, selon Frédéric Charpier, journaliste et auteur d'un livre sur l'extrême droite, dès le putsch d'avril 1961, les dirigeants du mouvement se réunissent à Paris pour évoquer l'avenir du mouvement. À l'occasion de cette rencontre, il est décidé qu'en cas de dissolution de la fédération, déjà menacée par la répression et les arrestations, ses militants seraient appelés à rejoindre l'OAS, et ainsi basculer dans la clandestinité.²² La FEN sera partie prenante de toute l'effervescence nationaliste engendrée par l'action de l'OAS dans le processus qui mènera à la fin de la guerre d'Algérie en 1961-1962.

²⁰ Henry Coston. Dans J. Algazy. (1984). *La Tentation néofasciste en France (1944-1965)*. Paris : Fayard, p 193.

²¹ Algazy, J. (1984). *La Tentation néofasciste en France (1944-1965)*. Paris : Fayard, p. 194.

²² Charpier, F. (2005). *Génération Occident : De l'extrême droite à la droite*. Paris : Seuil, p. 50.

Se constituant en véritable bassin de potentiels militants pour les diverses organisations d'extrême droite « adulte », la FEN formera une partie importante des effectifs des autres formations néofascistes françaises jusqu'à la création d'*Ordre nouveau* :

Qu'en 1963, une partie des membres la FEN quitte Europe-Action et se sépare de Dominique Venner et des dirigeants du mouvement, François D'Orcival et George Schmelz, pour se rapprocher des proches de Pierre Sidos : Patrick Lemerre et George Maillot. Ce sont ces dissidents de la FEN qui, ultimement, créeront Occident en 1964, sous la souveraineté théorique de Pierre Sidos.²³

On retrouve déjà dans les réseaux associés à la FEN les militants Alain Robert, Alain Madelin, Gérard Longuet, Philippe Asselin, Pierre Barraux qui seront tous, plus tard, des membres fondateurs du Groupe Union Défense (GUD) et à l'origine du mouvement Occident, deux mouvements cruciaux dans l'histoire de l'extrême droite néofasciste et que nous aborderons ultérieurement.²⁴

L'importance de la Fédération des étudiants nationalistes dans le retour de l'extrême droite néofasciste après la Seconde Guerre mondiale est indéniable. En jouant le rôle de vivier de jeunes militants capables de revigorer des effectifs fortement mis en péril par les purges d'après-guerre, le mouvement constituera également une structure résistant aux assauts légaux des pouvoirs publics et assurera une certaine stabilité dans un contexte de désorganisation totale du courant nationaliste. Les mouvements qui récupèrent ces effectifs donneront naissance à *Ordre nouveau* en 1969.

²³ Fonds Jacques Delarue – L'extrême droite néo-nazie en France. (Années 1960-1970). (F delta rés 851/6) [Notes manuscrites et synthèses.]. Bibliothèque de documentation internationale contemporaine. BDIC, Nanterre.

²⁴ Chatillon, F., Lagane, T. et Marchal, J. (dir.). (1995). *Les rats maudits. Histoire des étudiants nationalistes 1965-1995*. Paris : Éditions des Monts d'Arrée, p. 11.

4.1.3. Europe-Action

L'histoire du groupe Europe-Action est à la fois concomitante à celle de la Fédération des étudiants nationalistes et toute aussi cruciale à la réorganisation de l'extrême droite française après la Deuxième Guerre mondiale. Il constitue le mouvement néofasciste le plus typique de cette période et regroupe un nombre important d'activistes et d'intellectuels néofascistes, autour de son mensuel éponyme, offrant ainsi un refuge idéologique et organisationnel à deux générations de militants.²⁵

Dans la foulée de la parution du texte *Pour une critique positive*, écrit de sa cellule par Dominique Venner,²⁶ ancien militant de la FEN et notamment coauteur du *Manifeste de la classe de 60*, Europe-Action est fondé et son premier numéro paraît le 5 janvier 1963. Dans son texte, Venner propose une critique acerbe de l'action de l'Organisation armée secrète et affirme que suite à la défaite du combat pour l'Algérie française, la famille nationaliste se doit de s'éloigner du terrorisme stérile et de l'activisme violent pour développer une doctrine révolutionnaire susceptible de rallier les masses.²⁷ Avec la bénédiction des anciens cadres de l'extrême droite fasciste hexagonale, Europe-Action entreprend de rénover la doctrine fasciste et d'augmenter son pouvoir d'attraction sur une famille nationaliste divisée quant à l'activisme violent qui l'avait jusqu'alors caractérisée.

Les dirigeants d'Europe-Action expriment ainsi leur volonté de « normalisation » des idées fascistes et d'adapter « les méthodes et les idées de leurs pères [qui] s'usaient sur

²⁵ Algazy, J. (1984). *La Tentation néofasciste en France (1944-1965)*. Paris : Fayard , p 264.

²⁶ Publié en 1962 par Politique éclair, hebdomadaire de l'élite française, supplément au n° 98 du 28 août 1962.

²⁷ Venner, D. (1997). [1962]. *Pour une critique positive*. Nantes : Ars Magna, (s. p.). Dans N. Lebourg, J. Préda et J. Beauregard. (2014). *Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès, p. 19.

les réalités du présent. » Les références directes au fascisme sont ainsi de moins en moins fréquentes. Développant des conceptions différentes du fascisme d'avant 1945, ses militants ne le condamnent cependant jamais. La conception du nationalisme du mouvement évolue également de façon importante. Affirmant ouvertement qu'ils estiment que les idées d'un nationalisme calqué sur celui de Maurice Barrès faisaient date, ils décident d'opter pour un « nationalisme européen ». Cette idée est évoquée par Nicolas Lebourg dans un article intitulé *La dialectique néofasciste, de l'entre-deux-guerres à l'entre-soi*,²⁸ publié dans *Cahiers pour l'analyse concrète*, et dans lequel il avance que cette particularité du néofascisme, faisant passer le nationalisme traditionnel à sa version actualisée au contexte européen, serait caractéristique de la résurgence et de l'actualisation de la tendance. L'expérience *Europe-Action* représente un pas important dans le développement de cette tendance en France.

Développé par Venner et d'autres anciens dirigeants de la FEN, le cadre idéologique d'Europe-Action est décrit, dans les mots de Joseph Algazy, comme rassemblant :

ce qu'ils nommèrent « la révolution nationaliste » dans un contexte global : l'occidentalisme; un racisme pseudo-scientifique, dirigé en France contre les travailleurs immigrés, arabes et noirs; hors de France, Europe-Action exprima son soutien total aux mouvements racistes d'Afrique du Sud, en Rhodésie (Zimbabwe) et aux États-Unis; l'apologie de la collaboration et du nazisme; l'antisémitisme.²⁹

La notion centrale de révolution nationaliste perdure à travers les écrits du mouvement et est cruciale au caractère fasciste des organisations d'extrême droite. S'inscrivant dans la continuité de la Fédération des étudiants nationalistes, qui avait elle aussi théorisé cette révolution et l'avait élevée comme objectif final d'une transformation du

²⁸ Lebourg, N. (2006). « La Dialectique néo-fasciste, de l'entre-deux-guerres à l'entre-soi ». *Vocabulaire du Politique : Fascisme, néo-fascisme. Cahiers pour l'Analyse concrète*, (57-58), 39-57.

²⁹ Algazy, J. (1984). *La Tentation néofasciste en France (1944-1965)*. Paris : Fayard, p. 265.

monde par l'action des militants nationalistes, ce concept clé constituera une tendance observable dans l'appareil idéologique et la construction théorique de tous les mouvements qui se succéderont jusqu'à la création d'Ordre nouveau. Le détail de cette révolution nationaliste est explicité dans un numéro spécial d'*Europe-Action*. Titré *Qu'est-ce que le nationalisme?*, le texte est composé de 5 parties non signées, mais dont on peut présumer, à l'instar de Joseph Algazy, qu'il fut rédigé en bonne partie par Dominique Venner en raison de la similitude des thèmes avec ceux de *Pour une critique positive*. Le premier chapitre constitue une tentative de démontrer la supériorité de l'Occident sur l'Orient dans une foule de domaines : pensée, création, religion, art, science, éthique, technologie pour ensuite poser les bases de cette révolution à venir. Il devient pour eux ainsi nécessaire de prendre acte des échecs de l'extrême droite néofasciste, notamment par rapport à la question algérienne. Il faudrait ainsi :

- substituer la « conscience révolutionnaire » à la spontanéité;
- maintenir le « moral offensif » des partisans de la « révolution nationaliste » et « communiquer ses convictions aux hésitants »;
- élaborer une doctrine : autrement, « pas de révolution » une doctrine comme « seule réponse au fractionnement infini des activistes. Il n'y a pas à revenir sur la valeur unificatrice de l'action. Elle est évidente. Mais cette unification ne peut être durable et utile sans unification idéologique autour d'une doctrine juste »;
- substituer « l'unité révolutionnaire » à l'unité négative « anticommunisme, antigaulisme »;
- créer une « puissante organisation nationaliste » ayant « une totale discipline et une direction unique », parce que la division voue à l'opportunisme et à la désintégration³⁰ ».

Par ailleurs, on voit poindre, à travers les pages d'*Europe-Action* et par la volonté d'adaptation de son corpus idéologique au contexte de l'après-guerre, les premières esquisses de ce qui deviendra l'une des tendances fondamentales de l'extrême droite

³⁰ Algazy, J. (1984). *La Tentation néofasciste en France (1944-1965)*. Paris : Fayard, p. 267-269.

nationaliste française. La justification du racisme par des théories pseudo-scientifiques constituera l'une des pierres angulaires d'une entreprise de légitimation idéologique. Centrale au développement des thèses qui seront portées par les tenants de la Nouvelle Droite à travers le *Groupement d'études de recherche pour la civilisation européenne*, « société de pensée à vocation intellectuelle » agissant comme principal outil de production de littérature associée au courant, cette tentative de développement d'un argumentaire « scientifique » pour légitimer les positions théoriques de l'extrême droite jouera un rôle crucial dans l'atténuation de la diabolisation des nationalistes au cours des décennies qui suivront. Alors qu'une justification scientifique du racisme ne constitue pas une nouveauté, l'approche développée par *Europe-Action* s'inscrit dans une volonté d'adapter le discours suprématiste, développé notamment par l'Allemagne nazie, vers l'ethnodifférencialisme qui sera plus tard porté par la Nouvelle droite.

Dans l'orbite d'*Europe-Action* gravite, pendant la première moitié des années 1960, une foule de petits partis et mouvements qui contribueront à la réorganisation de l'extrême droite française. Effectivement, le tirage relativement important de son journal – entre 7500 et 10000 exemplaires – assure au mouvement un rayonnement considérable. Du nombre, on compte notamment le Centre d'étude pour l'économie organique, le Groupement d'étude des rapatriés et sympathisants et les comités de soutien d'*Europe-Action* qui regroupent quelques centaines de volontaires. Implanté au-delà du microcosme parisien – notamment à Marseille, à Lyon et à Toulon – le mouvement reconstruit lentement ses effectifs. L'incarnation politique d'*Europe-Action* ne verra cependant le jour qu'en mai 1966. Déçu par la tentative d'union des forces nationalistes par l'avocat Jean-Louis Tixier-Vignancour, Dominique Venner lance le Mouvement nationaliste du progrès (MNP) qui devrait incarner les visées idéologiques et la doctrine du mouvement. Aux élections de mars 1967, le MNP

présente 27 candidats sous la bannière « Rassemblement pour la liberté » et obtient en moyenne 2,5 % des suffrages exprimés.³¹

Malgré les résultats électoraux révélant un niveau d'organisation et d'implantation faible de l'extrême droite française, l'expérience Europe-Action constitue cependant un moment clé de l'organisation de la mouvance nationaliste. C'est à travers ses pages qu'on découvre les balbutiements d'une tendance qui sera capitale dans le retour en force des nationalistes. En effet, l'entreprise de justification idéologique de l'extrême droite dans un climat lui étant particulièrement hostile deviendra la principale mission des intellectuels de la Nouvelle droite. Par ailleurs, les ambiguïtés entre révolution et contrerévolution, et entre travail de conquête intellectuelle et activisme musclé participeront au manque de cohésion des nationalistes. Ces tensions permettront l'éclosion d'un autre mouvement qui sera déterminant dans la compréhension de l'évolution du courant : Occident.

4.1.4. Occident

C'est dans la foulée d'une scission à la Fédération des étudiants nationalistes, qui voit quitter une partie importante de ses militants s'opposant à la ligne anti-activiste promue par Europe-Action, qu'est fondé, en 1964, le groupuscule Occident autour des disciples de Pierre Sidos, militant à Jeune Nation et fondateur en 1958, avec Dominique Venner, du Parti Nationaliste.³² Porte-parole du mouvement et déjà entouré de figures qui deviendront des incontournables de l'extrême droite – dont entre autres Alain Robert, Alain Madelin, Patrick Devedjian et Gérard Longuet – il jouira d'une autorité incontestée sur les orientations du mouvement. Il s'adjoindra également plus tard les

³¹ Chebel-d'Appollonia, A. (1996). *L'extrême droite en France de Maurras à Le Pen*. Bruxelles : Complexe, p. 311.

³² Algazy, J. (1984). *La Tentation néofasciste en France (1944-1965)*. Paris : Fayard, p. 45.

services de François Duprat, ancien militant à Jeune Garde exclu de la FEN quelques années auparavant.³³ Plusieurs de ces militants deviendront des cadres influents du mouvement nationaliste et seront impliqués dans la formation de mouvements tels que le Groupe Union Défense et Ordre nouveau.

L'organisation d'Occident comporte, selon les rapports de l'ancien agent des renseignements généraux Jacques Delarue, des « aspects politiques et organiques se rattachant à la mythologie fasciste ». On y retrouve notamment un fort culte du chef, un esprit de meute caractérisé par des opérations commando violentes et un recours à une violence excessive. La manifestation du 6 février 1965 est à cet égard exemplaire : les militants du mouvement distribuent des tracts célébrant la mémoire des « autres » 6 février³⁴ pour ensuite s'en prendre violemment à la permanence du Parti Communiste. L'attaque fera de nombreux blessés. Par ces actions, l'extrême droite revendique son allégeance à l'idéologie fasciste en affirmant sa filiation avec les ligues des années 1930 et en commémorant la mort d'un collaborateur. Alain Robert, futur membre fondateur du GUD et d'Ordre nouveau, agit déjà comme figure dominante au sein d'Occident. Il devient le chef d'une bande qui apparaît à cette époque plutôt comme un groupe de délinquants que comme une formation politique organisée.³⁵

L'influence d'Alain Robert au sein du groupe, et, plus largement, au sein de l'extrême droite est indéniable. Celui qu'on surnommait « Petit Robert », agissait en effet en chef

³³ Chatillon, F., Lagane, T. et Marchal, J. (dir.). (1995). *Les rats maudits. Histoire des étudiants nationalistes 1965-1995*. Paris : Éditions des Monts d'Arrée, p. 10.

³⁴ Le 6 février constitue une date fondamentale dans la mémoire de l'extrême droite française. Au cours du 20^e siècle, de nombreuses manifestations et coups d'éclats auront lieu à cette date : en 1934, avec les émeutes des ligues; en 1945, date de l'exécution de Robert Brasillach ; en 1956, où des tomates seront lancées lors de la visite de Guy Mollet à Alger et, finalement, en 1958 où explose une bombe au Palais Bourbon.

³⁵ Fonds Jacques Delarue – L'extrême droite néo-nazie en France. (Années 1960-1970). (F delta rés 851/6). [Notes manuscrites et synthèses.]. Bibliothèque de documentation internationale contemporaine. BDIC, Nanterre.

d'une bande de potes fidèles et prêts à le suivre aveuglément. Dans son livre *Génération Occident*, le journaliste Frédéric Chartier décrit cette frange du mouvement Occident de la façon suivante :

Cette bande s'est agglomérée comme une concrétion géologique, par alluvions successives. On y cultive le même antimarxisme (parfois primaire) qu'à la tête d'Occident, mais on y pratique un autre style de vie. C'est la tendance prolo, désargentée, déclassée, à pulsions anarchisantes d'Occident, bohème, où le mot amitié revêt un caractère sacré.³⁶

Ce côté prolo, développé par la bande qui sévit sous l'égide d'Alain Robert et se rend coupable de multiples actes délictueux, et souvent violents, revêt un caractère particulièrement important dans l'analyse d'Occident. La présence de ces jeunes hommes détonne au sein d'une extrême droite souvent constituée de fils de bourgeois conservateurs et réactionnaires. Cette génération « tape-dur » sera constitutive de la réorientation du mouvement. Particulièrement activistes, les militants d'Occident se forgeront une réputation au Quartier latin. Malgré un effectif restreint, les dirigeants du mouvement orchestrent régulièrement des attaques contre des militants gauchistes, notamment aux abords des Universités parisiennes. Ces attaques violentes participent à la création d'un mythe autour du militantisme nationaliste de la formation. On érige la force physique et la discipline comme des impératifs militants.³⁷

Sur le plan idéologique, le groupe expose les grandes lignes de son programme dans son bulletin ronéotypé, *Occident Université*, qui paraît de manière irrégulière. Dans cette publication, le ton est souvent vulgaire et stéréotypé. Ce ton détonne par rapport à celui d'Europe-Action, qui se voulait plus intellectuel, et participe à la réputation d'agitateurs virils que développent les membres du groupuscule. Dans ses pages, on constate que le groupe est foncièrement raciste : les thèmes de la race blanche et de la

³⁶ Charpier, F. (2005). *Génération Occident : De l'extrême droite à la droite*. Paris : Seuil, p. 98-99.

³⁷ Algazy, J. (1984). *La Tentation néofasciste en France (1944-1965)*. Paris : Fayard, p. 47.

supériorité de la civilisation occidentale sont dominants. Farouchement antiparlementaires, ils sont décrits par Jacques Delarue comme « nostalgiques d'un passé qu'ils ne connaissent pas, mais qu'ils glorifient³⁸ ». Ils proposent une vision idéalisée d'un projet de révolution nationale : « *par un dégoût pour la décadence de la société actuelle, ils agissent en zéloteurs d'une mystique de la vie collective et affirment leur volonté de régénérer la communauté nationale par la pratique de vertus viriles*³⁹ ».

S'inscrivant dans la même logique d'atténuation du fascisme qui avait également été caractéristique de la FEN et d'Europe-Action, Occident tente de dissocier l'idéologie de la pratique des régimes l'ayant incarné pendant la Seconde Guerre mondiale. Cependant les idées y étant associées aux courants fascistes demeurent fortement présentes : ses militants manifestent une exubérance et une volonté de retour à la nature, en prônant également une pureté raciale et mettant de l'avant un important culte de la jeunesse caractéristique du romantisme fasciste. Autre caractéristique à fois partagée par les régimes fascistes et les mouvements d'extrême droite antérieurs à Occident, le rejet en bloc autant du marxisme que du libéralisme sera la pierre angulaire de l'idéologie du mouvement : en rejetant les deux blocs hégémoniques de la Guerre froide, les militants nationalistes espèrent proposer une idéologie qui transcende ces deux courants.

C'est cependant par son support à la candidature de Jean-Louis Tixier-Vignancour à l'élection présidentielle de 1965 qu'Occident se fait connaître hors des milieux nationalistes et étudiants. Apprécié des nationalistes de par ses prises de positions en faveur de l'Algérie française, l'avocat des anciens de l'OAS tente de rassembler

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Bérubé-Sasseville, O. (2015). « *Le Groupe Union Défense : la droite néofasciste à l'université (1968-1988)* » (Mémoire de maîtrise en histoire). Université du Québec à Montréal, p. 35.

l'extrême droite sous une seule bannière pour se constituer en opposition au gaullisme. Il permet dans la foulée aux militants d'Occident de faire leurs premiers pas dans la politique active.⁴⁰ La coalition d'extrême droite n'aura cependant pas les effets escomptés et la candidature Tixier-Vignancour ne récoltera que 5,2 % des voix exprimées; ce qui sera considéré un échec retentissant entraînant la dissolution de « la droite Tixier » et une réorganisation des effectifs à Occident. Malgré une première tentative d'entrée des militants nationalistes dans la vie politique partisane, ce cuisant revers repoussera Occident dans une radicalité qui lui sera caractéristique au cours des années suivantes.⁴¹ Selon les mémoires des étudiants nationalistes, exprimés dans le livre *Les rats maudits*,⁴² le mouvement décide de se séparer des « nationaux », jugés trop modérés et accusés de collaborer avec un système qu'Occident tente de détruire. Dans la foulée, le mouvement se sépare également de son dirigeant historique, Pierre Sidos, à la fin du mois de juin 1966. Toujours selon les mémoires des protagonistes, la place de la jeunesse, caractéristique des mouvements néofascistes, est réaffirmée par ce changement de garde. En effet, la révolution passera par la jeunesse. En tentant d'assurer une présence accrue au Quartier latin, ainsi qu'en inscrivant son action dans le cadre du syndicalisme étudiant, le mouvement Occident tente de gagner du terrain face aux étudiants gauchistes majoritaires dans les facultés, ce qui donnera lieu à des confrontations d'une grande violence. Les exemples de ces affrontements avec les étudiants d'extrême gauche sont nombreux. Comme l'écrit Joseph Algazy :

La liste des bagarres, des rixes, des émeutes et des expéditions de violence menées par les commandos d'Occident durant les années 1966-1968 ne

⁴⁰ Chatillon, F., Lagane, T. et Marchal, J. (dir). (1995). *Les rats maudits. Histoire des étudiants nationalistes 1965-1995*. Paris : Éditions des Monts d'Arrée, p. 11.

⁴¹ Archives nationales. Direction des renseignements généraux. (1970, avril). (F/7/15585) [Bulletin mensuel], p.5.

⁴² Chatillon, F., Lagane, T. et Marchal, J. (dir). (1995). *Les rats maudits. Histoire des étudiants nationalistes 1965-1995*. Paris : Éditions des Monts d'Arrée.

prête pas à la moindre équivoque : Occident fait de la violence sa profession de foi; sa cible : le monde estudiantin; son arène : le Quartier latin.⁴³

Le 20 mai 1966, Occident réussit à mobiliser 300 militants qui attaqueront une manifestation gauchiste au Quartier latin. Deux jours plus tard, le mouvement revendique, dans un communiqué de presse, deux attentats : l'un contre la librairie la Joie de vivre et l'autre contre le café Champollion. La librairie sera également attaquée au mois de décembre. Des pétards fumigènes, des pavés et des grenades lacrymogènes sont lancés et les vitrines sont brisées à coups de barres de fer. Cependant, c'est dans les universités et dans les lycées que la violence d'Occident se manifeste avec le plus de véhémence. Le lieu de prédilection de ces affrontements entre militants nationalistes et gauchistes est sans contredit la cité universitaire de Nanterre. Dans son livre *Les journées de Mai 68, les dessous d'une révolution*, le militant nationaliste François Duprat relate l'escalade de la violence étudiante dans les années qui précèdent les événements du printemps 1968 :

On peut placer historiquement le début de l'agitation violente de Nanterre le 17 octobre 1966 lorsque 7 militants du mouvement Occident venus distribuer des tracts attaquèrent à coups de barres de fer des distributeurs de tracts JCR (trotskyste). Ayant de peu échappé au lynchage devant la contre-attaque gauchiste, les membres d'Occident reviennent en force le lendemain au moment où se tenait un meeting de protestation. C'est là que l'on a pu constater réellement le début de l'escalade de la violence et de l'armement dans le monde universitaire.⁴⁴

Il devient évident, à partir de ces incidents, que la violence d'Occident devient son *modus operandi* privilégié. Les bastons, rixes et autres affrontements violents avec des opposants politiques se multiplient non seulement dans les facultés parisiennes, mais

⁴³ Algazy, J. (1984). *La Tentation néofasciste en France (1944-1965)*. Paris : Fayard, p. 52.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 53.

également en province. La plus tristement célèbre affaire reste sans contredit l'affaire de Rouen. Alors que le mouvement n'avait jusqu'alors jamais réussi à s'installer sur le campus de Mont-Saint-Aignan, Michel de Rostolan, futur cadre du Front national, réunit une poignée de militants au début de l'année 1967. Le 9 janvier, Alain Robert, Gérard Longuet et deux de leurs camarades parisiens s'y déplacent pour discuter de l'avenir du groupuscule fraîchement formé. Chahutés par des étudiants s'opposant à la présence de nationalistes dans leur établissement, les membres d'Occident promettent de revenir. Chose promise, chose due : le 12 janvier, jour d'élection des grands électeurs à l'assemblée générale de la Fédération des étudiants de la faculté de droit de Rouen, un commando constitué d'une vingtaine de militants armés et casqués, vêtus de blousons et manteaux de cuir noir, se présente aux abords du resto Universitaire en portant une bannière sur laquelle on peut lire : « Occident vaincra, Occident passera, de Gaulle au poteau! ». Les militants d'Occident débarquent dans le resto U et le bilan est catastrophique :

Occident a importé sa violence sur le campus de la fac de Rouen. Certains militants agressés ne se relèvent pas. Ils gisent à terre, au milieu des débris de verre, des boulons des barres de fer et des chaises tordues, dans des flaques de sang. Un militant de la JCR, Serge Bolloch, est dans le coma. Un coup de clef anglaise lui a enfoncé la boîte crânienne. On retrouvera dans sa chair un éclat de métal, c'est dire avec quelle violence le coup a été asséné.⁴⁵

Abasourdis par la sauvagerie des assaillants, les étudiants regardent les ambulances quitter la faculté avec effroi. Le recteur de l'université décide de porter plainte contre X. L'affaire fera grand bruit dans la région; les médias s'emparent de l'histoire et le maire de Rouen, Jean Lecanuet, entend bien que des mesures soient prises pour qu'un tel épisode ne se reproduise jamais. Une information judiciaire est ouverte et, à Paris, la brigade criminelle est saisie : il ne fait aucun doute pour les forces de l'ordre

⁴⁵ Charprier, F. (2005). *Génération Occident : De l'extrême droite à la droite*. Paris : Seuil, p. 132.

que les coupables sont des militants d'Occident. Suite à une enquête bien ficelée et la collaboration de membres du mouvement, dont François Duprat, la police place en garde à vue, le 8 février 1967, une vingtaine de militants d'Occident qui seront transférés à Rouen et écroués à la prison Bonne-Nouvelle. Plusieurs des figures les plus connues du mouvement en sont : Patrick Devedjian, Gérard Longuet, Alain Madelin, Jack Marchal et, évidemment, Alain Robert.⁴⁶ Cette affaire, en plus de cimenter la réputation ultraviolente du mouvement, créera de nombreuses tensions en son sein jusqu'à sa dissolution en Octobre 1968.

Dans la foulée de ces attaques violentes, la réaction face à Occident est paradoxale. D'un côté le mouvement s'enferme dans un activisme viril qui déplaît aux moins radicaux de ses effectifs. De l'autre, il attire les éléments les plus déterminés des autres formations nationalistes. Récupérant une partie des effectifs d'une FEN en réelle perte de vitesse et l'aile radicale de la « droite Tixier », Occident compte, selon les mémoires de ses membres, une centaine de militants constituant le noyau dur de l'organisation ainsi qu'une centaine de sympathisants pouvant être mobilisés au besoin.⁴⁷ Ces chiffres sont cependant contestés par l'enquêteur des renseignements généraux Jacques Delarue dont les estimations réduisent ces effectifs de moitié.⁴⁸

Les violences et les affrontements seront constants pendant toute l'année 1968 et atteindront leur paroxysme le 28 octobre alors que des militants d'Occident feront exploser une librairie maoïste parisienne pour se venger d'une attaque lors de laquelle des militants gauchistes avaient lancé un cocktail Molotov dans la brasserie le Relais

⁴⁶ Charpier, F. (2005). *Génération Occident : De l'extrême droite à la droite*. Paris : Seuil, p. 133.

⁴⁷ Chatillon, F., Lagane, T. et Marchal, J. (dir). (1995). *Les rats maudits. Histoire des étudiants nationalistes 1965-1995*. Paris : Éditions des Monts d'Arrée, p.14.

⁴⁸ Fonds Jacques Delarue – L'extrême droite néo-nazie en France. (Années 1960-1970). (F delta rés 851/6). [Notes manuscrites et synthèses.]. Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), Nanterre.

Odéon, qui servait alors de quartier général au mouvement d'extrême droite. C'est dans ce contexte qu'est prononcée la dissolution du groupuscule, le 31 octobre 1968, par le conseil des ministres qui craint une escalade de la violence.⁴⁹

L'expérience Occident se révélera particulièrement importante pour l'avenir de l'extrême droite nationaliste. Premièrement, on retrouvera plusieurs de ses militants historiques, dont Alain Robert et Jack Marchal, dans des postes cruciaux de toutes les tentatives d'unification du courant dans les années qui suivront; en particulier le Groupe union défense et Ordre nouveau. Par ailleurs, le principe de collégialité qui commence à germer au sein d'Occident constitue une rupture majeure avec la tradition de luttes intestines entre chefs qui minent l'extrême droite depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. L'expulsion de Pierre Sidos constitue, dans cette perspective, un point tournant dans l'organisation d'une tendance qui tente de se sortir d'un schéma dans lequel tous les pouvoirs sont placés entre les mains d'un *leader* charismatique.

4.1.5. Place aux jeunes : Groupe union défense

La place occupée par la jeunesse au sein des mouvements néofascistes d'extrême droite est essentielle. La combinaison de la volonté palingénésique de création d'un homme nouveau et les velléités révolutionnaires des néofascistes font de cette jeunesse le fer de lance de leur entreprise. Selon les mémoires des militants nationalistes de l'époque, on va jusqu'à affirmer que cette révolution nationale passera nécessairement par la jeunesse et que « le reste suivra⁵⁰ ». Dans ce contexte, les mouvements étudiants associés aux groupuscules néofascistes deviennent un rouage primordial de l'extrême droite. Agissant à la fois comme principal outil de recrutement, ils deviennent

⁴⁹ Chatillon, F., Lagane, T. et Marchal, J. (dir). (1995). *Les rats maudits. Histoire des étudiants nationalistes 1965-1995*. Paris : Éditions des Monts d'Arrée, p.30.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 11.

également un lieu de prédilection pour la formation de cadres amenés soit à diriger plus tard les partis et mouvements « adultes » ou à pratiquer « l'entrisme » en infiltrant les structures existantes pour y faire valoir une vision du monde aux visées nationalistes. Les deux principaux mouvements étudiants associés à l'Ordre nouveau seront le Groupe union défense (GUD), groupuscule formé au centre Assas dans la foulée des événements de Mai 68, et, dans une mesure moindre, son pendant lycéen : le groupe Union et défense des lycéens (UDL).

À la rentrée 1968, le GUD, alors déjà composé d'un nombre important d'anciens militants d'Occident tels que Robert Allo, Marie-Françoise David, Gérard Écorcheville, Hugues Leclère, Jack Marchal et Jean-Noël Prade, lance ses premières activités.⁵¹ Alors que le recrutement est au départ difficile, le groupe réussit néanmoins à susciter un certain intérêt au sein de la faculté de droit. Dans un article sur le GUD, Roger Griffin⁵² relate les premières tentatives de candidatures aux élections universitaires. Le groupuscule récolte entre 10 et 15 % non seulement au centre Assas mais également dans les facultés de Clignancourt, St-Maur et Nanterre, bastion historique de l'extrême gauche et haut lieu des révoltes de Mai 68.

Alors que le mouvement s'installe au centre Assas et dans d'autres facultés parisiennes et de province, il se développe au sein des forces de gauche, qui avaient jusque-là le quasi-monopole de l'activisme étudiant à l'université, une certaine inquiétude face à l'arrivée de ces militants sur les campus. Le lien qui unit les militants du GUD avec les anciens d'Occident entraîne une configuration relativement inédite dans le monde de l'activisme étudiant : les militants et fondateurs du GUD ne sont pas, dans les premiers temps du syndicat, des étudiants inscrits. Des éléments extérieurs viennent se

⁵¹ Chatillon, F., Lagane, T. et Marchal, J. (dir). (1995). *Les rats maudits. Histoire des étudiants nationalistes 1965-1995*. Paris : Éditions des Monts d'Arrée, p.33.

⁵² Griffin, R. (1999). « Net gains and GUD reactions : patterns of prejudice in a Neo-fascist groupuscule ». *Patterns of Prejudice*, 33(2), p. 33.

greffer au mouvement pour organiser le recrutement au sein du centre Assas. Dans cette perspective, le statut de syndicat étudiant peut alors être perçu plutôt comme « jeunesse néofasciste ». Cette stratégie, caractérisée par un recrutement agressif permettra l'émergence d'une nouvelle génération de militants nationalistes autour du GUD.⁵³

Le Groupe union défense deviendra progressivement une force syndicale permanente au centre Assas jusque dans les années 1980. Le choix du centre Assas n'est pas non plus anodin. Il s'explique par deux principales raisons. D'une part, le caractère historiquement bourgeois et conservateur de l'institution est particulièrement propice à une adhésion à des valeurs nationalistes⁵⁴. Le deuxième aspect de cette stratégie s'explique par la volonté d'Alain Robert de concentrer les effectifs dans une seule université plutôt que de les disséminer dans plusieurs facultés parisiennes. Lucide, il constate que les effectifs nationalistes sont maigres par rapport à la présence hégémonique des étudiants gauchistes dans la foulée des événements de Mai 68 et estime qu'il est primordial de concentrer d'abord les efforts dans une seule institution. La stratégie fonctionne et plusieurs étudiants choisiront Assas en raison de la présence du GUD plutôt que pour des raisons purement académiques.

Le GUD deviendra rapidement la branche étudiante d'Ordre nouveau. Se constituant en véritable bassin de recrutement pour le mouvement adulte, le groupe étudiant devient l'école qui formera les futurs dirigeants de l'extrême droite française. Outre la filiation directe entre membres fondateurs des deux mouvements, on observe, dès les premiers balbutiements d'Ordre nouveau, une place importante occupée par une jeunesse issue du GUD. Qu'il s'agisse de la présence dans les manifestations ou les *meetings* du groupe, jusqu'à une chronique dans un organe officiel *Pour un ordre*

⁵³ Pons, G. (1977). *Les Rats Noirs*. Paris : Éditions Jean-Claude Simoën, p. 14.

⁵⁴ Bourdieu, P. et Passeron, J.-C. (1964). *Les héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris : Les Éditions de Minuit.

nouveau, l'exaltation de la jeunesse et la place prépondérante qu'elle prendra au sein de la mouvance nationaliste fera du syndicat étudiant l'un des rouages capitaux d'Ordre nouveau.

4.2. Ordre nouveau

L'extrême droite française des années 60 doit faire face à la fois aux attaques de ses deux principaux ennemis – la gauche et l'État – et à sa propre incapacité à organiser ses troupes de façon conséquente. Pour dépasser le statut de groupuscule ou de mouvement éphémère, Ordre nouveau émergera, en 1969, comme la formation la plus susceptible d'unifier les nationalistes et d'offrir une réelle opposition à la droite des partis politiques traditionnels. Dans les prochaines parties, nous analyserons la naissance de ce mouvement ainsi que sa structure et ses effectifs.

Alors que le GUD devient progressivement une force au sein de la Faculté de Droit de la rue D'Assas, le besoin de se doter d'une structure dépassant le cadre étudiant apparaît de plus en plus comme une évidence. Dans l'ouvrage-bilan produit par le mouvement, on décrit cette volonté de la façon suivante :

En Octobre [1969], nous étions quelques étudiants, lassés de voir le marxisme triomphant et contaminant la jeunesse, regroupés au sein du GUD, syndicat nationaliste crée [sic] un an auparavant, au lendemain de mai 68, implanté essentiellement au Centre Assas, nous étions quelques étudiants à se remuer. Nous n'admettions pas ce terrible vide politique, l'absence d'un parti pouvant représenter les idées-forces du nationalisme. Nous savions que le potentiel était énorme, que les atouts existaient, et qu'il nous appartenait d'apporter le sang neuf indispensable pour remobiliser tous ceux qui avaient déjà tant subi.⁵⁵

L'idée de la création d'un grand parti pour unifier les groupes d'extrême droite devient dès lors la voie privilégiée par les militants nationalistes. Deux constats s'imposent :

⁵⁵ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna.

d'une part, l'activisme violent et primaire d'Occident agit comme un puissant repoussoir pour les militants plus modérés. La volonté de créer une organisation partisane permettait à Ordre nouveau de s'extirper de l'enfermement sectaire des groupuscules caractéristiques de l'extrême droite d'après-Deuxième Guerre mondiale. L'exemple du Movimento sociale italiano (MSI), grand parti d'extrême droite Italien, devient le modèle sur lequel calquer le développement d'Ordre nouveau. D'autre part, les militants de la première heure exposent clairement, dans leurs mémoires, la volonté de rupture avec le passé. En abandonnant toute référence à ce passé houleux, et plus particulièrement, à toute référence directe au fascisme pour ainsi couper toute filiation avec les régimes Italien et Allemand de la Seconde Guerre mondiale, ils espèrent pouvoir créer une structure qui permettra d'unifier toutes les tendances de la famille nationaliste sans en exclure les courants divergents.

C'est dans ce contexte que sont déposés les statuts à la préfecture des Hauts-de-Seine. Le mouvement est déclaré pour la première fois sous le nom de Centre de recherche et de documentation pour l'avènement d'un ORDRE NOUVEAU dans les domaines social, économique et culturel le 15 décembre 1969 sous le numéro 202/92 (dossier no 05.60.12). Cependant, le document est déclaré caduque en raison de l'omission de son intégration au journal officiel et sera renouvelé à la préfecture de police sous le numéro 70.338 ASS 23.141 P et portée au journal officiel du 17 Avril 1970. Selon ces statuts, le but de l'organisation serait de :

cerner les problèmes posés actuellement en France en matière sociale économique et culturelle et de rechercher leur solution en utilisant les moyens légaux d'expression et de propagande, en particulier les réunions publiques et privées, affiches, journaux.⁵⁶

⁵⁶ Archives nationales. Sous-direction des affaires criminelles. (1973, avril). (19930666/21). [Note au ministère de l'Intérieur].

Alors qu'au cours de l'histoire du mouvement Ordre nouveau, Alain Robert constituera la figure de principal *leader*, c'est Me Jean François Galvaire qui est désigné comme président du mouvement. Avocat réputé au sein des milieux nationalistes et ancien militant de l'Alliance républicaine pour les libertés et le progrès (ARLP), groupe associé à la campagne présidentielle de Jean-Louis Tixier-Vignancour de 1965, il apporte au mouvement la caution d'un notable qui devrait susciter un intérêt chez un public plus âgé. Il entretient également des liens actifs avec le MSI, ce qui permettra à Ordre nouveau d'établir des liens avec le parti. Cette relation se traduira plus tard par une aide matérielle et logistique importante.⁵⁷ Cette observation est également partagée par les renseignements généraux dans une note sur Ordre nouveau datée d'avril 1971⁵⁸ qui confirme qu'autour de Robert et Galvaire se constitue une équipe composée de François Duprat, Paul Léandri, Joubert, Gabriel Jeantet, Asselin et toute la rédaction de l'Élite Européenne, organe officiel du mouvement Pour une jeune Europe.

Le siège social d'Ordre nouveau se déplace à plusieurs reprises dans les premiers mois d'existence du mouvement. Dans un bulletin mensuel de la direction centrale des renseignements généraux daté des mois de novembre et décembre 1969, on explique que le siège officiel du mouvement se trouve au 1bis de la rue des Abondances à Boulogne-Billancourt. En réalité, le véritable lieu de rencontre se situe dans le 5^e arrondissement de Paris, au 35 rue Gay Lussac. ON dispose également d'une boîte aux lettres située au 43 rue de Charenton, dans le 12^e arrondissement. Cependant, au cours de la première année, toutes les structures d'Ordre nouveau sont regroupées dans un local qui constituera le quartier général du mouvement au 8 rue des Lombards, dans le

⁵⁷ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 99. On peut également lire, dans le journal *Pour un Ordre nouveau*, des comptes rendus de participation de délégations d'ON aux rencontres et *meetings* du MSI tout au long de l'existence du parti. Ordre nouveau (1972, 15 octobre au 15 novembre). *Pour un Ordre nouveau.*, (15), p. 7. Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (4 delta 1671). (GF 4422). BDIC.

⁵⁸ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux et Préfecture de police. (1971, 3 avril). (19930666/22). [Document synthèse et présentation d'ON].

4^e arrondissement. Qualifié de « vieux débarras crasseux » par les militants dans leurs mémoires, l'endroit est transformé pour créer « 3 immenses bureaux, une grande salle de réunion, une salle de machines, un grand hall d'accueil ». Inauguré officiellement le 20 novembre 1970, cet espace constitue l'affirmation de la présence militante d'une tendance nationaliste qui n'avait jusqu'alors pas pignon sur rue.

4.2.1. Structure

Alors que certaines des structures persistent, la composition des différentes instances de l'organisation et, évidemment, les effectifs d'Ordre nouveau vont considérablement changer au cours de son existence. Il existe cependant un certain nombre d'éléments constants de son organisation sur lesquels il est important de revenir. Dans cette section, nous décrirons d'abord les différentes structures qui constituent l'ossature du mouvement pour ensuite tenter de dresser un portrait de ses adhérents. Nous tenterons de voir de quelles origines sociales ils sont, quels furent leurs expériences politiques précédentes et nous analyserons certains marqueurs tels que leur genre, leur âge et leur profession.

La structure d'Ordre nouveau est exposée dans une note détaillée de la direction centrale des renseignements généraux datée de mars 1971⁵⁹ et dans un organigramme disponible dans une brochure produite par ses dirigeants.⁶⁰

Le conseil national, composé de 50 membres directement élus par les militants, réunis chaque année lors d'un congrès national, est la principale instance du mouvement Selon les RG :

⁵⁹ Archives nationales. Direction centrale des renseignements généraux (DCRG). (1971, mars). (F/7/15586) [Note].

⁶⁰ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (4 delta 1671). BDIC.

Ils sont répartis en une douzaine de « commissions » spécialisées, ayant chacune la responsabilité d'un secteur bien déterminé (presse et propagande, finances, étudiants, lycéens, commerçants, ouvriers, organisation Paris, organisation province, doctrine – élaboration – charte, relations extérieures, administration, service d'ordre).⁶¹

Dans l'organigramme fourni par Ordre nouveau, on constate que les sections « Université », « Lycée » et « Entreprise » ont une importance primordiale et sont respectivement sous la responsabilité du Groupe Union Défense, du groupe Union et Défense des Lycéens et au syndicat Union générale des travailleurs (UGT). Tous ces groupes ont leur propre bureau national en relation directe et constante avec le bureau politique d'Ordre nouveau.⁶²

La deuxième instance d'Ordre nouveau est son bureau politique, élu pour la première fois par le conseil national lors du congrès constitutif tenu le 14 mai 1970 à Paris. Sujet à de nombreux remaniements, 4 en quelques années selon les RG, le bureau national était composé de : Emmanuel Alliot (pseudonyme de François Brigneau), ancien collaborateur et journaliste à Minute; Claude Coasguen, ancien d'Occident, assistant professeur à la faculté de Paris XIII et futur ministre du gouvernement d'Alain Jupé en 1995; François Duprat, professeur d'histoire et journaliste à Rivarol; Gabriel Jeantet, ancien collaborateur et membre de plusieurs groupes d'extrême droite depuis la guerre; Claude Joubert, journaliste; Paul Léandri, avocat et ancien activiste; Hugues Leclere, ancien d'Occident; Bernard Lescrainier, ancien de l'OAS et d'Occident; Gérard Longuet, ancien d'Occident et futur ministre; Jean Picollec, chef de service aux éditions Larousse; Alain Robert, fondateur et ancien membre du GUD et d'Occident et Roger

⁶¹ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1971, mars). (F/7/15586) [Note].

⁶² Dossier France – « Ordre nouveau 1970-1973 ». (4 delta 1671). BDIC.

Talbotier, ancien membre de l'OAS.⁶³ La composition de ce bureau politique est à l'image de la volonté d'unité de la mouvance nationaliste à l'origine de la création d'Ordre nouveau. Malgré le départ de Me Jean-François Galvaire, une attention est portée aux membres plus âgés et expérimentés au sein du bureau national. La présence d'avocats, de journalistes et de militants aspirant à des positions de prestige au sein de la société française est pensée pour rassurer la frange la plus modérée de l'extrême droite qui s'inquiétait de l'activisme primaire de mouvements comme Occident. Par ailleurs, la relative diversité des parcours militants constitue également un signe de la volonté d'ouverture du mouvement sur toutes les tendances de la famille nationaliste. Des anciens collaborateurs aux jeunes activistes d'Occident, en passant par des anciens de l'OAS, le bureau politique est représentatif des divers courants qui irriguent cette droite. Sur le plan structurel, le bureau politique a autorité sur toutes les autres instances du mouvement. Du secrétariat exécutif, aux organisations régionales et au service d'ordre, son autorité est totale. Ses membres sont également en charge de l'organe de production doctrinaire et idéologique du mouvement.⁶⁴

Selon les informations de la direction générale des renseignements généraux, les structures sont divisées sur le plan géographique en fonction du lieu de résidence. Dans la région parisienne, les militants sont organisés en trente « secteurs » : dix-sept pour la ville de Paris et douze pour sa banlieue. Une « Délégation générale de la Région Parisienne » chapeaute l'ensemble de ces structures. Dans un numéro d'*Ordre nouveau – information* daté de mars-avril 1971, on expose les développements structurels d'ON suite à un afflux d'adhérents suite aux premiers *meetings* publics du mouvement.⁶⁵ Dans

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (4 delta 1671). BDIC.

⁶⁵ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (4 delta 1671). BDIC. Devant organiser et absorber ces nouveaux militants, le mouvement se dote de responsables de section dans la plupart des arrondissements de la capitale et de sa banlieue. Lors de cette réorganisation, les quatre premiers arrondissements de Paris passent sous la responsabilité de Guy Clemente et de Christiant Loiseau. Le huitième sera attribué à Catherine Barnay alors que les neuvième et dixième seront sous l'égide de Guy Godet. Les 11^e, 12^e, 13^e,

chaque section, les responsables constituent des « bureaux de secteur » et se dotent d'adjoints qui seront en charge de récupérer et de gérer les cotisations. Ces cotisations constitueront le nerf de la guerre pour le développement du mouvement et seront gérées par le bureau national et plus particulièrement par la trésorerie composée, en 1971, de M. Bize et de Marie-Françoise David, responsable administrative à l'échelle nationale.

Les premières actions d'envergure d'Ordre nouveau, notamment la tenue de son premier grand rassemblement à la Mutualité, ainsi que le développement de ses outils de propagande contribuent rapidement à un essor qui ne laisse pas ses adversaires indifférents. La nécessité d'un service d'ordre devient une priorité et le mouvement se dote d'un dispositif assurant la protection de ses militants et sympathisants. Disposant d'un effectif estimé à environ 150 membres au printemps 1971, ce service d'ordre est dirigé en région parisienne par Christian Lefèvre et Guy Clément. Le mot d'ordre officiel est d'assurer un rôle de plus en plus défensif tout en faisant preuve d'efficacité et de discipline. Le mouvement espère pouvoir développer ce service pour qu'il puisse assurer la sécurité dans tous ses événements à travers la France.⁶⁶ Cependant, alors que cette affirmation du caractère défensif de l'action du service d'ordre s'inscrit dans la volonté de légitimation du mouvement, nous verrons comment de nombreuses violences y seront aussi associées.

14^e et 15^e arrondissements seront respectivement confiés à Pierre Clementi, Hilaire Chollet, André Negroni (qui s'occupera également du 5^e), Claudine Thuet et Michel Petit. Le seizième sera sous la responsabilité de M. Chavagnac et d'Alain Renaud, le 17^e sera tenu par Philippe Évrard et M. Coutou alors que les 18^e et 19^e reviendront à Jean-Pierre Sandras et M. Baconnet. À cette date, il reste toujours à attribuer des responsables locaux pour les 6^e, 7^e et 20^e arrondissements de Paris. L'organisation de banlieue est légèrement différente. Les sections divisées en 4 ensembles géographiques (nord, sud, est et ouest) et la direction des sections est assurée par un ensemble de militants en raison de l'étendue des territoires couverts.

⁶⁶ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1971, mars-avril). (4 delta 1671). *Ordre nouveau information*. BDIC.

En province, malgré la nomination de sept « responsables régionaux » pour les ensembles géographiques de Bretagne, Normandie, Est, Centre, Nord, Sud-Est, Sud-Ouest, l'organisation reste embryonnaire en raison du faible niveau d'adhérents par rapport aux effectifs parisiens. La région Nord fait cependant exception : certaines structures se développeraient et l'organisation y serait plus conséquente. En mars 1971, on estime que certains noyaux de militants existent dans les autres régions, tentant tant bien que mal de former des structures, mais ces efforts restent sans grand résultat.⁶⁷

L'autre critère de division est le critère socioprofessionnel. Les filiales que nous avons évoquées plus tôt (GUD, UDL et UGT) doivent regrouper les militants en fonction de leur statut d'étudiants, lycéens ou travailleurs. Le cas de l'UGT est particulièrement intéressant. Devant se constituer comme une fraction de Forces Ouvrières, elle devait avoir comme but final la création de l'équivalent français de la Confederazione italiana Sindacati nazionale dei lavoratori (CISNAL), l'important syndicat lié au MSI italien qui entretient cependant des liens en France avec la Confédération française du travail (CFT), elle-même associée au Service d'action civique (SAC). Cet ambitieux projet se heurtera cependant à d'importants problèmes structurels ainsi qu'à des effectifs insuffisants pour la mise de l'avant d'un projet d'une telle envergure :

les activités quotidiennes du mouvement s'insèrent rarement dans les structures assez rigides dont il vient d'être fait état. En raison de l'urgence qui s'impose dans le domaine des décisions à prendre, le Bureau politique assume la plupart des responsabilités sans prendre le temps de consulter le Conseil national, qui n'a été réuni qu'une seule fois⁶⁸ depuis la fondation du mouvement, et dont les membres se plaignent d'être laissés à l'écart.⁶⁹

⁶⁷ Lebourg, N., Préda, J. et Beauregard, J. (2014). *Aux racines du FN : L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès, p. 29-30.

⁶⁸ En date de mars 1971.

⁶⁹ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (4 delta 1671). BDIC.

Alors que le contrôle par le Bureau politique de l'ensemble des décisions s'oppose à une volonté de collégialité exprimée par les membres fondateurs d'Ordre nouveau, cette centralisation est cependant caractéristique d'un mouvement naissant sur lequel les dirigeants veulent conserver la mainmise. En effet, la volonté de s'extirper d'un activisme violent et contreproductif suggère un contrôle des effectifs. Les services d'ordre du mouvement, souvent composés de militants formés au combat contre les étudiants gauchistes dans les universités, semblent être les seules forces vives et organisées du mouvement. L'UGT, qui deviendra le syndicat des travailleurs nationalistes, reste un organe moribond et les commerçants et membres des professions libérales brillent par leur absence.

4.2.2. Composition et effectifs

La question des effectifs d'Ordre nouveau est, comme c'est souvent le cas pour les partis et groupes minoritaires, particulièrement épineuse. Sans chiffres officiels les différentes estimations des Renseignements généraux sont parfois beaucoup plus faibles que celles produites par l'organisation. Cependant, les chiffres avancés par les RG proviennent souvent directement d'informations officielles du mouvement et revues à la baisse parce que suspectes d'être exagérées. Par ailleurs, la structure militante d'un tel groupe complexifie encore davantage l'appréciation de ses effectifs. La présence d'un noyau dur de militants, entouré d'un nombre plus important d'adhérents encartés au parti, lui-même englobé par des sympathisants oscillant entre simple soutien et la participation aux grands *meetings* du mouvement suggèrent une composition éclectique et difficile à cerner.

Des informations sur la composition de cet effectif se trouvent dans une brochure publiée par ON en 1971 contenant origines socioéconomiques, professionnelles, l'âge, la scolarisation et l'expérience politique de ses adhérents. Dans le bilan de son congrès de 1972, une section détaille l'implantation sociologique du groupe tant en région parisienne qu'en Province. Ces deux documents sont sans doute à l'origine des

estimations des RG et autres instances des forces de l'ordre hexagonales et doivent être utilisées avec circonspection.⁷⁰

D'emblée, ON affirme compter, en 1972, sur 3200 adhérents détenant une carte du parti pour l'année en cours et étant encadrés par un contact avec l'une des diverses sections du groupe : 1000 d'entre eux seraient de la ville de Paris alors que 700 seraient originaires de sa banlieue et 1500 des provinces de France. Ces statistiques ne prendraient cependant pas en compte les adhérents affiliés uniquement avec l'une des « courroies de transmission » du mouvement, soit le GUD, l'UDL et l'UGT.⁷¹

Nous disposons de deux analyses de la composition de cet effectif. Dans un premier cas, il s'agit des brochures publiées en 1971⁷² concernant la composition des premiers 1000 adhérents du mouvement. Dans le second, elle se trouve inscrite dans le bilan du congrès de 1972 et porte sur les 3200 membres que compte le mouvement au moment du meeting. Alors que la première analyse ne propose pas de distinction entre militants parisiens et ceux des provinces, celle produite dans le cadre du congrès nous éclaire sur certaines de leurs disparités. L'analyse produite en 1972, confirmant les tendances déjà présentes lors de celle de l'année précédente, propose un état des lieux des effectifs du mouvement qui nous semble plus près de la réalité. Au-delà du recrutement qui s'accélère au cours de l'année 1972,⁷³ permettant une analyse sur l'ensemble des adhérents du mouvement, cette analyse correspond également à la dernière réalisée avant la création du Front national, qui aura pour effet d'augmenter considérablement

⁷⁰ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1971, mars). (F/7/15586) [Note].

⁷¹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 201.

⁷² Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (4 delta 1671). BDIC.

⁷³ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 201-203.

les rangs du mouvement par union avec des familles politiques qui, au départ, n'avaient que peu d'intérêt pour le militantisme d'Ordre nouveau.

Selon le bilan produit par Ordre nouveau, 1700 adhérents proviennent de Paris et de sa banlieue, et, parmi eux, 750 à 800 constituent des militants directement impliqués dans les activités du groupe. Ces informations sont corroborées à la fois par une note de la direction générale des Renseignements généraux intitulée « L'extrême droite en 1971 », produite au mois de juin de cette année, et par les estimations de Nicolas Lebourg qui chiffre ces militants actifs à 750 pour la région parisienne dans son ouvrage sur ON.⁷⁴ Les 1500 adhérents restants, sont distribués – très inégalement – dans les différentes régions de France.

Le mouvement est très largement constitué d'hommes. Respectivement, les sections parisiennes et celles de province sont composées à 85 % et 78 % de membres masculins pour une proportion totale de 81,5 % d'hommes pour 18,5 % de femmes sur l'ensemble du territoire,⁷⁵ une augmentation significative du nombre d'hommes estimé, un an plus tôt, à 68 %, alors que 32 % seraient des femmes.⁷⁶ Alors que la présence des femmes au sein du mouvement est réelle, ces dernières n'occupent presque jamais des fonctions importantes. À l'exception notable de Marie-Françoise David, militante déjà au temps d'Occident et qui sera responsable administrative nationale d'Ordre nouveau dès 1971 et candidate aux élections législatives sous la bannière du nouveau Front national en 1972, les femmes sont quasi inexistantes des archives consacrées au mouvement. On note cependant la présence de 4 candidates à l'élection législative 1972. Outre David, on retrouve Gisèle Alaton et Nicole Pépin-Malherbe, respectivement dans les 13^e et 18^e

⁷⁴ Lebourg, N., Préda, J. et Beauregard, J. (2014). *Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès, p. 29.

⁷⁵ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 202-203.

⁷⁶ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (4 delta 1671). BDIC.

arrondissements de Paris, ainsi que Françoise Vidal-Monestier dans la région toulousaine. L'une des pistes d'explication de la place prépondérante des hommes au sein d'Ordre nouveau – et de l'extrême droite en général – repose dans l'importance accordée aux thèmes liés à la famille et aux politiques natalistes que soutiennent ces mouvements et partis. Effectivement, bien que ces thèmes soient secondaires par rapport au nationalisme, à l'antimarxisme et aux volontés révolutionnaires dans les écrits d'Ordre nouveau, la défense de la civilisation occidentale passe inévitablement par une politique favorisant la natalité au sein des populations « autochtones » d'Europe. Dès le premier bilan du groupe, en 1972, la politique de population occupe une place importante. On peut effectivement lire que l'accroissement de la population devrait constituer un objectif primordial de l'État nationaliste qu'ils tentent de créer.⁷⁷ Alors que des politiques claires et définies ne sont encore jamais mises de l'avant, et que l'on suggère plutôt de créer les « conditions propices » à cet accroissement de la population par des « aides à la famille », on peut déceler les prémisses de ce qui deviendra la politique de promotion d'une division genrée des rôles au sein de la famille. Cette idée se concrétisera au sein du Front national et constituera un point important de l'arrimage de l'idéologie du mouvement néofasciste au parti national-populiste qui naîtra en son sein. Dans un rapport confidentiel des Renseignements Généraux daté du 5 février 1973 traitant d'une journée de travail organisée par le Front national, on observe la place importante de ce thème dans les discussions qui sont tenues. Évoluant légèrement sur les positions natalistes prises par Ordre nouveau, JMLP propose une vision de la famille qui ne laisse peu place à l'insertion des femmes dans la vie publique et professionnelle :

Même s'il s'oppose à l'avortement, JMLP avoue qu'il est parfois pratique et se prononce pour la contraception et regrette que la France favorise autant la natalité. Encourager la natalité est une chose bonne en soi, mais il faut que l'enfant puisse être élevé auprès de sa mère. Un pays moderne,

⁷⁷ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 316.

doit laisser la possibilité aux femmes soucieuses d'élever leurs enfants de ne pas se consacrer à d'autres tâches. La famille doit constituer un barrage humain, physique et moral contre la subversion.⁷⁸

Par ailleurs, la question de l'âge des militants constitue un enjeu important en ce qui a trait à la composition des effectifs du groupe. Alors que la volonté de dépasser l'activisme violent des mouvements précédents tels qu'Occident devait permettre, notamment par la nomination de Jean-François Galvaire à la tête du mouvement, d'octroyer à ON une légitimité plus importante auprès des militants plus expérimentés, on constate que les effectifs du mouvement restent largement constitués d'étudiants et de jeunes, qui demeurent le principal moteur du militantisme. Il est complexe de comparer ces chiffres adéquatement en raison des différences dans les barèmes utilisés pour ces deux analyses. Dans la première, publiée en 1971, on estime que 10 % des 1000 premiers adhérents du mouvement sont âgés de moins de 18 ans alors que 40 % auraient entre 18 et 25 ans. 35 % seraient dans la catégorie de 25 à 40 ans alors que seulement 15 % seraient âgés de plus de 40 ans.⁷⁹ Les analyses produites dans le cadre du congrès de 1972 nous informent encore davantage sur l'âge de l'ensemble des adhérents du mouvement. Selon ces documents, 33,5 % des membres seraient nés après 1950, ce qui correspond à un âge inférieur à 22 ans, alors que 37,5 % des effectifs seraient nés entre 1940 et 1950. Au total, ces chiffres suggèrent que 71 % des adhérents d'Ordre nouveau auraient 32 ans ou moins au moment du congrès de juin 1972. 21 % des membres seraient nés entre 1920 et 1940 – ils auraient donc entre 32 et 52 ans – alors que seulement 8 % seraient nés avant 1920.

Le document suggère ensuite une analyse des différences entre militants parisiens et provinciaux. De manière générale, les chiffres concernant les militants parisiens sont à

⁷⁸ Archives nationales. Dossier « Extrême droite 1973 ». (1973, 5 février). (19930666/21). [Rapport confidentiel].

⁷⁹ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (4 delta 1671). BDIC.

quelques détails près similaires aux tendances observables à l'échelle nationale. Il est cependant intéressant de noter la légère augmentation de membres âgés de plus de 52 ans en province. Estimés autour de 6 % en région parisienne, ils constitueraient 10 % des effectifs en province. La nature du militantisme plus jeune à Paris explique cette légère disparité. Nous constatons que la tentative d'élargissement du bassin potentiel de militants opéré par les dirigeants du mouvement constitue un échec relatif. Cependant, il expose un certain paradoxe : alors qu'on souhaite étendre le recrutement aux militants nationalistes dans les anciennes générations, l'importance accordée à la jeunesse au sein du projet révolutionnaire d'Ordre nouveau explique la prépondérance de cette tranche d'âge dans l'analyse de ses effectifs.

Un autre aspect intéressant de ces documents réside dans l'analyse de la répartition des adhérents par catégorie d'emploi, caractérisée par la prédominance des étudiants. Dans l'enquête sur les 1000 premiers adhérents en 1971, 35 % des effectifs sont constitués d'étudiants et de lycéens.⁸⁰ Notons cependant que, dans l'étude produite dans le cadre du congrès de 1972 – qui semble plus détaillée et qui s'étend à l'ensemble des encartés – les proportions des catégories d'emploi des adhérents n'étant ni étudiants, ni lycéens sont exposées de la façon suivante : il y aurait 29 % de salariés, 9 % de cadres, 7,5 % de membres issus des professions libérales, 6,5 % d'ouvriers et 4% de commerçants. Ces proportions restent semblables entre milieux urbains et ruraux. À l'exception des cadres, plus nombreux en région parisienne, et des membres issus des professions libérales, légèrement plus nombreux en province, ces données sont similaires. Le texte accompagnant les données stipule cependant que des disparités existent entre les régions. En effet, les sections comptent généralement peu de membres qui tendent à

⁸⁰ Cette proportion atteint les 44 % dans le document produit l'année suivante. Une différence majeure dans les deux documents se situe au niveau de la proportion d'ouvriers. Alors qu'en 1971, ils composaient 15 % des militants d'Ordre nouveau, ils ne sont estimés qu'à 6 % lors du congrès de 1972. Les comparaisons entre les autres groupes semblent difficiles pour le reste des effectifs en raison des chevauchements entre catégories d'emploi, significativement différentes d'un document à l'autre.

recruter dans leur entourage et dans des milieux qui, au final, sont relativement homogènes :

En Province il existe une grande disparité. La présentation des résultats globaux pouvaient [sic] faire croire à une homogénéité dans la composition des sections, ce qui n'est pas le cas.⁸¹

Finalement, un dernier aspect important du portrait des militants d'Ordre nouveau apparaît seulement dans la brochure datée de 1971 avec les antécédents politiques de ses adhérents. Cette donnée nous semble particulièrement intéressante dans la mesure où ON tente d'unifier la mouvance nationaliste autour de lui. La volonté d'unifier toutes les tendances nationalistes aux « nationaux », jugés plus modérés, ainsi que de remédier aux divergences entre les différentes générations de la frange la plus radicale de la droite devrait se matérialiser par la présence de militants issus de toutes les tendances du spectre politique droitier. Nous constatons cependant qu'une proportion de 45 % ne dispose d'aucune expérience politique, donc d'aucune affiliation avec les différents partis et mouvements politiques ayant précédé Ordre nouveau. Cette situation s'explique facilement par la surreprésentation des étudiants et lycéens qui n'ont pas accumulé d'expérience politique en raison de leur âge. Sans surprise, la seconde proportion la plus élevée regroupe les militants issus de la famille nationaliste. Les anciens militants de groupes tels qu'Occident, Europe-Action, la Fédération des étudiants nationalistes, Jeune nation et du Rassemblement Européen de la liberté constituent 25 % des effectifs recensés. Constituant la frange la plus radicale de l'extrême droite post-Deuxième Guerre mondiale, cette tendance influencera fortement l'orientation du mouvement. Le deuxième groupe en importance est constitué par les « nationaux » et notamment par des anciens militants de formations telles que Alliance républicaine, des comités Tixier-Vignancour ou de l'Action française. Constituant 15 % du total des 1000 premiers adhérents, leur présence constitue une certaine réussite

⁸¹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 203.

pour Ordre nouveau. On estime également qu'environ 10 % des membres proviennent de divers mouvements Gaullistes et centristes tels que l'Union pour la défense de la République (UDR), l'Union des jeunes pour le progrès et le centre démocrate. Encore plus surprenant, 5 % des effectifs seraient constitués d'anciens militants de gauche provenant du Parti socialiste, du Parti communiste, de Lutte ouvrière ou de la Gauche prolétarienne.⁸² Ce portrait est évidemment à prendre avec certaines réserves. Il est impossible de recouper ces informations avec des données issues de sources extérieures au groupe et il est possible qu'Ordre nouveau présente une diversité d'expérience politique lui permettant d'apparaître sous un angle plus favorable. En soulignant la présence de « nationaux », il prouve une certaine réussite dans sa volonté d'unité et en démontrant la présence d'anciens gauchistes, il propose une ouverture relativement nouvelle pour l'extrême droite. Il est à noter cependant que la présence de militants issus de la gauche au sein de mouvances d'extrême droite n'est pas une nouveauté. Les exemples de transfuges passant de l'extrême gauche à l'extrême droite pendant l'entre-deux-guerres sont fréquents. Les exemples de Jacques Doriot et de Marcel Déat, respectivement ancien communiste et socialiste qui deviendront tous les deux d'ardents militants fascistes, sont évocateurs de ce type de trajectoires. Cependant, il nous est impossible d'identifier ces profils au sein d'Ordre nouveau. Aucun de ses chefs ne semble issu de formations politiques associées à la gauche ou l'extrême gauche.

Les disparités de données entre les sources semblent difficiles à expliquer à première vue. Cependant, comme l'échantillon sur lequel ces analyses sont basées est doublé et englobe, dans un cas, les 1000 premiers adhérents, et, dans l'autre, l'ensemble des adhérents, il est possible que de tels écarts soient possibles. Ces chiffres permettent d'esquisser un portrait général du groupe, avec une surreprésentation des hommes qui s'explique par le virilisme du nationalisme et constitue un important repoussoir pour les femmes qui seraient tentées de s'y joindre. Par ailleurs, l'exaltation de la jeunesse

⁸² Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (4 delta 1671). BDIC.

par la propagande du parti s'aligne sur la surreprésentation des étudiants et lycéens au sein du mouvement, forces vives du nationalisme. Finalement, la filiation directe entre groupuscules d'extrême droite radicale et Ordre nouveau explique évidemment la prépondérance de l'engagement politique préalable au sein de la famille nationaliste pour une majorité de ses effectifs.

CHAPITRE V

1970 : ACTIONS ET MILITANTISME NATIONALISTE.

La fébrilité des militants nationalistes est palpable au moment de la création d'Ordre nouveau. Les effectifs sont encore maigres à la fin de l'année 1969, mais ceux qui sont présents ont pour la plupart acquis une certaine expérience avec Occident et sont souvent également impliqués dans la formation du GUD. Décidés à mener à bien une première action, ils amassent assez de fonds pour faire imprimer 60 000 exemplaires d'une affiche sur laquelle on pouvait lire : « *FRANCE, réveille- toi, Face au marxisme, Face au régime, camarade au combat pour un ORDRE NOUVEAU.*¹ » L'opération a pour objectif principal de faire connaître le mouvement lors d'un meeting de petite envergure dans un cinéma d'environ 400 places dans le XVe arrondissement de Paris.

Au courant de l'évènement, les opposants d'ON organisent un plasticage de la salle dont l'explosion laisse un trou béant qui entraîne l'annulation de la tenue de la rencontre. Selon les dires des militants, cette expérience fait comprendre aux dirigeants que : « *Les rouges ne [pourront] tolérer longtemps nos actions et la police, notre développement.*² » De cet échec naîtra une volonté d'affirmation encore plus grande et l'ambition d'organiser un meeting à la Mutualité. Centre de conférence de grande envergure dans le V^e arrondissement de Paris, la Mutualité est l'une des salles habituellement utilisées par la gauche et l'extrême gauche. Les dirigeants d'ON estiment que des rencontres de plus petite envergure sont plus susceptibles d'être

¹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 96.

² *Ibid.*

annulées par les forces de l'ordre ou perturbées par des activistes d'extrême-gauche, ce qui est plus difficile pour un événement de grande ampleur.

5.1. 26 février 1970 : première tentative d'organisation d'un *meeting* à la Mutualité

La date du 26 février 1970 est retenue par le mouvement pour la tenue de son premier grand rassemblement à la Mutualité avec pour objectif de réunir 2000 militants de la famille nationaliste.³ Ordre nouveau se lance dans une campagne de promotion de grande envergure et distribue près de 200 000 documents – tracts, affiches et communiqués – pour promouvoir l'évènement.⁴ Sous le thème « Europe libère toi », volontairement provocateur, les organisateurs veulent répondre aux provocations dont ils s'estiment victimes. Les attentes sont élevées et les nationalistes d'Ordre nouveau convient tous leurs camarades européens pour marquer une solidarité qui dépasse les frontières hexagonales. Cependant la réaction des militants gauchistes est rapide et sans concession. Toujours selon Ordre nouveau :

La Bête Rouge réagit immédiatement : ils blessent grièvement trois de nos colleurs d'affiches qui devront être hospitalisés; ce seront les trois premiers blessés du Mouvement; Athenour, Bethébèze, Chatain; nous nous souvenons. Ils attaquent quotidiennement nos camarades du GUD d'Assas qui les repousseront au prix de durs combats, et demandent notre interdiction : 20 associations hurlent à la mort, des appels au meurtre sont lancés, la conscience universelle s'élève, le régime aussi et devant notre détermination, décide d'interdire notre meeting, froidement, sous la menace de la gauche.⁵

³ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 97.

⁴ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux et Préfecture de police. (1971, 3 avril). (19930666/22). [Document synthèse et présentation d'ON].

⁵ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 97.

Ces propos, tenus par les responsables d'ON dans leur livre-bilan, évoquent avec justesse la volonté de la gauche de résister au développement d'un mouvement potentiellement capable de réunir les forces de la droite nationaliste et, d'autre part, participent à la construction d'un discours de double victimisation, à la fois par la gauche et par le régime, qui deviendra caractéristique du mouvement. Ils affirment : *« notre colère est inouïe, mais nous nous maitrisons. Tout le monde souhaitait nous voir casser et détruire afin de pouvoir dire : vous voyez, on avait bien raison de les interdire. »*⁶ Ce rapport à la violence s'inscrit dans la volonté du mouvement de s'extirper de l'activisme couramment reproché à cette extrême droite nationaliste.

Plutôt que de sombrer dans une violence de rue les opposant aux mouvements d'extrême gauche, Ordre nouveau, sous l'impulsion d'un petit noyau de militants motivés et présidé par Claude Joubert, s'engage dans une entreprise de propagande pour promouvoir un nouvel évènement, au même endroit et le même jour, mais cette fois organisé par « Le comité de défense de la liberté d'expression ». Dans la foulée de cette nouvelle offensive, qui se soldera également par l'annulation du meeting, Ordre nouveau s'estime alors, encore une fois, victime des représailles de la part des militants gauchistes et des forces de l'ordre :

La police nous traque la nuit pendant les collages, le Censier, la préfecture, en catastrophe, interdit à nouveau. Le 26 au soir, autour de la Mutualité, la rage au cœur, quelques petits groupes des nôtres circulent entre les barrages de CRS, casqués, fusil lance-grenade à l'épaule, matraque au poing, qui nous font circuler, pendant qu'à 500 mètres de là, dans la Faculté de Lettres de Censier, 1000 gauchistes armés jusqu'aux dents parquent après avoir tout saccagé pour soi-disant résister à un « assaut fasciste ».⁷

⁶ *Ibid.*

⁷ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 98.

L'interdiction prononcée, Ordre nouveau organise une conférence de presse pour annoncer qu'ils ne renonceront pas à l'action militante. Malgré ce revers, la volonté d'unifier le courant nationaliste perdure et les militants affichent, malgré le découragement, une détermination renouvelée.

Rappelons que les propos tenus par les membres d'Ordre nouveau dans leur livre-bilan sont destinés à leurs adhérents et doivent être considérés avec précaution. Nous choisissons cependant de les citer dans ce contexte pour illustrer le développement d'une stratégie au sein du courant nationaliste. Au-delà de la double victimisation évoquée et du rapport à la violence, la glorification des luttes passées et des combats menés par les premiers militants du mouvement est l'objet de récits romancés devant raviver une flamme militante et galvaniser les troupes. Le rapport manichéen qui oppose, dans ces écrits, les violents gauchistes aux nationalistes pacifiques vise également à ramener les nationalistes peu enclins à l'activisme musclé dans le giron du mouvement.

5.2. Vers un 13 mai à la Mutualité

Cet échec ne refroidit pas les militants d'Ordre nouveau qui, seulement quelques mois plus tard, planifient déjà une autre rencontre politique d'envergure dans la salle de conférence mythique parisienne. Cette nouvelle tentative s'inscrit dans la volonté des militants de ne pas être ghettoïsés par leurs ennemis et ainsi d'obtenir le droit de parole qu'ils estiment non-négociable. Cette démarche est par ailleurs le fruit des premières tentatives de légitimation du mouvement par l'action politique non-violente. En persévérant sans tomber dans les heurts avec les militants gauchistes et les forces policières, Ordre nouveau espère ainsi récupérer la sympathie d'éléments extérieurs au mouvement nationaliste.

La date choisie, celle du 13 mai 1970, n'est pas anodine. Fortement symbolique, elle s'inscrit dans une succession d'évènements politiques marquants s'étant déroulés dans

la deuxième partie du 20^e siècle. Le 13 mai 1958, date du coup d'état ou Putsch d'Alger qui marque la fin de la IV^e République et le retour du général de Gaulle, est considéré par ON comme une victoire du gaullisme. Le 13 mai 1968, considéré comme « le 13 mai marxiste », est marqué par une manifestation importante qui lance les événements de mai 68. Conséquemment, le 13 mai 1970 devrait, selon Ordre nouveau, correspondre à un triomphe du nationalisme.

Dès cette époque, on voit poindre les prémises d'une volonté d'Ordre nouveau de s'associer avec les grands partis d'extrême droite européens, comme le Movimento sociale italiano (MSI), qui constitue un modèle pour l'adaptation de l'extrême droite aux réalités de la fin des années 1960 et du début des années 1970.⁸ Grâce au réseau de contacts de Jean-François Galvaire, qui avait notamment participé à Rome au congrès du parti italien les 4-5 janvier précédents, des contacts sont déjà établis entre les deux formations dès les premiers mois d'existence d'Ordre nouveau. Les relations entre les deux mouvements sont matérialisées lors de l'organisation du meeting du 13 mai. Effectivement, le MSI, disposant de ressources financières et matérielles importantes, accepte de fournir 10 000 affiches aux dirigeants d'Ordre nouveau pour assurer la diffusion de la propagande relative à la tenue de la rencontre à la Mutualité.⁹

Dans son livre sur Ordre nouveau, Nicolas Lebourg aborde ce meeting crucial pour l'orientation de l'extrême droite. Il décrit le déroulement de l'événement en évoquant l'entrée en scène des délégués du MSI, gratifiés de saluts fascistes par la foule. Jean-Gilles Maliarakis, de l'Action nationaliste, dénonce vivement « les crimes de l'épuration » et glorifie la collaboration. François Brigneau, du journal Minute, se félicite du « réveil » du fascisme alors que François Duprat, représentant de Défense

⁸ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 95.

⁹ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux et Préfecture de police. (1971, 3 avril). (19930666/22). [Document synthèse et présentation d'ON].

de l'Occident, témoigne de son admiration pour la dictature des colonels en Grèce au nom du combat contre le « chancre rouge ». Autre figure importante du camp nationaliste, Jean-François Galvaire avance qu'il faut « *faire les comptes et peut-être dresser des poteaux d'exécution... la lutte pour la prise du pouvoir est ouverte et Ordre nouveau se porte candidat!* » Lebourg souligne également la présence de nombreux cadres des divers mouvements composant la droite nationaliste française : l'ancien collaborationniste Pierre Clémenti (Nouvel ordre européen, NOE), Camille Galic (Rivarol), Philippe Asselin (L'Élite européenne), les racistes de Pour une jeune Europe (PJE), d'anciens partisans de Tixier-Vignancour ou de l'OAS, etc.¹⁰

Alors que ce meeting semble concrétiser l'unité de la famille nationaliste sous la bannière Ordre nouveau, la réalité est cependant beaucoup plus complexe. Derrière cette unité de façade, d'ailleurs largement propagée par les médias et qui constitue encore l'un des mythes associés à Ordre nouveau, les tensions perdurent. Du propre aveu des membres du mouvement, les discours sont encore trop passéistes et décousus. La présence quasi exclusive de militants associés aux groupuscules d'extrême droite radicaux suggère qu'il reste encore beaucoup de travail à faire pour arriver à rejoindre l'électorat plus modéré. Plus encore, les militants affirment, dans le journal officiel du mouvement, que les autorités auraient autorisé la tenue du meeting en raison de leur conviction que le mouvement s'enliserait dans une guerre violente avec les gauchistes qui les enfermerait encore davantage dans une marginalité dont il tente paradoxalement de s'extirper.¹¹ Cependant, la manœuvre semble porter fruit : la presse s'approprie l'histoire et traite du congrès dans de nombreux articles. Une double attitude se développe dans ses lignes. D'une part on semble croire à cette union des forces

¹⁰ Lebourg, N., Préda, J. et Beauregard, J. (2014) *Aux racines du FN : L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès, p. 25-26.

¹¹ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1971, avril-mai). (4 delta 1971). *Pour un ordre nouveau*. BDIC.

nationalistes et, en ce sens, l'évènement constitue l'un des premiers développements significatifs dans l'histoire d'Ordre nouveau se constituant en mythe fondateur d'un renouvellement de la tendance. De l'autre, certains titres annoncent la « renaissance du nazisme » – affirmation qui sera sujette à une poursuite judiciaire de la part d'ON remportée en février 1972 – et adoptent une attitude particulièrement hostile au mouvement. Dans les deux cas, la situation plait aux dirigeants d'Ordre nouveau qui estiment que toute publicité est positive. Le congrès aura permis de faire parler du mouvement et le faire connaître en dehors des cercles nationalistes.¹²

Le congrès, malgré ses défauts d'organisation aura permis d'élire un conseil national de 45 membres. Cependant, au lendemain du congrès et en raison de l'amateurisme qui l'avait caractérisé, ON éprouve ses premières réelles difficultés. Me Jean-François Galvaire, militant « adulte » devant apporter au mouvement une caution bourgeoise, démissionne de ses fonctions et quitte le mouvement. Accusé de vouloir concentrer le pouvoir autour de sa personne et diriger de façon tyrannique, il claque la porte avec fracas après avoir refusé de se plier à la discipline commune. Au moment de sa démission, le 28 Mai 1970, le processus d'unification de l'extrême droite française sur les bases d'un néofascisme européen serait, selon les RG, déjà bien entamé. Dans la même lignée on place ensuite des « adultes sérieux » pour le remplacer : Brigneau, Léandri et Jeantet. Cependant derrière cette façade de notables modérés c'est Alain Robert qui détient le pouvoir et l'autorité sur les militants qui sont majoritairement des jeunes – souvent étudiants et lycéens – âgés de moins de 30 ans. Au sein du bureau politique, il peut compter sur l'appui de Duprat et Leclere et sur la neutralité bienveillante de Christian Lefevre, Roger Talbotier et Bernard Lescrainier, anciens de l'OAS. Toujours selon les RG, les « adultes » du mouvement sont conscients de jouer un rôle de façade pour donner de la respectabilité au mouvement. Cette caution permet de faciliter le financement du mouvement et de rassurer les militants modérés. Alain

¹² Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 100.

Robert, qui ne perd pas de vue l'objectif révolutionnaire est cependant prêt, à terme, à se passer de ces éléments plus modérés.¹³ Malgré le départ de Galvaire, et la relative unité qui se développe autour d'ON, il est important de constater, d'une part, que l'existence du militantisme nationaliste à l'extérieur des groupuscules radicaux semble minime et que, de l'autre, les défections isolées n'entraînent pas de mouvements de contestation généralisés à l'interne. Comme l'affirment les dirigeants :

Mieux vaut rester au sein du mouvement, même en désaccord sur certains points, que d'en partir avec fracas. Le seul gagnant est alors l'ennemi, avide d'exploiter des scissions imaginaires. Il est significatif de l'unité et de la solidarité du mouvement que ces départs, rares, ne furent jamais suivis, et que nos démissionnaires se sont retrouvés seuls, hors de notre combat, hors du combat nationaliste, dans la sombre médiocrité où notre développement les a laissés.¹⁴

Ce projet d'unité, cher aux militants d'Ordre nouveau, constitue l'un des points centraux à l'origine de la création de l'organisation. Il n'est cependant pas aisé à réaliser : d'un côté les éléments les plus radicaux, historiquement divisés, accusant ON de manque de pureté idéologique, hésitent à rejoindre un mouvement souhaitant s'associer aux « nationaux » et, de l'autre, ces nationaux restent extrêmement méfiants quant à la présence des nervis de l'extrême droite formés politiquement lors de rixes les opposant aux militants gauchistes au Quartier latin.

5.3. L'élaboration d'un nouveau rapport à la violence politique

Depuis la création d'Ordre nouveau, la volonté de renouvellement de l'extrême droite apparaît comme centrale. Or, ce renouvellement s'opère sur deux niveaux : celui du discours et de l'idéologie et dans un rapport à l'activisme et à la violence constituant

¹³ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux et Préfecture de police. (1971, 3 avril). (19930666/22). [Document synthèse et présentation d'ON].

¹⁴ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 101.

les deux pans d'une restructuration du courant. Dès l'organisation des premiers *meetings* et conférences du mouvement, les tensions associables à cette réorientation sont évidentes. Cependant, qu'il s'agisse des publications officielles du mouvement ou des notes internes de ses militants, cette volonté de réorganisation est palpable dès le début de l'année 1970 et se caractérise par l'élaboration d'une stratégie qui se développera tout au long de l'histoire d'ON.

Sur le plan idéologique, Ordre nouveau s'affaira, avec des succès relatifs, à évincer les références directes au fascisme et au passé sulfureux des militants de son organisation. Cependant, du propre aveu de ses dirigeants, les discours prononcés lors des premiers rassemblements, notamment celui de la Mutualité, le 13 mai 1970, sont encore teintés d'un substrat idéologique directement inscrit dans une filiation avec les mouvements fascistes desquels ils souhaitent se dissocier. À ce moment, le mouvement est confronté à une situation qui rend l'opération particulièrement difficile : malgré la tentative d'intégrer les *leaders* d'une droite plus modérée, la base militante est encore largement constituée de militants issus des groupuscules les plus radicaux de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Alors qu'en 1970, ce processus de modernisation idéologique du mouvement n'en est qu'à ses balbutiements, et que la volonté d'« euphémisation » idéologique et linguistique du discours de l'extrême droite nationaliste commence à peine à se développer, son rapport à la violence politique constitue un tournant majeur.

Comme nous l'esquissions dans les premières parties de ce chapitre, la volonté d'union de l'opposition nationale, devant permettre l'élargissement du bassin militant d'Ordre nouveau par l'arrivée de militants plus modérés sera caractérisée par une stratégie de victimisation de la part du courant nationaliste. Au militantisme viril, associé aux groupuscules nationalistes à l'origine de la création d'ON, se substitue une attitude victimaire suggérant un recours à la violence strictement défensif. Effectivement, de la revendication d'altercations musclées en passant par la célébration d'attaques violentes

de groupuscules d'extrême gauche, les militants nationalistes ont constitué leur réputation sur un recours à la violence politique agissant comme un outil de leur lutte révolutionnaire. Cependant, la volonté de participation au système électoral modifie significativement ce rapport à la violence. L'inscription dans le cadre légal repousse la violence à l'extérieur du champ d'action de la nouvelle structure encadrant les nationalistes. La perspective des Renseignements généraux sur la formation d'ON confirme, dès les premières activités du groupe, que la volonté de modifier les pratiques de l'extrême droite est une priorité. Dans un dossier concernant la reconstitution de ligues dissoutes, analysant les similitudes entre Occident et Ordre nouveau, les RG notent cependant que cette particularité constitue une différence majeure entre les deux groupes. L'utilisation des termes « violence offensive » et « violence défensive » apparaît alors pour la première fois dans les rapports des autorités sur l'activité de cette frange radicale du camp nationaliste français.¹⁵ La volonté d'organisation d'Ordre nouveau n'échappe pas aux autorités qui soulignent, en plus d'une plus fine organisation favorisant la collégialité par la création d'un bureau politique, que le mouvement se dote d'une réelle stratégie politique, d'une doctrine et d'une presse conséquente. Alors qu'Occident n'était qu'une organisation violente, les RG estiment que :

De façon générale, les responsables ont su jusqu'alors contenir les ardeurs offensives des militants les plus ardents et les actions violentes n'ont été souvent lancées qu'en riposte à des attaques gauchistes. Il n'en est pas moins vrai que le mouvement d'extrême droite ON présente bien des aspects inquiétants notamment par sa doctrine nationaliste quelques fois bien proche des thèmes néo-nazis. Les succès récents du MSI en Italie ne peuvent que constituer un encouragement et un exemple pour les responsables d'ON.¹⁶

¹⁵ Archives nationales. (1970). (19930666/22). [Dossier sur la reconstitution de ligue dissoute].

¹⁶ *Ibid.*

Par ailleurs la crainte de dissolution reste une considération importante dans l'orientation stratégique du mouvement. Dans un autre document de synthèse sur la formation d'ON par les RG, on peut lire que cette volonté est notamment portée par Jean-François Galvaire qui tente par tous les moyens de tempérer les élans des plus jeunes militants au cours de l'année 1970.¹⁷ Cette évolution est importante dans la mesure où elle change le rapport qu'entretient Ordre nouveau avec son potentiel électoral. Se présentant systématiquement comme la victime de militants gauchistes violents, le mouvement tente de rallier les nationalistes les plus frileux. Cette tactique s'accroîtra tout au long de l'existence d'Ordre nouveau jusqu'à sa dissolution en 1973.

Pour illustrer cette progression, il nous semble important de citer un événement qui illustre cette démarche. En effet, en avril 1971, dans la foulée des heurts entre les gouvernements français et algérien dans le contexte du premier choc pétrolier, les dirigeants d'Ordre nouveau tentent d'organiser un grand rassemblement sur les Champs-Élysées pour rassembler tous les nostalgiques de l'Algérie française le 13 mai suivant. Souhaitant recruter des militants dépassant les habituels sympathisants d'ON, ses dirigeants s'engagent dans une foule de préparatifs et mettent en branle une propagande impressionnante (collages, tracts, communiqués). Les attentes du mouvement sont élevées et les chefs d'ON espèrent rassembler une foule de 5000 à 6000 personnes. Cependant, le rassemblement se heurte à une forte réaction tant des militants d'extrême gauche que du gouvernement français. Alors que les premiers organisent une importante contremanifestation, le second frappe la manifestation d'interdiction.¹⁸

¹⁷ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux et Préfecture de police. (1971, 3 avril). (19930666/22). [Document synthèse et présentation d'ON].

¹⁸ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 125.

Dans la foulée de cette manifestation, tenue malgré l'interdiction et caractérisée par un succès tout relatif, le mouvement fait paraître un article dans les pages de son organe de presse *Pour un ordre nouveau*. L'article intitulé « Contre l'État policier » sert la double fonction de rapporter les événements relatifs à cette manifestation ainsi que d'esquisser les grandes lignes de la stratégie du mouvement pour faire face aux pressions de l'État et des militants gauchistes. L'article prend la forme d'une énumération des « injustices » dont seraient victimes les militants nationalistes.¹⁹ Du lynchage systématique par les militants d'extrême gauche à l'acharnement judiciaire des forces de l'ordre et de l'État à leur endroit, les militants nationalistes seraient victimes d'un système qui les opprimerait de façon démesurée.

Cet article, bien qu'anecdotique, exemplifie la stratégie qui se développe au sein de l'extrême droite française et qui culmine par l'action d'Ordre nouveau :

L'une des stratégies développées par Ordre nouveau consiste à présenter tout recours à la violence dans une perspective défensive lui permettant d'assumer une posture victimaire et d'ainsi positionner ses ennemis, qu'il s'agisse de l'extrême gauche ou de l'état, dans une position d'agresseur.²⁰

L'insistance avec laquelle on martèle les accusations de « lynchage » et « d'attaques systématiques » de la part des ennemis des nationalistes suggère que l'implication des militants d'Ordre nouveau dans des rixes et affrontements serait exclusivement la résultante d'agressions qui légitimeraient l'usage d'une force et d'une violence défensive. Cependant, l'analyse des documents internes du mouvement évoque une situation complexe. Il devient apparent que la violence et l'activisme musclé caractéristique de l'extrême droite reste célébrée dans un entre-soi militant qui glorifie le passage à tabac des adversaires politiques du camp nationaliste. Dans l'ouvrage-

¹⁹ Voir *Annexe A* pour l'article complet.

²⁰ Bérubé-Sasseville, O. (2018). « Contre l'État policier. Article publié dans le journal *Pour un ordre nouveau* (no 1, 1971) ». *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2(28), 79-85.

bilan d'Ordre nouveau, au départ exclusivement réservé aux membres du mouvement, on peut lire, en référence à l'interruption brutale d'une pièce sur Eva Peron représentée par un travesti et produite par le Théâtre de l'Épée de Bois en 1971 :

Décision fût prise de couper court à ce flot de boue, pour prouver de la façon la plus éclatante qu'on ne salit pas impunément ainsi la mémoire de cette morte glorieuse – Evita Peron, l'idole de son peuple. [...] Un commando fut monté qui attaqua le théâtre, rossa le travesti, mais la camionnette ayant amené le matériel fut repérée, et le chauffeur, notre ami Jacques Charrasse, fut arrêté le soir même.²¹

La contradiction entre les propos exprimés dans l'entre-soi militant du mouvement et dans ses publications officielles témoigne du rapport stratégique qu'entretient Ordre nouveau avec la violence politique. De plus en plus conscients que cette agitation, qui ne cesse de plaire aux plus radicaux de ses militants, devient impraticable et injustifiable dans le contexte de l'inscription d'ON dans la politique électorale, les dirigeants du mouvement en arrivent à un constat implacable :

Bien que parfaitement légitime et nous ayant personnellement fait le plus grand bien, cette opération contribua à jeter sur nous une image de marque désastreuse, un boulet dont nous nous séparerons difficilement.²²

C'est donc dans cette optique que se crée, au sein du mouvement Ordre nouveau, les bases d'un rapport à la violence politique relativement nouveau pour l'extrême droite d'après Seconde Guerre mondiale en France. Conscients qu'une violence agressive contribue à la marginalité politique dont le mouvement tente de s'extirper, et que, de surcroît, l'infériorité des effectifs nationalistes face à une extrême gauche en position

²¹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 105.

²² *Ibid.*

de force dans la foulée des soulèvements de mai 68 assure de toute façon une série de déconvenues humiliantes, les dirigeants d'Ordre nouveau estiment que :

Au stade de développement actuel du mouvement, il vaut mieux les éviter. Nous avons pour l'instant assez de combats à engager et de coups à prendre ou à donner pour défendre nos meetings, nos manifestations, nos ventes, nos collages sans chercher au-delà et pousser l'opinion contre nous plus encore.²³

Cette distorsion entre l'appétit des militants de la première heure pour l'activisme violent et l'apparente volonté de projection d'une image assagie de la part des dirigeants du mouvement est par ailleurs exposée par le nombre élevé d'altercations et autres actes de violence perpétrés par des militants associés à Ordre nouveau pendant sa courte existence. Malgré l'élaboration de cette stratégie, Ordre nouveau aurait été impliqué, selon un document adressé au cabinet du Premier ministre, dans 82 actes de violence publique entre janvier 1971 et juin 1973. Le « moment » Ordre nouveau constitue donc un temps charnière pour l'extrême droite française. Tirillés entre un passé activiste revendiqué et un futur que l'on imagine inscrit dans les logiques parlementaires traditionnelles, les militants d'extrême droite s'engagent dans une réflexion sur l'usage de la violence à des fins politiques qui culminera dans l'organisation de la stratégie de Front national. Dans ce contexte, la stratégie de victimisation développée par le camp nationaliste devrait agir comme puissant outil de légitimation.

Bien que relativement nouvelle, cette stratégie est également observable au sein de mouvements d'extrême droite hors des frontières de l'hexagone. Effectivement, comme le souligne Pauline Picco, ces méthodes sont également favorisées par l'extrême droite italienne de la période :

²³ *Ibid.*

Imputer la violence au système participe d'un processus de victimisation prégnant dans la rhétorique et l'idéologie d'extrême droite, nourri par l'idée que les gauchistes bénéficieraient des protections judiciaires ou étatiques.²⁴

L'idée selon laquelle les militants de gauche sont protégés par les forces de l'ordre est mise à l'épreuve par les dirigeants d'Ordre nouveau, qui, notamment à travers les pages de leurs organes de presse et par communiqués, ne cessent de réclamer l'interdiction de groupes gauchistes tels que la Ligue communiste. En invoquant la loi du 10 janvier 1936, à l'origine de la dissolution des ligues fascistes de l'entre-deux-guerres, ON se place dans une situation problématique pour les pouvoirs publics : soit ils cèdent aux demandes du mouvement nationaliste et interdisent la LC, ce qui constituerait une victoire certaine pour ON, soit on ne prononce pas la dissolution, ce qui permet à Ordre nouveau de mettre de l'avant sa rhétorique selon laquelle ces mouvements jouissent d'un traitement de faveur de la part du gouvernement français. Ironiquement, la Ligue communiste et Ordre nouveau seront tous deux dissous par décret de l'État français en juin 1973.

Comme nous l'avions abordé dans le chapitre portant sur le contexte de l'action d'ON, le climat idéologique de l'après mai 68 aura également un impact sur le développement de la stratégie de victimisation mise de l'avant par l'extrême droite française au début des années 1970. Comme nous l'exposons, la tendance à la contre subversion d'une part de l'électorat français permet à ON d'exprimer une opposition à l'extrême gauche trouvant sa légitimité dans une exagération de la violence de cette gauche combinée à une euphémisation de son propre recours à la violence à des fins politiques.

Par ailleurs, pour mener cette quête de légitimité, tout en tâchant de ne pas repousser ses militants de la première heure, Ordre nouveau développera un habile stratagème. Effectivement, plutôt que de revendiquer les actes de violence commis par ses

²⁴ Picco, P. (2014). « Théoriser la violence politique à l'extrême droite en Italie ». *Storicamente*, 10(1), 99-122.

membres, le mouvement nationaliste fera porter la responsabilité de ces écarts par les organisations satellites qui y sont associés. Les actes passibles de représailles judiciaires sont de plus en plus commis, au fil de l'évolution d'Ordre nouveau vers la création du Front national, par des militants associés au Groupe union défense et à l'Union de défense des lycéens. Par ce détournement, ON permet à la fois à ses militants de persister dans un militantisme agressif tout en tentant d'accéder à un statut de parti politique respectable.

Pendant toute l'histoire d'Ordre nouveau, ce tiraillement entre quête de légitimité caractérisée par un rejet du militantisme violent et attachement à l'activisme musclé historiquement associé au courant d'extrême droite français sera au cœur des débats concernant les orientations du mouvement. Alors que le Front national devait constituer une étape finale à l'inscription de la mouvance nationaliste dans le jeu politique traditionnel, l'appétit de certains militants pour l'action violente restera cependant un enjeu important. L'année 1970 marque cependant une étape importante dans le processus de « normalisation » d'Ordre nouveau qui franchit une nouvelle étape dans son évolution en se dotant d'un quartier général officiel dans le 4^e arrondissement de Paris.

5.4. Le quartier général : 8 rue des Lombards

Jusqu'alors, Ordre nouveau ne disposait pas d'un quartier général capable d'accueillir les militants, de permettre la tenue d'évènements et d'organiser les activités du mouvement. Disposant uniquement d'une boîte postale lui permettant de recevoir son courrier par l'entremise d'une entreprise de domiciliation commerciale située au 43 rue de Charenton dans le 12^e arrondissement de Paris, il devient nécessaire, dans la foulée

du congrès fondateur du mouvement, de se doter d'un local et ainsi d'assurer une présence physique du nouveau groupe politique.²⁵

Un local, ancienne boutique de bouchons, située au 8 rue des Lombards dans le 4^e arrondissement de Paris, devient le quartier général du mouvement.²⁶ Une période de rénovation et d'aménagement, à l'été et l'automne 1970, permet aux militants de s'installer et de s'intégrer au quartier sans éveiller les suspicions. Comme le racontent les militants de la première heure, cette période de transition permet de nouer des liens avec les habitants du quartier en se gardant bien de dévoiler les allégeances politiques du mouvement qui allait s'établir dans le voisinage :

grande fut la surprise dans le coin de voir qu'au lieu du restaurant ou de la boîte de nuit qu'on attendait, c'était le repère des « fascistes-assassins » décrits par la grande presse et la gauche, et que finalement nous étions des gens très bien.²⁷

Cette volonté d'établir des relations cordiales avec le voisinage sera importante pour l'Ordre nouveau. Effectivement, ils affirment qu'il se développe dans le quartier une bienveillance à leur égard qui se matérialise à la fois par une vigilance et une protection face aux éventuelles attaques de militants d'extrême gauche et par un soutien électoral alors que le mouvement obtient son résultat le plus élevé aux élections municipales de 1971 dans le bureau de vote voisin de la rue des Lombards, soit 7 % par rapport à la moyenne parisienne de 2,9 %.

²⁵ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1970, avril). (F/7/15585) [Bulletin mensuel, (154)].

²⁶ Archives nationales. Sous-direction des affaires criminelles. (1973, avril). (19930666/21). [Note au ministère de l'Intérieur].

²⁷ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 103.

Le nouveau local est inauguré le 20 novembre 1970. Selon les renseignements généraux, plus de 500 sympathisants sont présents lors de l'évènement²⁸ alors que les dirigeants d'Ordre nouveau annoncent une présence d'un millier d'entre eux.²⁹ Ce cocktail inaugural est considéré comme un succès pour les dirigeants qui estiment avoir su rallier une partie de la droite nationale à leur groupe. La salle est constituée de trois immenses bureaux, d'une grande salle de réunion, d'une salle de machines, d'un grand hall d'accueil et organisée de façon à pouvoir faciliter la sécurité des militants et sympathisants présents en cas d'attaque.

La date du 20 novembre marque également la reprise des activités du mouvement. Dans une conférence de presse suivant l'inauguration de son quartier général, Paul Léandri annonce la volonté du mouvement de présenter 90 candidats à Paris et plusieurs dizaines d'autres en province lors des élections municipales de 1971.³⁰ Cette conférence ouvre une nouvelle phase dans le développement d'une extrême droite en quête de légitimité politique.

²⁸ Archives nationales. Direction centrale des renseignements généraux. (1970, 21 novembre). (F/7/15556) [Bulletin quotidien].

²⁹ Renault, A. (2009). Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973. Paris : Déterna, p. 103

³⁰ Archives nationales. Direction centrale des renseignements généraux. (1970, 21 novembre). (F/7/15556) [Bulletin quotidien].

CHAPITRE VI

1971 : L’AFFIRMATION DU STATUT DE PARTI POLITIQUE.

Alors que l’année 1970 avait été celle des balbutiements, l’année 1971 est marquée par une accélération du militantisme, l’intensification des *meetings* et de la propagande du mouvement et, finalement, d’une première participation au processus électoral lors des municipales de mars 1971.

6.1. Le *meeting* du 9 mars au Palais des sports

Ayant affirmé sa volonté de constituer un parti politique inscrit dans la légalité, Ordre nouveau s’engage dans une démarche électorale. Outre une participation isolée à une élection législative partielle dans le 12^e arrondissement en 1970, la première étape de ce processus consiste à présenter des listes pour l’élection municipale des 14 et 21 mars 1971. Les intentions du mouvement sont claires, on souhaite intégrer la politique *mainstream* et assurer une présence nationaliste dans le débat public :

De plus notre action politique devait être empreinte de la plus stricte légalité. Nous voulions un parti officiel, dont les responsables sont connus de tous, capable de participer à toutes les luttes politiques, syndicales, électorales. Plus que jamais, il fallait appliquer notre mot d’ordre : PRÉSENT PARTOUT.¹

¹ *Ordre nouveau informations*. (1971, mars-avril). (4 delta 1671). BDIC.

Cette participation devrait assurer le passage du statut de groupe à celui de parti politique pour Ordre nouveau. La présentation de 14 listes dans Paris constitue une surprise pour les observateurs qui doutaient des capacités d'organisation matérielle du groupe. L'organisation de *meetings*, de conférences et de congrès sera largement facilitée par cette participation électorale et devrait rendre plus difficile de justifier, pour les forces de l'ordre, le refus de la location de salles comme le Palais des Sports ou la Mutualité. L'enjeu est considérable, l'entrée en politique électorale marque un point tournant pour l'extrême droite nationaliste.² Un second rassemblement d'envergure pour marquer la participation à aux élections municipales est organisé le 9 mars 1971 au Palais des congrès. Ses dirigeants auront notamment à :

Tester [leurs] militants dans la rue, évaluer [leur] impact sur l'opinion, voir la réaction des adversaires et sonder [leur] popularité dans les milieux nationaux en multipliant de petits meetings de quartier qui, par ailleurs, [leur] permettraient de rôder l'organisation et de former des orateurs en vue des grands rassemblements.³

L'intention d'Ordre nouveau d'investir le cadre électoral occasionne une réponse à la fois des forces de l'ordre et des groupes militants d'extrême gauche. À chaque tentative d'organisation de meeting, les militants nationalistes sont opposés à une forte présence de militants gauchistes s'opposant à la tenue des rencontres. Du propre aveu des membres d'Ordre nouveau, les militants marxistes tiennent la rue et assurent une présence qu'il est extrêmement difficile à combattre pour les nationalistes. Les points de vente à la criée du journal *Pour un ordre nouveau*, notamment aux métros Abbesses dans le 18^e arrondissement et Convention dans le 15^e, deviennent des endroits d'affrontement particulièrement sensibles.

² *Ibid.*

³ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 108.

La réputation sulfureuse des militants nationalistes continue de rendre les propriétaires et directeurs de salles vigilants face à leurs requêtes de location. Par peur des affrontements violents, hostilités idéologiques ou par consigne des autorités,⁴ les militants d'Ordre nouveau affirment se heurter à des refus systématiques contre lesquels ils devront user de stratagèmes pour parvenir à trouver des lieux de rassemblement.⁵

Suite à ces quelques *meetings* et rencontres tenus malgré les difficultés rencontrées quant à la location de salles, ON s'engage dans l'organisation d'un grand rassemblement au Palais des sports pour finaliser les préparatifs avant les élections municipales. Les 130 candidats qui représenteront la formation d'extrême droite sont choisis à la hâte pour être présentés à la foule de militants présents lors de l'évènement. Encore une fois, c'est le journaliste et écrivain François Brigneau qui parle à la tribune dans l'optique de rallier les militants plus âgés au mouvement. Au départ un peu refroidi par le départ de Jean-François Galvaire, Brigneau se rallie définitivement au mouvement et semble conquis par l'action déterminée de cette nouvelle génération de nationalistes.

Un important effort, autant financier qu'organisationnel, est déployé par l'organisation. Alors que les estimations des RG suggèrent la production de 250 000 tracts, 20 000

⁴ Affirmation faite par les membres d'Ordre nouveau. Il est possible de croire que des pressions furent exercées sur les directeurs de salles, mais il s'agit ici d'une affirmation que nous ne sommes pas en mesure de vérifier.

⁵ Cette peur des propriétaires et directeurs de salles est confirmée dans une note de la préfecture de police datée du 4 mars 1971 dans laquelle on explique que la peur face à l'imminence d'une confrontation avec les gauchistes complique significativement la location du Palais des sports par les militants d'Ordre nouveau. Malgré tout, les dirigeants d'ON arrivent à louer certaines salles avant la tenue du grand meeting du 9 mars : « le cinéma Crimée dans le XIXe, la Maison des Basques, dans le XVIe, la salle du 44, rue de Rennes, dans le VIe, le cinéma Olympic, dans le XIVe, une salle à Sceaux, une autre à Pontoise... » (ON, p. 108)

affiches et 10 000 invitations,⁶ les chiffres avancés par les membres d'Ordre nouveau sont, quoi que tout de même considérables, un peu plus modestes : « 200 000 tracts, 100 000 papillons, 20 000 affiches grand format sont imprimés, diffusés, collés; 5000 invitations sont envoyées.⁷ » Ces chiffres semblent être des estimations assez grossières, tant de la part des autorités que des membres d'Ordre nouveau. Dans un numéro d'*Ordre nouveau informations*, paru dans la foulée des élections municipales, on mentionne 15 000 affiches et autant d'invitations. Considérables, ces différences rendent difficile l'analyse de l'étendue de la propagande mise de l'avant. Cependant, on mentionne une somme de 4 millions d'anciens francs débloqués pour la préparation du meeting; dont 1 million pour la seule location du Palais des sports.⁸ Malgré une posture défensive adoptée par les chefs d'Ordre nouveau, qui affirment dans leur bilan des événements s'être comportés de façon civilisée et n'avoir participé de manière qu'exclusivement défensive aux affrontements qui les opposeront aux gauchistes le soir de l'évènement, les tracts distribués dans les jours précédant la tenue du congrès suggèrent une autre situation. Effectivement, sur ces tracts, on peut lire des affirmations telles que « gauchistes... on vous fera la peau » ou encore « fusillez Jean-Paul Sartre⁹ ». Ces appels à la haine et la violence détonnent avec la position victimaire qui se développe au sein du mouvement. Les dirigeants d'ON racontent avoir eu maintes rencontres avec les services de police parisiens afin de s'assurer de la bonne tenue du congrès et témoignent de promesses leur ayant été faites afin d'assurer la protection des militants présents au Palais des sports. Malgré ce dispositif, les militants

⁶ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux et Préfecture de police. (1971, 3 avril). (19930666/22). [Document synthèse et présentation d'ON].

⁷ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 116.

⁸ *Ordre nouveau informations*. (1971, mars-avril). (4 delta 1671). BDIC.

⁹ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1971, 28 mars). (19930666/22) [Document interne].

nationalistes sont inquiets des manifestants gauchistes, qui, selon des informations recueillies par des informateurs, auraient l'intention de s'armer de cocktails Molotov. La présence de 400 à 500 volontaires armés et casqués dans son service d'ordre, témoigne des tensions qui animent les jours précédant le rassemblement. Une perquisition dans les locaux d'Ordre nouveau le lendemain des affrontements confirmera le niveau d'organisation de son service d'ordre. On y trouve notamment 150 tubes métal de 2m50, 400 de 1m, 80 manches de pioches, 40 boucliers de bois, 5 casques, 1 fusil de chasse.¹⁰ Des militants de la Ligue communiste, de Révolution (tendance minoritaire de la LC), et du Parti socialiste unifié (PSU) ont pris la parole notamment pour proposer de regrouper leurs militants près de la porte de Versailles avant de se rendre au palais des sports. Ils donnent par ailleurs la consigne de ne pas se déplacer seuls aux abords de la salle et de former des groupes d'une quinzaine de militants et annoncent qu'une rencontre finale sera tenue à Censier le lendemain. Parallèlement, une autre rencontre préparatoire sera organisée par le Secours rouge à la faculté de médecine de la rue des Saints-Pères et regroupera quant à elle environ 250 militants en vue de l'organisation de la contremanifestation. Face à cette réponse organisée, les dirigeants d'Ordre nouveau décideront même de prendre une assurance de 5 millions de francs englobant les dégâts matériels et les dommages corporels auprès

¹⁰ Selon une note confidentielle de la préfecture de police datée du 8 mars, on craint des attaques non seulement le lendemain au Palais des sports, mais également le jour précédant la tenue de l'évènement, notamment au quartier général de la formation d'extrême droite, Rue des Lombards, et au café chez Tareyre, endroit dans lequel les militants nationalistes ont l'habitude de se rencontrer. Par ailleurs, une autre note de la préfecture de police datée du 9 mars nous informe de la tenue d'une rencontre, tenue en présence de 300 personnes au resto U de la fac de Nanterre la veille, lors de laquelle les groupes gauchistes se sont entendus sur les modalités de la contremanifestation. Dans un dossier concernant les affaires violentes mettant en cause des éléments d'ON par la direction centrale de la police judiciaire à partir des messages parvenus à la 6^e section en provenance des SRPJ et des préfectures de police pour les années 70-73. Archives nationales. (19930666/23).

de la firme CASANOVA.¹¹ Alors que les heures passent avant la tenue du congrès, l'inquiétude s'empare des membres d'Ordre nouveau :

En effet, dehors, toujours pas l'ombre d'un képi de gendarme. C'est le piège que nous flairions. La colossale provocation d'un régime qui joue un peu trop avec le feu. Les forces de police sont nombreuses, certes, mais massées loin de là, prêtes à intervenir lorsque tout sera fini. Ce n'est pas la crainte de l'affrontement qui nous inquiète; celui-là, cette explication nous sommes 500 à l'attendre impatiemment; ce sont les suites, les poursuites judiciaires, les responsabilités des incidents que l'on ne manquera pas de nous attribuer...¹²

Les confrontations ne tarderont pas à se concrétiser. Selon les dirigeants d'Ordre nouveau, c'est vers 20h que les premiers heurts ont lieu. Donnant l'ordre à un premier groupe de 100 militants de sortir pour ouvrir les portes du Palais des sports, Ordre nouveau crée un mouvement de panique chez ses opposants qui « *se regroupent vite de l'autre côté de la place et... commencent tranquillement à dépaver la rue à grands coups de pioche.* » Les tensions s'accroissent lorsque, vers 20h30, le deuxième groupe du service d'ordre s'amène en renfort pour faire face à 1000 militants gauchistes disposant d'un important arsenal de projectiles. Avec 200 militants dehors et environ 300 à l'intérieur, les dirigeants d'ON réussissent à ouvrir les portes de l'établissement, non sans peine, sous une pluie de projectiles lancés à bout portant et malgré les confrontations violentes faisant rage à l'extérieur, et permettent ainsi à 1500-2000 militants et sympathisants d'entrer dans l'établissement. Glorifiant encore une fois l'action de son Service d'Ordre, Ordre nouveau décrit la suite des affrontements de la façon suivante :

Les premiers cocktails éclatent à nos pieds. Il est 21h10. De très nombreux blessés sont évacués, de part et d'autre. On a jamais vu un tel corps à corps,

¹¹ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1971, 28 mars). (19930666/22) [Document interne].

¹² Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 118.

autant de courage chez les nôtres qui combattent à 1 contre 10; c'est alors que le gros du cortège gauchiste arrive : 4 à 5 000, casqués, armés, ils sont à 300 mètres. Tout notre Service d'Ordre, auquel se sont joints 200 à 300 volontaires parmi les spectateurs, nu-tête et mains nues, sont dehors. 5000 contre 700, 800!¹³

Ayant demandé sans succès l'interdiction de la manifestation, les groupuscules gauchistes s'en remettent donc à une contremanifestation qui sert un double motif. D'une part, il s'agit évidemment de combattre l'extrême droite dans l'une de ses manifestations les plus probantes, et, de l'autre, ils comptent profiter de l'occasion pour dénoncer la connivence entre les « fascistes » et les services de police qui refusent d'annuler le rassemblement. Conscients du risque élevé de confrontation avec le service d'Ordre d'ON, les gauchistes, avec, en première ligne, les militants de la tendance maoïste, se présenteront casqués et armés de barres de fer.¹⁴ On observe alors une opposition entre groupes d'extrême droite et d'extrême gauche qui se renvoient mutuellement l'accusation d'être soutenus par les forces de police. Pour ces deux extrêmes, le soutien du régime constituerait une alliance qu'ils ne peuvent se permettre d'accepter et la dénonciation des injustices qu'ils subiraient aux mains des autorités accentue la stratégie de victimisation développée par Ordre nouveau – et également par les mouvements gauchistes – afin d'augmenter l'appui de l'opinion publique.

Toujours dans le bilan de l'action d'Ordre nouveau produit dans le cadre de son congrès de 1972, on poursuit la description de la violence des combats et l'intervention des forces de l'ordre. Une note interne de la préfecture de police confirme cette violence en dénombrant 69 blessés du côté des autorités lors de l'intervention. Ne manquant pas

¹³ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 119. Exagérée, la présence gauchiste est cependant réelle et nombreuse. Selon les estimations des forces de l'ordre transmises par l'entremise d'une note à la préfecture de police datée du 10 mars, l'appel de l'ensemble des formations gauchistes aurait réussi à mobiliser environ 3500 manifestants selon les RG. Archives nationales. (19930666/22).

¹⁴ Archives nationales. (1971, 10 mars). (19930666/22). [Note de la préfecture de police de Paris].

de rappeler que les forces de l'ordre ont attendu au dernier moment pour intervenir, les dirigeants d'ON estiment qu'elles ont laissé les militants et sympathisants dans une position précaire en refusant d'investir les lieux au début des combats :

L'affrontement va être horrible, les uns comme les autres n'ayant nulle envie de reculer et c'est alors que devant la gravité de la situation, sans ordre supérieur, spontanément, vont intervenir les forces de police indignées de rester l'arme au pied devant un tel spectacle; ce qui les y décide est une formidable explosion; ce n'est en fait qu'une O.F. qui saute au milieu d'un groupe gauchiste, mais ils ont cru qu'il s'agissait des installations du Palais. Et si, pour protéger des spectateurs, ils ont ordre de ne pas bouger, pour protéger du matériel, ils peuvent intervenir. Voilà les consignes du ministère de l'Intérieur.¹⁵

Ironiquement, l'intervention policière permet au meeting du 9 Mars 1971 d'avoir lieu malgré une forte opposition gauchiste. Selon les organisateurs, l'ambiance est « extraordinaire ». Galvanisée par les affrontements à l'extérieur de la salle, la foule est remontée et prête à écouter le discours de Brigneau qui décrit *Ordre nouveau* comme : « *un mouvement de jeunes qui, par son sérieux suscite un mouvement d'adultes : c'est la première fois qu'un tel cas se présente, il mérite qu'on s'y arrête.* »¹⁶ Pour les responsables, cette rencontre sera déterminante tant au niveau de l'impact qu'elle aura sur les militants que sur l'opinion publique. Dans son organe de presse *Ordre nouveau informations*, on évoque un changement important dans la composition socioéconomique des participants au rassemblement. Alors qu'historiquement divisé en deux catégories distinctes, d'un côté de très jeunes

¹⁵ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 120.

¹⁶ *Ibid.*, p. 117.

militants organisés et à « l'aspect folklorique¹⁷ » et, de l'autre, des gens âgés nostalgiques d'une autre époque, le public du meeting du 9 mars regroupait plutôt :

un public de condition modeste, résolu et déterminé, de tous âges, mais avec une forte majorité de gens de 30 ans. [...] Là, pour la première fois, nous avons un autre public, des gens venus non pour s'amuser mais pour travailler, décidés à reprendre ou poursuivre le combat. Ce sont ces gens-là qui ont toujours fait défaut au mouvement, ce sont eux qui seront les assises de notre parti. Ce sont ces gens-là qui sont un peu notre victoire du 9 mars.¹⁸

La présence de ce nouveau public, qu'on estime indispensable au développement, autant au niveau structurel et organisationnel qu'à celui de l'image du parti, se traduira par quelques 200 nouvelles adhésions. Alors que les dirigeants espéraient une foule de 10 000 personnes, la présence de 5000 militants est considérée comme une victoire dans le contexte. Les affrontements qui faisaient rage à l'extérieur ont empêché, selon les organisateurs, la présence d'un nombre important de sympathisants nationalistes. Satisfaits des discours tenus lors du meeting, lors desquels les orateurs ont réussi à éviter les erreurs de la Mutualité en ne sombrant pas dans un excès de nostalgie, les dirigeants du mouvement estiment que 9 mars marque une étape cruciale dans le développement du parti :

Nous avons donc tenu parole et montré que lorsqu'il le fallait nous savions livrer bataille, nous n'avons pas trompé le militant, nous avons réveillé la flamme du nationalisme en France.¹⁹

Dans la foulée de la tenue du rassemblement au Palais des sports, l'ensemble des groupuscules d'extrême gauche élabore un projet de texte commun pour faire front

¹⁷ Euphémisme utilisé dans les pages du quotidien, probablement pour masquer d'évidentes affiliations à divers mouvements ouvertement fascistes.

¹⁸ *Ordre nouveau informations*. (1971, mars-avril). (4 delta 1671). BDIC.

¹⁹ *Ibid.*

contre le fascisme et pour dénoncer la propagande du ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin qui condamne la violence de l'affrontement, de façon relativement classique, en renvoyant dos à dos les extrêmes droite et gauche. Le texte sera notamment envoyé à la Convention des institutions républicaines, la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes, à l'Association nationale des anciens combattants de la résistance, à Objectif 72, au Parti communiste de France, à la Ligue des droits de l'homme, à la Confédération française du travail, à la Fédération de l'éducation nationale et au Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix. La fédération de Paris du Parti socialiste unifié avait donné son accord en amont et sera chargée de centraliser les réponses.²⁰

Du côté de la presse, le mouvement se plaint d'avoir été ignoré dans les 6 mois précédant le rassemblement du 9 mars. Refusant de publier ses communiqués, d'interviewer ses *leaders*, et, évidemment, n'invitant pas Ordre nouveau lors de la tenue de débats, les grands médias français réservaient une loi du silence au mouvement nationaliste. Cependant, dans le contexte du 9 mars, la presse n'eut d'autre choix que de « réserver [au mouvement Ordre nouveau] l'évènement politique pendant trois jours en pleine période électorale alors que tous les partis se disputaient les colonnes des journaux. » Dans cette optique le pari risqué d'un meeting au Palais des sports apparaît gagné pour les dirigeants d'ON :

Une publicité pareille aurait coûté des milliards à n'importe qui, nous elle nous a coûté un Palais des sports. Notre parti est maintenant connu dans le plus petit village de France et dans le monde entier la première page de toute la presse nationale et internationale nous fut consacrée, tous les éditoriaux des journaux, des radios, tous les commentateurs n'avaient qu'un nom à la bouche : ORDRE NOUVEAU.²¹

²⁰ Archives nationales. (1971, 11 mars). (19930666/22). [Note confidentielle de la préfecture de police].

²¹ Ordre nouveau informations. (1971, mars-avril). (4 delta 1671). BDIC.

Exagérant la portée de l'événement dans la presse, les dirigeants du mouvement soulèvent cependant un point important : les médias ne pouvaient plus se contenter de considérer Ordre nouveau comme un groupe de nervis de l'extrême droite agissant dans la violence des marges politiques. Cette intrusion brutale dans le débat politique *mainstream* s'insère dans la stratégie développée par le parti afin de modifier son image et ainsi de se constituer en principale force de l'opposition nationale. Les dirigeants du mouvement se félicitent du rayonnement que les événements du 9 mars auront apporté à toute la mouvance nationaliste et espèrent que les commentaires et le ton négatifs des articles seront vite oubliés et que ce qu'il restera :

c'est qu'ORDRE NOUVEAU a fait un grand meeting
que les gauchistes ont voulu l'interdire
qu'ils ont échoué
qu'ORDRE NOUVEAU a parlé
que nous étions nombreux
que nous sommes une force.²²

6.2. Les élections municipales de 1971

C'est dans ce contexte extrêmement volatile qu'auront lieu les élections municipales de mars 1971. Malgré une couverture largement négative, la France entend parler du mouvement d'extrême droite à quelques jours du premier tour. *France-soir*, le 10 mars, titre « *Atmosphère néo-nazie au Palais des Sports* » en référence au meeting d'Ordre nouveau. Les adhésions affluent malgré la publicité négative selon ON, qui estime que « ce succès énorme risque de se traduire dans les urnes.²³ » Les raisons poussant les militants d'Ordre nouveau à participer aux élections municipales sont doubles. D'une part, sur le plan politique, ON veut affirmer son nouveau statut de parti politique en présentant 14 listes dans Paris. De l'autre, ces élections constituent une opportunité

²² *Ibid.*

²³ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 121.

pratique qui garantit à Ordre nouveau le droit de tenir des *meetings* et rassemblements ainsi qu'un formidable moyen de se faire connaître sans risquer d'être importunés par les autorités.²⁴

Les moyens matériels déployés par ON pour préparer l'élection municipale sont dérisoires. Ayant été investies dans la promotion du meeting au Palais des sports, les sommes dont dispose le mouvement nationaliste sont insuffisantes pour une campagne électorale efficace. Évalués à environ 8 000 francs par secteur, en incluant seulement les professions de foi, les bulletins de vote et l'impression de quelques affiches, les dirigeants estiment les dépenses totales à près de 120 000 francs alors qu'ils ne disposent alors que de la moitié de cette somme.²⁵

Dans ce contexte financier difficile et étant, selon eux, victimes d'une campagne médiatique négative, les dirigeants d'Ordre nouveau s'attendent à des résultats décevants. Constatant que nombre de leurs militants ignorent tout de leurs candidats, ou croient que le mouvement s'est retiré de la course suite aux affrontements du Palais des sports, ils sont pris d'une certaine inquiétude.

Dans ce contexte, et à titre indicatif, les résultats de la campagne présidentielle des comités Jean-Louis Tixier-Vignancour, en 1965, permettent d'offrir un aperçu de la mobilisation dans les arrondissements parisiens à quelques années d'intervalle :

²⁴ *Ordre nouveau information.s* (1971, mars-avril). (4 delta 1671). BDIC.

²⁵ Les conséquences de cette situation financière précaire seront désastreuses : un tiers de l'électorat (500 000 sur 1,5 million) ne recevra pas la profession de foi, aucun bulletin de vote ne pourra être joint à ces documents, seulement 2000 affiches seront disponibles à deux jours du premier tour et les bulletins de vote placés dans les mairies seront largement insuffisants, privant ainsi le parti de précieux votes. Finalement, Ordre nouveau n'aura pas la possibilité, contrairement aux autres partis, de personnaliser ses bulletins de vote. Conséquemment, les électeurs ne pourront connaître, dans plusieurs cas, l'identité du candidat du parti. (*Ordre nouveau informations*. (1971, mars-avril). (4 delta 1671). BDIC.

Tableau 6.1 Les résultats élections municipales 1971 vs présidentielle de 1965²⁶

1971			1965		
Secteurs	Suffrages exprimés	Ordre nouveau	Divers droite	Suffrages exprimés	Comité T-V
I (1, 2, 3, 4 ^e ar)	46 229	1476		68 144	4992
II (5, 6 ^e ar)	45 317	1240	Menuet 3695	61472	7209
III (7, 8 ^e ar)	44 332	1120		60 364	6680
IV (9,10 ^e ar)	54 903	1613		74 980	7435
V (11 ^e ar)	51 702	1201		68 584	4839
VI (12 ^e ar)	48 845	1523		62 280	Pas de liste
VII (13 ^e ar)	48 382	1051		58 155	4610
VIII (14 ^e ar)	49 524	1213		64 028	5159
IX (15 ^e ar)	74 450	2174		93 812	8394
X (16 ^e ar)	58 911	1151	Antier 2728	73 339	17 467 (Pas de liste centriste)
XI (17 ^e ar)	62 301	1282	Devraigne 6116	82 077	6074
XII (18 ^e ar)	68 768	1538	Petit-Moreau 7753	91 795	5420
XIII (19 ^e ar)	40 268	1044		55 206	5323
XIV (20 ^e ar)	54 974	1689		73 304	6900

Au total, Ordre nouveau aura récolté 19 529 voix dans les 14 secteurs lors de l'élection municipale de 1971. Combinés aux 20 282 voix amassées par les listes d'extrême droite traditionnelles, « l'opposition nationale » obtient 39 811 voix. Selon *Ordre nouveau*

²⁶ *Ordre nouveau informations*. (1971, mars-avril). (4 delta 1671). BDIC.

informations, le constat selon lequel ON ne récupère que 2/9 du vote Tixier-Vignancour est erroné pour plusieurs raisons. Si l'on combine le vote « divers droite » à celui d'ON, c'est plutôt 4 votes sur 9 qui sont récupérés par l'opposition nationale. De plus, l'élévation du taux d'abstention correspondrait à une perte sèche de 15 000 voix auxquelles il faut ajouter diverses fractions des voix « centristes/droitistes²⁷ ». Grâce à ces considérations et manipulations des résultats, ils arrivent à présenter une situation plus favorable à la formation d'extrême droite. Selon eux :

Il n'y a donc eu finalement moins de 2/9 de désertion de l'électorat, alors que cet électorat représentait la vague maximum de la campagne TIXIER – celui-ci ne fit que 70 000 voix à Paris en décembre 1965. On peut donc dire que si l'électorat « vaste » de mars 1965 n'a pas été récupéré, celui, plus restreint, de décembre 1965 est resté dans le camp de l'opposition nationale.²⁸

Au-delà des tentatives de présenter ce score sous le meilleur jour possible, les dirigeants d'Ordre nouveau sont conscients des efforts à fournir et s'engagent dans une série de réflexions afin d'augmenter le rayonnement du parti. Premièrement, malgré un résultat au-dessus des estimations internes évaluant le minimum satisfaisant d'électeurs à 2,75 % des voix (soit un tiers de l'électorat Tixier), ON estime que le parti aurait pu réaliser un score de 3.5 à 4 % malgré une campagne électorale modeste. Malgré tout, 20 000 parisiens votent pour Ordre nouveau, soit environ 3 % de l'électorat et le plus fort pourcentage (3.5 %) fut obtenu dans le 20^e arrondissement. Ce résultat, bien que marginal et au-dessous des attentes, est cependant considéré comme un succès relatif et la comparaison avec le MSI, qui avait obtenu seulement 4 % en Italie 4 ans auparavant et qui obtenait dorénavant entre 8 et 20 %, constitue encore une fois l'exemple cité. Visant la barre des 5 %, considérée comme l'étape la plus difficile à

²⁷ Les listes menées par Lépine dans le 16^e, Frédéric Dupont dans les 7^e et 8^e et par Labat dans le 17^e.

²⁸ *Ordre nouveau informations*. (1971, mars-avril). (4 delta 1671). BDIC.

atteindre et comme le seuil de reconnaissance minimum d'un parti aux aspirations politiques sérieuses, les *leaders* d'Ordre nouveau s'estiment satisfaits d'avoir consolidé leur base électorale et ainsi s'être positionnés aux yeux de tous comme « le parti unitaire des nationalistes et de l'opposition nationale.²⁹ » La perquisition des forces de l'ordre au local d'ON quelques jours avant l'élection, ainsi que la couverture de la presse décrivant l'arsenal d'armes saisi, aurait nuit à l'obtention du vote de la partie la plus modérée de l'opposition nationale, même si la véritable raison des faibles résultats qu'obtiendront les candidats d'Ordre nouveau est d'ordre organisationnel :

Les électeurs, pour un tiers, n'avaient pas reçu la profession de foi (nous n'avions pas les moyens financiers suffisants), ni de bulletin de vote à notre étiquette. Les bureaux de vote? Certains n'avaient pas été approvisionnés; nos affiches électorales, posées au dernier moment, étaient systématiquement arrachées... et une campagne de presse odieuse se déchainait contre nous.³⁰

De manière générale, les municipales constituent une occasion manquée pour Ordre nouveau. Les ratés de son organisation sont mis au grand jour par cette campagne et les résultats considérés comme un « demi-succès » dans la propagande officielle sont en réalité largement insuffisants pour insuffler le dynamisme que le mouvement cherchait à instaurer. Les lacunes organisationnelles, la situation financière insuffisante à la réalisation d'une campagne, et l'opposition à la fois de ses ennemis politiques et des médias, qui auraient injustement attaqué le mouvement nationaliste, constituent les raisons majeures expliquant les différences entre les résultats attendus et obtenus. ON souhaite dès lors se doter d'une commission électorale permanente et de structures de financement. Cette élection marquerait cependant, selon le bilan dressé dans la foulée du scrutin, le début d'une nouvelle phase d'expansion d'Ordre nouveau.

²⁹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 121.

³⁰ *Ibid.*

6.3. Dans la foulée des municipales

Malgré les résultats décevants des élections municipales, Ordre nouveau s'engage à réaliser trois objectifs : accroître leur visibilité dans la rue, développer un organe de presse officiel et contrer le déséquilibre entre la capitale et la province en créant des sections à l'extérieur de Paris.

Pour maintenir une présence forte dans la rue, une grande manifestation, regroupant tous les nostalgiques du combat pour l'Algérie française, est prévue sur les Champs-Élysées pour le mois d'avril 1971. Voulant unifier les nationalistes aux militants « nationaux » plus modérés, la date du 13 Mai, en référence au Putsch d'Alger de 1958, est arrêtée. Ordre nouveau et l'extrême droite nationaliste se heurtent cependant à une forte réaction tant de la part des militants d'extrême gauche que du gouvernement français. Alors que les premiers annoncent la tenue d'une contremanifestation qui risque de dégénérer en affrontement violent, le second frappe le rassemblement d'une interdiction. Cette manifestation sera couronnée d'un succès très relatif. Réprimée par la police, la manifestation sera caractérisée par de nombreuses altercations avec les CRS et mènera les dirigeants nationalistes vers un constat implacable : le régime constitue son ennemi numéro un. Face à cette situation, et soucieux d'insérer leur présence dans la rue dans une démarche de respectabilité facilitant l'adhésion de militants plus modérés, les dirigeants d'ON estiment que les objectifs pour la prochaine année sont triples :

- 1- *obtenir l'autorisation de nos cortèges.*
- 2- *les encadrer et leur donner un aspect de force qui encourage nos partisans à s'y joindre.*
- 3- *expliquer que la police est le garant du régime, ennemi no 1 du Nationalisme et qu'il n'y a pas de « bon flic » dans l'exercice de ses fonctions.³¹*

³¹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 130.

La volonté d'inscrire les manifestations d'ON dans la légalité apparaît comme la suite logique du processus visant la participation du parti aux diverses élections. L'appui des « nationaux » à la cause nationaliste ne pourra être obtenu que par une modification importante des tactiques du mouvement.

Parallèlement, l'organisation d'ON en province se développe au cours de l'année 1971 dans les régions de St-Étienne, Lyon, Grenoble et Nice. Une manifestation d'importance est organisée à la bourse du travail de St-Étienne le 1^{er} juin 1971 avec l'accord préalable du maire centriste, M. Durafour, puis annulée suite à la forte pression de la gauche politique et des militants gauchistes. Dans un bulletin des renseignements généraux daté du 26 mai, on relate que devant la réaction concertée des syndicats (CGT, CFDT, FO) ainsi que de l'ensemble des partis de gauche, le maire Durafour avait décidé de prendre un arrêté « interdisant tout rassemblements, réunions, attroupements et manifestations sur l'ensemble du territoire de la ville de St-Étienne le 1^{er} Juin 1971 » dans le but de préserver l'ordre public.³² L'impact négatif d'une autre manifestation violente sur l'opinion publique pourrait être fatale à la quête de légitimité d'ON et ils décident plutôt d'entreprendre une série de manifestations pacifiques dans plusieurs villes de France.³³ Les bulletins quotidiens des renseignements généraux du début du mois de juin 1971 témoignent de ces événements dans les villes de Paris, Lyon, Marseille, St-Étienne, Lille et Nice. Des militants parisiens s'enchaîneront symboliquement à l'assemblée nationale et aux immeubles de l'office de radiodiffusion-télévision française (ORTF) pour dénoncer les entraves à leur liberté d'expression. À Marseille, les militants d'Ordre nouveau distribuent des tracts sur la Canebière alors qu'à Aix-en-Provence, ils manifesteront devant la sous-préfecture, toujours en s'enchaînant au bâtiment. 15 interpellations sont observées par les

³² Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1971, 26 mai). (F/7/15559). [Bulletin quotidien].

³³ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 131.

Renseignements généraux. À Nice, c'est devant les locaux du journal Nice-Matin que 50 manifestants se rassembleront pour distribuer des tracts. 9 d'entre eux s'enchaîneront aux grilles de l'établissement. À St-Étienne, une manifestation similaire sera organisée dans un hall de presse du journal le Progrès alors qu'à Lille des manifestants se rassembleront devant divers établissements publics.³⁴ Parallèlement, l'organisation d'Ordre nouveau se développe dans plusieurs villes de France à la même période. Selon une note confidentielle de la préfecture de police « Séminaire d'Ordre nouveau, hôtel Meurice, 228 Rue de Rivoli (1^{er}) » produite dans la foulée du congrès de juin 1971, le mouvement disposerait de 1447 inscrits et cotisants dans les villes de province.³⁵ Tout au long de l'année 1971, des manifestations sporadiques du développement d'Ordre nouveau en province sont observées par les autorités. De l'organisation de diners-débats à la tenue d'assemblées générales, en passant par la participation à des manifestations coordonnées avec l'action de militants parisiens, le développement du mouvement en province prend un essor considérable pendant l'année 1971. Ces efforts culmineront, au début de l'année 1972, avec l'organisation d'un grand rassemblement à Nice – le premier du genre à l'extérieur de Paris : 10 000 affiches et 100 000 tracts sont distribués entre Menton et Cannes. La rencontre est tenue devant une salle remplie de quelques 800 personnes venues entendre les interventions de François Brigneau et d'Hugues Charbonneau.³⁶ Évaluant cette participation à 500 personnes, les RG confirment le bon déroulement de l'évènement et l'absence

³⁴ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1971, 1^{er} juin). (F/7/15559). [Bulletin quotidien].

³⁵ Aix : 100 inscrits, 60 cotisations; Marseille : 60 inscrits, 19 bulletins d'adhésion; Caen : 20 inscrits, 19 bulletins; Tours : 20 inscrits; Bordeaux : 200 inscrits, 22 bulletins; Montpellier : 30 inscrits; St-Étienne : 100 inscrits, 45 bulletins; Nantes : 17 bulletins; Orléans : 50 inscrits, 30 bulletins; Rennes : 20 inscrits, 13 bulletins; Nancy, 30 inscrits, 22 bulletins; Lille : 15 inscrits; Boulogne : 30 inscrits, 11 bulletins; Strasbourg : 15 inscrits, 2 bulletins; Lyon : 50 inscrits, 34 bulletins; Le Mans : 30 inscrits, 24 cotisants; Rouen, 10 inscrits, 10 cotisants. Amiens : 15 inscrits, 14 bulletins; Saint-Raphaël : 13 inscrits, 11 bulletins.

³⁶ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 154.

d'incident malgré la tenue d'une contremanifestation organisés par La cause du peuple, le Parti socialiste unifié et la Ligue communiste ayant pour objectif de « casser le meeting fasciste » et ayant rassemblé environ 700 manifestants.³⁷ Le succès de cette assemblée a une certaine portée politique à 12 mois des législatives donnant à ON une certaine légitimité comme parti politique.

Cependant frustré par la couverture négative de ses *meetings* et manifestations, Ordre nouveau estime crucial de pouvoir compter sur un organe de presse indépendant qui servirait de tremplin à la cause nationaliste. Alors que l'hebdomadaire *Minute* constituait un allié précieux pour Ordre nouveau et toute la mouvance nationaliste, il devient la cible de l'action des militants gauchistes. Suite à l'attaque de ses locaux, en mai 1971, Ordre nouveau tiendra une manifestation de soutien devant le siège social du journal. Un rassemblement est organisé le 18 mai pour rendre hommage « aux courageux journalistes de Minute » et un cortège tente de se déplacer vers la place de l'Alma mais en est empêché par les forces de l'ordre. Les militants tentent sans succès de se regrouper et la manifestation prend fin vers 20h45. Dans la foulée, ON publie un communiqué dans lequel on peut lire :

Alors que la police a laissé impunément parader les hordes gauchistes, elle a matraqué un rassemblement pacifique de militants d'ORDRE NOUVEAU, agressant avec violence les nationalistes qui veulent protester contre la terreur rouge. Malgré Marcellin, comme malgré Krivine, les nationalistes descendront dans la rue.

À cette accusation d'acharnement autant de la part des forces de l'ordre que des militants gauchistes à l'encontre des nationalistes, les forces de l'ordre répondent de leur propre communiqué officiel :

³⁷ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 11 mars). (F/7/15559). [Bulletin quotidien].

Le mouvement ON avait été autorisé à organiser un rassemblement avenue Marceau. Mais il lui a été précisé que cette démonstration ne devait être suivie d'aucun défilé sur la voie publique. C'est parce que les manifestants ont passé outre aux engagements pris envers le service d'ordre que celui-ci a dû intervenir pour les disperser.³⁸

Également occupés par la vente à la criée du journal *Rivarol*, journal indépendant du mouvement mais souvent aligné sur ses positions, les militants d'Ordre nouveau décident, pour ne plus être tributaires de publications externes, de lancer leur propre journal en 1971 : *Pour un ordre nouveau*. Le projet est confié à François Duprat, Philippe Asselin et Christian de Bongain (dit Xavier Rauffer) et le premier numéro paraît à l'été de la même année avec un tirage estimé entre 5000 et 10 000 copies. Selon Nicolas Lebourg, le journal est de bonne qualité. On y retrouve notamment les plumes de Duprat et de Renaud ainsi que des dessins de Jack Marchal. En un an, le journal amasse 1500 abonnements pour passer en kiosques en 1972 et atteindre 30 000 lecteurs mensuels.³⁹

Cet outil de propagande devient un atout décisif pour le mouvement d'extrême droite. Dans un contexte où la volonté de s'extirper des méthodes associées à un activisme violent constitue l'un des objectifs premiers du mouvement, l'élaboration d'une doctrine et sa propagation par l'entremise d'un journal apparaissent comme condition *sine qua none* pour le développement de cette famille politique. Jack Marchal, connu pour son travail avec le GUD, deviendra l'illustrateur du journal et créera une esthétique qui traversera les générations. On lui attribue la création du « rat noir », symbole du GUD que se réapproprient encore aujourd'hui les militants nationalistes. L'objectif de continuité et de régularité est vite atteint. Le premier numéro du

³⁸ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1971, 18 mai). (F/7/15559). [Bulletin quotidien].

³⁹ Lebourg, N., Préda, J. et Beauregard, J. (2014). *Aux racines du FN : L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès, p. 36.

mouvement paraît à l'été 1971 et 10 numéros se succéderont pendant les 10 mois suivants.

6.4. La construction idéologique de l'ultranationalisme populiste d'Ordre nouveau

Doté d'une tribune pour développer son idéologie, Ordre nouveau souhaite développer une ligne cohérente. Alors que des groupuscules comme Occident avaient surtout concentré leurs efforts vers un militantisme violent, la faiblesse de la doctrine de tels mouvements constitue un problème auquel ON tente de remédier. Influencée par le contexte des lendemains de défaite du fascisme italien et du nazisme, l'extrême droite est cependant dans une position difficile. D'un côté, elle souhaite réaffirmer un nationalisme militant, dont les contours sont tracés autour des concepts d'ethnicité et de race, et, de l'autre, tente par tous les moyens de s'extirper des dangers encourus par l'utilisation de références trop directement liées aux régimes fascistes de la Seconde Guerre mondiale.

Alors que l'émergence de la Nouvelle droite fournit un cadre théorique qui sera, dans une certaine mesure, repris par les militants nationalistes de diverses allégeances, Ordre nouveau propose, autant dans les pages de son journal *Pour un ordre nouveau*, que dans celle de ses ouvrages-bilans, une vision du nationalisme révolutionnaire comportant certaines particularités qu'il est important de souligner. L'année 1970 marque, notamment par l'avènement de son organe de presse, une période particulièrement faste de production intellectuelle et de mise en place des bases idéologiques du mouvement.

Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre de cette thèse, l'ultranationalisme populiste constitue, pour Roger Griffin, l'un des aspects centraux de ce qui unit les mouvements associables aux diverses incarnations du fascisme. Dans un contexte d'après Seconde Guerre mondiale, cet ultranationalisme prend des formes plus subtiles, mais persiste au sein des courants les plus radicaux de l'extrême droite européenne.

Ordre nouveau développe, dès les premières années de son existence, une variation de ce nationalisme qui inscrit le mouvement dans la filiation des mouvements fascistes l'ayant précédé. Dans cette partie, nous verrons comment s'articule cet ultranationalisme qui s'inspire à la fois des développements théoriques de la Nouvelle droite et des nécessités d'adaptation à une ère postfasciste notamment par un intérêt pour les questions relatives à l'immigration.

Ce qui différencie, selon Roger Griffin, un nationalisme associé aux divers mouvements de droite plus traditionnels et l'ultranationalisme duquel il est question dans le cas des partis et mouvements fascistes réside dans son incompatibilité de s'arrimer aux projets politiques associés aux institutions libérales héritées de la philosophie des Lumières. Griffin estime que ce nationalisme se trouverait « au-delà » des conceptions nationalistes généralement promues par les franges les plus à droite du spectre politique libéral et pourrait être associable aux nationalismes « radical » ou « intégral.⁴⁰ » Pour Griffin, le caractère populiste du mouvement constitue également un enjeu crucial de l'association d'un mouvement comme Ordre nouveau aux courants fascistes. Les *leaders* d'ON ne manqueront pas, soit par leurs discours ou par la prose développée dans leurs outils de propagande, de se positionner comme une avant-garde politique portant un projet foncièrement révolutionnaire tout en agissant comme la voix de la nation qui devrait en porter les aspirations.

Dès les premières pages de l'ouvrage-bilan du mouvement, produit en juin 1972 et faisant un retour sur les développements du groupe à partir de l'année 1970, on retrouve la vision du nationalisme portée par Ordre nouveau. Sujet du tout premier chapitre, le nationalisme constitue le point d'ancrage du projet politique d'ON. Débutant par un constat alarmiste quant à l'état de la société française, les auteurs s'engagent dans la

⁴⁰ Griffin, R. (1991). *The Nature of Fascism*. Londres : Pinter Publishers, p. 39.

longue description d'une crise qui ne pourrait être résolue que par une révolution nationaliste :

En tout cas, partout règne le désordre, l'absurdité et la médiocrité. Quelles images se présentent à nos yeux, quelles photographies pourraient illustrer, dans quelques siècles, un livre d'Histoire consacré à notre époque? Bien sûr, des portraits de gauchistes, hippies crasseux et drogués, ayant à peine la force de gratouiller une guitare sans forme.⁴¹

Ordre nouveau dresse le portrait d'une société en ruine dans un récit, teinté par les événements de Mai 68, dans lequel les « gauchistes dégénérés » s'opposent à un État libéral incapable de rétablir l'ordre. Dans une longue tirade, étendue sur plusieurs pages, les dirigeants d'Ordre nouveau dépeignent une société dont les principaux écueils seraient le libéralisme et l'individualisme. Dans un ultime argument, ils affirment que :

Le libéralisme est le contraire de la liberté, car il enfante l'anarchie et la tyrannie, tyrannie de la bureaucratie, tyrannie des groupes qui s'affrontent à l'intérieur de l'État ou tyrannie d'un seul que l'anarchie ne tarde pas à faire surgir. Nous refusons la fausse dialectique du « libéralisme » ou du « totalitarisme » telle qu'elle est aujourd'hui posée par l'idéologie du régime.⁴²

À cette critique acerbe, Ordre nouveau ajoute une critique du système des partis politiques, incapables, selon eux, de promouvoir les aspirations des différentes catégories socioéconomiques et professionnelles de la société – surtout celles des plus défavorisés. Ironiquement, alors qu'Ordre nouveau tente de s'établir comme parti politique légitime en participant aux diverses élections, le mouvement propose de faire

⁴¹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 30.

⁴² *Ibid.*, p. 32.

éclater ce système désuet pour le remplacer par une alternative devant accorder une place centrale aux citoyens :

[...] le système représentatif doit être remplacé par des institutions qui permettent une participation effective des citoyens, à la vie politique, économique, sociale et régionale de leur pays. Nous devons remplacer l'État libéral qui contient les germes de l'anarchie et l'étatisme par un ordre qui harmonise les intérêts particuliers et fasse appel à la responsabilité de l'homme réel.⁴³

L'appel populiste à la mobilisation des citoyens constitue le point central de ces déclarations. Faisant des volontés populaires le principal moteur d'une redéfinition des structures politiques existantes, Ordre nouveau et ses dirigeants se posent en représentants de ces velléités et comme véhicule privilégié de leur diffusion et mise en application. Visiblement inspirés de la vision de la souveraineté populaire de Carl Schmitt,⁴⁴ les idéologues d'Ordre nouveau s'inscrivent dans la tradition antilibérale développée par les mouvements fascistes depuis les années 1920.

Détaillant les grands axes de la philosophie de l'histoire d'Ordre nouveau, les idéologues du mouvement introduisent l'importance que revêt le concept de civilisation occidentale, central à l'organisation du nationalisme développée au sein du mouvement. Ces orientations idéologiques sont notamment inspirées d'Oswald Spengler,⁴⁵ historien conservateur allemand et supporteur de Mussolini, ainsi que d'Arnold J. Toynbee,⁴⁶ historien britannique ayant joui d'une grande notoriété dans la

⁴³ *Ibid.*, p. 33.

⁴⁴ Schmitt, C. (1927). *Wesen und Werden des faschistischen Staates*. Berlin : Springer.

⁴⁵ Splenger, O. (1980a). *The Decline of the West, I*. New York : Alfred A. Knoff.. et Splenger, O. (1980b). *The Decline of the West, II*. New York : Alfred A. Knoff.

⁴⁶ Toynbee, A. J. (1987). *The Study of History, Abridgement of Volumes I-VI*. Royal Institute of Royal Affairs.

première moitié du 20^e siècle mais dont la popularité, autant dans les médias que dans les milieux académiques, est presque réduite au néant dans les années 1960 et 1970 en raison du caractère trop conservateur de ses travaux.

La vision de ces auteurs, selon laquelle la civilisation serait l'unité selon laquelle l'Histoire se mesure et s'ordonne, devient celle qui guidera l'idéologie d'Ordre nouveau. Pour eux, une civilisation naît d'abord en raison de l'isolement relatif d'une population, donc, conséquemment, de son existence sur une aire géographique délimitée. La civilisation existerait, malgré certains contacts avec les mondes extérieurs, dans un vase clos et son existence ne serait jamais remise en cause par des événements extérieurs. Citant Spengler, ils affirment qu'une civilisation meurt toujours de vieillesse, jamais assassinée par une rivale, et que la nouvelle civilisation qui s'y substitue n'est là que pour « s'emparer de l'héritage de l'agonisante⁴⁷ ».

À cette réalité géographique se greffe une réalité culturelle, particulièrement importante pour le mouvement Ordre nouveau. Cette réalité culturelle s'étend cependant à une vision du monde et à un « sens de la vie » partagés par les membres d'une civilisation donnée et qui s'incarne par la figure de « l'homme civilisé ». Accusant de façon confuse « l'universalisme », « les forces de déraison » et « la puissance de l'anarchie individualiste » de contribuer au déclin des valeurs culturelles de l'Occident, les idéologues d'Ordre nouveau prônent un enracinement dans l'histoire Occidentale et dénoncent un « nomadisme » intellectuel qui pousse les « gauchistes » à rechercher des solutions exogènes à des problèmes propres à une civilisation occidentale plongée dans le déclin.

Identifiant la civilisation Occidentale comme principe fondamental à défendre, les dirigeants d'Ordre nouveau s'engagent dans la définition de ce qui unirait ce vaste

⁴⁷ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 65.

ensemble géographique. Soulignant les différences évidentes entre les peuples du Nord de l'Europe avec ceux du pourtour méditerranéen, entre les Slaves, les Celtes et les Germains, les auteurs suggèrent de concevoir l'Occident comme un bassin civilisationnel qui partagerait un minimum historique commun :

L'unité de la civilisation occidentale est en effet avant tout une unité historique : lutttes communes et même culture, différences et pourtant solidarité dans le danger. L'Occident n'est apparu dans les esprits qu'avec l'invasion arabe. La menace a révélé chez des peuples et dans des États divers et souvent ennemis, une nouvelle solidarité. La dernière guerre a laissé l'Europe morcelée et sans forces; elle a au moins enlevé à ses peuples l'énergie pour se haïr; la présence de l'impérialisme soviétique sur son territoire doit lui donner l'énergie de résister.⁴⁸

Il est cependant important de noter que le fort sentiment antiaméricain qui habite les nationalistes d'ON exclut la superpuissance de l'aire géographique à défendre et préserver. Dans les pages du journal *Pour un Ordre nouveau*, la lutte pour la défense de l'Occident comporte toujours une critique importante des États-Unis et de leur impérialisme. Parallèlement, l'ennemi soviétique est identifié comme le nouveau vecteur d'une menace communiste venue de l'est. Ce schéma, d'abord idéologique, permet à *Ordre nouveau* de définir son nationalisme en fonction des idéologies auxquelles il s'oppose avec véhémence depuis sa création. D'un côté, le libéralisme américain, de l'autre, le communisme de l'URSS, tout en rappelant les combats de l'Europe contre les avancées arabes du passé. En affirmant la fin des blocs idéologiques de la guerre froide et le retour des grandes puissances européennes, *Ordre nouveau* souhaite faire de l'Occident, débarrassé de l'influence américaine et positionné en ennemi juré du communisme, l'unité de base d'une civilisation européenne.⁴⁹

⁴⁸ Ibid, p. 74.

⁴⁹ Dossier France « *Ordre nouveau 1970-1973* ». (1972, janvier). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (7). BDIC, p. 3.

Comme l'avait identifié Nicolas Lebourg, l'Europe devient donc la principale assise du nationalisme développé dans la foulée de la Seconde Guerre mondiale. Influencé autant par les penseurs de la Nouvelle droite, qui voient dans l'unité de l'Europe la seule possibilité d'affirmation d'un nationalisme discrédité par les régimes nazi et fasciste, Ordre nouveau s'aligne sur cette vision d'une Europe partageant un socle historique commun. Déplorant le caractère purement économique de l'association entre nations dans le contexte de construction européenne des années 1970, les dirigeants d'Ordre nouveau suggèrent une vision commune de l'héritage culturel occidental qui devrait unir toutes les nations qui le composent. Promouvant une solidarité entre les peuples européens, ils encouragent à défendre ce qu'ils identifient comme étant « l'unité spirituelle » de l'Occident. Ce concept, permettant à la fois aux membres d'Ordre nouveau d'éviter de sombrer dans un racisme primaire qu'ils estiment incapable de rallier les masses tout en délimitant cette civilisation en incluant uniquement les populations européennes, se définit par l'acceptation d'un ensemble de valeurs communes développées à travers l'histoire commune des nations occidentales : l'ordre, la justice, la liberté.⁵⁰

La dimension ethnique du nationalisme d'Ordre nouveau se développe par ce passage d'un nationalisme français à un cadre de référence européen. Contrastant avec le nationalisme de Maurras ou de Barrès, le référent civilisationnel employé par Ordre nouveau permet d'introduire des notions biologiques à la communauté entre peuples européens. Ce tournant marquant rejette les conceptions politiques et intellectuelles d'un nationalisme dont l'unité de mesure serait la France seule. Selon Taguieff, qu'il s'agisse d'une communauté de culture européenne ou de la volonté de préservation d'un socle historique indo-européen, l'unité de l'Europe ne peut qu'introduire une vision racialisée du monde :

⁵⁰ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 76.

Cette reformulation du nationalisme rend celui-ci compatible avec les références aux Indo-européens, posés à la fois comme origine spécifique et comme modèle d'ordre civilisationnel, justifiant l'unification impériale de l'Europe, formée de peuples de même origine. D'où une critique des nationalismes « étroits », ne tenant pas compte des « réalités biologiques». ⁵¹

Ces réalités biologiques sont mises de l'avant dès les premiers écrits d'Alain de Benoist, idéologue influent de la Nouvelle droite. Dès 1966, dans une brochure intitulée *Qu'est-ce que le nationalisme?*, dont il est le principal auteur, le nationalisme est décrit comme une conception du monde basée sur « les données naturelles de la vie » :

La race constitue la seule unité réelle qui englobe les variations individuelles. L'étude objective de l'Histoire montre que seule la race européenne (race blanche/caucasôïde) a continué de progresser depuis son apparition sur la voie montante de l'évolution du vivant, au contraire de races stagnantes dans leur développement, donc en régression virtuelle. La cause principale de la progression de la race européenne réside dans le fait qu'elle a atteint au progrès des facteurs cumulables, sciences et techniques, dont l'enchaînement forme la civilisation occidentale. La race européenne n'a pas de supériorité absolue. Elle est seulement plus apte à progresser dans le sens de l'évolution. [...] Les facteurs raciaux étant statistiquement héréditaires, chaque race possède sa psychologie propre. Toute psychologie est productrice de valeurs. ⁵²

Dans cette brochure doctrinale, il jette les bases d'une lecture du monde ancrée dans le racialisme et introduit une importante notion de différenciation des cultures suggérant l'incompatibilité des races et cultures et, conséquemment, une volonté de ségrégation. La justification de cet ethnodifférentialisme par le développement d'une pseudoscience deviendra également l'un des traits fondamentaux de la pensée de la Nouvelle droite. L'ethnodifférencialisme deviendra un argument important pour l'extrême droite

⁵¹ Taguieff, P.-A. (1993). « Origines et métamorphoses de la nouvelle droite ». *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, (40), p. 7.

⁵² Venner, D. Dans P.-A. Taguieff. (1993). « Origines et métamorphoses de la nouvelle droite ». *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, (40), p. 6.

française pour tenter de se dédouaner des accusations de racisme à son encontre. En affirmant que les civilisations sont incompatibles et qu'elles doivent, conséquemment, évoluer parallèlement dans la paix, il devient possible de plaider pour une ségrégation sur des bases raciales. Autrement dit, les tenants de la ND estiment que les mélanges entre cultures et civilisations sont néfastes.

Ordre nouveau s'inspire des principes développés par Alain de Benoist, Dominique Venner et la Nouvelle droite pour développer cet ultranationalisme plaçant l'Occident, associé à l'aire géographique européenne, au centre de son idéologie. Cependant, alors que la vision racialisée du monde demeure centrale dans l'élaboration de son appareil doctrinaire, ON développe un argumentaire tentant d'en atténuer l'intensité. Plutôt que d'aborder la question de la race de manière frontale, le mouvement propose une politique d'immigration qui laisse peu de place à l'interprétation quant aux positions du mouvement.

Dans le chapitre de son bilan élaborant sur les politiques à développer dans l'éventualité de l'avènement de la révolution nationaliste souhaitée par Ordre nouveau, la section concernant l'immigration est particulièrement éclairante quant aux orientations politiques et idéologiques du mouvement. Les auteurs du document commencent par dresser un portrait peu réjouissant des politiques d'immigration préconisées par le gouvernement français :

Les statistiques officielles dénombrent 3,8 millions d'étrangers en France, mais en raison de l'ampleur de l'immigration clandestine, le chiffre est certainement très inférieur à la réalité, et de toutes façons ne fait pas intervenir les très nombreuses naturalisations (les algériens obtenaient jusqu'en 1967 la nationalité française par simple déclaration).⁵³

⁵³ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 312.

Les chiffres avancés par Ordre nouveau sont exagérés. Selon un document de l'Institut national de la statistique et des études économiques relatant l'évolution de l'immigration en France, le chiffre officiel serait plutôt autour de 3,3 millions, en incluant les naturalisations. Par ailleurs, la proportion d'immigration, évaluée à 6,4 % en 1968 restera remarquablement stable jusqu'à la fin des années 1990 et ne dépassera pas la barre des 7,4 %.⁵⁴ Au-delà de cette exagération du nombre d'immigrants en France, visant à créer un sentiment de peur chez les militants pouvant être instrumentalisé pour stimuler la volonté d'adoption de limitations plus strictes, les *leaders* d'ON avancent que contrairement à la plupart des autres pays d'Europe, l'immigration en France ne serait pas choisie et constituerait une « immigration de peuplement ». Encore dans une perspective largement exagérée par rapport à la situation de la France, les leaders d'Ordre nouveau décrivent cette immigration :

La politique d'immigration actuellement suivie vise à la quantité, non à la qualité. Bien loin d'améliorer le niveau d'évolution de la société, elle a pour effet visible de susciter des enclaves de Tiers-monde – bidonvilles et casbahs. Ce qui est à la fois tragique et burlesque quand on pense que notre pays, au lendemain de la dernière guerre, s'est farouchement refusé à accueillir les allemands, réfugiés de l'Est ou réduits au chômage par les démontages et les dynamitages d'usines. Nous nous sommes ainsi privés d'une main-d'œuvre hautement qualifiée qui aura puissamment aidé au redémarrage de la production française. Aberrante manifestation de racisme à rebours...⁵⁵

Dans cette citation se trouvent plusieurs des mécanismes qui deviendront les méthodes prisées par l'extrême droite française des années 1970. Dans un premier temps, en martelant que l'immigration en France est en augmentation et hors de contrôle, ce qui est, comme nous l'avons démontré, tout à fait faux, les dirigeants d'Ordre nouveau instaurent un climat de peur face à l'étranger qui devrait susciter un important désir de

⁵⁴ Insee – Aquitaine (2004, avril). Le dossier – Les populations immigrées en Aquitaine, p. 6.

⁵⁵ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 312.

repli de la part de ses militants. Par ailleurs, la fausse équivalence entre un refus des immigrants allemands au profit de ressortissants extra-européens réaffirme le caractère biologique et ethnique du nationalisme prôné par le mouvement Ordre nouveau. Finalement, l'accusation de racisme inversé, qui deviendra jusqu'à nos jours, une tactique utilisée par les mouvements et partis d'extrême droite, s'insère dans les logiques victimaires développées par le mouvement, à l'instar de son discours concernant l'utilisation de la violence politique, pour souder ses troupes dans un rapport au monde opposant « nous » à « eux », qu'il s'agisse de militants d'extrême gauche ou d'immigrants mettant en péril les fondements d'une civilisation qu'ils souhaitent protéger.

Pour défendre une limitation importante de l'immigration, les dirigeants d'ON laissent planer le spectre d'un envahissement et avancent que cette immigration non qualifiée serait inutile dans un « contexte de chômage important ». Or, la fin des années 1960 et le début des années 1970 constituent une période encore fortement marquée par les Trente Glorieuses et le taux de chômage, qui commence lentement à augmenter, reste autour de la barre des 2 % jusqu'au milieu des années 1970. Ces taux, associables à une situation de plein emploi confinant le chômage à un état de « chômage frictionnel » sont loin du constat alarmiste développé dans l'argumentaire d'Ordre nouveau.

La question de la capacité d'assimilation des populations étrangères est également abordée dans le programme d'Ordre nouveau. Développant encore une fois des scénarios catastrophes visant à susciter chez ses militants un réflexe de défense identitaire justifiant une limitation de l'immigration, les idéologues du mouvement avancent que malgré une bonne intégration des travailleurs polonais ou des mineurs piémontais, ces exemples ne peuvent servir de référence pour la situation actuelle de la France. Selon eux, la capacité d'une société à assimiler des populations étrangères est inversement proportionnelle à l'importance numérique qu'elles représentent au sein de la société d'accueil. Au-delà d'un certain seuil, qui serait largement dépassé dans la

région parisienne, cette assimilation devient impossible et entraîne conséquemment la « formation de ghettos, tant psychologiques que géographiques, et, dans le corps social français, à des réactions de rejet, sinon d'hostilité.⁵⁶ » Le caractère grotesque de cette affirmation, accusant les populations immigrées d'être responsables du racisme dont elles sont victimes, laisse entrevoir le rapport biologique qu'entretiennent les dirigeants d'Ordre nouveau au nationalisme qu'ils proposent. Ce rapport est exposé de façon claire dans l'évocation des populations maghrébines de plus en plus nombreuses en France dans les années 1960 :

Certaines minorités sont en elles-mêmes pratiquement inassimilables – les Nord Africains, pour parler clair. Compte tenu de leur généreuse natalité, ils seront de trois à quatre millions à la fin du siècle, si rien ne change d'ici là. CELA EST UNE PROMESSE DE GUERRE CIVILE.⁵⁷

Au-delà de l'affirmation d'une volonté abstraite de réduire l'immigration, les militants d'Ordre nouveau proposent deux autres moyens de contrer le processus de décadence dans laquelle la France est, selon eux, déjà engagée. D'une part, on propose un programme d'aide financière à l'échelle européenne pour favoriser la relance dans les pays frontaliers de la France. Par ces mesures, les militants d'ON espèrent construire une Europe forte en mesure de fournir à la France des partenaires lui permettant de s'extirper de la crise perçue. Encore une fois, ces plans de relance seraient accordés dans les limites de l'aire géographique européenne. Les *leaders* d'ON estiment que « *des investissements dans ces régions seraient autrement utiles que les largesses faites à des pays indéveloppables* [sic]⁵⁸ ». Encore une fois l'opposition entre l'Europe et le reste du monde est évidente. Cette mentalité des « nôtres avant les autres » sera portée

⁵⁶ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 314.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Ibid.*, p. 15.

par l'extrême droite jusqu'à nos jours et puise ses racines dans l'ethnodifférencialisme néo-droitier se développant parallèlement à l'action d'Ordre nouveau.

Le mouvement propose, d'autre part, la mise en branle, par un État nationaliste qu'il dirigerait, d'une vaste politique nataliste visant à relancer la démographie française. Cet argument en faveur d'une augmentation de la natalité en France constitue un élément particulièrement évocateur des intentions du mouvement nationaliste. Suivant le baby-boom, le taux d'accroissement naturel de la population correspond, de la fin des années 1940 à la fin des années 1960, au plus haut niveau à travers le vingtième siècle.⁵⁹ Il est alors évident que la peur que l'on tente d'instaurer en agitant les spectres du chômage et de la décroissance économique et démographique est un épouvantail qui cache la réelle volonté des militants nationalistes : réaffirmer un nationalisme biologique et suprématiste blanc drapé d'une rhétorique pseudo scientifique. Par ailleurs, cette politique nataliste joue un rôle de légitimation important pour le parti en s'alignant sur des politiques défendues par les mouvements et partis de la droite traditionnelle. Les thèmes de la famille et du déclin de la natalité joueront certes un rôle marginal dans l'élaboration des axes politiques d'Ordre nouveau, mais il est intéressant de constater un mouvement vers leur inclusion dans la plate-forme du parti nationaliste.

Alors que cette théorisation du nationalisme d'Ordre nouveau, ainsi que des premières propositions concernant l'immigration auxquelles elle donnera naissance, émerge dès les premières années d'existence du mouvement, le thème de l'immigration prendra toute sa signification lors des campagnes électorales du Front national. Fortement inspiré par les théories abordées dans ce chapitre, nous verrons comment ce thème deviendra le projet phare de l'extrême droite nationaliste au cours des années suivantes.

⁵⁹ Institut national d'études démographiques. Récupéré de https://www.ined.fr/en/everything_about_population/data/online-databases/developed-countries-database/

Par ailleurs, cette dimension européenne du nationalisme développé par Ordre nouveau suggère également que le mouvement s'extirpe des questions exclusivement relatives à la France pour s'intéresser, de façon plus significative que l'extrême droite qui l'avait précédée, aux questions internationales. Effectivement, le climat de Guerre froide poussera le mouvement, dès la rentrée 1971, à s'intéresser aux questions géopolitiques en raison de la visite de Leonid Brejnev à Paris.

6.5. 25 Octobre 1971 : La visite de Brejnev à Paris et l'action internationale d'Ordre nouveau.

La rentrée 1971 sera particulièrement agitée pour les militants d'Ordre nouveau, notamment en raison de la visite très attendue de Leonid Brejnev, secrétaire général du Parti communiste soviétique, à Paris, le 25 octobre. Une campagne d'actions contre sa venue en France enjoint tous les anticomunistes à combattre aux côtés d'ON.⁶⁰ Le GUD témoigne également de sa volonté de mener une campagne d'actions musclées au centre Assas dans le cadre de la venue de Brejnev.⁶¹ Les intentions d'ON, exprimées dans leur bilan-conférence, sont on ne peut plus claires :

Il faut frapper un grand coup, dénoncer la collusion Parti Communiste/Régime, démasquer l'hypocrisie du Parti communiste, montrer son vrai visage, celui de Budapest-Prague-Varsovie, mobiliser tous les nationaux sur le thème : « Brejnev, la peste, à la porte », et ôter l'idée, chez le français moyen, du bon communiste.⁶²

Pour préparer l'arrivée du *leader* soviétique, événement qui constituera le principal combat du mouvement à l'automne 1971, les militants d'ON font imprimer 20 000

⁶⁰ Tous les bulletins quotidiens de la DCRG du mois d'octobre traitent de la campagne organisée par ON contre la venue de Brejnev à Paris, Archives nationales (F/7/15561).

⁶¹ Archives nationales. (1972, 16 septembre). (19930666/22). [Note confidentielle de la préfecture de police].

⁶² Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 139.

bandeaux pour annoncer la tenue de *meetings* préparatoires et pour faire la promotion de la grande manifestation sur les Champs-Élysées le jour du passage du cortège officiel. L'aide du MSI devait également être cruciale à l'organisation de la réponse à la visite de Brejnev. Le parti italien devait fournir une énorme bannière sur laquelle on pourrait lire le slogan « *Brejnev, la peste, à la porte.* » La violence des slogans et la campagne qu'elle devait lancer inquiètent les autorités, qui bloquent à Orly un lot de 232 kg d'affiches antisoviétiques envoyées par le MSI. Des affiches ont cependant été apposées à Paris, Amiens, Reims, Le Puy, Lyon, le Creusot, Marseille, Nice, Menton, Roquebrune, Cagnes-sur-Mer, Versailles et Saint-Cloud.⁶³ Dénonçant un coup dur pour l'organisation de sa campagne, Ordre nouveau décide de produire un numéro spécial de son journal *Pour un ordre nouveau*, tiré à 20 000 exemplaires et entièrement dédié à la venue en France de Leonid Brejnev.

Le 25 octobre, 120 étudiants rassemblés à la faculté d'Assas ont crié des slogans antisoviétiques et brûlé 4 drapeaux rouges et une effigie de Brejnev. Le même jour, la « manifestation de masse » sur les Champs-Élysées, maintenue en dépit d'une interdiction du préfet de police, n'a rassemblé que 350 extrémistes qui ont mis le feu à de nombreux drapeaux soviétiques selon le bulletin d'information mensuel des renseignements généraux daté du 6 novembre 1971.⁶⁴ Rapidement dispersés par les forces de l'ordre, les militants nationalistes n'arriveront jamais à se rassembler pour former le contingent espéré pour la réception de Brejnev.

L'appel semble cependant porter ses fruits alors qu'une rencontre commune entre dirigeants d'Ordre nouveau, Restauration nationale, des Combattants de l'union française, des membres du comité directeur de l'Action française et François Brigneau

⁶³ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1971, 6 novembre). (F/7/15574). [Bulletin hebdomadaire].

⁶⁴ *Ibid.*

est tenue le 27 octobre suivant. Des manifestations sont également organisées en Province : 200 militants d'Ordre nouveau et de Restauration nationale se rassemblent à Marseille pour manifester leur hostilité à la venue du *leader* soviétique. Des drapeaux rouges seront brûlés et 6 personnes seront interpellées. Le 30 octobre, à Paris, c'est près de 60 manifestants qui se rassemblent près du métro Bonne nouvelle, au carrefour Montmartre-Poissonnière, où ils déploient une banderole sur laquelle on peut lire le slogan « *Brejnev assassin, on aura ta peau.* » Des drapeaux rouges et soviétiques sont brûlés, des tracts et journaux sont distribués et des dommages sont infligés au siège du journal *l'Humanité*. De façon plus modeste, 4 militants, à Nancy, accueilleront une délégation soviétique en criant « Brejnev, assassin! » pour ensuite lancer des exemplaires du journal *Pour un ordre nouveau* devant les locaux du syndicat UD-CGT. Ils seront tous interpellés.⁶⁵ Malgré la convergence de certains mouvements d'extrême droite, l'écho de cette campagne de mobilisation est presque nul. Suite à la répression de la manifestation du 13 mai précédent, le message d'Ordre nouveau ne semble pas rejoindre l'opposition nationale et le constat des dirigeants du mouvement s'inscrit dans cette optique :

[Cinq à six-cents] « types » décidés ne suffisent pas. Il faut entraîner les masses, et ces « durs » ne doivent non plus rechercher à se fermer sur eux-mêmes, mais au contraire à s'ouvrir sur ces mous, ces timorés de notre camp, sans lequel nous ne pouvons rien faire, et qu'il nous faut mettre en confiance, entraîner, encadrer, relancer dans le combat.⁶⁶

Malgré les retombées minimales – voire inexistantes – de la campagne de mobilisation contre la venue de Leonid Brejnev en France, les militants d'Ordre nouveau tirent cependant des conclusions importantes de ces actions. Encore une fois, l'activisme trop

⁶⁵ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1971, 30 octobre). (F/7/15562). [Bulletin quotidien].

⁶⁶ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna., p. 163.

radical de certains éléments du mouvement agit comme repoussoir à l'appui des notables et militants nationalistes plus modérés. Cependant, la tentative d'internationalisation des enjeux soulevée par les manifestations anti-Brejnev d'Ordre nouveau est importante. Ces questions internationales deviennent particulièrement significatives en raison du développement de l'ethnodifférencialisme caractéristique à la fois d'ON et de la Nouvelle droite. Effectivement, l'intérêt pour les luttes nationalistes ou anticomunistes extra-européennes devient un enjeu important notamment dans les pages du journal *Pour un ordre nouveau*. Une section dédiée à ces questions apparaît dans le journal et devient une constante dans plusieurs numéros. On y trouve des articles allant de la géopolitique du monde arabe aux bouleversements au Chili en abordant ces questions de façon hostile aux mouvements et partis communistes et en supportant les dictatures militaires ou autres mouvements nationalistes.⁶⁷ Cohérents par rapport aux principes du nationalisme ethnodifférencialiste, les militants d'ON soutiennent toute tentative nationaliste à travers le monde en faisant valoir que toutes les nations doivent exister en paix mais ségréguées les unes des autres.

La venue de Brejnev et les manifestations qui s'ensuivent sont importantes dans la mesure où elles se situent au carrefour de deux axes importants pour Ordre nouveau et l'extrême droite française : la redéfinition des cadres d'un nationalisme qui s'eupéanise et l'anticommunisme – voire antimarxisme – qui reste l'un des puissants vecteurs de son unité. Effectivement, le nationalisme français sort de son enfermement pour prendre position sur des questions internationales et tente, par une volonté de ralliement des tendances anticomunistes – qui débordent les cercles nationalistes – d'étendre son électorat.

⁶⁷ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1972, 15 octobre-15 novembre). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (15). BDIC, p. 2.

6.6. L'antimarxisme/anticommunisme comme puissant vecteur d'unification de l'extrême droite française

La visite de Leonid Brejnev constitue, pour l'Ordre nouveau, une occasion de mettre de l'avant un autre aspect fondamental de son idéologie : l'antimarxisme. À l'instar des mouvements et partis d'extrême droite qui l'ont précédé au vingtième siècle, l'ON fait de la lutte au communisme et aux conceptions marxistes de l'histoire l'un de ses principaux combats. Développant un argumentaire théorique dans ses écrits et dans ses journaux, il est évident que le mouvement nationaliste compte sur cet antimarxisme à la fois pour consolider sa base de militants que pour rallier les militants d'une droite plus modérée.

L'opposition entre marxisme et nationalisme est exposée dès le premier chapitre de l'ouvrage-bilan d'Ordre nouveau. Dès le premier numéro du journal *Pour un Ordre nouveau*, les dirigeants affirment ouvertement que la « liquidation du gauchisme » et du marxisme constitue une condition *sine qua none* de la victoire du nationalisme en France.⁶⁸ En effet, face à la décrépitude perçue des sociétés héritées du libéralisme politique et économique, les dirigeants d'Ordre nouveau ne voient que deux solutions concurrentes : le marxisme et le nationalisme. Ils estiment que tout militant nationaliste se doit de connaître les bases du marxisme de façon à pouvoir le combattre de façon efficace. Pour eux :

Face à la crise actuelle du système, il n'y a aucune autre solution proposée que le marxisme. Tout militant nationaliste conscient de cette crise, doit nécessairement connaître le marxisme s'il veut apprécier la valeur de ses critiques et les limites de ses propositions et chercher une solution qui le dépasse. Cette solution est à la fois une contestation de la solution marxiste et une réponse à la crise de notre civilisation.

⁶⁸ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1971, été). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (1). BDIC, p. 8.

Il y a trois raisons principales de refuser le marxisme. La première est d'ordre éthique, la deuxième est d'ordre logique, la troisième est qu'il met en cause la survie de notre communauté de civilisation.⁶⁹

Dans les pages suivantes, les idéologues d'Ordre nouveau s'engagent dans une réelle tentative d'opposition idéologique au marxisme. Laissant de côté l'activisme au profit d'une volonté d'élaboration d'une véritable plate-forme, la démarche intellectuelle, quoique confuse, suggère une évolution importante du mouvement dans une voix qu'avait foulée Europe-Action au début des années 1960.

Pour les militants d'Ordre nouveau, le marxisme n'est rien d'autre qu'un matérialisme camouflé sous les appareils d'une utopie idéaliste au service d'une minorité désireuse d'accroître sa domination. Ils critiquent la vision téléologique de l'histoire proposée par les marxistes selon laquelle l'histoire de l'humanité n'est qu'un long chemin devant aboutir dans la société sans classe. Pour eux :

Il [le marxisme] est né en effet d'un refus total de l'évolution économique et sociale sous la forme que celle-ci prenait aux premiers temps du capitalisme considéré à juste titre comme aliénant et déshumanisant. Mais, il recourt, quoi qu'il en dise, au mythe de l'âge d'or primitif. Plus qu'un espoir, il est une nostalgie du monde d'avant la civilisation. Il rejette tous les acquits [sic] de la civilisation en critiquant globalement l'évolution historique au moyen d'arguments moralisants. Il annonce enfin la délivrance des hommes, leur promet le paradis s'ils se soumettent à l'autorité de ses prêtres, il prédit la « parousie » et prétend précipiter l'avènement du bonheur commun en appelant à la guerre contre la communauté et la civilisation. En ce sens, le marxisme est utopique, moralisant, et, au sens propre, réactionnaire.⁷⁰

Alors que la critique de la vision téléologique du marxisme est partagée, bien au-delà des marges de l'extrême droite, par de nombreux opposants de toutes allégeances, les

⁶⁹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 54.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 54-55.

nationalistes y joignent également une critique du capitalisme. Par ailleurs, et de façon ironique, les militants d'Ordre nouveau accusent les marxistes d'enrober leur idéologie d'une pseudoscience pour masquer sa nature utopique. Alors que cette extrême droite s'engage elle-même dans une rénovation idéologique caractérisée par le développement d'une doctrine raciale dont la fondation repose sur une science aisément réfutable, à l'image des thèses racistes pseudoscientifiques développées au 19^e siècle, ces accusations envers le marxisme paraissent tout à fait paradoxales. Cependant, et dans l'ensemble, les *leaders* d'Ordre nouveau présentent une critique du marxisme qui pourrait provenir de militants d'un large éventail d'allégeances politiques et qui reste, somme toute, à la fois assez superficielle et sans grande nouveauté. Acceptant l'existence des antagonismes de classes, ils accusent le marxisme de faire de tout conflit social le produit de ces luttes. Selon eux, l'étonnante souplesse du marxisme pour expliquer la conflictualité sociale démontre son manque de rigueur scientifique.⁷¹ Ordre nouveau propose donc de transcender, par le nationalisme, une vision du monde ancrée dans une lutte des classes que ses militants estiment désuète :

La lutte des classes n'existe donc plus sous la forme et dans la fonction décrite par Marx, mais en tant que phénomène constant de notre société actuelle, elle est la meilleure illustration de la conjonction du capitalisme et du marxisme et de l'alliance objective de leurs représentants. C'est cette conjonction, c'est cette alliance qu'il faut briser dans ses effets et détruire à sa racine. Le dogme de la lutte des classes est devenu l'instrument de l'entreprise marxiste et l'argument d'un capitalisme incontrôlé. On le présente d'un côté comme le seul moyen d'émancipation sociale, de l'autre comme la preuve qu'il faut à tout prix sauvegarder le système en place, avec ses injustices et ses absurdités.⁷²

Cette citation résume la position d'Ordre nouveau qui perçoit les militants marxistes, et en premier lieu les communistes, mais également les « gauchistes », comme les alliés

⁷¹ *Ibid.*, p. 55.

⁷² *Ibid.*, p. 57.

d'un système capitaliste dont ils bénéficient. Selon eux, la caste technocratique, représentante du libéralisme et du système capitaliste, et l'élite intellectuelle, associée au marxisme et qui tenterait d'établir sa domination culturelle, seraient loin d'être antagonistes. Elles constitueraient les deux pans d'un système qui tente par tous les moyens de promouvoir des visées universalistes jugées utopiques et qui mettraient en cause l'unité et la survie de la communauté occidentale que seuls les nationalistes peuvent préserver.⁷³

La critique du marxisme formulée par Ordre nouveau se traduit par une opposition féroce au Parti communiste français et à ses militants. Dans le journal *Pour un Ordre nouveau*, ils affirmeront d'ailleurs que l'État nationaliste qu'ils proposent constitue la seule façon de mettre fin à la lutte des classes et de contrer définitivement le PCF.⁷⁴ Pour eux, le communisme ne serait que la substitution d'un système d'oppression pour un autre. La minorité qu'il met en place, considérée comme l'avant-garde du prolétariat, constitue une caste d'intellectuels et de technocrates qui serait plus fermée que celle qui domine au sein des régimes capitalistes. Cette société communiste promet l'avènement d'avantages matériels dont les échéances sont toujours repoussées au nom du mythe de la construction du socialisme. Par ses visées internationalistes et universalistes, le système communiste écrase toute prétention à l'appartenance à une communauté de civilisation. Ce système serait également caractérisé par la contradiction entre « l'idéal promis et la réalité imposée », souvent par l'utilisation d'une force excessive.

Dans le cadre français, le PCF est perçu, par les militants nationalistes, comme une triple menace. Effectivement, il constituerait à la fois un élément du système à

⁷³ *Ibid.*, p. 56.

⁷⁴ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1971, été). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (1). BDIC, p. 2.

combattre, l'alibi de la minorité au pouvoir et l'ennemi acharné de toute tentative de construction d'un sentiment de communauté occidentale. La première critique, accusant le PC d'être partie intégrante du système par sa volonté de participation au jeu de la démocratie et de se présenter comme le garant de la de la légalité, paraît encore une fois paradoxale. Alors qu'Ordre nouveau est en plein processus d'évolution vers le statut de parti politique, il semble contradictoire de reprocher cette tactique à un parti qui s'est engagé sur la même trajectoire au cours des décennies précédentes. La deuxième menace, selon laquelle le Parti communiste contribuerait à préserver le pouvoir de l'élite en place repose sur des arguments certes assez vagues, mais suggère une collaboration sciemment planifiée entre communistes et « technocrates démocrates » pour assurer un statut quo jugé néfaste par les nationalistes. Les accusations de complicité entre le régime et les militants de gauche sont réitérées régulièrement dans les pages du journal d'Ordre nouveau.⁷⁵ Notamment lors des annulations de manifestations prononcées contre le mouvement nationaliste, ses dirigeants ne manquent pas de souligner la tolérance dont jouiraient le PCF et la gauche en général. Dans un numéro datant de l'été 1971, ils accusent le pouvoir de s'être « démasqué » en interdisant la manifestation nationaliste prévue pour le 13 mai, faisant montre d'une « scandaleuse partialité » en accordant régulièrement le droit de manifester aux militants de gauche.⁷⁶ Le troisième et dernier aspect de cette critique constitue le point central de l'opposition d'Ordre nouveau avec le PCF. Pour les nationalistes, il reste toujours au service de l'impérialisme soviétique et, par conséquent, en opposition directe avec la constitution d'un esprit de communauté occidentale :

⁷⁵ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1972, 15 octobre-15 novembre). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (15). BDIC, p. 2.

⁷⁶ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1971, été). (4 delta 1971). *Pour un Ordre nouveau*. (1), BDIC, p. 3.

La fonction du parti communiste, par deux chemins apparemment divergents, poursuit un seul but : sous un aspect anodin, il prépare la domination de la classe technocratique et intellectuelle purgée de ses éléments « libéraux » financée par la « patrie de la révolution », il prépare l'extension à l'occident de la domination soviétique. [...] Il reste que beaucoup de communistes sont conscients d'appartenir à la communauté occidentale. Ils doivent comprendre qu'aucun lien réel ne lie la justice sociale à laquelle ils aspirent et l'asservissement à la domination d'une puissance impérialiste.⁷⁷

En posant à la fois le parti communiste comme l'ennemi de la communauté occidentale et comme l'allié des démocraties libérales, Ordre nouveau se place dans une position où, en seul représentant du nationalisme, il peut défendre les intérêts de l'Occident. À ces ennemis s'ajoutent les « gauchistes ». Dans un contexte post mai 68, l'émergence d'une nouvelle gauche, évoluant en parallèle au PCF et dont la présence sur le terrain est de plus en plus affirmée, constitue un obstacle évident aux avancées souhaitées par ON. Pour les nationalistes :

Le gauchisme se veut le fidèle héritier du messianisme révolutionnaire du marxisme original. Il avance paré des vertus romantiques de l'impuissance. L'apparente « pureté » de sa démarche ne l'empêche pas de constituer une masse de manœuvre et aux mains du pouvoir et aux mains du PC.⁷⁸

Distinguant deux courants au sein de ce qu'ils appellent le gauchisme – l'anarcho-maoïsme et le trotskysme – Ordre nouveau accuse ces idéologues d'être la fausse bonne conscience d'une civilisation occidentale en crise en fournissant un exutoire à l'angoisse ressentie dans la société française du début des années 1970. Ordre nouveau estime que cette gauche jouit à la fois d'une sympathie dans l'opinion publique et d'un traitement de faveur de la part des autorités. Pour eux, il devient capital de combattre le gauchisme politiquement, plutôt que par des affrontements violents dont ils subiront

⁷⁷ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 59.

⁷⁸ *Ibid.*

les conséquences de façon beaucoup plus forte que leurs adversaires. Dans un article de *Pour un ordre nouveau*, les dirigeants d'ON plaident en faveur d'une organisation politique disciplinée évitant les confrontations violentes. Réaffirmant la complicité des gauchistes et du régime, ils affirment que :

Si Marcellin menace chaque semaine de nous dissoudre à la moindre incartade, ce n'est pas seulement pour faire plaisir au groupe communiste de l'Assemblée Nationale : Il a pris lui aussi conscience du danger que nous représentons à long terme pour le régime.⁷⁹

Au-delà des critiques spécifiques adressées au PCF et aux différentes tendances gauchistes, l'antimarxisme constitue le ciment qui lie les nationalistes face à ses opposants. Liant entre eux le pouvoir en place, dont l'idéologie libérale serait indissociable du marxisme, le Parti communiste, supposé en servir les intérêts, et les gauchistes, héritiers des tendances révolutionnaires bolchéviques, Ordre nouveau construit une vision du monde binaire opposant marxistes et nationalistes. Bien que les raccourcis intellectuels permettant de lier des figures centrales du gaullisme au marxisme puissent faire sourire, cette association permet à Ordre nouveau de développer, dans une perspective manichéenne, la nécessité d'une opposition nationaliste forte et unie. Cet antimarxisme deviendra donc central dans la construction de la propagande d'Ordre nouveau. En permettant à la fois de justifier ses velléités révolutionnaires, il devient le socle lui permettant d'élargir sa base électorale. Effectivement, alors que certains thèmes, comme le nationalisme biologique, peuvent agir comme puissant repoussoir pour les militants plus modérés, l'antimarxisme permet de ratisser toute la droite française jusqu'aux déçus du gaullisme.

⁷⁹ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1971, été). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*. (1), BDIC, p. 8.

6.7. Les diners-débats

Pour tenter de rallier les modérés à la cause du nationalisme, Ordre nouveau s'investira dans un processus de diversification de ses moyens de recrutement. Alors que les manifestations, souvent caractérisées par l'affrontement violent avec les forces de l'ordre et les militants d'extrême gauche, attiraient les éléments les plus agités et radicaux de la mouvance, le besoin de développer une stratégie pour atteindre un public pour qui le combat dans la rue ne constitue pas une priorité devient primordial. Face aux constats tirés de la campagne de mobilisation contre la venue de Brejnev sur le territoire français, les dirigeants d'Ordre nouveau s'engagent dans une nouvelle stratégie : l'organisation de diners-débats. Cette forme de militantisme doit permettre une réelle discussion entre dirigeants et potentiels sympathisants et est identifiée comme particulièrement susceptible de rejoindre les « notables », catégorie faisant à la fois défaut dans les rangs du mouvement nationaliste et dont la présence permet d'acquérir une légitimité nouvelle.

Tout au long de l'automne 1971 et de l'hiver suivant se multiplient les rencontres, tant à Paris qu'en Province. Les dirigeants d'Ordre nouveau évoquent, dans leur bilan, que :

La section de Toulouse avait déjà expérimenté une telle activité en organisant le premier diner-débat du mouvement, le 4 novembre 1971. Depuis, dans toute la France de tels diners se sont multipliés. Aussi à Bordeaux, peu après Toulouse, avec la présence de François Duprat et Maurice Gaït. À Avignon, St-Étienne et Nice en mars 1972, à Orléans, Toulouse à nouveau et Marseille en mai 1972.⁸⁰

La tenue de ces diners-débats est corroborée par les bulletins d'information quotidiens des renseignements généraux qui portent une attention particulière à ce type

⁸⁰ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p 147.

d'activité.⁸¹ Dans ces rapports, les RG évoquent le développement de cette nouvelle stratégie qui apparaît pour la première fois à l'automne et qui semble digne d'intérêt. Ces notes nous informent notamment de la présence de *leaders* parisiens dans la plupart de ces rassemblements. La volonté de créer des espaces de discussion animés par les dirigeants du mouvement témoigne de l'importance que revêt cette nouvelle forme de recrutement. Ces rassemblements deviendront par ailleurs l'un des lieux de prédilection de la mise en place de la stratégie de séduction des militants « nationaux ». Loin du militantisme violent, les discussions qui s'y tiennent sont considérées comme plus susceptibles de rejoindre les militants moins radicaux.⁸² L'appel à l'unité entre militants radicaux historiquement associés aux groupuscules d'extrême droite et militants « nationaux » plus modérés est développé par François Brigneau lors de l'une des rencontres tenues à Marseille :

Au fond du problème, nous représentons une famille d'esprit, une famille divisée mais qui se doit de se rassembler autour d'une dizaine d'idées-force [sic]. Il faudra bien passer sur ce qui nous sépare pour garder ce qui nous rassemble. Les italiens ont su le comprendre. C'est avec des gains et des victoires locales que l'on peut arriver à un impact national. L'unité doit donc prévaloir.⁸³

La référence au MSI est évidente dans le passage précédent. Faisant ouvertement du parti d'extrême droite italien le modèle à suivre pour le développement et la progression d'Ordre nouveau, les dirigeants confirment leur volonté de s'inscrire à la fois dans la légalité, mais également d'adapter le discours du parti pour rejoindre un auditoire qui dépasse largement son auditoire traditionnel. Dans l'optique d'une

⁸¹ Archives nationales (F/7/15562, F/7/15564, F/7/15565 et F/7/15566). DCRG. [Divers bulletins quotidiens].

⁸² Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1972, janvier). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (7). BDIC, p. 6.

⁸³ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p 147.

participation aux élections législatives de 1973, ces rencontres constituent l'occasion de construire un électorat caractérisé par une composition socioéconomique diversifiée.

Dans cette partie, nous avons analysé l'adaptation du mouvement Ordre nouveau au contexte politique et idéologique de l'immédiat après-Deuxième Guerre mondiale. En s'appuyant sur la base militante de l'extrême droite néofasciste, le mouvement s'engage dans un processus de normalisation se caractérisant par l'instauration des structures associées aux partis politiques traditionnels. Par ailleurs, les moyens d'expression politique d'Ordre nouveau sont également tempérés par une modification de son rapport à la violence suggérant une volonté de légitimation importante. Finalement, la participation aux élections municipales de 1971 et la volonté de présenter des candidats à chacun des scrutins subséquents témoignent du passage d'Ordre nouveau du statut de mouvement politique à celui de réel parti nationaliste.⁸⁴

Ordre nouveau s'engagera encore davantage dans ce processus de légitimation par l'avènement d'une stratégie de Front national que nous évoquerons dans la troisième partie de cette thèse. Cependant, cette volonté d'insertion dans l'arène politique traditionnelle sera paradoxalement caractérisée par la persistance d'une radicalité idéologique. L'insistance sur le caractère révolutionnaire des nouvelles structures nationalistes témoigne à la fois de la porosité des délimitations idéologiques entre néofascisme et national-populisme et de l'influence que joueront les idéologues du premier courant sur l'avènement du second. S'adaptant aux conventions politiques de

⁸⁴ À partir d'ici et par souci de cohérence avec le propos de cette thèse, nous référerons à Ordre nouveau en tant que parti politique, et non plus à son statut de mouvement.

son époque sur le plan de l'action politique et du militantisme, les dirigeants d'Ordre nouveau espèrent ainsi obtenir de gains politiques significatifs.

TROISIÈME PARTIE

LE FRONT NATIONAL : LE NATIONALISME RÉVOLUTIONNAIRE PAR LE NATIONAL-POPULISME?

CHAPITRE VII

LA *STRATÉGIE* DE FRONT NATIONAL OU LA FIN DU NATIONALISME RÉVOLUTIONNAIRE?

7.1. 1972 : La *stratégie* de Front national

L'année 1972 sera cruciale à la fois pour Ordre nouveau et pour l'ensemble de l'extrême droite française. Malgré les déceptions associées aux *meetings* annulés par les forces de l'ordre, par l'opposition farouche des militants d'extrême gauche au parti ainsi que des résultats largement en-deçà des attentes lors des élections municipales de 1971, le parti persiste dans sa volonté d'inscription dans l'arène politique. Cette année sera le théâtre de l'un des points tournants de l'histoire de l'extrême droite française : la création du Front national. Dans la foulée du plus important congrès de son histoire, Ordre nouveau entame un important virage caractérisé par l'ouverture sur la droite nationale et traditionnelle. Certes parsemée d'embûches, cette aventure dans laquelle

se lanceront les militants du parti façonnera le paysage politique de la France jusqu'à nos jours.

7.1.1. La Mutualité : le rassemblement du 22 mars 1972

Suite à une série de manifestations tenues pendant les premiers mois de l'année 1972, notamment celle du 27 janvier entre Vavin et Denfert-Rochereau ainsi que celle du 1^{er} mars dans St-Germain-des-Prés,¹ la volonté de mobiliser les troupes et de réaffirmer l'intention de combattre le régime pousse les dirigeants d'Ordre nouveau à organiser un nouveau rassemblement à la Mutualité. La date choisie est celle du 22 mars et les préparatifs sont mis en branle dès le début du mois. Les militants nationalistes mettent en place un subterfuge en déposant les statuts d'une association fictive, Gamma-France, pour contourner les réticences des patrons et ainsi organiser leur meeting. Cette manipulation permet donc à Ordre nouveau d'organiser son meeting sous l'égide d'une association prête-nom, entièrement libre d'inviter les conférenciers qu'elle désire et dans le cas présent, les *leaders* du mouvement nationaliste.

Il s'agit donc du premier grand meeting d'Ordre nouveau depuis l'échec du Palais des sports de l'année précédente. Il était donc important pour l'organisation de montrer l'évolution réalisée au cours de la dernière année et de s'assurer de la bonne tenue de la rencontre afin de perpétuer l'image apaisée de la famille nationaliste. Le thème de la soirée sera la « lutte au gauchistes » et le slogan retenu pour le rassemblement, « avant qu'il ne soit trop tard », est emprunté au MSI et fait référence à la décadence perçue du régime et à la menace gauchiste qui ne cesse de planer, selon les dirigeants d'Ordre

¹ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1972, février). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (8). BDIC, p. 6.

nouveau, sur les nationalistes français.² Malgré quelques problèmes d'organisation et de promotion du meeting, c'est près de 2000 personnes qui se réunissent à la Mutualité le 22 mars dans le calme et sous la protection d'un imposant service d'ordre. Selon les Renseignements généraux Duprat, Léandri, Patrice Janeau, Henri Charbonneau et Brigneau ont développé les thèmes classiques du nationalisme et ont exprimé l'espoir de voir ON triompher du gauchisme et s'imposer en France, comme espère le faire le MSI en Italie. Le meeting se déroule sans incident malgré une fausse alerte à la bombe et la tentative d'intervention de 300 ou 400 gauchistes maintenus à distance par les forces de l'ordre.³ L'ambiance du rassemblement est significativement différente du meeting du Palais des sports de l'année précédente :

C'est le mieux préparé et structuré, il a démontré aux assistants un sérieux et un degré d'organisation qui n'existait pas auparavant. C'est aussi le premier vrai meeting de parti que nous faisons, et les gens d'un certain âge en seront très satisfaits, ce qui les incitera à nous rejoindre : nous n'avons plus l'air de fous, nous faisons sérieux et la continuité est prouvée.⁴

Les dirigeants se félicitent également de la fidélisation des militants. Alors que le meeting de l'année précédente avait attiré des « curieux », celui de la Mutualité était peuplé de « partisans ». Alors que les estimations de 2000 personnes suggèrent une foule semblable à celle du Palais des sports, les dirigeants estiment qu'il s'agit tout de même d'une victoire en raison de la faiblesse de sa propagande, d'un thème peu rassembleur dans le contexte du référendum sur l'élargissement des communautés européennes qui allait avoir lieu en avril, de la diffusion d'un important match de football la même soirée, etc. La stagnation de l'effectif constitue un bémol important

² Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p 154.

³ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 22 mars). (F/7/15565). [Bulletin quotidien].

⁴ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 155.

pour les organisateurs qui tentent, par tous les moyens, de trouver des excuses pour justifier une telle situation dans le contexte du développement d'une trame narrative promouvant une croissance importante du parti à travers leurs bilans.

7.1.2. Un printemps mouvementé

Après le meeting à la Mutualité, tenu le 22 mars, les militants d'Ordre nouveau s'engagent dans une série d'actions et de manifestations. Selon les renseignements généraux, les diners-débats et *meetings* se poursuivent, notamment à St-Étienne, Bordeaux et Paris, au cours du mois d'avril. Cette stratégie semble privilégiée par le parti qui table sur une augmentation considérable des « notables » dans ses effectifs en vue de son grand congrès prévu au mois de juin. Par ailleurs, des militants du GUD, également encartés à Ordre nouveau pour la plupart, sont impliqués dans une série d'attaques violentes. Le 21 avril à Paris, la police procède à la dispersion d'une vingtaine de militants d'ON, qui, casqués et armés de barres de fer stationnaient aux abords du lycée Voltaire attendant la sortie des cours. Deux d'entre eux ont été interpellés et conduits au commissariat du 11^e arrondissement. Une semaine plus tard, une quarantaine de militants du GUD effectuent, vers 15h, une action éclair violente contre des étudiants gauchistes du centre Clignancourt de l'Université Paris I. Deux étudiants sont légèrement blessés.⁵ Suite à des dégâts causés au centre universitaire Clignancourt les 25-26 Avril précédents, par un commando de militants du GUD, casqués et armés de matraques et de fléaux, le meneur du groupe, Christian Delhay, étudiant de première année en géographie, âgé de 19 ans, a été inculpé, le 2 mai 1972, d'infraction à l'article 314 du Code Pénal (loi anti-casseurs), d'infraction à la législation sur les armes et les munitions et de dégradation de monument, par M. Pages,

⁵ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 27 avril). (F/7/15565). [Bulletin quotidien].

premier juge d'instruction au tribunal de Paris, qui l'a fait écrouer à la prison de Fleury-Merogis.⁶

La multiplication de ces attaques violentes peut paraître contradictoire à la volonté d'inscrire l'action d'Ordre nouveau dans la légalité. Cependant, il s'agit là d'un exemple probant du double discours développé par les dirigeants du parti. Alors que la nécessité d'un parti apaisé et inscrit dans des logiques parlementaires et non-violentes apparaît comme inévitable au ralliement des notables et modérés, la base militante regrette la fin d'un activisme musclé qui avait fait la renommée du courant nationaliste. Face à cette situation, une nouvelle stratégie est développée : les manifestations violentes et les coups d'éclat deviendront presque exclusivement l'apanage des groupuscules associés à Ordre nouveau, sans toutefois être revendiqués par le parti. En affirmant une appartenance au GUD ou à l'Union des lycéens nationalistes, ces militants permettent à la fois d'élaborer une stratégie de choc dans la rue et de préserver l'image d'ON en tant que parti en quête de respectabilité. S'acquittant des basses besognes associées à la lutte contre la présence d'extrême gauche dans les lycées et universités, ces militants de la branche étudiante d'Ordre nouveau servent une double fonction : ils permettent la présence d'un discours nationaliste dans ces établissements d'enseignement supérieur et permettent de canaliser la virulence de militants qui apparaissent comme étant de plus en plus néfastes à l'image du nouveau parti.

Par ailleurs, des manifestations sont organisées à Paris le 9 mai, alors qu'un rassemblement devant l'ambassade d'Italie est annulé. 40 militants se rendent à Sciences Po portant des drapeaux italiens en soutien au MSI et seront dispersés par la police. Le 19 mai suivant, une journée d'action est organisée par le GUD et l'ULN au centre Assas. Après quelques altercations avec des opposants, les manifestations sont contenues par les autorités. Dans une note confidentielle de la préfecture de police de

⁶ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 2 mai). (F/7/15556) [Bulletin quotidien].

Paris, les autorités rapportent l'attaque de la faculté de Censier par un commando armé du Groupe d'intervention nationaliste. Dans la note, on s'inquiète de l'implication d'Alain Robert dans la coordination de l'attaque.⁷ Ces liens seront ultimement avérés et confirment la stratégie d'Ordre nouveau de planifier des attaques violentes revendiquées par des mouvements associés. Le 2 juin, une trentaine de militants du GUD et de l'ULN du centre Assas se sont rendus casqués et vêtus de treillis au Lycée Buffon, dans le 15^e, pour mener une action commando contre des éléments gauchistes de cet établissement lors de la sortie des cours. En raison de la présence policière, ils n'ont pas pu mener cette action et se sont dispersés.⁸

Tout au long du printemps 1972, manifestations et rencontres sont organisées par Ordre nouveau dans le but de mettre la table pour le grand congrès annuel qui sera tenu les 10-11 juin suivants. Crucial pour le développement du parti nationaliste, ce congrès sera l'hôte de la divulgation de la nouvelle stratégie de Front national que souhaitent développer les dirigeants d'Ordre nouveau. Cependant, ce congrès se heurtera, encore une fois, à une forte opposition gauchiste. Dans une note datée du 5 juin 1972, les RG informent la préfecture de police de la tenue d'une réunion dans la semaine avec des représentants de la LC, Révolution, Alliance marxiste révolutionnaire, ex-Gauche-prolétarienne et du Parti Socialiste unifié. Aucune décision n'est prise mais d'autres rencontres sont à prévoir. La Ligue communiste est en charge d'organiser la riposte et la police estime qu'elle sera menée avec sérieux.⁹

⁷ Archives nationales. (1972, 27 mai). (19930666/22). [Note confidentielle de la préfecture de police de Paris].

⁸ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 2 juin). (F/7/15556) [Bulletin quotidien].

⁹ Archives nationales. (1972, 1^{er} juin). (19930666/22). [Note confidentielle de la préfecture de police de Paris].

7.1.3. Le congrès national de juin 1972 et la stratégie de Front national

C'est dans ce contexte d'agitation nationaliste que sera tenu le congrès annuel d'Ordre nouveau prévu pour les 10 et 11 juin 1972. Alors que dès 1971, ON affirmait dans son journal : « *quiconque n'est pas contre nous est avec nous*¹⁰ », c'est lors de ce congrès que le thème de l'unité sera définitivement mis de l'avant. Les dirigeants d'ON doivent s'attaquer à certaines dissensions observées dans les rangs du parti. Selon les RG, les tensions entre les trois grandes tendances représentées au sein du conseil sont de plus en plus fortes. La première est associée au courant nationaliste dur. Composé principalement d'anciens militants d'Occident, ce courant représente la majorité au conseil avec 20 membres sur 43. Comptant sur la plupart des membres fondateurs, ce courant compte notamment sur la base militante et la jeunesse fidèle à Alain Robert. Ces militants n'excluent pas le recours à la violence à des fins révolutionnaires. Le deuxième courant, second en importance, est constitué de militants « nationaux » et est représenté au conseil par Me Galvaire. Plus modérée, cette tendance privilégie l'action politique et les canaux traditionnels. La troisième tendance est constituée autour d'un courant fortement antisémite et minoritaire. Conscients du danger qu'elle représente, son impact sera minimisé par l'action des dirigeants des tendances majoritaires.¹¹

Alors que le congrès du 14 Mai 1970 avait surtout été une assemblée constitutive, les différents colloques et rencontres du parti n'avaient pas permis de rassembler tous les responsables et ainsi de confronter tous les points de vue des dirigeants nationaux. Dans un communiqué officiel, Ordre nouveau annonce la tenue du congrès au Grand Hôtel.¹²

¹⁰ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1971, été). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*. (1), BDIC, p. 7.

¹¹ Archives nationales. (1972, 27 mai). (19930666/22). [Note confidentielle de la DCRG sur le conseil national d'ON].

¹² Grande salle généralement réservée par les grands partis français. En organisant son congrès dans ce lieu, Ordre nouveau souhaite démontrer le sérieux de son organisation.

Dans ce même document, les responsables définissent les objectifs de la rencontre en mentionnant que plus 400 délégués et personnalités françaises et étrangères sont attendus. La volonté est claire, si l'on veut atteindre le statut de véritable parti politique, il ne faut pas seulement :

rassembler des gens qui ne représentent qu'eux même, mais des délégués investis par leurs sections d'un mandat précis, et qui parlent au nom de leurs camarades : ainsi aurons-nous l'écho de la base, la vraie voix du mouvement. Dans les trois semaines qui précèdent le congrès, les élections ont lieu, dans les sections départementales et les secteurs urbains. Bientôt, plus de 250 mandats sont recensés et validés.¹³

La présence de Massimo Anderson secrétaire général du *Fronte della Gioventu* italien, de Pietro Cerullo, député du MSI de Bologne ainsi que de représentants de l'*Aktion Neue Rechte* allemande est soulignée par les dirigeants d'ON. Ils se targuent également de la réception de nombreux télégrammes de sympathie de la part de mouvements et partis étrangers.¹⁴ Alors que ces informations sont difficiles à vérifier, n'étant pas recoupées par des infirmations des RG, il est cependant évident que la volonté des dirigeants d'Ordre nouveau de donner au parti une image de respectabilité se développe encore davantage à travers la tenue de ce congrès.

Les temps forts de la rencontre seront l'élection d'un nouveau bureau politique et la définition des grands axes de la politique du parti pour les prochains mois. Cependant, le développement d'une stratégie de Front national constituera le point central du congrès. La volonté d'unification de l'opposition nationale par le regroupement du plus grand nombre de mouvements et de personnalités nationalistes constitue la pierre angulaire du développement d'une stratégie électorale pour les élections législatives de mars 1973. Les délégués approuvent cette stratégie et la décision est prise d'établir le

¹³ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 346.

¹⁴ *Ibid.*

contact avec les formations politiques centristes. Par ailleurs, une des questions centrales des débats au congrès est la gestion des médias et de l'image du parti. La sortie du ghetto politique dans lequel est enfermée la famille nationaliste doit passer par un travail de séduction des nationalistes modérés, rebutés par l'image négative dépeinte dans les médias traditionnels :

Il nous faut absolument briser le cercle, nous savons qu'au-delà des militants, au-delà des partisans, existe une grande masse de français qui est prête à venir à nous, mais à condition encore que nous sachions la séduire, à condition que nous n'apparaissions pas tel que l'adversaire veut que nous apparaissions.¹⁵

Pour y arriver, c'est sous la bannière du Front national que se présenteront les candidats d'Ordre nouveau. Devant, au départ, adopter l'étiquette « Front national pour un Ordre nouveau », les militants décident plutôt de couper court à la référence sulfureuse et d'adopter un nom susceptible de séduire même les militants les plus frileux.¹⁶ Les débats entre militants quant à la stratégie à adopter en vue des législatives sont intenses. D'une part, certains militants auraient souhaité organiser la campagne au nom d'ON et semblent réticents à opter pour un nom moins connoté à l'extrême droite. Ils estiment que la présence de militants modérés, attirés dans l'orbite du mouvement nationaliste par la stratégie de légitimation pourrait diluer la teneur de l'idéologie du parti et ainsi gâcher le travail de trois années d'organisation. De l'autre, les militants privilégiant l'ouverture sur la droite traditionnelle et le centre politique afin de rassembler l'opposition nationale sous la même bannière sont d'avis que sans cet apport, le parti ne pourra jamais atteindre un niveau minimum de soutien pour devenir le véritable parti politique qu'ils souhaitent créer. Ce dilemme est classique au sein des mouvances aux extrêmes du spectre politique. L'opposition entre pureté idéologique et recrutement

¹⁵ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 346.

¹⁶ *Ibid.*, p. 347.

efficace se pose inévitablement et, dans le cas présent, la balance penchera dans le camp de ceux qui prêchent pour l'ouverture du parti aux modérés. Alors que les débats idéologiques semblent susciter un consensus, ceux portant sur les stratégies à adopter font émerger un clivage important. La motion consacrant la fondation du Front national sera votée et malgré un résultat fortement en faveur de l'ouverture sur la droite et l'opposition nationale traditionnelle (215 votes pour, 52 contre et 8 abstentions), un écart générationnel émerge au sein du mouvement nationaliste. Effectivement, les jeunes militants nationalistes, et plus particulièrement les étudiants, sont les plus réticents à l'adoption de cette stratégie. Les dirigeants arrivent à convaincre les jeunes du bien-fondé de cette tactique en les assurant qu'elle ne remet pas en cause les 3 ans de labeur mis en branle pour développer Ordre nouveau et que cette position stratégique ne remettait pas en cause l'existence même de leur parti.¹⁷

Deux modèles se posent comme les exemples à suivre pour l'élaboration de la stratégie électorale. La première est celle de la candidature des comités Tixier-Vignancour à la présidentielle de 1965. Rappelons que l'avocat dirigeait une campagne dont le directeur était Jean-Marie Le Pen et qui rassemblait l'extrême droite française. Sa candidature avait récolté 5,2 % des voix au premier tour. Bien que ces résultats soient modestes sur le plan électoral, la campagne aura cependant été couronnée d'un certain succès aux niveaux de l'organisation et de la mobilisation. Souhaitant raviver l'envie d'implication d'une opposition nationale ayant traversé des hauts et des bas depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ON voit dans cette masse militante un électorat à remobiliser. Le deuxième exemple est évidemment celui du MSI italien. Depuis la fondation d'Ordre nouveau, le parti d'extrême droite transalpin est considéré, presque en tous points, comme le modèle à calquer par les nationalistes français :

¹⁷ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 349.

[Le MSI], qui vient de remporter une extraordinaire victoire, il y a juste 5 semaines,¹⁸ aux élections générales italiennes du 7 Mai. Il est vrai, les conditions sont différentes : le MSI représente une énorme force politique, implantée absolument partout, extrêmement bien structurée. Aussi, en pratiquant lui aussi l'ouverture, avait-il les moyens de sa politique. En créant la « Destra nazionale », il s'est adjoint de prestigieuses personnalités telles que l'Amiral Gino Birindelli, et le parti monarchiste a accepté de se dissoudre totalement en son sein. Résultat : plus aucune force de droite digne de ce nom ne subsiste en dehors de lui. On comprend que cela a de quoi nous faire rêver!¹⁹

L'organisation de cette stratégie électorale de Front national, officialisée par le congrès, permettra aux nationalistes de jouer la carte de « l'ordre et de la sécurité ». Basculant ainsi de la subversion à la contre subversion, inscrivant l'action du parti en réaction à l'agitation gauchiste, ON espère regrouper l'électorat traditionnel de droite en attirant des gaullistes et des centristes et atténuer son image violente. L'opération permettrait de : « *sortir l'opposition nationale de son ghetto et de permettre la constitution d'une troisième force, capable d'affronter réellement le régime actuel et un éventuel Front populaire.* » Le congrès vote une motion qui exclut tout recours à l'action clandestine et implique un respect de l'ordre juridique et de la législation en vigueur. Ordre nouveau demande la création d'une Europe des nations, soutient tous les mouvements et états nationalistes et souhaite l'affectation de l'aide française en priorité à ces pays et le soutien aux peuples d'Indochine contre le communisme.²⁰

¹⁸ L'auteur fait ici référence à l'élection générale de 1972 lors de laquelle le parti obtient 8,7 % des voix à la chambre des députés et 9,2 % au sénat, devenant ainsi la 4^e formation politique en importance en Italie.

¹⁹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 348.

²⁰ *Le Monde*, (1972, 13 juin).

La présentation de 40 candidats pour les élections législatives constitue également un temps fort du congrès.²¹ Outre la prévalence de candidats issus de la mouvance nationaliste dure et d'anciens d'Occident, la composition de cette liste nous informe sur un problème récurrent pour l'Ordre nouveau. Malgré la volonté de donner au parti une image apaisée en amenant dans ses rangs des militants plus âgés, les candidats présentés sont encore majoritairement jeunes. Sur les 35 candidats dont l'âge est inscrit dans la liste de présentation, 26 ont moins de 40 ans au moment du congrès de juin 1972. Par ailleurs, seulement 4 femmes sont candidates sous la bannière du Front national. Bien que problématique pour le parti, cette composition sociologique des candidatures de l'extrême droite s'accorde cependant avec la composition générale du courant, largement dominée par des hommes et par des jeunes militants.

Les attentes concernant les législatives sont cependant modestes en termes de résultats électoraux. En effet, les dirigeants affirment qu'ils n'ont pas d'illusions sur les résultats

²¹ La liste est composée de candidats suivants : Gisèle ALATA, 48 ans, Paris - 13^e; Jean BASTIDE, 49 ans, agent technique, Paris - 17^e; Jean-Pierre BERBERIAN Fonctionnaire SNCF, 13 – Marseille; Claude BOCCAGE, 27 ans, courtier en banque, 62 – Béthune; François BRIGNEAU, 53 ans, Journaliste, 92 – St-Cloud; José Bruneau de la SALLE, 27 ans délégué technique, Paris - 17^e; Henry Charbonneau, 58 ans, journaliste, Paris - 16^e; Guy Charrasse, 23 ans, commerçant, 94 – Vincennes; Gérard Chavagnac, 38 ans, Architecte, Paris - 16^e; Hilaire Chollet, 70 ans, Professeur, Paris - 12^e; Henri David, 51 ans, médecin, 92 – La Garenne Colombes; Marie Françoise DAVID, 24 ans, étudiante en droit, 92- La Garenne Colombes; Thierry DEWAVRIN, 26 ans, attaché de direction, Paris - 16^e; Rémi DRELLON-MOUNIER, 26 ans, journaliste, Paris - 8^e; François DUPRAT, 32 ans, professeur, Paris - 15^e; Yves DUPRES, 24 ans, 14 – Caen; Maurice ÉTIENNE, 26 ans, chef comptable, 42 – St-Étienne; Alain GALLAND, 26 ans, agent SNCF, Seine-St-Denis; Louis GIRAUD, 74 ans, Chevalier de la légion d'honneur, croix de guerre 4 palmes, 83 – Avignon; Christian HELLEISEN, 28 ans, inspecteur d'assurance, 45 – Orléans; Michel HUBERT, 48 ans, industriel, 95 – Val d'Oise, Gabriel JEANTET, 66 ans, conseiller technique, 33 – Bordeaux; Hubert KOHLER, journaliste, Paris 20^e; Yves LAFOND, 34 ans, Chef de district SNCF, Paris 12^e; Serge LEBAIN, 29 ans, informaticien, Paris - 13^e; Hugues LECLERE, 28 ans, cadre commercial, 63 – Puy-de-Dôme; Jack MARCHAL, 25 ans, Paris - 17^e; Jean-Marc MATHIEU, 30 ans, Libraire, Paris - 4^e; Yves MÉNARD, 28 ans, avocat, Paris - 17^e; Richard OLLAGNIER, agent SNCF, 41- St-Étienne; Philippe PAULIN, employé d'assurances, 91 – Ris Orangis; Nicole PEPIN-MALHERBE, 24 ans, décoratrice, Paris - 18^e; Michel PETIT, 26 ans, cadre commercial, Paris - 15^e; Didier POZNANSKI – 26 ans, étudiant, 78 – Chatou; Alain ROBERT, 26 ans, Paris – 7^e; Thierry ROGISTER, 24 ans, cadre commercial, Paris - 8^e; Michel VANDERMEERSCH, antiquaire, 24 ans, Paris - 6^e; Françoise VIDAL-MONESTIER, 24 ans, 31- Toulouse; George SCHMELZ, 32 ans, professeur de Lettres, 76 – Le Havre; Daniel VIVES, Ingénieur commercial, 43 – Le Puy. Dans « Dossier coupures de presse ». Archives nationales. (19930666/21).

de cette aventure électorale. Sachant que les résultats seront négligeables sur le plan des suffrages, ils croient cependant que cette campagne constitue un outil de propagande intéressant en permettant de rejoindre une population autre perméable aux thèmes nationalistes.²²

Les organisateurs jugent le succès du congrès par la réaction qu'il aura suscité tant chez les observateurs que dans la presse. Dans leur bilan, ils décrivent ainsi le résultat d'un congrès d'une envergure sans précédent pour le courant nationaliste d'après Seconde Guerre mondiale :

Les faits nous donnent raison : les interventions, les débats ont été tout au long d'un très haut niveau politique, et le sérieux des travaux n'a pas manqué d'impressionner les observateurs, qui ont eu accès à l'enceinte du congrès durant les deux jours. Pour un mouvement de casseurs, pour un groupuscule de brutes sanguinaires, puisque tels on cherche à nous représenter, voilà qui était inattendu. Presse, radio et télévision ont donné un large écho à notre congrès, ce qui montre que nos efforts pour améliorer l'image de marque peu favorable d'Ordre nouveau pouvaient être, dans une certaine mesure, récompensés.²³

Au lendemain du congrès, la tâche s'annonce colossale pour les dirigeants d'Ordre nouveau. Alors qu'une quarantaine de candidats ont déjà été présentés, le parti souhaite en présenter une centaine aux législatives. Cependant, la vision du mouvement nationaliste, selon laquelle l'avènement d'un Front national unissant toute l'opposition nationale constitue la seule possibilité de victoire du nationalisme,²⁴ commence à prendre forme. Confirmant cette vision, le numéro du journal publié à l'automne 1972 réaffirme cette volonté d'unité tout en se félicitant des succès de la première phase de

²² Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 347.

²³ *Ibid.*, p. 349.

²⁴ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1971, été). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*. (1), BDIC, p. 7.

cette stratégie de Front national. Se félicitant d'avoir rallié les nationaux à leur cause, les nationalistes d'ON entrevoient ce FN comme la seule façon de « rénover la nation » française.²⁵ Nous verrons par contre dans quelle mesure la radicalité d'Ordre nouveau persiste au sein de cette nouvelle structure.

7.2. Ordre nouveau : un néofascisme inscrit dans la modernité politique

L'évolution d'Ordre nouveau vers sa stratégie de Front national doit cependant être analysée en fonction des critères suggérés par Roger Griffin. Pour l'auteur, le fascisme serait caractérisé par un rapport particulier à la modernité. À la différence des mouvements conservateurs autoritaires, les fascismes se distinguent par un rapport au temps singulier, caractérisé par un regard tourné vers l'avenir et une projection dans un futur sur lequel ils ont le pouvoir d'agir. Dans cette section, nous traiterons, dans un premier temps, des éléments identifiés par Griffin pour distinguer les fascismes des mouvements conservateurs/autoritaires. Dans un deuxième temps, nous verrons la façon dont ces éléments sont présents dans l'idéologie et la propagande d'Ordre nouveau. En analysant ses publications, les mémoires de ses dirigeants ainsi que les bilans produits par ses militants, nous exposerons ce rapport particulier à la modernité qui sera entretenu par la formation nationaliste qui nous permet à la fois d'en lier l'action au courant néofasciste mais également d'identifier, dans la volonté d'arrimage du projet néofasciste dans la modernité politique, les raisons qui poussent les dirigeants d'Ordre nouveau à se doter d'une structure comme le Front national. Nous verrons comment ce rapport se maintient dans les orientations du nouveau parti pour exposer la transition du néofascisme d'ON vers une volonté d'inscription dans l'arène politique

²⁵ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1972, 15 octobre-15 novembre). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (15). BDIC, p. 3.

traditionnelle par la création du Front national, structure adaptée aux réalités de cette modernité politique.

7.2.1. Le fascisme et la modernité.

La relation du fascisme à la modernité est à la fois complexe et déterminante quant à l'attribution de l'épithète. Alors que la littérature et l'idéologie fasciste peuvent a priori être associées à un passé glorifié qu'on tente de raviver, leur rapport au temps et à l'époque moderne – le fascisme étant un produit du 20^e siècle – constitue une facette complexe de leur développement. Ce rapport au temps, tourné vers le futur, constitue l'un des critères fondamentaux distinguant l'idéologie fasciste des droites autoritaires classiques. Les processus de modernisation dans lequel les sociétés occidentales sont engagées au moment de l'émergence des fascismes ne sont pas remis en cause par l'idéologie fasciste. Au contraire, cette dernière propose une modernité – et, conséquemment, une modernisation – alternative :

Vu de cette façon, le fascisme représente une réponse à la modernisation d'un État qui, par une évolution prolongée, complexe et imprévisible, s'éloigne de ses formes traditionnelles. Son mythe central, la palingénésie nationale exprimée par la création d'un nouvel ordre sociopolitique et éthique, suggère que le fascisme se positionne comme une alternative radicale à l'idéologie existante et comme pionnier d'une nouvelle voie vers la modernité rendue nécessaire par la faillite et la décadence de toutes les alternatives existantes.²⁶

D'abord, il est impératif de s'interroger sur la relation entre modernité et libéralisme. Perçue comme indissociable de l'élan vers la modernité, l'association automatique entre le libéralisme et le monde moderne a pour effet d'exclure du champ de la modernité un fascisme qui se définit – ou s'auto-définit – par son rejet du libéralisme.

²⁶ Traduction libre de Griffin, R. (1994). *Modernity under the New Order : The Fascist Project for Managing the Future*. Oxford : Thamesman Publications, p. 9-10.

Cependant, il est possible de questionner, comme le fait l'historien italien spécialiste du fascisme Emilio Gentile, le lien associant libéralisme et modernité. Suggérant que l'opposition entre tradition et modernité puisse être plus complexe qu'elle ne semble, Gentile propose que l'existence d'un ruralisme, d'un mythe ou d'une religion politique, et, conséquemment, d'une persistance de la tradition ne soit pas antinomique au concept de modernité.

Gentile identifie une crise du modèle de modernité occidentale, qui, selon lui, se développe autour des concepts de rationalité, d'industrialisation et de ce que Max Weber appelait le « désenchantement du monde ». Il en conclut que d'importants processus de modernisation sont également possibles dans des contextes où la tradition et les symboliques anciennes perdurent. De manière générale, l'historien italien suggère que ce qu'il entend par modernité n'est pas incompatible avec l'autoritarisme, l'irrationalisme voire avec le fascisme. Conscient que cette analyse ouvre la porte au danger de l'euphémisation des projets fascistes, il stipule :

Ceci n'est pas une invitation à célébrer les aspects modernes de l'autoritarisme présents dans le fascisme, mais un appel à réfléchir sur la non-incompatibilité de l'autoritarisme et de la modernité. Si la modernité correspond aux sociétés de masse, aux mobilisations de masse, et l'exultation de mythes politiques, alors le fascisme est résolument moderne.²⁷

Ce que Gentile avance est qu'il existe des formes d'autoritarisme, dans lesquelles il inclut les fascismes, qui ne constituent pas une réaction ou une résistance à la modernité, et qui seraient, au contraire, des produits nés de cette modernité et de ses contradictions. Extrapolant cette affirmation, Roger Griffin avance de son côté que le fascisme, compris et étudié comme idéologie ou comme mouvement, pourrait être perçu comme une alternative radicale aux visions du monde libérales ou socialistes. Le

²⁷ Traduction libre de Griffin, R. (1994). *Modernity under the New Order : The Fascist Project for Managing the Future*. Oxford : Thamesman Publications, p. 10.

fascisme, conçu comme une forme de modernité alternative, rejette de façon radicale les logiques libérales qui culminent dans ce que les théoriciens et idéologues fascistes perçoivent comme un excès de relativisme, de subjectivisme, et qui pousse les sociétés dans un état d'anomie associé à la perte des « valeurs éternelles ». Dans ses formes les plus abouties, les fascistes tenteront de réaffirmer ces valeurs par l'entremise d'un dispositif profondément moderne : l'État totalitaire. Griffin continue en affirmant que :

En tant que régime, [le fascisme] essaie de pourvoir une nouvelle base à la démocratie participative et pour la légitimité de l'État-nation impliquant la transformation de l'ultranationalisme en religion séculière et l'exaltation de la suprématie de la communauté nationale sur l'individualisme à travers des permutations agressives entre contrôle social et ingénierie sociale.²⁸

Alors que l'explication de Griffin s'engage dans les modalités d'un fascisme qui aurait atteint le pouvoir pour s'ériger en régime totalitaire, nous allons, pour les besoins de cette thèse, tenter d'analyser comment cette modernité s'exprime à travers les orientations idéologiques d'Ordre nouveau. Pour y arriver, il est impératif de comprendre comment cette modernité peut s'exprimer dans le contexte de ce que Griffin appelle « l'ère postfasciste ». Comme nous l'évoquions plus haut, le traumatisme de la Seconde Guerre mondiale marquera profondément l'expression des droites radicales, et plus particulièrement des mouvements qui seront associés aux courants néofascistes. Nous démontrerons comment s'exprime le rapport à la modernité des idéologues d'Ordre nouveau pour ainsi réitérer la nature du parti, mais également pour inscrire la création du Front national dans la modernité antilibérale de ce courant.

Pour Roger Griffin, les fascismes de l'après-Deuxième Guerre mondiale – l'ère postfasciste – constituent de nouvelles variétés qui, bien qu'inspirées des mouvements de l'entre-deux-guerres, seraient des incarnations particulières d'un ultranationalisme

²⁸ *Ibid.*, p. 11.

populiste et révolutionnaire adapté au contexte idéologique et politique de la période. Faisant référence à Alain de Benoist et aux tendances antilibérales associées à la Nouvelle droite, Griffin perçoit dans la critique véhémence de l'ethnopluralisme et de l'égalitarisme une incarnation des nouveaux fascismes. Elle constituerait une forme de palingénésie ultranationaliste se différenciant des formes traditionnelles du fascisme par l'absence de style paramilitaire et par la modification de son rapport au nationalisme, qui devient européen.²⁹ Nicolas Lebourg avait également identifié cette évolution du fascisme au néofascisme en marquant ce passage par la volonté des militants d'extrême droite de dépasser l'horizon de la « nation » et de percevoir l'Europe comme un ensemble culturel cohérent composé de différentes « ethnies³⁰ ». Alors que cette vision de l'Europe existait déjà chez certains penseurs nazis, pour qui la « race aryenne » constituait l'unité suprême, cette vision s'étend, après la Deuxième Guerre mondiale, aux partis néofascistes européens qui avaient précédemment une vision ne dépassant pas l'horizon de la nation. Par ailleurs, Griffin illustre le rapport des écrits d'Alain de Benoist à la modernité par l'importance qu'accorde ce dernier au progrès technologique et à la modernisation des sociétés européennes :

La civilisation européenne n'est pas en danger en raison du progrès technique, mais parce que l'utopie égalitariste qui semble aujourd'hui l'emporter se pose en contradiction avec les besoins d'une société moderne née, entre autres choses, de ce même progrès technique.³¹

²⁹ Griffin, R. (1994). *Modernity under the New Order : The Fascist Project for Managing the Future*. Oxford : Thamesman Publications, p. 18.

³⁰ Lebourg, N. (2006). « La Dialectique néo-fasciste, de l'entre-deux-guerres à l'entre-soi ». *Vocabulaire du Politique : Fascisme, néo-fascisme. Cahiers pour l'Analyse concrète*, (57-58), 39-57.

³¹ Traduction libre de De Benoist. Dans R. Griffin. (1994). *Modernity under the New Order : The Fascist Project for Managing the Future*. Oxford : Thamesman Publications, p. 18.

Alain de Benoist appelle ensuite à l'exaltation d'une volonté pour l'homme de reprendre le contrôle sur sa création :

La fin de la domination des machines ne réside pas dans leur destruction, mais dans la volonté de l'homme de se transformer de façon à demeurer le maître de sa production.³²

Dans cette citation, deux idées centrales de la définition du fascisme de Griffin sont apparentes. D'une part, le rapport à la technologie et à l'intériorisation des processus de modernisation des sociétés inscrivent indéniablement les propos de l'idéologue de la ND dans la modernité et, conséquemment, permettent à Griffin d'en lier le substrat au courant néofasciste. Par ailleurs, la projection dans le futur évoqué par de Benoist, par la volonté de régénérescence de l'homme qui reprendrait le contrôle sur une modernité décadente, témoigne de l'acceptation par l'auteur de l'inversion du rapport au temps caractéristique de la modernité politique. Contrairement aux droites autoritaires classiques puisant leur registre politique dans un passé idéalisé, de Benoist se projette dans le futur pour concevoir un projet de société résolument inscrit dans la modernité politique.

Alors que la Nouvelle droite, constitue, pour Roger Griffin, un courant s'inscrivant dans l'évolution de l'idéologie néofasciste dans la France des années 1960 et 1970 et dans un rapport à la modernité qui la distingue des mouvements autoritaires traditionnels, son action s'inscrit cependant dans le cadre d'un combat métapolitique et culturel. L'ambition d'Alain de Benoist et des intellectuels associés au mouvement consiste à remporter la bataille des idées et de convaincre la population française du bien-fondé de la cause nationaliste. Impliquée dans des débats, conférences et production de journaux, l'action de la ND se situe à l'extérieur du champ politique partisan. Les prémisses des idées de la ND seront portées par l'Ordre nouveau et, plus

³² *Ibid.*

particulièrement, par le Front national créé en 1972 et qui entretiendra des liens étroits avec les idéologues néo-droitiens tout au long des premières décennies de son existence.

Cependant, il est intéressant de questionner le modèle proposé par Griffin. L'auteur propose une analyse des particularités des fascismes de l'après-Seconde Guerre mondiale. Dans ses textes consacrés au néofascisme, l'historien britannique distingue quatre types d'incarnation du fascisme dans le contexte de la deuxième moitié du vingtième siècle : le nationalisme-révolutionnaire, le crypto-fascisme, le révisionnisme ainsi que les franges révolutionnaires des courants idéologiques associés à la « révolution conservatrice » allemande.³³ Alors qu'Ordre nouveau constitue un exemple de la première catégorie, le nationalisme-révolutionnaire, la place accordée au Front national dans ses écrits est plus floue. Souvent exclu du champ des fascismes parce qu'analysé à l'aune de ses développements et évolutions des années 1980 et 1990, et considéré plus comme réformiste que révolutionnaire,³⁴ le parti créé au sein du mouvement Ordre nouveau correspond cependant en tous points, dans sa première incarnation au début des années 1970, à la deuxième catégorie de mouvements néofascistes : les partis crypto-fascistes que Griffin définit de la façon suivante :

Par cette expression, je fais référence à l'ultranationalisme contenu dans un nombre de groupes de pression et de partis politiques qui, malgré une acceptation de façade de la démocratie libérale et une distanciation des régimes fascistes de l'entre-deux-guerres, en particulier le Troisième Reich, recrute ses anciens fonctionnaires, attirent des membres et du financement fascistes, et par leurs activités publiques et affiliations, agissent comme liens entre la droite nationale et nationaliste.³⁵

³³ Griffin, R. (1991). *The Nature of Fascism*. Londres : Pinter Publishers, p. 129-131.

³⁴ *Ibid.*, p. 126.

³⁵ Traduction libre. Dans le texte original, Griffin utilise les expressions « far right » et « ultra-right », qui, dans le contexte français de la fin des années 1960 et du début des années 1970, peuvent

Perçu ainsi, au moins dans ses premiers balbutiements, l'avènement du Front national constitue à la fois un point tournant important de la stratégie de l'extrême droite néofasciste et, dans sa première incarnation, une continuité évidente du projet nationaliste-révolutionnaire d'Ordre nouveau. Centrale au procédé d'inscription dans l'arène politique, la volonté d'appropriation, au moins de façade, des codes de la démocratie libérale et des processus de modernisation associés à une modernité politique et technologique, constitue un élément fondamental de l'évolution du courant. Comme nous le verrons dans les parties suivantes, les dirigeants d'Ordre nouveau perçoivent le Front national non pas comme une rupture idéologique radicale, et encore moins comme la fin de leurs velléités révolutionnaires, mais, au contraire, comme l'*outil* permettant de les mener à bien. Cette réalité suggère donc une réflexion importante des dirigeants quant à l'évolution des modalités politiques de l'époque et de l'impossibilité de survivre en dehors de l'acceptation des codes de cette démocratie libérale.

Dans les prochaines parties, nous verrons comment s'organise cette adaptation aux réalités politiques de l'après-Seconde Guerre mondiale en conservant, en filigrane, le rapport à la modernité qu'entretient le courant néofasciste et qui culmine dans l'inscription du courant dans le jeu politique des démocraties libérales par la création du Front national. Alors qu'il appert que ce rapport à la démocratie constitue une stratégie, il témoigne d'un rapport conscient à la modernité libérale et de sa volonté de s'y inscrire.

7.2.2. Ordre nouveau et la modernité.

Ordre nouveau constitue l'une des premières tentatives, après la Seconde Guerre mondiale, d'organisation de l'extrême droite groupusculaire en une formation politique

correspondre à la division entre la droite nationale et le camp nationaliste. Griffin, R. (1991). *The Nature of Fascism*. Londres : Pinter Publishers, p. 130.

partisane. Cette inclusion peut, déjà, constituer une preuve de l'insertion du mouvement ultranationaliste dans la modernité politique par l'acceptation des règles de la démocratie moderne. L'analyse des documents de propagande et des journaux d'Ordre nouveau, montre une modernité fasciste au sein de son appareil idéologique. Qu'il s'agisse de son rapport au futur, de son rejet de la nostalgie et de la tradition ainsi que de son acceptation des mécanismes de modernisation et d'industrialisation, Ordre nouveau s'inscrit dans un rapport au monde moderne particulier qui nous permet d'en lier l'histoire à celle des mouvements fascistes du 20^e siècle.

7.2.3. L'État nationaliste.

Dans l'important document présenté aux militants du parti lors du congrès de juin 1972, les dirigeants d'Ordre nouveau dévoilent les détails de leur vision de la transformation de l'appareil étatique français en ce qu'ils appellent « l'État nationaliste ». Pour eux, le processus d'établissement, par différentes générations de penseurs et hommes politiques libéraux, du système démocratique moderne en France, inclut l'appropriation du pouvoir par une minorité puissante et une déconnection de cette dernière avec les forces vives de la nation. En abandonnant tout sens de « communauté » du peuple français, ces puissants dirigeants gèrent la France comme une assemblée d'actionnaires. À cette critique, les idéologues d'Ordre nouveau opposent un modèle alternatif qu'ils appellent l'État nationaliste :

L'État nationaliste est le garant de l'unité et de l'avenir de notre pays. La liberté de notre nation permet et commande la liberté individuelle. Pour remplir cette mission l'État nationaliste doit réconcilier les français et leur nation, en faisant de notre vie politique la réalisation commune du destin particulier de la France.

Pour remplir cette mission, il doit être permanent dans son action, indépendant dans son choix, populaire dans sa dynamique.

L'État nationaliste, loin d'abolir la forme républicaine de gouvernement, créera un pouvoir populaire, une véritable république au sens romain du terme, la chose publique de tous les français.³⁶

L'idéal républicain redéfini par leur soin et devant constituer la forme d'État souhaitée par les membres d'Ordre nouveau correspond, à bien des égards, à ce qui est généralement considéré comme un état moderne. La mention de la volonté de conserver la structure républicaine de cet État constitue un argument fondamental de l'inscription du projet politique des militants ultranationalistes dans la modernité politique. Par ailleurs, la référence au « destin » de la nation française, devant se réaliser par l'établissement d'un tel État, suggère un rapport au temps tourné vers le futur et s'ancrant dans l'histoire avec la référence à la république romaine. Par ailleurs, l'État nationaliste défendu par les idéologues d'Ordre nouveau table sur les « forces vives » de la nation, une thématique empruntée à la rhétorique de gauche marxiste. Reprochant aux systèmes démocratiques en place à la fin des années 1960 d'être aux mains de minorités économiques et sociales se saisissant du pouvoir pour l'exploiter à leur avantage, Ordre nouveau suggère de redonner à la Nation une autonomie d'action.³⁷ En parlant des groupes minoritaires détenteurs du pouvoir réel, ils avancent que l'État nationaliste en limitera les pouvoirs et suggère la constitution d'États généraux. Ils proposent également la création de trois grands conseils, chacun doté d'une mission distincte, devant chapeauter cet exercice : le *Conseil des Activités économiques et sociales*, le *Conseil des Collectivités Territoriales* et le *Conseil du Front national*.³⁸

D'un côté, le parti n'atteindra jamais un quelconque niveau de pouvoir dans la société française et il est donc impossible de juger si ces mesures auraient effectivement été

³⁶ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 229.

³⁷ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1972, 15 octobre-15 novembre). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (15). BDIC, p. 6.

³⁸ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 230.

mis en place une fois élu. Les mouvements à tendance fasciste qui ont précédé l'Ordre nouveau ont évincé toute prétention au processus démocratique dans la pratique du pouvoir. De l'autre, il est intéressant de voir, dans l'affirmation d'une volonté de représentation de la Nation – donc, dans une certaine mesure, des volontés et revendications du peuple – les prémisses de ce qui sera considéré comme une approche « populiste » de la politique par les historiens et politicologues. Effectivement, ces volontés sont également affirmées dans le journal d'ON qui met de l'avant le principe de collégialité et refuse qu'un « groupe humain » ou une « classe » prennent l'ascendant sur l'ensemble de la communauté nationale. Évidemment, ces propos peuvent être analysés comme une réponse au PCF et sa lutte des classes, mais il suggère aussi la volonté de représentation du peuple par cet État nationaliste.³⁹ Ces revendications, combinées à de réelles prétentions électorales, sont autant de traits caractéristiques du développement idéologique de l'extrême droite à travers l'Ordre nouveau s'inscrivant dans une perspective moderne de l'action politique.

Un article paru dans l'édition de novembre et décembre 1972 du journal *Pour un ordre nouveau*, intitulé « Ce que veut le Front national », expose également cette vision de l'État proposé par les militants nationalistes. Dans le contexte de la formation du FN et de ses premières participations aux élections, il est intéressant de noter la façon par laquelle les auteurs tentent d'arrimer ce projet nationaliste aux pratiques des États modernes. Omettant les références révolutionnaires dans cette section, ils se concentrent plutôt sur les notions de sécurité, de volonté populaire, de répression du crime ainsi qu'une vague promesse d'un « renouveau » de la nation française.⁴⁰

³⁹ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1971, été). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*. (1). BDIC, p. 2.

⁴⁰ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1972, 15 octobre-15 novembre). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (15). BDIC, p. 6.

Finalement, la compréhension et l'intériorisation des éléments constitutifs de la modernité par les dirigeants d'Ordre nouveau se manifestent dans un discours évoquant un monde hypermoderne, tant au plan technologique qu'au niveau de son évolution politique, et dans lequel le parti tente de s'inscrire. Leur vision de « l'État nationaliste » semble donc le véhicule privilégié pour faire concorder l'objectif de révolution nationaliste avec les codes et réalités politiques des années 1970. Dans le même article, on peut lire, à propos de la constitution du Front national :

Au siècle de l'avion supersonique, de la télévision mondiale et de la conquête de l'espace, la Nation ne peut exister et durer en se repliant sur elle-même. Entre le géant américain et l'empire soviétique, les nations d'Europe ne peuvent survivre qu'en s'unissant. Mais on ne bâtira pas l'Europe en détruisant les patries qui en sont la substance vivante.⁴¹

Cette citation ouvre la porte à la place prépondérante que prend l'intégration des différentes évolutions techniques et technologiques dans l'élaboration de l'idéologie des partis et mouvements fascisants.

7.2.4. La modernisation technique.

Le rapport de l'extrême droite à la modernisation technique – ou technologique – constitue chez Griffin l'un des aspects importants permettant de lier l'action des mouvements aux fascismes. La combinaison d'un rejet des excès d'une modernité décadente et l'acceptation de ces technologies que l'on souhaite mettre au service d'un projet de société tourné vers le futur serait l'une des caractéristiques permettant de différencier l'action des mouvements autoritaires traditionnels de celle des tendances fascistes. Dans l'exemple d'Ordre nouveau, cette dimension est illustrée à la fois par la critique de la technocratie du régime républicain, mais aussi par l'emballement face

⁴¹ *Ibid.*

aux possibilités offertes par le progrès technique et la modernisation de la société française de l'après-Deuxième Guerre mondiale.

Se positionnant, dans la première édition de l'ouvrage-bilan du parti, publiée en Juin 1972, *Ordre nouveau* propose une critique du capitalisme qu'il associe à une technocratie qui serait le résultat direct des progrès techniques des derniers siècles. Ils estiment que capitalisme et technocratie sont deux phénomènes indissociables et que le second serait la conséquence logique du progrès technique entraîné par le premier.⁴² Les attaques contre cette technocratie sont fréquentes et s'expriment notamment dans le journal *Pour un Ordre nouveau*. On peut y lire de nombreux articles accusant notamment Valéry Giscard d'Estaing d'être le représentant de ce système.⁴³

La critique qu'adressent les militants d'ON au système qu'ils identifient à une technocratie consiste à dénoncer les excès de la transformation du travail entraînant le modèle industriel des usines modernes, du travail à la chaîne et de l'avènement de la société de consommation. Cette critique, somme toute assez typique des idéologies opposées au capitalisme, s'exprime clairement dans l'évocation du fordisme :

Son raisonnement était très simple : pour gagner plus, il faut produire plus, pour accroître la population, il faut accroître la consommation, il faut donc créer de nouveaux consommateurs ayant un pouvoir d'achat suffisant; il décida donc de faire passer les salariés de l'état d'esclave à celui de consommateurs. L'amélioration extraordinaire du niveau de vie qui se produisit ensuite allait ainsi naître, non pas d'une idée philanthropique, mais du calcul des capitalistes visant au plus grand profit.⁴⁴

⁴² Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 46.

⁴³ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1972, 15 octobre-15 novembre). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (15). BDIC, p. 8.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 47.

Dans cette critique de la mécanisation du travail et de l'une de ses conséquences, l'avènement de la société de consommation, l'on voit poindre une ferme opposition au capitalisme, traditionnelle au sein des mouvements d'extrême droite. Les responsables d'Ordre nouveau identifient par ailleurs une modification du capitalisme qui, avec le temps, fait émerger des trusts et des ententes entre grands investisseurs, ce qui a pour effet de créer un système oligarchique vivement critiqué par le parti. Alors que la critique de ce système capitaliste et du type de société qu'il engendre apparaît évidente, ON suggère une vision qui n'est cependant pas hostile à une modernisation technique et à l'apport des technologies modernes. Dans une section de l'ouvrage bilan intitulée *Le caractère positif du progrès technique*, on peut en effet lire :

Il importe avant tout de porter un jugement serein. Il serait de mauvaise foi de nier les progrès du niveau de vie dont le nouveau système est la cause, il serait ridicule de refuser le pouvoir que la technique donne à l'homme. Bien plus, certains idéaux de la société technocratique ne nous sont pas totalement étrangers. [...]

Et il est bien évident que ces nouveaux idéaux, investissement, technique et efficacité, sont inséparables de valeurs qui sont les nôtres, celles de l'audace, de l'initiative, de la récompense du succès. Surtout la notion de technique ne nous laisse pas indifférents, car c'est la technique qui démultiplie la puissance de l'homme [...]. Ainsi nous refusons toute mystique réactionnaire : nous acceptons la technique avec toutes ses conséquences.⁴⁵

Les militants d'Ordre nouveau opposent technologie et technocratie; acceptant volontiers la première, ils rejettent farouchement la seconde. Ils perçoivent la technocratie comme une société qui accorde aux technocrates une place politique démesurée. Pour ON, la place du technocrate, bien qu'indispensable, doit être limitée. On accuse la 5^e République et le régime Gaulliste d'être les serviteurs dociles des intérêts des grands financiers et on estime que cette imbrication des intérêts financiers et des hautes fonctions politiques constitue un immense danger pour la nation. Face à

⁴⁵ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 48.

cette confusion entre intérêts privés et politiques, le gouvernement devrait au contraire jouer un rôle protecteur.

Le rapport qu'entretient Ordre nouveau à la technologie et la modernisation n'est pas sans rappeler le lien qui sera plus tard observé par Griffin à propos des écrits d'Alain de Benoist et de la Nouvelle Droite. Dans cette attitude qui allie à la fois le rejet d'une modernité décadente et l'acceptation d'un progrès technique qu'on souhaite maîtriser et mettre au service d'un projet de société nationaliste visant la régénérescence de la nation, on retrouve l'un des traits fondamentaux de l'évolution des extrêmes droites fascistes dans la deuxième moitié du vingtième siècle. Alors que la théorisation de cette modernité fasciste sera évidente dans les écrits de la ND, ses prémisses sont présentes dans les écrits et les pratiques d'Ordre nouveau.

7.2.5. Les processus électoraux

Le rapport d'Ordre nouveau à la modernité politique s'exprime également par ses visées « démocratiques » et sa participation aux élections. Alors que les régimes fascistes émergeant pendant l'entre-deux-guerres ne sont pas des démocraties, il se développe cependant, au sein d'Ordre nouveau et d'autres mouvements néofascistes européens, un rapport ambigu face au processus démocratique dans l'après-Seconde Guerre mondiale. Comme l'expose Roger Griffin, l'insertion des fascismes dans la modernité politique suggère entre autres une attitude, perçue par l'historien anglais comme une modernité alternative, qui permet d'intégrer les mécanismes de cette modernité dans leur tentative de façonner une société à l'image du projet nationaliste qu'ils proposent. Alors que l'idée de représentation et de souveraineté du peuple constitue un élément central de la philosophie moderne depuis les Lumières, notamment chez Locke, Diderot, Voltaire et Rousseau, cet idéal démocratique sera intégré par une partie de l'extrême droite nationaliste. Élément central de cette philosophie, le processus électoral constituera l'un des marqueurs principaux de

l'accession à la « modernité politique ». L'idée se retrouvera notamment dans la déclaration universelle des droits de l'Homme :

La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.⁴⁶ »

Alors que ce rapport constitue une ambiguïté au sein du parti, il est intéressant de s'attarder à la façon dont cet élément sera récupéré et intégré. Alors que le projet politique d'Ordre nouveau et de l'extrême droite nationaliste préserve son caractère foncièrement révolutionnaire, la modification du processus pour arriver au pouvoir se modifie fortement. L'acceptation des codes de la démocratie moderne, notamment par la participation au processus électoral, témoigne d'une réelle volonté d'arrimer le projet néofasciste d'Ordre nouveau aux codes d'une société dans laquelle la représentation politique, la souveraineté du peuple et, plus particulièrement, la participation aux élections, sont des évidences normatives.

Alors qu'il est paradoxal pour un parti qui critique vertement le « système » d'y participer, l'inclusion dans l'arène politique témoigne de l'acceptation d'un cadre politique associé à l'émergence de modes d'organisation des sociétés modernes. Plus encore, cette relation s'exprime de façon assez étonnante dans un appel à établir une démocratie « réelle » que le parti souhaiterait opposer au régime actuel jugé comme « autoritaire » :

Ce système [celui que le parti identifie comme technocratie] s'est donné un nom, du moins dans nos pays : celui de démocratie libérale. Ce nom est à lui seul un reproche pour tous les adversaires du régime. Être contre le Système, c'est être contre la démocratie, c'est refuser la liberté, c'est vouloir prendre le pouvoir par la force. Seulement, à nos yeux, nous ne

⁴⁶ Déclaration universelle des droits de l'homme, art. 21, al. 3.

vivons pas dans une démocratie. Les quelques libertés accordées aux minorités sont un leurre : le pouvoir est tout entier aux mains de la caste dirigeante, le pouvoir n'est pas, n'a jamais été le fait du peuple. [...] Aujourd'hui encore, la démocratie est un mythe : nous vivons dans un régime semi-totalitaire.⁴⁷

Cette inversion fascinante de l'accusation de totalitarisme qui, dirigée vers le régime, permet au parti d'inscrire son action dans une légitimité démocratique et brouille ses liens idéologiques avec les mouvements qui auront donné naissance aux fascismes de l'entre-deux-guerres, permet également d'affirmer une certaine acceptation, au moins de façade, des aspirations au progrès démocratique des sociétés dites modernes. Plutôt qu'un retour aux formes anciennes et autoritaires de gouvernement, ON se conçoit comme le parti capable de faire accéder la nation à un modèle de gouvernement « réellement démocratique ». Cette conception correspond à la vision Schmittienne de la souveraineté populaire. Selon le penseur fasciste, l'allégeance aux conceptions constitutionnelles libérales sape la souveraineté populaire. Face à une telle situation, l'État fasciste devient « *la tentative héroïque de maintenir et d'imposer la dignité de l'État et de l'unité nationale contre le pluralisme des intérêts économiques* ».⁴⁸ Il est possible de supposer que cette conception devient, dans sa forme euphémisée, l'inspiration principale pour la construction de la notion d'État nationaliste proposée par Ordre Nouveau.

Toujours dans une perspective de critique d'un régime associé à ce qu'ils nomment « technocratie », ces militants d'Ordre nouveau dénoncent également certains aspects des institutions de la cinquième République. Caractérisée par l'affirmation du pouvoir exécutif, la République Gaullienne est accusée de concentrer le pouvoir entre les mains d'une minorité qui, se référant à des conseillers – des techniciens non élus – outrepassse

⁴⁷ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 51.

⁴⁸ Schmitt, C. (1927). *Wesen und Werden des faschistischen Staates*. Berlin : Springer, p. 125.

les volontés d'un parlement qui a perdu ses fonctions. Citant la conception du pouvoir selon Alain, pour qui les « les électeurs surveillent les députés, qui surveillent les ministres qui surveillent les techniciens », les responsables d'ON estiment que la chaîne est rompue et qu'un trop grand pouvoir est accordé à ces derniers, qui auraient le champ libre pour mettre en place des mesures qui favorisent l'oligarchie des puissants. Suivant cette logique, les élections sont donc la base de tout processus démocratique :

Cette cérémonie rituelle correspond pour le Régime à ce qu'était le sacre pour les anciens rois de France : il devient d'un coup consacré, sa légitimité démocratique ne peut plus être mise en doute. En réalité, le vote populaire a été fabriqué de toutes pièces par le régime.⁴⁹

Alors que la référence à la légitimité démocratique semble motivée par son acceptation massive dans la population française, il n'est cependant pas évident que les dirigeants d'Ordre nouveau acceptent les termes de cette démocratie une fois au pouvoir. Nous verrons, dans un chapitre ultérieur, comment la vision d'une révolution nationale – par les urnes – devient l'approche privilégiée par le parti. Pour l'instant, notons que les militants se montrent très critiques face à l'organisation des élections dans leur forme actuelle. Entre manipulations médiatiques du Régime, choix du moment du déclenchement des élections en fonction des contextes favorables au parti au pouvoir et autres mécanismes permettant de manipuler l'électorat, ON entrevoit le processus électoral comme un moyen utilisé par le régime pour préserver son pouvoir. Cependant, l'idée d'une lutte politique inscrite dans les normes des démocraties modernes commence à faire sa place dans le discours d'une extrême droite connue pour son hostilité historique au processus électoral et à l'idée de représentation.

La place des nationalistes dans le « système » démocratique est également critiquée par Ordre nouveau. Conscients du peu d'espace accordé à cette famille politique dans le

⁴⁹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 53.

jeu électoral, les militants du parti se tournent vers l'Italie et voient dans les avancées du MSI un idéal à atteindre :

Sans doute, dans ce dernier pays [l'Italie], un parti nationaliste a pu se créer en 1946, le MSI. Mais, ce mouvement a servi de repoussoir pour chacun des trois grands partis italiens, la démocratie chrétienne, le parti socialiste et le parti communiste. Chacun étant plus antifasciste que les deux autres : ils se partageaient l'électorat au nom de l'« antifascisme ». [...] Ainsi, pendant une vingtaine d'années, à travers des hauts et des bas, le MSI restait-il un parti marginal, complètement isolé, stagnant à 5 % des voix. Et il a fallu un réveil important d'une partie de l'électorat italien pour expliquer les récents succès du Mouvement.⁵⁰

Dans cet extrait, les dirigeants d'Ordre nouveau font référence aux résultats de l'élection générale italienne de 1972 lors de laquelle le MSI obtient 9,2 % des voix. Ce résultat, constituant le double de la récolte habituelle de vote du parti nationaliste, est reçu comme une réelle percée de la droite nationaliste dans une arène politique dominée par le camp antifasciste. Vu de France, ce résultat constitue un espoir pour les militants d'ON et conforte leur intention d'inscrire l'action du courant dans une démarche électorale.

Cette volonté démocratique est également exprimée par l'intention du parti « d'écarter les nostalgiques ». La constitution d'un parti requiert un certain nombre de considérations qui pourront le différencier du groupuscule qu'ON avait été jusqu'alors. Exprimant cette distinction, ainsi que les nouvelles orientations qu'elle entraîne, les militants d'ON affirment que :

Cette voie est difficile, mais indispensable; elle demande de gros sacrifices : on est obligé de refreiner ses envies profondes, de réprimer ses tendances, qui risqueraient de ne pas être comprises, sauf par les initiés, de s'éloigner parfois de certains amis qui, ne comprenant pas, veulent rester intransigeants, sans souplesse, et qui, malgré beaucoup de courage et de dévouement, n'arriveront à rien de tangible. Il faut se mettre à la portée de

⁵⁰ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 53.

tous, dans la peau de l'homme de la rue, que, bien souvent, nous méprisons [...]. Ce sont ces gens-là qu'il nous faut conquérir, et non pas les asociaux et les instables, toujours plus extrémistes, qui en fait, n'ont aucun impact sur l'opinion qu'il nous faut retourner, vaste travail! et qui, inaccessibles à toute politique d'ensemble, s'enferment dans un ghetto dont ils ne pourront plus sortir. Cette attitude, parce qu'elle est facile, nous tente bien souvent, séduisante qu'elle est, mais insidieuse et mauvaise. C'est au niveau de ce choix dans l'action, que se reconnaissent les vrais révolutionnaires des faux.⁵¹

Ce passage, très intéressant dans la mesure où il expose une certaine prise de conscience des militants d'Ordre nouveau quant à l'enfermement stratégique dans lequel leur intransigeance idéologique les confine, propose également une analyse permettant de démontrer que la volonté d'extirper le parti de ce ghetto politique germe de façon à la fois claire et réfléchie dès 1972. L'ambivalence des propos suggère que cette transition posera un certain nombre de problèmes. D'une part, l'inclusion de « l'homme de la rue », souvent méprisé par les militants originaux, risque de diluer le substrat idéologique d'un mouvement ultranationaliste. Cependant, la référence aux velléités révolutionnaires est réaffirmée de façon claire tout au long du processus qui mènera à la création du FN au sein d'Ordre nouveau. Il existe chez ON et ses dirigeants une dimension calculatrice. Confronté à une impossibilité contextuelle à tirer son épingle du jeu dans le système politique français de l'époque, ON propose, par un discours calculé, une réorientation plus stratégique qu'idéologique.

Dans la partie intitulée « *analyse et stratégie nationaliste* » de son bilan présenté aux membres en 1972, ON développe encore davantage l'idée de contrôler – ou d'écarter – les éléments les plus radicaux du parti. Le refus de l'action clandestine comme méthode pour atteindre le pouvoir constitue également un revirement adopté par le

⁵¹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 142-143.

parti. Cette perspective est corroborée par un document synthèse et de présentation d'ON par la préfecture de police et la DCRG le 3 avril 1971 :

Les moyens illégaux sont mis en réserve pour les moments où, les circonstances étant devenues favorables, un « coup de force » pourrait être tenté. Cela suppose qu'ON soit sorti du ghetto universitaire ou il se trouve encore enfermé, qu'il ait réalisé « une réelle unité nationaliste sur le plan national », et trouvé un support populaire à son action, qu'il fasse figure de véritable parti politique. C'est dans cette lointaine perspective qu'ON a établi des contacts avec les groupes nationalistes régionaux et qu'il tente de s'implanter dans les milieux commerçants et ouvriers.⁵²

Cette analyse des services de police est toutefois nuancée par une perception qui semble incarner toute l'ambiguïté du revirement stratégique entrepris par Ordre nouveau. Alors que le caractère révolutionnaire du nationalisme du parti est constamment réaffirmé, et que, par ailleurs, les grands traits idéologiques d'un néofascisme caractéristique de l'après-Deuxième-Guerre mondiale persistent, cette détermination à inscrire l'action du parti dans une perspective électoraliste semble incongrue. Dans une note de la sous-division des affaires criminelles du ministère de l'Intérieur daté d'avril 1973, on s'inquiète de cette ambivalence. Déjà, on commence à percevoir l'électoralisme prôné par Ordre nouveau comme une forme d'attentisme permettant à la formation de fortifier ses bases afin d'éventuellement pouvoir renverser le régime.⁵³

Bien que le modèle soit directement inspiré du MSI italien, cette tentative d'accession à une arène politique susceptible de rejoindre les masses constitue une innovation en France. Les dirigeants d'Ordre nouveau suggèrent un plan en 3 étapes. La première étape consiste à rassembler toutes les forces nationalistes dans une perspective visant

⁵² Archives nationales. (1971, 3 avril). (19930666/22). [Document de présentation et synthèse d'ON par la préfecture de police de Paris et la DCRG].

⁵³ Archives nationales. Sous-direction des affaires criminelles. (1973, avril). (19930666/21). [Note du ministère de l'Intérieur].

à transcender les anciennes querelles et à dépasser l'horizon de l'activisme sans perspective. La deuxième étape serait quant à elle dédiée à l'ouverture sur des audiences qui n'ont traditionnellement pas d'affinités naturelles avec l'extrême droite nationaliste. La troisième étape consiste à créer une structure capable d'accueillir et de diriger ces forces politiques éparses et de les conduire dans un processus d'accession au pouvoir.⁵⁴

La troisième étape de cette trilogie stratégique développée par Ordre nouveau est évidemment représentée par la création, en 1972, du Front national. Ce nouveau parti, considéré comme le premier représentant du courant national-populisme en France, constitue l'aboutissement logique de l'insertion de l'extrême droite nationaliste dans la modernité politique. La conjugaison d'un contexte défavorable à l'expression d'un néofascisme véhément et de la compréhension de la nécessité d'adoption d'une stratégie inscrite dans les logiques des modes politiques traditionnels, constitue un tournant crucial dans le processus de légitimation d'un courant qui trouvera toujours ses racines idéologiques dans l'héritage des mouvements fascistes de l'entre-deux-guerres. Le Front national, créé pour répondre à ces deux besoins, sera, selon ses propres fondateurs, l'outil qui permettra à la famille des nationalistes révolutionnaires de s'insérer dans les logiques électorales et d'ainsi rallier à sa cause un électorat pour qui la perspective d'une prise de pouvoir par la force agit comme puissant repoussoir.

7.3. L'entrée dans la politique partisane : la fin du nationalisme révolutionnaire?

Alors que l'inscription de l'action d'Ordre nouveau dans les logiques électorales constitue une modification stratégique significative, ses dirigeants ne laissent cependant pas tomber leurs velléités révolutionnaires. Effectivement, ils affirmeront, tout au long du processus menant ON vers la création du Front national, leur volonté

⁵⁴ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 198.

de mettre de l'avant ce qu'ils définissent comme la Révolution nationaliste. Dès les premiers rapports des renseignements généraux concernant la création d'Ordre nouveau, ses agents informent la direction centrale des velléités révolutionnaires entretenues par Alain Robert et ses acolytes. Dès 1971, on avance que malgré une volonté de rallier au parti des militants plus modérés, ce sont les nationalistes révolutionnaires qui devront conserver le pouvoir décisionnel. Plus encore, le parti fait paraître, en 1970, un document intitulé *Révolution 70* dans lequel la lutte pour la Révolution nationaliste constitue l'un des principaux enjeux. Cependant, les premières années du développement d'Ordre nouveau feront de cette Révolution nationale un objectif lointain. Le travail de réseautage et d'implantation d'un parti Nationaliste fort, devant devenir le vecteur du renversement du Régime, deviendra l'objectif principal d'ON.⁵⁵

Alors que la prise du pouvoir par les urnes semble d'emblée incompatible avec l'idéal révolutionnaire, les idéologues d'Ordre nouveau développent un discours dans lequel ces deux aspects contradictoires sont réconciliés. Dans leur vision du monde, une éventuelle prise du pouvoir légale, induisant la fin des actions violentes et l'insertion dans les codes démocratiques traditionnels, constituerait le *moyen* le plus adapté au contexte du début des années 1970 pour mettre de l'avant leur projet révolutionnaire. Dans cette partie nous analyserons la production idéologique d'Ordre nouveau pour mettre de l'avant la façon par laquelle ils tentent de rallier à la fois les militants les plus durs du mouvement nationaliste, ardents défenseurs d'une révolution nationaliste acquise par tous les moyens, et les militants plus modérés, dits « nationaux », pour qui la violence révolutionnaire constitue un repoussoir confinant le mouvement nationaliste dans une marge politique de laquelle il doit impérativement s'extirper.

⁵⁵ Archives nationales. (1971, 3 avril). (19930666/22). [Document de présentation et synthèse d'ON par la préfecture de police de Paris et la DCRG].

Dans la partie de l'ouvrage-bilan d'ON consacrée à la stratégie à développer, la révolution nationaliste occupe une place centrale. Ils affirment dès les premières lignes de la section que « *les Nationalistes sont révolutionnaires et ils le sont totalement.* » Cet engagement nationaliste serait une condition *sine qua none* du militantisme nationaliste. Pour eux, il est impératif de s'attaquer au système et aux institutions, qui constituent le réel problème, plus encore que le pouvoir en place perçu comme le représentant de ces institutions défaillantes.

Cependant, aussitôt le caractère révolutionnaire du nationalisme d'Ordre nouveau affirmé, les méthodes de cette révolution sont immédiatement nuancées. Pour les dirigeants du parti, la révolution n'implique plus nécessairement le recours à la violence dans le renversement de l'ordre établi. Par une subtile nuance, ils avancent qu'au contraire la participation au processus démocratique ne devrait pas être exclue dans une perspective révolutionnaire. Le véritable caractère révolutionnaire correspond au remplacement des institutions par tous les moyens possibles. Justifiant l'engagement électoral du parti, ils avancent que « *la Révolution est moins la prise de pouvoir des rouages de l'état que l'utilisation des mécaniques étatiques en vue de construire une société nouvelle.*⁵⁶ »

Pour arriver à cette révolution, les militants d'Ordre nouveau estiment qu'il est à la fois nécessaire de se doter d'une solide doctrine nationaliste-révolutionnaire, comme nous l'exposons au chapitre précédent, et d'une stratégie militante s'en inspirant. Dès lors l'idée de la violence comme moyen est repoussée, sans toutefois être complètement écartée. En 1972, le processus d'affirmation du statut de parti politique d'Ordre nouveau est déjà bien enclenché et le discours habile de ses dirigeants adapté à la réalité électorale. La rhétorique d'Ordre nouveau, faisant, au fil de son évolution, de moins en moins de place à la radicalité qui avait été caractéristique des groupuscules d'extrême

⁵⁶ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau*. Juin 1972 et 3e congrès 1973. Paris : Déterna, p. 169.

droite l'ayant inspirée, tente de trouver le complexe équilibre entre la réaffirmation du caractère révolutionnaire de son action et l'inclusion de nouveaux militants par sa tentative d'accession au statut de parti politique. L'incompatibilité entre la formation d'un parti politique et le caractère révolutionnaire est débattue dans les pages du bilan. Pour les dirigeants du parti, c'est dans l'exemple du MSI, encore une fois, que l'on puise l'inspiration et la preuve que ces deux traits a priori contradictoires peuvent être réconciliés. Ils affirment que le mouvement nationaliste italien, en s'unissant dans un parti, a pu à la fois élargir sa base militante sans sacrifier ses idées et sa cohésion :

Ainsi est-il visible que le M.S.I en s'élargissant a conservé toute sa force militante, que son absence de sectarisme « extérieur » s'est parfaitement harmonisé à la recherche d'une cohésion « interne » encore plus grande. Plus un mouvement Nationaliste s'ouvrira vers l'extérieur, plus il participera à des Fronts unitaires larges, plus il sera nécessaire de lutter pour sa structuration, pour l'épanouissement de sa cohésion, pour l'augmentation de l'éducation idéologique et politique de ses militants. Notre fusion avec de vastes couches populaires dans des luttes « sur le terrain » est à ce prix. Il faut bannir le sectarisme mais aussi le vague dans la pensée et dans l'idéologie.⁵⁷

En voyant dans le nouveau parti politique le vecteur approprié d'une potentielle Révolution Nationaliste dans le contexte de l'après-Deuxième Guerre mondiale, les idéologues d'Ordre nouveau substituent la révolte, dorénavant considérée comme stérile et facilement contrôlable par le Régime, à un « esprit révolutionnaire » devant guider l'action des militants de ce courant idéologique. Cet esprit consiste à s'immuniser contre les promesses du Régime et ainsi en comprendre le jeu pour « renverser la table ». Le militant nationaliste doit comprendre que le Régime ment sans cesse et qu'il n'y a d'autre alternative que son renversement. Cette compréhension doit impérativement être liée à une doctrine révolutionnaire permettant l'explication complexe et cohérente de tous les problèmes politiques en agissant non pas comme un

⁵⁷ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 170.

« ensemble d'abstractions dogmatiques », mais plutôt comme un « gouvernail pour la pensée et l'action ». Cette doctrine révolutionnaire agira, en retour, comme puissant mécanisme d'unification face au fractionnement des activistes. Encore une fois, l'opposition au marxisme devient l'un des catalyseurs de cette volonté d'organisation doctrinale. Affirmant qu'une des forces de la gauche réside dans le socle doctrinal que lui offre le marxisme, ON estime que cette idéologie structurante fait défaut chez les nationalistes. Ne reconnaissant pas « d'ancêtres communs », ils seraient fascistes, Maurassiens ou intégristes et ne se retrouveraient que dans une critique négative du communisme et du gaullisme. Alors qu'ils affirment la nécessité d'élaboration de cette doctrine révolutionnaire, les responsables d'Ordre nouveau restent cependant vagues sur sa définition.

Alignant son nationalisme sur les conceptions biologiques de civilisation occidentale développées par les idéologues de la Nouvelle droite, Ordre nouveau peine cependant à se doter d'une doctrine révolutionnaire claire. En considérant cette doctrine révolutionnaire davantage comme une méthode que comme un ensemble idéologique cohérent, le parti arrive habilement à éviter la question des divergences importantes qui caractérisent les différents courants qu'il tente de rallier à sa cause au sein du nouveau parti révolutionnaire. Pour rallier les héritiers du combat pour l'Algérie française ainsi que les « nationaux » réunis sous la candidature de Jean-Louis Tixier-Vignancour lors de la présidentielle de 1965, Ordre nouveau table sur l'action de l'embryon nationaliste développé au cours des années 1960, notamment au sein de Jeune Nation et d'Occident. Ce noyau dur doit insuffler aux modérés le désir de transformer une opposition au régime en parti révolutionnaire structuré :

La malfaisance du Régime suscitera dans l'avenir de nouvelles explosions populaires, mais inorganisées, ces révoltes retomberaient comme les précédentes. Toute l'action doit donc avoir pour but d'introduire le levain dans la pâte, et d'ouvrir une perspective révolutionnaire en présentant une

solution de remplacement au Régime, et les forces nécessaire [sic] pour le rendre crédible.⁵⁸

La « méthode » révolutionnaire d'Ordre nouveau se résumerait donc ainsi : en unifiant l'opposition nationale, regroupant nationaux et nationalistes, le parti espère profiter d'une dynamique développée par les groupuscules l'ayant précédé et ainsi instaurer un état d'esprit révolutionnaire permettant à la formation d'enclencher un processus menant à une révolution nationaliste quand les conditions seront réunies. Par le travail d'organisation, de pénétration et d'éducation populaire, ON espère convaincre les militants de l'opposition nationale de la nécessité de cette révolution. Cet aspect de la démarche n'est pas sans rappeler les tactiques métapolitiques gramsciennes préconisées par la Nouvelle droite. Le combat de longue haleine pour faire accepter l'idéal révolutionnaire de la frange nationaliste à toute l'opposition nationale s'inscrit dans un combat idéologique visant à faire triompher cette idée en modifiant en profondeur la culture politique d'une droite divisée autant au plan idéologique que stratégique.

L'idée de révolution, développée par ON, ne correspond cependant pas nécessairement à une prise du pouvoir par la violence. Elle s'étend à tous les moyens permettant de renverser le Régime, incluant les élections. Citant les exemples des bolcheviks, qui conjuguent les moyens légaux et illégaux, ou des nationaux-socialistes allemands, qui choisissent d'abandonner la voie insurrectionnelle pour entreprendre la conquête légale du pouvoir, ON estime que le succès d'un parti révolutionnaire réside dans sa capacité à s'adapter aux différents contextes, à analyser les causes de ses échecs afin de ne pas répéter les mêmes erreurs et d'identifier les moyens les plus à même de mener à terme cette entreprise révolutionnaire. Il est également impératif de ne pas glorifier l'histoire du mouvement nationaliste et de poser un regard critique sur les expériences passées.

⁵⁸ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 177.

Les dirigeants d'Ordre nouveau critiquent ainsi « *le schématisme de Jeune nation, le délire pseudo-philosophique d'Europe-Action, ou l'activisme forcené d'Occident.*⁵⁹ » De toutes ces déclinaisons du courant nationaliste, ON se doit de reprendre les aspects positifs en évitant d'en répéter les erreurs.

Par ailleurs, « l'entrisme » devient l'une des pierres angulaires du développement de la pensée révolutionnaire du parti. Dès lors que qu'ON souhaite se constituer en véritable parti capable d'atteindre le pouvoir par les voies légales, la prise en charge du « pouvoir réel », donc des rouages techniques de la société, devient également une priorité. La conversion au nationalisme révolutionnaire de cadres du régime pourra contribuer à la capacité du mouvement nationaliste à éventuellement diriger un État moderne.

La consolidation de ce parti révolutionnaire devient la priorité d'Ordre nouveau en 1972 et, pour y arriver, ses dirigeants optent pour une forme de collégialité somme toute assez inédite pour l'extrême droite française. Ils estiment que la participation des militants aux processus de choix des dirigeants du parti et de ses orientations politiques, autant qu'au contrôle réel des actions et opérations entreprises, constituent des éléments cruciaux de son développement. Ils identifient trois secteurs particulièrement importants dans la structuration du parti : la lutte électorale, l'activité militante et la lutte syndicale. Ces trois axes, inscrits dans une action révolutionnaire, constituent les grands chantiers à développer pendant les premières années d'existence du nouveau parti.

7.3.1. La lutte électorale

Le premier argument en faveur de l'inscription de l'action des militants nationalistes dans les luttes électorales est d'ordre stratégique. En devenant un parti politique légitime, Ordre nouveau se protège contre les dissolutions. Effectivement, il est

⁵⁹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 178.

beaucoup plus aisé, pour les pouvoirs publics, de prononcer la dissolution d'un groupuscule que d'un parti présentant des listes aux différentes élections. Pour illustrer cette situation, ils utilisent l'exemple de l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA) de Pierre Poujade qui, en présentant des candidats à l'élection surprise de 1956, lui assura « l'impunité totale⁶⁰ ». Par ailleurs, le test des élections permet de tester de façon objective les avancées de la famille politique nationaliste tant au niveau de l'adhésion que de celui de la progression de ses idées dans la population. Les élections municipales, cantonales et législatives assurent le renforcement de l'implantation au niveau local et plus largement, dans les sections de province.

Au niveau des orientations politiques, les dirigeants d'Ordre nouveau estiment que le nouveau parti ne doit pas, à l'image de la campagne de Tixier-Vignancour en 1965, diluer son idéologie à des fins électoralistes. Le maintien d'une ligne révolutionnaire sans compromis serait, pour eux, la seule possibilité d'utiliser le processus électoral afin de faire progresser le Nationalisme au sein de la population française. À cet égard, ils utilisent l'exemple de la Ligue communiste dont les communiqués, conférences de presse et autres actions jouissent d'une couverture médiatique significativement plus sérieuse depuis leur entrée dans le jeu politique traditionnel et la participation d'Alain Krivine à la présidentielle de 1969.

Au-delà des avantages « négatifs » – la protection contre les dissolutions et une obligation des médias à couvrir l'actualité du mouvement nationaliste – la participation aux élections offre également à ON des bénéfices « positifs » :

Évidemment, le parti révolutionnaire qui y a recourt a un programme clair et précis, une activité sans faille et une implantation réelle sur l'ensemble du territoire. La lutte électorale ne pardonne pas l'amateurisme et l'incompétence; les coups de bluff y trouvent, le plus souvent, leur punition et il existe une étroite corrélation entre le nombre de votes et le nombre de

⁶⁰ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 186.

militants dans le cas d'un parti de type révolutionnaire (la situation étant toute différente dans le cas d'un parti de notables).⁶¹

Cette organisation en parti politique permet surtout de confronter le travail militant réalisé au cours des années pendant lesquelles le mouvement nationaliste était resté confiné à son état groupusculaire. Cette évolution permet de vérifier, par la sanction du vote, la justesse d'une ligne politique, l'efficacité de son équipe dirigeante ainsi que la directe rentabilité politique de décisions ou de positions idéologiques particulières. À cet égard, ON utilise l'exemple de la chute dramatique des appuis du Parti national-socialiste des travailleurs allemand, parti d'Adolf Hitler connu sous le sigle NSDAP, qui perd 2 millions de voix entre juillet et novembre 1932. Selon Ordre nouveau, cette diminution considérable des appuis au parti s'explique à la fois par des associations avec les communistes contre les conservateurs de Von Papen et la politique de violence sociale prônée par les éléments les plus radicaux du parti, Goebbels en tête.⁶² Démontrant ainsi l'importance, au sein du parti nazi, d'un électorat modéré pour qui la violence politique et une association au Parti communiste constituent des avenues trop radicales, Ordre nouveau justifie sa propre entreprise d'évolution vers un statut de parti politique d'acceptation des logiques électorales identifiées comme seul vecteur possible d'une éventuelle révolution nationaliste. Dans le même ordre d'idée, l'exemple du REX belge, parti dirigé par Léon Degrelle, est également cité. Refusant la « fascisation » progressive du parti, l'importante tendance catholique et sa vigoureuse aile jeunesse quittent le parti en 1939, faisant ainsi perdre près des deux tiers des électeurs de la formation nationaliste. Ces « punitions électorales » suggèrent la mise sur pied d'une discipline stricte qui détonne avec l'action des militants de mouvements groupusculaires. Effectivement, la lutte électorale permettrait de bannir les excités et les provocateurs et apporte un gage de sérieux au parti révolutionnaire.

⁶¹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 187.

⁶² *Ibid.*

Pour les dirigeants d'ON impliqués dans la création du parti, seuls « *les militants qui savent faire face au combat électoral sans sombrer dans l'électoralisme, en gardant toutes les vertus révolutionnaires, méritent [...] le titre de révolutionnaires.*⁶³ »

Les stratégies d'Ordre nouveau sont claires. La lutte électorale est perçue non seulement comme la seule avenue possible pour le militantisme nationaliste, mais constitue également le moyen privilégié d'accession à la révolution nationaliste souhaitée par ses dirigeants. Cette insertion dans les logiques politiques traditionnelles permettra, à terme, l'élargissement de la base militante souhaitée par les *leaders* du mouvement nationaliste. Le dynamisme engrangé par les différentes campagnes électorales devrait susciter un intérêt grandissant pour le nationalisme, notamment au sein d'une frange de l'électorat déçue par le gaullisme. Ce revirement important, constituera le socle permettant l'avènement du Front national. Encore hésitante et à ses balbutiements, la *stratégie* de Front national qui se développe parallèlement à la confirmation du statut de parti politique d'Ordre nouveau sert également cette évolution. En élargissant encore davantage l'électorat possible du mouvement nationaliste, en évacuant les références encore trop sulfureuses à l'action militante d'Ordre nouveau, la participation constante aux différentes élections prévue pour le Front national naissant permettra au nationalisme révolutionnaire de persister au sein d'une structure faisant partie intégrante du paysage électoral français. Comme nous le verrons dans les chapitres suivants, les militants d'Ordre nouveau tenteront de préserver la mainmise sur les orientations idéologiques du nouveau FN et ses militants constitueront l'essentiel de sa base. Par ces évolutions stratégiques, ses dirigeants espèrent créer les conditions de possibilité d'une révolution nationaliste pour laquelle ils abandonnent progressivement l'utilisation de la violence comme moyen principal. L'insistance des *leaders* du parti prêchant pour l'abolition des références trop sulfureuses au fascisme et au nazisme, le refus de la doctrine du « grand soir »

⁶³ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 187.

concernant l'accession à la révolution nationaliste, et l'insistance sur la nécessité de création d'un parti structuré capable de présenter des candidats à toutes les élections constituent des éléments démontrant la compréhension d'un contexte politique dans lequel la radicalité des moyens militants traditionnels de l'extrême droite française sont condamnés à confiner la mouvance nationaliste dans une marge politique inefficace.

7.3.2. L'action militante

Alors que la responsabilité de créer le nouveau parti nationaliste et d'en déterminer les nouvelles orientations stratégiques incombe aux dirigeants d'Ordre nouveau, la place des militants et le rôle déterminant qu'ils devront jouer constituent un enjeu fondamental de la mise de l'avant du projet révolutionnaire. Mettant sans cesse de l'avant la nécessité, dans le contexte d'une participation aux diverses luttes électorales, de présenter le nationalisme sous un jour nouveau, débarrassé des encombrantes références aux partis et mouvements de l'entre-deux-guerres, les *leaders* d'Ordre nouveau développent également une vision du militantisme qui détonne avec l'ère groupusculaire ayant précédé l'avènement du parti.

La volonté d'élargir le noyau militant du parti constitue l'enjeu premier d'Ordre nouveau. Pouvant déjà compter sur un noyau de militants, déterminés et disponibles, formés au nationalisme par l'implication au sein de groupuscules tels que le Groupe union défense et Occident, ON estime que le temps est venu d'élargir ce bassin afin d'éviter que le parti « *se referme sur lui-même, se coupe de nouveaux militants, se transforme en une sorte d'oligarchie, coupée de la réalité.*⁶⁴ »

Le recrutement de nouveaux militants devient donc un objectif primordial pour la mise de l'avant du projet nationaliste d'Ordre nouveau. Au-delà de l'élargissement de la base militante du parti, qui constitue un enjeu important dès la création d'Ordre

⁶⁴ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 189.

nouveau, il se dégage l'importance de la conversion des « nationaux » au nationalisme. Alors qu'un tel élargissement pourrait normalement être considéré comme un processus inévitable de normalisation idéologique d'un parti radical qui, en acceptant les codes de la démocratie parlementaire, intègre également les balises idéologiques d'un système dans lequel le nationalisme est refoulé dans les marges, on constate au contraire qu'Ordre nouveau souhaite préserver un substrat idéologique révolutionnaire.

Le fossé entre les groupuscules de l'immédiat après-Deuxième Guerre mondiale et les nouvelles méthodes militantes que le parti tente de mettre de l'avant s'accroît de plus en plus dans la foulée de l'inscription du parti dans les luttes électorales. L'activisme violent, que les dirigeants de la formation associent eux-mêmes plus à celui d'une milice que d'une organisation politique sérieuse, est vivement critiqué. Ils estiment qu'un militantisme au sein d'une organisation politique unique et hiérarchisée, à l'effectif restreint et s'adonnant aux coups d'éclats spectaculaires, expose toute formation politique aux assauts de ses adversaires politiques, qu'il s'agisse de formations politiques ennemies ou des forces du Régime. Le nouveau style militant que souhaitent adopter les *leaders* d'Ordre nouveau s'inscrit directement dans l'idéologie Gramscienne caractéristique de la Nouvelle droite. Les responsabilités des militants sont accentuées et la liberté qui leur est accordée est décuplée. Ils devront, pour faire pénétrer durablement les idées nationalistes dans la société française, savoir s'adapter à toutes les situations et ainsi faire preuve de dynamisme et d'initiative. L'unité qui les unit doit être doctrinale, donc constituée autour du nationalisme révolutionnaire, mais ne doit pas être uniquement délimitée par les contours d'un engagement au sein d'un seul parti politique.

Cependant, à ce militantisme multiforme, visant la diffusion du nationalisme dans toutes les sphères de la société française, doit subsister une structure dont la hiérarchie devrait être impérativement souple et ouverte au sein duquel les dirigeants doivent agir en militants de première ligne. Alors que de nombreux « nationaux » avaient vu dans

l'engagement nationaliste un tremplin vers une implication politique au sein de mouvances plus modérées, *Ordre nouveau* estime que ces « notables » doivent être écartés au profit de dirigeants acquis à la cause nationaliste et dont la pérennité de l'engagement ne fait aucun doute :

Hommes du régime par intérêt et par formation, ils restent les ennemis jurés de la Révolution. Ils ont été d'autant plus aptes à la combattre qu'ils semblaient en être les partisans. Les gaullistes, jusqu'au 13 mai, certains parlementaires, certains intrigants par la suite, sont les illustrations du noyautage de la révolte par le Régime. C'est ainsi que fut dévié le mouvement populaire qui aurait pu amener la naissance d'un État national dans notre Patrie.⁶⁵

Cette vision d'un militantisme ancré dans les structures d'un parti nationaliste fort et se développant par un esprit d'initiative diffus permettant le réseautage et la formation hors des cadres traditionnels des groupuscules nationalistes n'est cependant pas complètement dénuée de certains parallèles avec l'action violente des groupuscules d'extrême droite traditionnels. Effectivement, alors que le discours d'*Ordre nouveau* s'affine, visant visiblement un public plus vaste et incluant certaines franges modérées de la droite nationale, il reste parsemé de contradictions relatives à l'action militante. Comme nous l'évoquions dans la partie concernant la violence politique, la translation de son utilisation d'un militantisme agressif au recours défensif constitue un procédé habile permettant à ON à la fois d'apaiser son discours et de maintenir une dimension sulfureuse susceptible de plaire aux nationalistes de la première heure. Dans la partie consacrée aux tâches des militants de l'ouvrage-bilan d'*Ordre nouveau*, on maintient l'importance d'une présence forte dans la rue. Alors que le Régime devient le principal ennemi à combattre, dans une perspective révolutionnaire, la lutte aux militants

⁶⁵ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 190.

gauchistes et communistes occupe toujours une place importante.⁶⁶ La tactique consiste à répondre avec violence aux attaques des groupuscules d'extrême gauche en abandonnant toutefois – officiellement – les tactiques offensives à leur égard :

Mener des actions de « commandos », de représailles contre les agressions gauchistes nous enfermerait dans un ghetto analogue à celui où se sont enfermés les ultra-gauchistes [sic].

Il doit être clairement compris que le rôle d'Ordre nouveau n'est pas celui d'une ligue menant une sorte de « guérilla urbaine » sans issue, contre les gauchistes.⁶⁷

L'utilisation du terme « ligue », ainsi que la distanciation qui se dégage du texte, ne sont évidemment pas anodines. Le nouveau rapport à la violence développé par Ordre nouveau agira comme un socle pour l'élaboration de sa praxis militante. En se détachant de l'héritage des ligues des années 30, Ordre nouveau vise deux objectifs distincts : d'un côté, il accentue son potentiel d'acceptabilité sociale et, de l'autre, il se protège d'une éventuelle dissolution par l'élaboration d'un discours officiel coupant la filiation avec les ligues des années 1930. Il devient évident que la réflexion sur l'impact du militantisme nationaliste sur la pénétration des idées du mouvement nationaliste dans la société et des conséquences qu'elle peut avoir, pousse Ordre nouveau à adopter des positions plus fines que celles de cette famille politique jusqu'alors. Chaque action politique doit être murement réfléchie et doit servir les objectifs d'exploitation de la propagande mise de l'avant par ses organes de presse. Les militants nationalistes se doivent à tout prix d'éviter d'être les « casseurs de droite » autant que les « CRS du régime ». Alors que l'extrême gauche se définit en opposition au Régime, Ordre nouveau perçoit le courant comme son allié objectif et se doit ainsi de combattre

⁶⁶ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1973, mai). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (19). BDIC, p. 8-9.

⁶⁷ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 192.

efficacement ses deux ennemis en prenant garde de ne pas apparaître comme l’allié de l’un comme de l’autre.⁶⁸

Ces deux luttes, contre le marxisme et contre le Régime, deviendront le double impératif militant d’Ordre nouveau. Ils espèrent pouvoir offrir une réelle perspective révolutionnaire aux militants menant une activité militante orientée vers ce double combat contre ce qu’ils estiment être les principaux obstacles à la « renaissance française.⁶⁹ »

7.3.3. Lutte syndicale

Le troisième et dernier axe de l’élaboration du parti révolutionnaire réside dans le développement de stratégies syndicales pour faire face à l’influence du marxisme sur les travailleurs. Certainement l’angle d’approche le moins abouti à travers l’histoire d’Ordre nouveau, cette lutte syndicale constitue cependant un enjeu du programme développé dans les lignes de son ouvrage bilan. Alors que ces propositions n’auront que très peu de débouchés concrets, elles témoignent d’une volonté du parti d’investir les milieux typiquement associés à l’extrême gauche et, plus largement, au marxisme.

La création de l’Union Générale des Travailleurs (UGT), en 1970, avait marqué la première tentative de créer des structures nationalistes au sein de la classe ouvrière. L’objectif premier était de noyauter les organisations syndicales traditionnelles et d’offrir des sections nationalistes au sein de leurs structures. L’objectif de ces sections est réaffirmé par Ordre nouveau qui déclare « *qu’en tant que représentants du*

⁶⁸ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1973, mai). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (19). BDIC, p. 4.

⁶⁹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 193.

*Nationalisme populaire, nous sommes partisans d'un syndicalisme révolutionnaire menant une lutte véritable au service du peuple.*⁷⁰ »

L'objectif d'Ordre nouveau serait, à terme, de pouvoir se doter d'une structure analogue à la *Confederazione italiana sindacati nazionali lavoratori* (CISNAL) italienne. Encore une fois, le mouvement nationaliste français se tourne vers l'Italie pour trouver l'inspiration au sein des structures mises de l'avant par le MSI. Selon les dirigeants d'Ordre nouveau, la CISNAL aurait réussi à s'établir comme une courroie de transmission entre le parti et les masses ouvrières, d'abord dans le secteur public, mais également dans certains pans du secteur privé.

Par ailleurs, Ordre nouveau souhaite canaliser la colère des petits commerçants. Visiblement marqués par les succès du poujadisme, les cadres du parti voient dans la révolte des commerçants une injustice que seul un parti nationaliste et son appareil syndical peuvent combattre. Encore une fois, les tactiques d'ON sont guidées par la volonté de remporter le combat culturel sur l'extrême gauche. Identifiant de nombreux pans de la société largement considérés par les *leaders* du parti comme apolitiques et souvent récupérés par la gauche marxiste, Ordre nouveau estime impératif de se doter de structures permettant de faire pénétrer le nationalisme au sein de ces populations :

Ces groupes sont progressivement écrasés du fait, justement, de ce manque de formation politique. Il est intéressant de constater que les groupes socio-professionnels [sic] les plus favorables au régime sont ceux que celui-ci a le plus écrasés. Il est donc possible de les retourner contre lui par un travail efficace et suivi.

Ils sont en outre, non moins traditionnellement réceptifs à nos idées-forces [sic], au moins sur un plan relativement sommaire.⁷¹

⁷⁰ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 193.

⁷¹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 195.

Pour arriver à rejoindre ces masses de travailleurs, Ordre nouveau espère pouvoir se doter de structures rappelant ceux des mouvements de masse de la gauche, autant communistes que socialistes. Conscient que la lutte nationaliste n'a jamais obtenu un réel « soutien de classe », seulement l'appui d'individus sympathiques à la cause, ON tente de rejoindre des catégories socioprofessionnelles entières. En prenant l'exemple des petits commerçants, dont le dynamisme est salué par le parti, ils espèrent pouvoir imprégner du nationalisme de larges parties de la société française à la fois laissées pour compte par le Régime et dont la force politique est historiquement canalisée par la gauche et l'extrême gauche.

Alors que l'aspect syndical de la lutte d'Ordre nouveau restera, au mieux, au niveau embryonnaire, il s'inscrit dans une volonté d'élargir drastiquement la sphère d'influence du nationalisme au sein de la société française. En sortant le courant de son isolement groupusculaire, tant par la formation d'un parti nationaliste que par la modification des pratiques militantes et la création de structures syndicales, ON renouvelle de façon considérable les méthodes de l'extrême droite. Cependant, ces changements restent de l'ordre stratégique et se situent davantage au niveau de la praxis que de l'idéologie. Effectivement, le radicalisme révolutionnaire du parti reste réitéré de manière constante à travers son matériel de propagande. Le caractère révolutionnaire d'Ordre nouveau sera par ailleurs souligné par les RG jusqu'à la toute fin de l'éphémère existence du parti. Dans la note entraînant ultimement la dissolution d'Ordre nouveau, pour motif de reconstitution de ligue dissoute, l'enjeu crucial du révolutionnarisme constituera l'un des points centraux permettant d'établir la filiation entre ON et Occident et ainsi justifier les actions prises à son encontre.⁷² Cette radicalité idéologique, associée à un adoucissement des moyens pour obtenir l'avènement de la

⁷² Archives nationales. (s. d.). (19930666/22). [Dossier sur la reconstitution de ligue dissoute Occident/Ordre nouveau].

révolution nationaliste, constitue le pari fondamental des militants nationalistes. Avec la création du Front national, qui passe de simple stratégie électorale au statut de parti politique à part entière, les militants d'Ordre nouveau, qui tenteront de conserver un rôle central au sein du nouveau parti, devront renégocier la place du nationalisme révolutionnaire au sein d'une structure qui constitue un pas de plus vers l'intégration du courant dans l'arène politique traditionnelle et à la modernité politique.

CHAPITRE VIII

LA NAISSANCE DU FRONT NATIONAL

Suite à la tenue du congrès et de la formation officielle du FN, s'organise la plus importante campagne électorale de la courte histoire d'Ordre nouveau. C'est effectivement à la rentrée 1972 qu'est officiellement lancé le Front national devant porter les idées des militants nationalistes aux élections législatives de mars 1973. Pour marquer le coup, ON dédie le numéro d'Octobre-Novembre de son journal *Pour un ordre nouveau* à la fondation du nouveau parti. Titrant avec la phrase choc : « Avec nous, avant qu'il ne soit trop tard », le parti table sur la nécessité d'union à l'origine de la création du FN. Dans un éditorial, les auteurs réitèrent l'impératif d'unification de toute l'opposition nationale :

Mais nous ne devons en aucune façon nous limiter à rassembler simplement notre famille politique, tous [sic] nous prouve aujourd'hui que nos idées, que nos thèmes politiques, sont susceptibles d'être acceptés, d'être appréciés par de nombreux français, qui n'ont jamais adhéré jusqu'à maintenant à notre famille politique.¹

Dans le même éditorial, l'auteur développe sur les grands axes de ce que devra représenter cette union de l'opposition nationale. Ce Front national devra réunir, au-delà de la famille politique nationaliste, tous les Français souhaitant barrer la route au communisme et rénover la nation et agira comme « bouclier défendant [le] peuple

¹ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1972, 15 octobre-15 novembre). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (15). BDIC.

contre les menaces qui l'assaillent.² » Dans les pages suivantes sont développées les grandes politiques du FN. Détaillant un plan concernant les thèmes de la famille, l'école, le travail, la nation et l'État national, les auteurs jettent les bases du premier programme du parti.³ Ces propositions seront analysées dans le détail dans une partie subséquente, mais notons l'atténuation du caractère révolutionnaire des positions développées dans ces pages. Cet éditorial est accompagné d'un court texte, signé par Jean-Marie Le Pen, présentant les objectifs poursuivis par le président du nouveau parti. Le texte est rédigé avec une grande attention de façon à atténuer toute référence à une violence d'extrême droite dont le parti tente de se dissocier :

« Ce combat pacifique n'a pas pour but de vaincre, les français ne sont pas des ennemis, mais de convaincre. Nous rappelons à notre peuple en proie à une crise de civilisation, qu'il a mille ans et qu'il a surmonté d'autres difficultés en s'inspirant des valeurs éternelles qui avant nous guidèrent nos pères. Lucides mais pleins d'espoir, nous continuons leur trace et dans les sables du temps.

Le Front national est un coup d'audace mais l'audace, c'est déjà la victoire à moitié gagnée.⁴

Le ton adopté par le président reflète les efforts stratégiques des militants d'Ordre nouveau afin d'intégrer des militants plus modérés au Front national. L'inclusion du mot « pacifique » détonne avec le ton combattant généralement développé par la famille nationaliste au cours des décennies précédentes.

Afin d'éviter que le Front national ne soit qu'une simple couverture à l'action d'Ordre nouveau, ses dirigeants s'engagent dans d'importantes négociations afin d'attirer dans leur giron des personnalités phares de l'opposition nationale et ainsi faire de l'unité

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 6.

⁴ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1972, 15 octobre-15 novembre). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (15). BDIC.

souhaitée une réalité tangible. Dès le congrès de juin 1972, des pourparlers avaient été mis de l'avant, par l'entremise de Jean-François Galvaire, avec Roger Holleindre, animateur du *Front uni de soutien au Sud-Vietnam* et principal organisateur des comités Tixier-Vignacour lors de la présidentielle de 1965. Dès le départ intéressé à travailler avec les dirigeants d'Ordre nouveau dans le but de créer le Front national, ce vétéran de l'extrême droite sera également le principal contact permettant d'attirer Jean-Marie Le Pen au sein du parti. Absent du mouvement nationaliste depuis 7 ans, déçu de la tournure des événements lors de la campagne présidentielle de 1965, Jean-Marie Le Pen retrouve cependant très vite sa fougue lorsque contacté par les dirigeants d'ON. Malgré un intérêt marqué, les rencontres entre Jean-Marie Le Pen et Ordre nouveau, au cours de l'automne 1972, sont, au départ, caractérisées par une certaine prudence :

Au départ nous sommes de part et d'autre extrêmement méfiants : lui, parce qu'il ne veut pas renouveler l'expérience du comité Tixier qui l'avait vu monter un appareil national et s'en faire expulser en guise de remerciement, nous, parce que nous sommes inexpérimentés en la matière. Mais très vite nous sentons que nous pouvons nous faire confiance et que nos rapports peuvent être empreints d'honnêteté tant intellectuelle que pratique.⁵

Les pouvoirs au sein du Front national sont, au départ, divisés de façon collégiale et permettent une ouverture aux composantes issues de fractions externes à Ordre nouveau. En effet, il est dès le départ demandé par Jean-Marie Le Pen que les responsables d'Ordre nouveau n'occupent qu'un tiers des fonctions nationales au sein du FN. Les dirigeants du mouvement nationaliste accepteront et, en contrepartie, s'assurent qu'Ordre nouveau conserve son indépendance en maintenant un appareil et une structure distincts « *de manière à ce que le Front puisse être un rassemblement au sein duquel Ordre nouveau ne représenterait qu'une composante importante, certes,*

⁵ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 354-355.

*mais pas forcément prédominante*⁶ ». Les militants d'Ordre nouveau contactent également George Bidault, par l'entremise du secrétaire général de son mouvement « Justice et liberté », Guy Ribaud, pour l'inviter à rejoindre le nouveau FN. Représentant un courant important de la droite nationale, l'arrivée de Bidault devait constituer une étape cruciale de l'ouverture des nationalistes aux militants « nationaux ». Les trois composantes souhaitées par les dirigeants seraient donc, Ordre nouveau et ses militants, Jean-Marie Le Pen et « ses amis » et finalement, Georges Bidault, ce qui assurerait, selon les dirigeants d'ON, la représentativité de toute l'opposition nationale.⁷

Cette situation crée évidemment certaines tensions entre les dirigeants et les militants d'Ordre nouveau. Malgré l'acceptation de la constitution d'un Front national lors du congrès du mois de juin, l'idée d'unir les nationalistes aux militants modérés de l'opposition nationale cause certains problèmes à la frange la plus radicale du mouvement néofasciste; notamment les militants du GUD, qui continuent de se présenter indépendamment aux élections universitaires,⁸ ainsi que certains chefs de secteurs de la région parisienne. La peur d'être absorbé par cette opposition nationale, qui en diluerait le substrat idéologique, est une crainte que les *leaders* du parti avaient appréhendée et qui se matérialise lors de l'automne 1972. Cette frange radicale s'inquiète du fait que les militants d'ON perdent leur identité propre et deviennent des « frontistes » à part entière menant Ordre nouveau à sa perte ruinant ainsi les efforts mis de l'avant pendant ses 3 années d'existence. Cette peur est fondée sur un manque de communication et d'information concernant les visées du Front national. Alors que des rencontres sont organisées pour atténuer les inquiétudes des membres d'Ordre

⁶ *Ibid.*, p. 355.

⁷ *Ibid.*

⁸ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1972, 15 octobre-15 novembre). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (15). BDIC, p. 11.

nouveau, une « déclaration d'intention », agissant comme premier programme du Front national fortement influencé par les positions d'ON, est présentée aux membres qui l'avalisent et rejoignent le parti nouvellement créé. En province, c'est dans le cadre d'un conseil national organisé à St-Étienne les 30 septembre et 1^{er} octobre que seront discutées les grandes lignes de cette déclaration. Selon les renseignements généraux, la résolution constituerait une « base idéologique sur laquelle peut être rassemblée la droite française si diverse et si morcelée qu'elle soit », et est une profession de foi en faveur des États Confédérés d'Europe « sans menace pour la personnalité et l'indépendance de chaque nation », et marque son opposition au régime actuel qui n'a su défendre la communauté française ni à l'extérieur (perte des colonies) ni à l'intérieur (abdication devant les banques et les syndicats, jeunesse abandonnée, anarchie, scandales). La note des RG concernant ce conseil suggère que la déclaration sera diffusée à 100 000 exemplaires et que 30 000 affiches seront posées dès le départ de la campagne électorale.⁹ Selon les dires des dirigeants, seuls un responsable national et trois chefs de secteurs quitteront le parti; preuve de la gestion adéquate de la crise par les militants. Pour convaincre ses membres, ON insiste sur la sur-représentation de ses militants au FN malgré la division des pouvoirs officiels avec l'opposition nationale. Espérant pouvoir présenter au moins 50 candidatures issues des rangs nationalistes aux élections législatives de 1973, les dirigeants d'Ordre nouveau convainquent les militants du bien-fondé de cette alliance.¹⁰

Dans la foulée de ces délibérations est organisée une grande rencontre, le 5 Octobre 1972, à la salle des Horticulteurs à Paris. Rassemblant tous les acteurs, personnalités, groupes, partis, mouvements et associations de l'opposition nationale, cette rencontre marque la constitution officielle du Front national devant les responsables présents.

⁹ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 2 octobre). (F/7/15568). [Bulletin quotidien].

¹⁰ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 357.

Alors que le parti avance le chiffre de 200 personnalités présentes dans ses mémoires, les RG suggèrent plutôt 50 personnes présentes à la rencontre.¹¹ Quatre mois après la décision prise lors du congrès de former ce Front national, son existence est finalement concrétisée et sa structure mise en place. Un seul bémol au tableau : alors que Guy Ribaud avait donné son accord, Georges Bidault refuse finalement de joindre le parti suite à la rencontre du 5 octobre. Cette situation met à mal la composition tripartite du FN imaginée par les représentants d'Ordre nouveau qui souhaitaient ainsi s'assurer la participation de toute la droite nationale. Dans les faits, le Front national ne se retrouve constitué que de Jean-Marie Le Pen et d'Ordre nouveau, dont le bassin militant constitue l'écrasante majorité des sympathisants. Conscients de cette surreprésentation et de la fragilité des alliances créées, les dirigeants d'ON n'hésitent pas à choisir JMLP à titre de président :

Jean-Marie Le Pen est indiscutablement une personnalité de premier plan, non seulement par son passé militant et combattant, notamment le fait d'avoir été député à deux reprises, mais surtout par son intelligence et sa clairvoyance politique. Nous acceptons de le prendre comme président : d'un part parce qu'il est indiscutablement à l'heure actuelle la personnalité la plus représentative de notre famille politique et celle qui dispose de la plus grande autorité, d'autre part parce que nous sommes surs, avec lui, de ne pas être trahis. Et le fait pour lui d'être extérieur à Ordre nouveau constitue un atout pour la réussite du Front national et est propre à inspirer confiance et attirer une clientèle plus vaste.¹²

Par ailleurs, la composition du bureau politique du FN, présentée à la suite du texte de Le Pen dans le numéro de *Pour un ordre nouveau* cité précédemment et corroborée par les dirigeants du parti dans leur bilan s'inscrit également dans cette volonté d'ouverture à l'opposition nationale. Outre le président, on y retrouve François Brigneau à titre de

¹¹ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 6 octobre). (F/7/15568). [Bulletin quotidien].

¹² Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 357.

vice-président, Alain Robert comme secrétaire général, Roger Holleindre au poste de secrétaire général adjoint, Pierre Bousquet dans le rôle du trésorier ainsi que Pierre Durand comme trésorier adjoint.¹³ Ce bureau politique représente le compromis qu'espéraient les dirigeants lors de la création du FN mais pose certainement le problème de représentativité par rapport à la base du parti. Autour du bureau directeur est constitué un comité directeur d'une trentaine de membres incluant notamment Roland Gaucher, Jean Bourdier et Serge Jeanneret. Les dirigeants contactent également Pierre Sergent, ancien résistant et officier français de la Légion étrangère à rejoindre les rangs du Front national, mais sans succès. Nous constatons donc qu'à ce moment, la volonté d'ouverture du Front national sur l'opposition nationale constitue plus un vœu pieux qu'une réalité tangible. Outre Jean-Marie Le Pen et son réseau, les adhésions sont difficiles à rallier et la base militante reste majoritairement constituée de membres d'Ordre nouveau.

À l'issue de cette rencontre, le Front national fait paraître un communiqué dans lequel il se présente comme l'organe regroupant « toutes les tendances de l'opposition nationale » et souhaite « que l'opposition nationale soit présente dans la bataille électorale législative dans toutes les circonscriptions ». Le FN a mandaté JMLP, Brigneau et Ribaud pour créer les organismes chargés de conduire et de diriger la campagne. Engagé dans cette volonté de participation aux législatives, le Front national annonce également la tenue d'un grand rassemblement, le 7 novembre, à la Mutualité.

8.1. Premier *meeting* public du Front national : 7 Novembre 1972

Dans son édition d'octobre et novembre 1972, le journal *Pour un ordre nouveau* dédie une page entière au très attendu premier meeting du Front national nouvellement créé. Prônant, toujours dans une perspective révolutionnaire, une lucidité et une efficacité

¹³ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1972, 15 octobre-15 novembre). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (15). BDIC, p. 7.

nouvelles, le rédacteur du texte, Alain Robert, met en garde les militants contre le romantisme nostalgique de certains activistes. L'objectif de la prise de pouvoir ne doit jamais être perdu de vue. Il y aurait deux façons d'y arriver : « soit par la légalité, soit par l'illégalité ». La méthode légale est priorisée et on suggère les grandes lignes de la méthode pour atteindre cet objectif :

Comment prend-on le pouvoir par la légalité? En commençant par y participer, en entrant peu ou prou dans un gouvernement de coalition, en y prenant une part prépondérante. Comment participer à un gouvernement? En pesant dans la vie politique quotidienne chaque jour un peu plus, en étant présent partout, à des postes de responsabilités chaque jour plus nombreux et plus importants. Comment peser dans la vie quotidienne? En s'implantant dans les secteurs socioprofessionnels, par le biais des syndicats d'une part, en s'implantant dans les municipalités d'autre part, en ayant des élus défendant nos positions, en diffusant nos idéaux, par des médias puissants, en étant représentatifs de groupes importants de notre nation, en les encadrant et les dirigeant, en formant des cadres à tous les échelons.¹⁴

On voit alors se développer une volonté d'entrisme qui deviendra caractéristique de l'extrême droite française de la fin du vingtième siècle. Alors que les velléités électorales du courant s'expriment par la création du Front national, les militants d'ON conservent une volonté de faire pénétrer le nationalisme dans les structures du pouvoir en positionnant leurs militants dans des positions clés à même de leur permettre de promouvoir leur idéologie concrètement (fonction publique, diverses administrations, syndicats, professions libérales, etc). Cette volonté d'infiltrer les réseaux et les instances traditionnelles sera également la stratégie développée par la Nouvelle droite. L'essor du Front national ne sera pas étranger aux avancées d'une extrême droite se dotant de nouveaux idéologues qui tenteront de remettre à l'ordre du jour les thèmes de la famille nationaliste. Cependant, pour ne pas s'aliéner les militants d'Ordre

¹⁴ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1972, 15 octobre-15 novembre). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (15). BDIC, p. 12.

nouveau, qui constituent toujours le noyau principal des effectifs du Front national naissant, la perspective révolutionnaire demeure partie intégrante de l'élaboration des grandes lignes du discours du nouveau parti. Cependant, Robert tempère son discours et affirme, en référence aux militants qui s'enferment dans une radicalité révolutionnaire et que certains considèrent comme « pure » :

Moi je réponds : ils sont stupides non pas parce que purs, ce qui ne veut rien dire, parce que seul est pur à mon sens celui qui défend avec intelligence et efficacité ses idées, ils ont choisi la facilité, parce que la difficulté consiste à mon sens à adapter et transcrire valablement ses idées, à analyser et à appliquer avec rigueur face à une situation donnée les règles de l'efficacité, et, pour un révolutionnaire, il est plus simple de se replier sur soi-même en insultant tout le monde – position de refus – que d'essayer de ponctuer et de convaincre, de conquérir et de vaincre...¹⁵

Cette modification de la perspective révolutionnaire orchestrée par la fondation du Front national par les militants d'Ordre nouveau est à la fois subtile et significative. Par cette atténuation, à tout le moins langagière, le FN lance une invitation claire à toutes les tendances de l'opposition nationale pour son meeting du 7 Novembre. Rappelant encore une fois l'exemple du MSI, modèle à imiter pour Front national dès les premiers balbutiements, Robert envoie un message clair aux militants d'Ordre nouveau : le Front national deviendra le principal moyen d'expression de l'opposition nationale. Il encourage donc à joindre le nouveau parti et espère qu'il pourra agir comme force politique permettant de rassembler les forces vives du pays et travailler autour d'un « programme minimum commun » alliant toute l'extrême droite et une partie de la droite nationale traditionnelle.

Le meeting est organisé rapidement et les efforts pour le promouvoir sont considérables. Selon l'organisation, des dizaines de milliers d'affiches sont produites.

¹⁵ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1972, 15 octobre-15 novembre). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (15). BDIC, p. 12.

On peut y lire le nom des quatre principaux orateurs prévus pour la soirée : Jean-Marie Le Pen, Alain Robert, François Brigneau et Roger Holleindre. Encore une fois, on note la volonté du parti de limiter la présence d'orateurs provenant d'Ordre nouveau et d'ainsi assurer l'unité souhaitée avec les tendances représentées par Le Pen et Holleindre. Toujours selon les dirigeants :

La salle de la Mutualité est pleine à craquer. L'ambiance est chaleureuse. Pour beaucoup ce sont les retrouvailles, pour tous c'est l'unité enfin réalisée, le départ d'une nouvelle aventure, le départ pour un nouveau combat qui dépasse de loin la bataille électorale où nous nous lançons. [...] Notre métamorphose est étonnante pour un mouvement considéré comme un rassemblement d'excités, d'anarchiques. Telle est la première démonstration d'efficacité et de force que donne Ordre nouveau au Front national.¹⁶

Effectivement, même le journal *Le Monde*, couvrant la première réunion publique du FN, s'étonne de l'absence de l'habituel service d'ordre associé aux rassemblements de l'extrême droite française. Dans son édition du 9 Novembre, on peut lire : « *point de ces casques, de ces matraques, que l'on voyait s'aligner quasi militairement lors des meetings d'ON. Au contraire, service d'ordre minimum, un public plus âgé aussi et des orateurs plus expérimentés* ». Le parti se présente comme celui à même de rassembler la droite « *nationale sociale, et populaire* ». Le journal confirme également la présence de 4000 sympathisants, chiffre également avancé par l'organisation dans la foulée du meeting. Fait intéressant relaté par Nicolas Lebourg dans son ouvrage sur Ordre nouveau, le parti est le seul à revendiquer l'étiquette « droite », discréditée après la Seconde Guerre mondiale, mais qui, selon un sondage, représenterait près de 25 % des électeurs français.¹⁷ Se positionnant seul sur ce créneau, le FN ouvre ses portes à un renouvellement considérable de son effectif par l'addition de militants qui auraient

¹⁶ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 360.

¹⁷ Lebourg, N., Préda, J. et Beauregard, J. (2014). *Aux racines du FN : L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès, p. 92.

probablement été rebutés par l'extrême droite. La presse fera grande affaire de ce premier meeting, donnant du même coup une publicité importante au parti. Dès les 4 et 5 novembre, *Combat* décrit la conférence de presse annonçant la tenue de ce meeting en affirmant que le FN présentera 400 candidats aux législatives. On relate les attaques classiques tenues par Jean-Marie Le Pen contre la gauche, le communisme et le gaullisme. Le *Figaro* évoque également le meeting le 9 novembre et écrit pour sa part que le thème central du meeting, au-delà de la participation aux législatives, reste l'anticommunisme et, conséquemment, le soutien du parti au Sud-Vietnam. Le quotidien compare finalement Roger Holleindre à Jacques Doriot, fondateur du Parti populaire français, mouvement fasciste de l'entre-deux-guerres. Il devient évident que le travail de légitimation du Front national est encore loin de produire les effets escomptés.

8.2. Le Front national comme vecteur de l'intégration de l'extrême droite à la modernité politique par la renégociation du discours révolutionnaire

Alors que l'idée d'insertion de la droite nationaliste dans le processus électoral se développe au sein d'Ordre nouveau, c'est la création du Front national qui marque définitivement son avènement. Volonté affichée d'accéder à une légitimité politique dans l'arène traditionnelle et stratégie d'entrisme permettant à un courant idéologique radical de s'exprimer sous une forme jugée plus acceptable dans le contexte de l'après-Deuxième Guerre mondiale, l'avènement du FN constitue un tournant majeur dans le développement de l'extrême droite française. Au contexte évoqué dans les chapitres précédents, rendant impossible l'expression d'une radicalité associable aux mouvements et partis de l'entre-deux-guerres, s'ajoute la prolifération des thèses développées par la Nouvelle droite qui marqueront profondément les orientations politiques du camp nationaliste dorénavant regroupé sous la bannière du Front national.

Pour les dirigeants d'Ordre nouveau, la fonction du Front national est claire : ON doit garder une certaine indépendance, pour s'assurer de ne pas s'aliéner ses militants de la

première heure et, par ailleurs, conçoit le FN comme une véritable stratégie, inscrite dans une action sur le long terme de la droite nationaliste :

Disons-le clairement : le Front national ne correspond pas pour nous à une **tactique**, susceptible d'être abandonnée du jour au lendemain en fonction d'une modification dans l'analyse ou des sautes d'humeur de tel ou tel; c'est une **stratégie**.¹⁸ Le travail que nous avons effectué dans ce sens ne doit pas être interprété comme une expérience passagère : il doit désormais représenter une donnée constante de notre ligne politique. Et quand nous parlons de Front national, nous n'envisageons pas seulement le rassemblement qui s'est effectué sous ce sigle et qui existe actuellement, mais l'ensemble des possibilités d'ouverture et d'union qui pourront se présenter à l'avenir.¹⁹

Le Front national correspond donc à une entrée de l'extrême droite nationaliste dans la politique électorale traditionnelle avec l'objectif de présenter des candidats dans toutes les circonscriptions et à toutes les élections. Cependant, la peur d'une dilution idéologique entraînée par l'arrivée massive de militants « nationaux » au sein de la nouvelle structure électorale constitue un enjeu important pour ON. Conscient du risque que cette aventure électorale fait planer sur son projet révolutionnaire, le parti souhaite conserver la mainmise sur les orientations du Front national : « *les fronts élargis ne profitent qu'à ceux qui en prennent le contrôle. Donc, noyautons, noyautons...*²⁰ ».

Parallèlement, la renégociation des modalités de la dimension révolutionnaire du nationalisme d'Ordre nouveau au sein du Front national constitue un autre enjeu significatif de son insertion au jeu politique traditionnel et à sa quête de légitimité. Alors que le discours officiel du nouveau parti est encore plus lisse que celui d'Ordre

¹⁸ Caractères gras dans le texte original.

¹⁹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 407.

²⁰ *Ibid.*

nouveau, ses objectifs révolutionnaires prennent des formes plus subtiles. Qu'il s'agisse d'un double discours, mettant de l'avant cet objectif devant les militants nationalistes acquis à la cause révolutionnaire ou d'une version plus modérée destinée aux nationaux plus hésitants face à cette possibilité, les militants d'Ordre nouveau, majoritaires au sein du nouveau FN, persistent dans une opposition drastique au Régime qu'ils souhaitent renverser. Ce danger révolutionnaire est d'ailleurs compris par les autorités qui, dans une note de la Sous division des affaires criminelles au ministère de l'Intérieur datée d'avril 1973, affirment à la fois que le FN reste entièrement sous le contrôle de militants d'Ordre nouveau et que l'électoratisme qui s'y développe ne constitue qu'une phase d'attentisme destinée à renforcer les bases d'un mouvement nationaliste dont le but ultime reste le renversement du régime par la révolution nationaliste.²¹

S'adressant aux militants d'Ordre nouveau, appelés à rejoindre le Front national à l'approche de son premier congrès, les dirigeants nationalistes sont sans équivoque quant au rôle de la nouvelle structure devant rassembler l'ensemble des tendances de la droite nationale :

[...] il y a en jeu un facteur qui transcende de beaucoup le simple « instinct de conservation » d'un appareil : ce sont les idées que nous incarnons, **la ligne révolutionnaire** que nous suivons, et qu'il est totalement exclu d'abandonner. Une solution bâtarde pourrait être envisagée, qui reconnaîtrait aux groupes participant au Front un droit de tendance. C'est très irréaliste : les partis oppositionnels minoritaires s'accommodent toujours très difficilement de l'existence de factions constituées, qui aboutissent le plus généralement à des scissions sans bénéfice pour personne [...].²²

²¹ Archives nationales. Dossier « Extrême droite 1973 ». (19930666/21).

²² Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p 408.

Dans cette citation est exprimée de façon claire la volonté des dirigeants d'Ordre nouveau non seulement de persister dans une voie révolutionnaire mais également de l'insuffler aux autres tendances constituant le Front national. Les militants d'Ordre nouveau entrevoient la création du Front national comme la fin de la division historique entre « nationalistes » et « nationaux ». Ils fondent cette croyance sur le constat selon lequel les « notables de droite », représentants traditionnels de l'opposition nationale ont été emportés par les courants modérés. Ils citent en exemple Tixier-Vignancour, qui se rallie à la majorité, mais également Soustelle, qui rejoint le centre, ainsi qu'une foule de notables qui représenteront le Centre national des indépendants et paysans (CNIP). Selon eux, l'irruption du gaullisme et la forte bipolarisation qu'il aura suscitée sont responsables de la volatilisation de cette France de la droite nationale.²³

Face à ce vide laissé par la disparition d'une génération importante de la droite nationale, Ordre nouveau, par l'entremise du Front national, souhaite propulser le courant nationaliste-révolutionnaire à l'avant plan de la lutte au régime sur sa droite politique. Regrettant, dans une certaine mesure, la défection d'une génération importante de la droite, les dirigeants d'Ordre nouveau se réjouissent cependant de la nouvelle place qu'ils pourront occuper. Effectivement, selon leurs estimations, personne n'est, au début des années 1970, dans une position où un investissement politique à l'extrême droite peut constituer un tremplin pour une carrière au sein des forces politiques traditionnelles. Cette situation inédite, qui correspond à la rupture avec l'ambiguïté traditionnelle de la frange la plus modérée de la droite nationale entrainera quatre conséquences majeures qui permettront une reconfiguration de l'offre politique à l'extrême droite et qui, à terme, placeraient le Front national dans une position susceptible de s'établir en véritable force politique.

²³ *Ibid.*, p. 410.

La première conséquence réside dans un basculement important du rapport de force au sein de l'opposition nationale. La défection des notables historiques et la perte du prestige – somme toute assez relatif – qu'ils apportaient au parti correspondent à un déclin de l'influence des nationaux en faveur du camp nationaliste-révolutionnaire. Deuxièmement, cette situation accentue les possibilités d'entente et de collaboration entre les deux camps « *puisque, les ambitions personnelles étant irrémédiablement vouées à l'échec, l'atmosphère pouvait être dès lors purifiée des arrières pensées arrivistes et des suspicions.*²⁴ » La troisième conséquence, liée à la seconde par la rupture avec la droite modérée, suggère une volonté de rapprochement accrue entre les différents courants de l'opposition nationale. Pour les dirigeants d'Ordre nouveau l'effritement des relations entre les « nationaux » et le centre-droit traditionnel laissait les premiers dans une position de relatif isolement suggérant la possibilité de les attirer dans le giron des nationalistes.

La quatrième et dernière conséquence de la défection des notables de la droite traditionnelle constitue un point important du propos de cette thèse. Ordre nouveau entrevoit, par l'entremise de la création du Front national qui rassemblerait les tendances de l'opposition nationale, une radicalisation idéologique de cette dernière en raison du rapport de force penchant de plus en plus en faveur des nationalistes. Cette situation est particulièrement éclairante quant aux orientations idéologiques et stratégiques choisies par Ordre nouveau lors de la création du Front national. Réfutant l'éventualité d'une dilution du substrat idéologique révolutionnaire caractéristique d'ON par une association avec la droite nationale, les dirigeants entrevoient, au contraire, une radicalisation idéologique de ses militants, qui serait, paradoxalement, accompagnée d'une insertion dans l'arène politique traditionnelle :

Il est donc parfaitement erroné de prétendre qu'une politique de front unique doive automatiquement infecter l'organisation nationaliste qui la

²⁴ *Ibid.*

pratique de germes libéraux et l'amener à réviser ses options révolutionnaires.²⁵

Dans l'évolution de l'extrême droite, une entrée dans la modernité politique sera caractérisée beaucoup plus par une adaptation stratégique que par un véritable renversement idéologique. Comme le soulignait Annie Collovald,²⁶ il est possible d'entrevoir, dans le processus menant à la formation du Front national, largement considéré comme l'évènement fondateur de l'avènement d'un courant national-populiste en France, un rapport beaucoup plus fluide et conséquemment, une rupture moins franche, avec les courants néofascistes desquels il émerge. La véritable transformation s'opérant lors de la création du nouveau parti correspond surtout à un ajustement stratégique, concrétisant l'entrée du courant nationaliste dans une modernité politique devant lui permettre de rejoindre l'électorat français en acceptant les codes politiques de son époque, qu'à un réel revirement venant modifier le substrat idéologique de l'extrême droite française du début des années 1970.

Après près d'un an d'existence du Front national, au mois de juin 1973, les conclusions quant à l'avenir du parti, et, de l'extrême droite française, sont sans équivoque pour les militants d'Ordre nouveau :

L'expérience des 6 premiers mois de l'année 1973, tant au temps de la campagne électorale qu'ensuite, prouve de façon claire que les thèmes et les idées présentés par le Front national ont en général plus de portée et plus de retentissement dans le public que s'ils avaient été propulsés par Ordre nouveau seul. Quoi que l'on puisse penser de ce phénomène, il nous faut le prendre en considération. Le Front national a d'emblée atteint une stature que notre mouvement n'a pas encore. C'est une question de promotion publicitaire : le Front national se « vend » mieux. Il convient

²⁵ *Ibid.*, p. 411.

²⁶ Dobry, M. *et al.* (2003). *Le mythe de l'allergie Française au fascisme*, Paris : Albin Michel.

mieux à certaines formes de combat politique, et est en particulier le mieux adapté aux luttes électorales.²⁷

Conscients de l'importance du rôle que pourra jouer le Front national pour l'avenir du courant nationaliste, les militants d'Ordre nouveau font du développement du nouveau parti une priorité. Comme nous le savons rétrospectivement, le développement du FN ne sera pas un long fleuve tranquille et des scissions se créeront pour voir de nouveaux partis et mouvements se créer en fonction des différents contextes à travers les années 1970 et au début des années 1980. Cependant, le FN maintiendra une présence unificatrice pour la droite nationaliste jusqu'au milieu des années 1980, où le parti s'établira comme la seule force légitime pour représenter l'extrême droite française. Cependant, ce qui nous intéresse ici reste la perspective selon laquelle les militants d'Ordre nouveau considèrent, au tournant des années 1970, le Front national – et donc l'inscription dans les logiques électorales – comme la seule option capable d'offrir une chance d'accession au pouvoir pour les nationalistes révolutionnaires.

À l'instar de Roger Griffin, l'approche que nous privilégions quant à l'analyse des fascismes comporte un rapport primordial à la modernité. Qu'il s'agisse d'un rapport au temps résolument tourné vers un futur malléable sur lequel les protagonistes de l'histoire peuvent agir, s'opposant ainsi au regard tourné vers un passé idéalisé des mouvements autoritaires et conservateurs traditionnels, d'une acceptation de la modernisation technique – voire technologique – associée à la modernité, ou d'une insertion de plus en plus évidente de l'action du courant nationaliste dans les normes de la modernité politique en acceptant les règles du jeu électoral et du débat démocratique, Ordre nouveau constitue définitivement un produit de la modernité. Plus encore, la création du Front national et sa volonté de légitimation dans l'arène politique traditionnelle constituent encore une nouvelle étape dans l'insertion du courant dans la

²⁷ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 414.

modernité politique en acceptant, au moins de façade, les termes et le langage de la démocratie libérale moderne pour mettre de l'avant son projet nationaliste révolutionnaire. Le pari d'Ordre nouveau, par la création du Front national, réside dans la volonté de radicaliser une droite nationale et ainsi de la convaincre d'adhérer à sa vision nationaliste et révolutionnaire du combat politique. Cependant, ce combat ne peut être mené que par l'adoption de choix stratégiques inscrivant l'action du parti, et conséquemment du courant nationaliste, dans les mœurs politiques de son époque en adaptant ses velléités révolutionnaires aux logiques électorales. Encore une fois, la contextualisation de l'action d'Ordre nouveau en fonction des principes de l'École de Cambridge nous permet d'observer une adaptation certaine du parti aux formes normatives d'action politique de l'époque dans laquelle il évolue.

CHAPITRE IX

ORDRE NOUVEAU ET LE FRONT NATIONAL : L'IMPOSSIBLE PARI DES NATIONALISTES

L'année 1973 sera caractérisée par la première aventure électorale d'envergure pour le Front national avec les élections législatives de mars. Elle sera également celle de la rupture entre ON et le FN et, finalement, de la dissolution subite d'ON dans la foulée de son deuxième grand congrès annuel. Dans ce chapitre, nous aborderons les événements qui mèneront à la dissolution en exposant la façon par laquelle la tendance dure du mouvement nationaliste tente de subsister à ces tumultes.

9.1. Les élections législatives de mars 1973

Dans la foulée du rassemblement, le Front national s'organise en vue des élections législatives de mars 1973, notamment en se dotant de locaux indépendants de ceux d'Ordre nouveau. Situés au 7, Rue de Surène, au cœur de Paris, ces locaux sont composés de huit grands bureaux et d'autant de lignes téléphoniques et serviront de quartier général au nouveau parti. Le travail à accomplir en vue des élections est énorme. Une organisation est rapidement mise sur pied et le matériel rassemblé. Cependant, la campagne projetée par le parti dépasse largement le cadre parisien. Effectivement, les sections de province d'Ordre nouveau s'affairent, depuis juin, à développer des comités du Front national, à sonder l'intérêt de personnalités locales pour d'éventuelles investitures et à doter le nouveau parti de structures indépendantes de celles d'Ordre nouveau. Les dirigeants du parti racontent que les responsables de sections coopèrent sans problème à cette stratégie de Front national et organisent

jusqu'à la fin décembre de nombreux débats, diners, conférences et autres rencontres afin de développer les réseaux des sections locales du Front national. Cependant la pression du calendrier se fait sentir chez les dirigeants du parti qui affirment que :

Cette tactique est bonne, mais il nous reste à peine trois mois pour l'appliquer. Nous devons suivre un calendrier extrêmement serré : de décembre à février, il y aura pratiquement une ou plusieurs réunions par jour, dans tel ou tel endroit de France... Les dirigeants nationaux doivent se multiplier, être présents partout à la fois. Des tournées régionales seront organisées. Nous n'aurons même pas un instant pour souffler jusqu'au 4 mars, jour du premier tour des élections.¹

Les organisateurs se vantent d'avoir réussi, à force de travail acharné, à monter une organisation qui serait digne des grands partis. Selon eux, l'ambiance est bonne et les liens se créent entre militants des différentes tendances de la droite. Cependant, certaines difficultés se manifestent. D'une part, nombreuses sont les personnalités, tant parisiennes que provinciales, qui s'étaient portées volontaires pour faire acte de candidature et qui hésitent et finalement se refusent au dernier moment. Les dirigeants d'Ordre nouveau estiment que certains d'entre eux n'avaient pas réalisé l'ambition des fondateurs du nouveau parti et furent pris de peur devant l'évidence de la campagne qui se dessinait. En raison de cette situation, le FN est le seul parti qui tarde à dévoiler les noms de ses candidats pour le scrutin du 4 mars. Alors que les grands partis ont tous produit des listes, le FN fait face à un dilemme considérable : d'une part, c'est en présentant des listes sérieuses, dévoilées le plus tôt possible, que le parti espère développer une crédibilité aux yeux de ses membres et sympathisants, et, de l'autre, les candidats d'envergure qui se trouvent parmi ce bassin de militants attendent les

¹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 360.

premiers signes de la confirmation de l'évolution du mouvement en un parti crédible pour se lancer dans l'aventure électorale en défendant les couleurs du Front national.²

Au-delà du problème des candidats, celui de l'adhésion de la base militante d'Ordre nouveau au Front national constitue encore, à l'approche du scrutin, une question sensible pour les dirigeants du mouvement nationaliste. Effectivement, malgré les diners, conférences et meetings organisés pour convaincre ces militants de rejoindre le FN, une partie importante d'entre eux continue de penser que les dirigeants d'ON, par cette opération électorale, renient leurs idéaux et leurs objectifs. Ils seront contraints de produire un document, reproduit ci-dessous et paru dans un supplément du journal *Pour un ordre nouveau*, explicitant de manière claire que le Front national ne constitue qu'un « moyen » par lequel les nationalistes espèrent arriver à leurs fins :

l'image du mouvement s'améliore petit à petit, mais nous sommes encore très loin du compte [...]. Ce qui revient, pour reprendre une expression de François Brigneau, à « emballer de la confiture dans des caisses de dynamite ». [...] Une bataille électorale n'est pas une fin en soi. Elle n'est qu'un moment déterminé de l'action révolutionnaire, et rien d'autre. [...].³

Les efforts de légitimation entrepris par les dirigeants d'Ordre nouveau à travers leur nouvelle stratégie de Front national auront cependant des résultats mitigés. Le parti peine à la fois à réunir la droite nationale et à convaincre les militants historiques de l'extrême droite française. Malgré la persistance de références historiques et idéologiques aux colonels grecs, à Franco, au NPD et au MSI – caractéristiques du style d'Ordre nouveau – il existe une volonté évidente d'affiner encore davantage le

² *Ibid.*, p. 361.

³ « Front national : définition et perspectives politiques », *Ordre nouveau*, supplément au n° 13 de *Pour un Ordre nouveau*, p. 2-4. Dans N. Lebourg, J. Préda et J. Beauregard. (2014). *Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès, p.87.

style du FN.⁴ Effectivement, lors d'une réunion publique organisée au début janvier 1973, le service d'ordre est sommé de ne pas porter les caractéristiques vestes de cuir et treillis associés à une extrême droite violente et les casques et barres de fers sont dissimulés sous les tables pour éviter de projeter une image agressive aux médias présents. Ces efforts ne suscitent pas les adhésions espérées. Alors qu'on attendait la présence de 4000 ou 5000 militants, seulement 1700 seront présents selon les renseignements généraux.⁵ Cependant, ce chiffre peut être relativisé : Dans son édition du 19 janvier, le journal *Le Monde* avance plutôt que 3000 personnes sont présentes lors du rassemblement. Les craintes des militants sont également partagées par une partie des dirigeants d'Ordre nouveau. Selon Nicolas Lebourg :

Les cadres aussi sont saisis par le doute quant à l'architecture existante. En novembre 1972, Duprat propose d'en finir avec le couplage des mouvements : ON devrait devenir tout à la fois une école des cadres du FN et son aiguillon idéologique, en réalisant une agit-prop sur des thèmes non utilisables par le Front national. En janvier 1973, une partie de la direction d'ON envisage une dissolution pure et simple à l'intérieur du FN. Cette option est portée par François Brigneau et, à ce qu'il en dit postérieurement, soutenue par Duprat – elle l'est en tous cas par son ami Alain Renault.⁶

Le meeting public du Front national, tenu le 17 janvier 1973 au Palais des Sports sera également couvert par de nombreux médias d'importance, preuve de l'intérêt – et de la curiosité – de la presse pour le nouveau parti. Dans l'édition du 18 janvier du *Figaro*, on relate la tenue du meeting en mettant l'emphasis sur les prises de parole de Robert

⁴ RGPP. (1973, 17 janvier). (APP GA03) [Note]. Dans N. Lebourg, J. Préda et J. Beauregard. (2014). *Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès, p. 93.

⁵ DCRG. (1973, 17 et 18 janvier). (AN F7/15570). « Faits et événements survenus sur le plan politique ». [Bulletin quotidien]. Dans N. Lebourg, J. Préda et J. Beauregard. (2014). *Aux racines du FN : L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès. p.93.

⁶ Henri Laux, H. (1972, 9 novembre). La Formation du Front national pour l'unité française (octobre 1972-juin 1973), Rivarol, p. 42. Dans N. Lebourg, J. Préda et J. Beauregard (2014). *Aux racines du FN : L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès.

et de Brigneau ainsi que des thèmes qu'ils développeront. Parmi ces thèmes, on retrouve notamment ceux de la famille, de la jeunesse, de l'immigration, de la criminalité et de la pornographie, de l'éducation et de la défense de l'entreprise privée. Bien que ces deux orateurs soient des membres d'Ordre nouveau, les sujets développés se rapprochent des thèmes chers à une droite plus modérée. De son côté, le quotidien *Combat*, dans son édition du 19 janvier, insiste sur le calme dans lequel s'est déroulée la rencontre; situation qui détonne par rapport aux rassemblements d'Ordre nouveau des années précédentes. Parlant des interventions de JMLP et de Brigneau, le journal relate les attaques contre le régime, le gouvernement et contre l'UDR, qui aurait vendu la patrie aux communistes. Ce dernier point est également au centre de l'article du *Monde* pour qui l'anticommunisme constitue le ciment qui lie les différents courants réunis au sein du *Front national*.

Dans ce contexte, les élections, qui approchent à grands pas, seront déterminantes pour l'avenir du nouveau parti. Développant sa plate-forme électorale de façon plus explicite lors d'une conférence de presse tenue dans la foulée d'une rencontre du conseil national au début du mois de février 1973, JMLP évoque les principaux points du programme. Il souhaite une « *limitation de l'immigration sauvage qui doit être interdite dans la mesure où elle met en péril la santé des français et se poursuit dans des conditions matérielles et morales inadmissibles pour les intéressés et déshonorables pour notre pays.* » Autre point essentiel : l'éducation nationale. Il se positionne contre la loi Faure et l'éducation sexuelle. La position officielle du FN est évidemment contre l'avortement libre. Par ailleurs, des mesures ciblées sont évoquées : défense des commerçants, augmentation des retraites, indemnisations des rapatriés d'Algérie. Finalement, le renforcement de la défense nationale par la coordination des forces nucléaires françaises et anglaises constitue un enjeu crucial de la campagne du nouveau parti. Il affirme vouloir présenter 150 candidats et au deuxième tour, les désistements se feront de manière à ce que les communistes soient battus ainsi que l'URP qui s'applique à satisfaire les communistes. Malgré les efforts déployés par ses membres,

le FN ne parvient qu'à présenter 105 candidatures.⁷ *Le Monde* relate également la conférence en insistant sur les 4 grands axes qui seront développés par le FN dans sa campagne. Du côté des institutions, on souhaite instaurer le vote proportionnel. Alors que cette mesure est classique des partis marginalisés électoralement, le FN ajoute certaines propositions : on souhaite instaurer le vote plural pour les « chefs de famille de plus de trois enfants ». À la clé, le parti espère faire éclater les coalitions négatives. Sur le plan international, le FN souhaite une alliance dans une Europe où la France pourrait conserver son indépendance et ses spécificités. Les alliances militaires et nucléaires, à la fois avec la Grande-Bretagne et dans une perspective atlantiste, sont préconisées. Le troisième axe important de la campagne sera la jeunesse. Sans élaborer de propositions claires, le parti souhaite favoriser une jeunesse appelée à s'imposer dans « les structures » dès la fin de l'adolescence et jouir des mêmes droits que leurs aînés. Thème classique de l'extrême droite, cette jeunesse doit être au centre du projet politique de la nation et doit avoir le goût de l'action et des responsabilités pour combattre la « gérontocratie ambiante ». Finalement, l'éducation constitue le quatrième thème de la campagne. Comme dans *Combat*, *le Monde* rappelle la volonté du FN de combattre la loi Faure et la subversion gauchiste dans les universités.

Les dernières semaines menant à la tenue des élections législatives révèlent un doute important chez les militants du Front national. Au-delà de l'incapacité à rassembler toutes les candidatures promises par les dirigeants du parti au début de la campagne, la peur de ne pas atteindre l'objectif fixé à 3 % des suffrages exprimés s'empare des *leaders* nationalistes. Dès le 22 février, le FN publie une déclaration officielle dénonçant les pratiques de l'Office de radiodiffusion-télévision française (ORTF) concernant les temps d'antenne que le nouveau parti estime injuste.⁸ Il annonce que :

⁷ *Combat*, (1973, 5 février).

⁸ Archives nationales. Dossier « Extrême droite 1973 ». (19930666/21).

« *l'ère qui s'ouvre n'est pas une ère de calme, nous voulons être entendus et trouverons le moyen de nous faire entendre.*⁹ » Plus encore, le 28 février, dans la foulée d'un meeting du FN tenu deux jours auparavant, Jean-Marie Le Pen dénonce, dans les pages du *Monde*, les « affrontements truqués » entre la majorité et l'opposition de gauche. Le journal, évoquant la participation d'une centaine de candidats du parti aux élections, ne manque pas de souligner la forte représentation des membres issus des rangs d'Ordre nouveau se présentant sous la bannière du Front national. Le journal, conscient de la manœuvre de légitimation politique que constitue la création du Front national, évoque que les tendances associées à l'Alliance Républicaine pour les libertés et le progrès, l'alliance républicaine indépendante et libérale ainsi que les royalistes de Restauration Nationale et la Nouvelle Action française refusent de joindre les rangs du parti – suggérant ainsi ce qui devient de plus en plus évident : le Front national de l'époque se résume aux militants d'Ordre nouveau et aux réseaux de Jean-Marie Le Pen.¹⁰

Le jour du premier tour de l'élection législative, le 4 mars 1973, le FN organise une ultime tentative de capter l'attention de l'électorat. Sur les Champs de Mars, une trentaine de voitures recouvertes d'affiches du FN et de drapeaux tricolores se sont rendues en cortège vers l'Arc de Triomphe, ont descendu les Champs-Élysées et l'avenue George V pour distribuer des tracts et crier des slogans encourageants à voter FN. La police procède à 87 interpellations dont Alain Galland, candidat FN dans la 8^e circonscription de la Seine-St-Denis. Vers 18h, face au magasin BHV, rue de Rivoli, la police intercepte quatre véhicules (contenant 16 personnes) faisant de la propagande pour le FN. Dans un communiqué du FN, on affirme le caractère pacifiste des

⁹ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux (1973, 22 février). (F/7/15570). [Bulletin quotidien].

¹⁰ *Le Monde*, (1973, 28 février).

manifestations et dénonce les arrestations en affirmant que les communistes font la même chose en toute impunité.¹¹

Les appréhensions des dirigeants du Front national se confirment lors de la divulgation des résultats de l'élection. Alors que la barre des 3 % constituait l'objectif espéré par les cadres nationalistes, les candidats du parti n'obtiendront que 1,33 % des suffrages exprimés et que seul son président, Jean-Marie Le Pen, franchira la barre des 5 % dans sa circonscription parisienne. Au micro de France-Inter, le 6 mars, JMLP affirme : *« Nous pensons que les élections ont été pour nous extrêmement encourageantes. Elles nous ont permis de faire connaître nos idées à l'opinion publique. Au second tour, il faut à tout prix barrer la route aux communistes. »*¹² Tentant visiblement de minimiser l'échec de la campagne de son parti, Le Pen s'accroche à l'un des principaux objectifs mis de l'avant par sa formation : empêcher le plus possible la présence de communistes près des lieux de pouvoir. Lors d'une conférence de presse de JMLP, deux jours plus tard, le président du parti se félicite encore une fois des résultats et réitère l'importance de barrer la route non seulement aux communistes mais à l'UDR. Il annonce par ailleurs un grand congrès national du 28 Avril au 1^{er} Mai 1973.¹³

Écarté du second tour, le FN aura donc de sérieuses questions à se poser quant à son avenir. Alors que la volonté de rallier les modérés, notamment par la nomination de candidats issus des « notables » du mouvement nationaliste – les candidats du FN à ces élections sont à 56,7 % des patrons d'industrie et du commerce, des cadres ou issus

¹¹ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux (1973, 5 mars). (F/7/15571). [Bulletin quotidien].

¹² Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux (1973, 6 mars). (F/7/15571). [Bulletin quotidien].

¹³ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux (1973, 8 mars). (F/7/15571). [Bulletin quotidien].

professions libérales, et 2,7 % d'entre eux sont des ouvriers¹⁴ – s'avère un échec, le parti, et par la même occasion Ordre nouveau, devra s'interroger sur la pertinence d'une telle alliance. Le printemps 1973 sera marqué par deux événements majeurs qui seront décisifs pour l'avenir du parti : le premier congrès annuel du Front national, les 28-29 avril, et le congrès annuel d'Ordre nouveau, du 9 au 11 juin.

9.2. Le premier congrès du Front national

C'est dans le 14^e arrondissement de Paris et sous le thème « Front national pour l'unité française » que sera tenu le premier congrès annuel du Front national les 28 et 29 avril 1973. En raison des résultats catastrophiques de la formation lors des élections législatives du mois de mars précédent, Jean-Marie Le Pen lance le congrès¹⁵ dans une salle presque déserte :

Il appelle à « l'union sacrée », lancée par tous « les maurassiens, nationaux et intégristes », et à des personnalités « qui se croient loin de nous mais qui sont toutes proches sans le savoir ». Il déclare ceci, en faisant un appel du pied à peine voilé aux militants d'ON : « faisons ensemble le serment de nous tolérer les uns les autres. Le temps est venu de réunir toutes les forces nationales en faisceaux pour faire entendre librement et fortement la voix de la France.¹⁶

Cet appel du FN aux militants d'Ordre nouveau s'inscrit dans un contexte où l'association entre les deux formations suscite un enthousiasme pour le moins modéré. Effectivement, la frange des militants d'ON favorable à la fusion reste minoritaire dans

¹⁴ Lebourg, N. et Beauregard, J. (2012b). *Dans l'ombre des Le Pen, une histoire des numéros 2 du FN*. Paris : Nouveau Monde, p. 96.

¹⁵ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1973, mai). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (19). BDIC, p. 15.

¹⁶ Igounet, V. (2014). *Le Front national de 1972 à nos jours, le parti, les hommes, les idées*. Paris : Seuil, p. 58.

la foulée des législatives. Si Brigneau souscrit toujours à cette ligne, Alain Robert tend vers la position majoritaire et affirme de plus en plus ses réticences à intégrer le nouveau parti. Selon une militante interviewée par les journalistes Dominique Albertini et Albert Doucet :

Pendant longtemps, on n'avait rien dit et on avait fait tout le boulot, explique la militante Catherine Barnay. Les résultats étaient pour le moins décevants. L'opinion dominante était que l'affaire avait été mal négociée depuis le début. Il fallait récupérer toute notre place avant que les vieux du FN n'emportent tout.¹⁷

Les tensions habituelles refont surface lors du congrès alors que Jean-Marie Le Pen et son collaborateur Dominique Chaboche accusent la frange dure d'Ordre nouveau d'avoir nui au mouvement et plaident pour l'utilisation d'une « phraséologie politique dénuée de passion afin de gagner les masses non politisées. » À la tribune, le président du parti affirme que « *trois possibilités existent : chacun reprend ses billes avec retour aux activités groupusculaires, ou bien c'est le statu quo, autrement dit une sorte de fédération, ou bien c'est la fusion totale.*¹⁸ » Aucune majorité nette n'émerge face à ces trois possibilités et les militants d'Ordre nouveau sont particulièrement divisés.

Pour empêcher la désertion de militants, Alain Robert tentera de rendre à Ordre nouveau une partie de son autonomie. C'est donc dans ce contexte que sera organisé, deux semaines plus tard, les 10 et 11 juin 1973, le troisième congrès national d'Ordre nouveau.

¹⁷ Albertini, D. et Doucet, D. (2014). *Histoire du Front national*. Paris : Talandier, p. 16.

¹⁸ *Ibid.*

9.3. Le troisième congrès d'Ordre nouveau : 10-11 juin

C'est dans ce contexte particulier que sera tenu le troisième et dernier congrès d'Ordre nouveau à Bagnolet, les 10 et 11 juin, devant environ 250 personnes – pour la plupart des délégués et responsables du parti.¹⁹ Le congrès s'ouvre avec des discours d'ouverture le samedi notamment caractérisés par des interventions de M. Robert (secrétaire général), Petit (trésorier), Mouquet (responsable de la région parisienne), Renault (responsable province), Brissaud (responsable presse), Poynard et Vaughele (animateurs du GUD) et Brigneau (rédacteur en chef de Minute) ainsi que d'une quinzaine de rapporteurs des sections de province qui font le bilan de leur action.²⁰

Face à la demande d'indépendance des militants du parti par rapport au Front national naissant, Alain Robert tente de remobiliser ses troupes sur des thèmes radicaux. Renouant avec ce qui avait caractérisé sa famille politique depuis les années 30, ON décide de miser sur la mise de l'avant d'un activisme revalorisé. Il estime qu'il faut :

définir de nouveaux modes d'agitation, de nouvelles méthodes de propagande susceptibles de toucher des masses rejetées peu réceptives aux thèmes classiques et généraux développés par nous jusqu'ici. La nécessité de développer un faisceau de tactiques originales, différenciées, à partir de thèmes particuliers est évidente.²¹

L'enjeu fondamental du congrès réside dans la tentative orchestrée par Robert à la fois de réaffirmer l'appartenance d'Ordre nouveau au Front national tout en rassurant ses militants quant à l'indépendance de leur action face au parti qui les accueille à des fins

¹⁹ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux (1973, 12 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

²⁰ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux (1973, 13 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

²¹ « L'enjeu du congrès de 1973 ». (1973, juin). *Pour un ordre nouveau*, spécial congrès, (20). Dans V. Igounet. (2014). *Le Front national de 1972 à nos jours, le parti, les hommes, les idées*. Paris : Seuil, p. 58.

électorales. La reprise détournée d'un slogan du FN, « Nous sommes la droite nationale, sociale et populaire », devient « Nous sommes la droite sociale, nationale et révolutionnaire » et sera affichée sur les murs lors du congrès. L'utilisation du terme « révolutionnaire », mis de l'avant par ON et évacué par le FN, n'est pas anodin. Afin de réaffirmer ce rapport complexe entre les deux entités ON apporte certaines précisions concernant l'élaboration de la stratégie du parti :

Le Front national a pour raison d'être première d'être un rassembleur [...] où se retrouve l'ensemble de l'opposition nationale prise au sens le plus large. [...] Sa composition hétérogène confère au Front national à la fois sa force et sa faiblesse. Faiblesse car sa diversité l'empêche d'entreprendre le type d'activité extra-classique. [...] Transformer ce Front national en un appareil monolithique serait s'exposer à de graves mécomptes, et reviendrait à nier les conditions dans lesquelles il s'est créé. [...] Le premier volet de cette stratégie concerne les nouvelles formes de lutte, dont l'importance va croissant. Il est vital pour un mouvement nationaliste digne de ce nom d'être à l'avant-garde dans ce nouveau domaine de l'agitation et de la propagande. [...] Le deuxième aspect de notre stratégie se rapporte à la lutte sur le terrain de la politique classique. [...] Nous réaffirmons avec force notre appartenance pleine et entière au Front national, et notre résolution de continuer à y collaborer d'une façon franche et loyale.²²

Encore une fois, cette tactique est très loin de faire l'unanimité auprès des militants de la première heure. Alors que François Brigneau propose, par l'entremise d'une motion, une fusion avec le FN, les militants appelés à se prononcer sur l'avenir du parti refusent la proposition par une majorité écrasante. Dans la foulée du vote, Brigneau annonce sa démission du poste de vice-président du FN et qu'il ne solliciterait pas la réélection au bureau politique d'ON.²³ Le parti décide donc d'une stratégie fine en restant au FN

²² « L'enjeu du congrès de 1973 ». (1973, juin). *Pour un ordre nouveau*, spécial congrès, (20). Dans V. Igounet. (2014). *Le Front national de 1972 à nos jours, le parti, les hommes, les idées*. Paris : Seuil, p. 59.

²³ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux (1973, 13 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

mais en gardant ses structures, qui deviennent des lieux de formation de cadres nationalistes. Comme l'affirme Valérie Igounet, « *derrière cette unité de façade se cache autre chose : ON est en train de redevenir lui-même.*²⁴ » Réaffirmant la vocation militante du parti, plusieurs délégués souhaitent tout simplement rompre les liens avec un FN accusé de dénaturer l'action d'ON. L'annonce d'un meeting public et indépendant, le 21 juin 1973, témoigne de la volonté d'ON de reprendre sa place de *leader* de la mouvance d'extrême droite en France.

La suite du congrès sert à voter certaines des positions d'Ordre nouveau. Le lundi est dédié à l'élection du bureau politique : Robert, secrétaire général, Joseph Bruneau de la Salle, Jean-Marie Knittel, Jack Marchal et Christian Lefevre y sont notamment élus. On vote également des résolutions pour l'abrogation de la loi Faure et « le soutien aux peuples en lutte contre l'impérialisme chinois » et on affirme la volonté de constituer des camps nationalistes dans les Alpes-de-Haute-Provence.²⁵ Par ailleurs, Ordre nouveau met sur pied une offensive politique contre l'immigration, exigeant un arrêt complet de cette immigration pour une période d'un an.²⁶ Une campagne de mobilisation sur ce thème sera mise de l'avant et ce thème deviendra l'élément central du meeting public du 21 juin. Dans une conférence de presse de clôture, les dirigeants du parti réaffirment les positions prises lors du congrès, la vocation européenne d'Ordre nouveau ainsi qu'un soutien total au MSI.²⁷

²⁴ Igounet, V. (2014). *Le Front national de 1972 à nos jours, le parti, les hommes, les idées*. Paris : Seuil, p. 59.

²⁵ Archives nationales. (1973, 19 juin). (19930666/21). [Note du préfet des Alpes de haute-Provence au ministre de l'Intérieur].

²⁶ Archives nationales. Dossier « Extrême droite 1973 ». (19930666/21).

²⁷ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux (1973, 13 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

9.4. « Halte à l'immigration sauvage » : l'ultranationalisme populiste adapté aux logiques électorales

La campagne contre l'immigration lancée par Ordre nouveau lors de son congrès devient le point d'ancrage politique de l'expression de l'ultranationalisme populiste développé dans ses premiers programmes. Adapté aux réalités électorales, en permettant la fixation d'objectifs tangibles, les militants nationalistes espèrent insuffler cet ultranationalisme à un auditoire dépassant le cadre des cercles nationalistes traditionnels. La campagne sera également reprise par le Front national, notamment lors des législatives de 1973, faisant du parti la courroie de transmission entre les théories radicales développées au sein d'Ordre nouveau et l'électorat élargi du nouveau parti.

Dès 1972, l'immigration apparaît comme un enjeu relativement important dans les publications d'Ordre nouveau. Les chiffres avancés, largement exagérés, comme nous l'exposons précédemment, permettent à Ordre nouveau de qualifier l'immigration en France « d'immigration de peuplement ». Dans l'argumentaire développé dans l'ouvrage-bilan de 1972, le ton, fortement démagogique, suggère que les conséquences de cette immigration « massive » seraient la formation « d'enclaves de Tiers-monde, de bidonvilles et de casbahs.²⁸ » Alors que l'orientation des positions nationalistes d'Ordre nouveau vers les questions d'immigration s'entame déjà à cette période, la mise de l'avant de propositions concrètes et applicables politiquement reste, dans le bilan de 1972, assez superficielle. La transition entre l'élaboration d'un nationalisme européen, incluant une forte dimension biologique et ancrée sur des bases théoriques pseudo scientifiques, se concrétisera par le développement de politiques d'immigration concrètes parallèlement à l'implantation politique des nationalistes au sein du Front national.

²⁸ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 312.

Dans le second bilan d'Ordre nouveau, publié en 1973, donc dans la foulée de la création du FN et de ses premières tentatives électorales, Ordre nouveau développe une position plus concrète concernant l'immigration. S'éloignant des habituelles considérations théoriques, les nationalistes avancent des propositions tangibles quant à la question des travailleurs immigrés. Accusant le gouvernement de privilégier l'arrivée d'étrangers plutôt que d'adapter le monde du travail à la réalité des chômeurs français, ON estime qu'il « *faut arrêter ce régime d'immigration honteux pour notre pays et nocif pour sa santé*²⁹ ».

Pour justifier l'arrêt des politiques d'immigration permettant aux travailleurs étrangers de venir s'établir en France, les dirigeants d'Ordre nouveau attaquent à la fois ces travailleurs et les politiques du Régime qui permettent leur arrivée :

Les conditions de vie des travailleurs sont particulièrement défavorables, tant en raison de l'attitude même de ces immigrés, que de l'inertie des pouvoirs publics. Pour les travailleurs immigrés, résider en France est l'essentiel, quelles que soient les conditions de ce séjour. À côté de ceux qui entrent avec un contrat en bonne et due forme, le nombre de ceux qui débarquent dans notre pays sans aucun autre point de chute qu'une vague adresse d'un compatriote, d'un cousin ou le plus souvent d'un « négrier », marchand de ommeil [sic] et de travail, va croissant. Dans ces conditions le travailleur immigré se met lui-même dans des conditions marginales qui ne peuvent faire de lui qu'un déclassé.³⁰

Blâmant les travailleurs immigrés pour les conditions dans lesquelles ils se trouvent, Ordre nouveau accuse ensuite le gouvernement de manquer de volonté politique pour changer leur situation. L'instrumentalisation des conditions objectivement difficiles de ces travailleurs permet à Ordre nouveau de justifier un argumentaire visant la fin des

²⁹ *Ibid.*, p. 436.

³⁰ *Ibid.*

pratiques courantes tout en tentant – de manière assez peu convaincante – de laisser croire qu’il le ferait pour le bien des travailleurs en situation irrégulière.

Par ailleurs, les dirigeants d’Ordre nouveau développent également une critique de la capacité des travailleurs immigrants à s’intégrer à la société française. Estimant que ces travailleurs perçoivent leur séjour en France comme une période passagère, ils avancent que ces immigrants ne souhaitent pas se fixer et s’assimiler à la France. Arrimant sa politique d’immigration au nationalisme ethnique décrit précédemment, ON estime que les différences de « culture, de formation et de mentalité » sont trop grandes entre africains et français pour espérer une cohésion sociale acceptable. Au contraire, l’immigration européenne (espagnole, portugaise, italienne et grecque) devrait être favorisée car plus propice à l’intégration.

La question de la participation politique des immigrants est également soulevée par Ordre nouveau. Accusant ces travailleurs immigrés d’intégrer des mouvements politiques par le biais des syndicats, alors que leurs droits légaux le leur interdiraient, les dirigeants d’ON affirment que ces travailleurs deviennent des :

leviers de pénétration gauchiste dans le monde du travail. Ce sont des éléments instables qui oscillent entre l’indifférence totale à l’égard des problèmes français et l’irresponsabilité totale à l’égard des problèmes français et l’irresponsabilité totale dans l’engagement contestataire.³¹

Par ailleurs, les idéologues d’Ordre nouveau persistent dans la voie de l’ethnodifférencialisme développée par les penseurs de la Nouvelle droite. Aux formes de nationalisme ouvertement hostiles aux travailleurs immigrés africains, ils ajoutent un discours suggérant que le retour de ces travailleurs dans leurs pays d’origine aurait pour motif l’amélioration des conditions de développement dans les pays africains. Utilisant la Côte d’Ivoire dont l’industrialisation serait retardée par un manque de main-

³¹ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 438.

d'œuvre qualifiée, Ordre nouveau justifie sa volonté d'arrêt de l'immigration en affirmant qu'une telle mesure profiterait à l'État africain. La politique du « chacun chez soi », moins ouvertement raciste que les énonciations théoriques du nationalisme développé par Ordre nouveau, constitue une tentative d'atténuer, plus ou moins subtilement, la politique d'immigration stricte prônée par le parti.

Pour la première fois de son histoire, et en raison du nouveau statut de parti politique, Ordre nouveau se dote de positions officielles concernant l'immigration. Dans un premier temps, ils affirment être :

favorables à une **politique d'assimilation des immigrants d'origine européenne** qui doivent devenir des français à part entière. Mais nous devons rééquilibrer l'apport méditerranéen par une immigration en provenance des pays européens du Nord (Pays-Bas, RFA) et des pays de l'Est, Polonais par exemple. Enfin, une aide prioritaire doit être apportée aux Français d'origine musulmane et aux Algériens qui ont suivi la France.³²

Évidemment, la préférence pour les immigrants européens constitue l'aspect fondamental de la politique d'immigration d'Ordre nouveau. Parfaitement alignée avec le nationalisme décrit dans sa propagande, elle correspond à l'ensemble culturel que le parti propose de défendre et de protéger. Cependant, la mention des aides aux français d'origine algérienne et de confession musulmane détonne avec l'idéologie développée par le mouvement nationaliste. Comprenant que l'expulsion de citoyens français constituerait une position trop drastique, Ordre nouveau s'adapte au contexte de la période postcoloniale où il devient impossible de s'opposer complètement à la présence d'immigrants algériens en France.

Le deuxième axe de la politique d'immigration proposée par Ordre nouveau consiste à limiter, de façon quantitative et qualitative, l'immigration non-européenne. Inscrite

³² Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 438-439.

dans la ligne directe du premier, le dispositif souhaité par ON consiste en l'affirmation du rôle de l'Office national de l'immigration qui devrait assurer un monopole sur le contrôle des nouveaux arrivants en exigeant non seulement un emploi à l'arrivée, mais une qualification. Les séjours de ces travailleurs seraient limités à une période de 5 à 10 ans et des aides seraient accordées pour faciliter un retour dans le pays d'origine.³³

Sur le plan social, ON demande le démantèlement de ce que ses dirigeants appellent des « bidonvilles », ainsi que l'éclatement des quartiers décrits comme « allogènes. » Ils appellent également à la création de quotas de travailleurs immigrés dans les entreprises ainsi que de l'élaboration d'une politique de répartition géographique de leur établissement. Finalement, une politique favorisant le travail qualifié devrait, à terme, faire disparaître le travail non-qualifié, et parallèlement, réduire la pénibilité des tâches.

Le développement d'axes concrets concernant les politiques d'immigration à mettre de l'avant dans l'éventualité d'une prise de pouvoir du camp nationaliste influencera évidemment les positions du Front national. La grande campagne nommée « Halte à l'immigration sauvage », qui deviendra le thème principal de l'élection législative de 1973, marquera l'intégration de l'idéologie d'Ordre nouveau par le Front national qui l'adaptera au contexte électoral.

Le thème reste, dans la foulée des élections législatives et à l'approche du premier congrès du parti, le thème privilégié par l'ensemble des militants du courant nationaliste. Dans le numéro de juin 1973 du journal *Pour un Ordre nouveau*, qui, depuis la création du FN, se fait le portevoix de son idéologie et de ses ambitions électorales, on dédie la Une et une série d'articles à la question de l'immigration pour exposer les positions du Front national. Dès l'éditorial publié à la troisième page du

³³ Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3e congrès 1973*. Paris : Déterna, p. 439.

journal, le ton est lancé : les militants nationalistes identifient « l’immigration sauvage » comme étant la principale menace pour la France et la cause contre laquelle le courant doit impérativement rallier ses troupes. Faisant référence à l’agitation gauchiste du printemps 1973, notamment caractérisée par la grève autogestionnaire à l’usine Lip de Besançon, la grève des ouvriers spécialisés de l’usine Renault-Billancourt ainsi que le défilé du premier mai, ils allient à la fois la critique du marxisme et de la gauche à celle de l’immigration en affirmant :

Tous les français ont vu à la télévision, dans leurs journaux, à quoi ressemblaient les corps d’élite du gauchisme : des immigrés. Le plus souvent très fortement colorés. Quelques citoyens seulement s’en sont indignés sur le moment. Mais tous ont enregistré le fait. Le spectacle de quelques centaines d’africains bloquant le fonctionnement de la plus grande industrie française : voilà chose qui commence à faire réfléchir dans pas mal de têtes. Désormais, la question de l’immigration sauvage est réellement posée.³⁴

Affirmant qu’il « vient de se passer quelque chose dans la conscience française », l’éditorial place le thème de l’immigration au premier plan des enjeux pour l’avenir du camp nationaliste. Se positionnant en seule famille politique susceptible de mener ce combat, les dirigeants nationalistes affinent la translation d’une énonciation théorique d’un nationalisme ethnique à des positions concrètes beaucoup plus susceptibles de rallier l’électorat de la droite traditionnelle.

Une fois que l’immigration est ouvertement posée comme thème central de l’action d’Ordre nouveau et, conséquemment, du Front national, le même numéro de *Pour un Ordre nouveau* propose un dossier à charge contre ces migrations par l’élaboration d’une propagande violente visant à la fois les nouveaux arrivants et les gauchistes accusés de supporter des politiques en facilitant l’arrivée. Dans un premier article

³⁴ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1973, juin). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (20), BDIC, p. 3.

intitulé « *quand ce n'est plus supportable... on ne supporte plus* », le ton est lancé en exposant une vision apocalyptique d'une France sujette à ce qu'ils considèrent comme cette « immigration sauvage. » Ils estiment que le phénomène de colonisation est dorénavant renversé. Alors que la France avait historiquement été un pays colonisateur, exportateur de ses valeurs et de sa civilisation, le phénomène serait maintenant inversé et le « Tiers-monde » serait, au début des années 1970, le colonisateur de la France. Plus encore, cette immigration constituerait un « crime » pour les nationalistes :

On ne traite pas un sujet tel que l'immigration par ironie, ou par l'indifférence. Nous, nous disons qu'un crime est en train de se commettre. Nous dirons à qui il profite. Nous n'admettons pas, nous n'admettrons jamais, que certains encouragent ou laissent faire ce crime. Un problème d'une extrême gravité se pose pour l'avenir de notre pays : nous revendiquons le droit de le dire. Nous ne tolérerons jamais la législation qui prétend nous dénier la liberté d'en parler à voix haute.³⁵

Le ton gravissime du camp nationaliste à l'égard de l'immigration est également utilisé pour attaquer une extrême gauche accusée d'instrumentaliser cette immigration afin de recruter sa « masse de manœuvre, son armée de réserve. » Ils accusent le Régime, et en particulier Michel Debré, de favoriser l'arrivée massive d'immigrants dans des termes peu subtils quant à leur opinion quant aux populations d'origine extra-européenne :

Debré, qui cherche à tout prix ses 80 millions de français mais qui n'est pas regardant sur la couleur, est content. Les abrutis du PSU, les hystériques du métissage universel, les dingues de l'indifférenciation mondiale, eux, n'ont plus assez de leurs deux mains pour applaudir. Peu leur importe si la France y laisse sa peau (sans mauvais jeu de mots...) : ils ne rêvent que de ça, ils n'ont pas de plus pressant désir.³⁶

³⁵ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1973, juin). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (20), BDIC, p. 5.

³⁶ *Ibid.*

Cette translation d'une approche plus théorique de la propagande nationaliste vers des applications concrètes concernant l'immigration est accompagnée du développement d'une rhétorique qui deviendra populaire à l'extrême droite à travers la deuxième moitié du vingtième siècle : le racisme « anti-blanc » ou « antifrçais. » Dans un esprit analogue à celui développé dans l'évolution du rapport stratégique d'Ordre nouveau à la violence politique, le mouvement nationaliste, à travers le Front national renverse l'accusation faite contre lui pour adopter une position victimaire. Accusant la gauche et le régime de favoriser l'immigration africaine aux travailleurs d'origine européenne, les dirigeants nationalistes se défendent d'adopter une idéologie xénophobe en renvoyant l'accusation vers ses ennemis :

Nous jugeons dégradant d'exciter basement les haines et les jalousies xénophobes. Nous ne retournerons pas leurs propres armes contre ceux qui propagent le plus odieux racisme anti-européen. Mais nous dirons ce que nous avons à dire. **Quand ce n'est plus supportable, on ne supporte plus.**³⁷

Cette justification, du reste peu convaincante au vu de l'argumentaire développé, démontre cependant la volonté de présenter une image apaisée et de se départir de l'étiquette xénophobe qui colle au courant. Par ailleurs, alors que le journal *Pour un ordre nouveau* devient le portevoix du nouveau Front national, il reste l'organe de presse d'Ordre nouveau et, conséquemment, son lectorat constitue la frange la plus radicale de l'électorat frontiste. Dans cette optique, il est intéressant d'analyser la façon dont les auteurs tentent d'allier l'affirmation d'un nationalisme révolutionnaire sans concession avec l'élaboration de politiques d'immigration susceptibles d'être acceptées par l'électorat d'une droite plus modérée. Les conséquences de cette immigration supposément hors de contrôle sont évoquées en mettant l'emphasis sur leurs impacts négatifs sur la vie du français moyen. L'arrivée d'immigrants africains,

³⁷ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1973, juin). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (20), BDIC, p. 5.

dans un contexte de prospérité et d'industrialisation rapide après la Deuxième Guerre mondiale, entraînerait le développement d'un « complexe industriel d'avant-garde », financé par des intérêts privés et par des subventions d'État, construit sur le dos d'un sous prolétariat immigré excluant les français de cette industrialisation. L'exemple de Fos-sur-Mer est cité dans les pages de *Pour un ordre nouveau* comme constituant l'exemple de ce que deviendra une France dirigée par des grands industriels qui embauchent des travailleurs immigrés aux dépens des ouvriers français. Ce complexe industriel serait, pour les nationalistes :

une image, poussée jusqu'à la caricature de ce qui nous attend. On l'a souvent dit, et regretté, les français n'aiment pas leur industrie. Mais que penser d'une expansion qui devient peu à peu étrangère à la masse du peuple? Un pays est-il sain, où 15 % à 30 % des emplois industriels sont assurés par des immigrés? On a souvent parlé des fameuses chaînes Citroën – vous vous souvenez : un Arabe, un Yougoslave, un Portugais, un Malien, un Espagnol et ainsi de suite, ingénieusement disposés de telle sorte qu'aucun d'entre eux ne puisse nuire au rendement en engageant la conversation avec son voisin...³⁸

À cette situation jugée catastrophique par les dirigeants nationalistes, une série de conséquences viennent accentuer le préjudice envers les français. Selon eux, le revers de cette expansion technique crée des « zones d'ombre » particulièrement inquiétantes. » Dressant un parallèle avec la création de ghettos noirs aux États-Unis, ils estiment que la prolifération de quartiers qu'ils décrivent comme des bidonvilles peuplés majoritairement d'immigrants constitue une conséquence directe de l'arrivée de travailleurs immigrants pour répondre à la demande de main d'œuvre associée à l'essor économique important des trente glorieuses :

Ainsi naissent et prospèrent des médinas, dont le plus beau prototype reste l'hallucinant quartier de la Goutte d'or, à Paris. Phénomène plus récent, on voit depuis quelques années apparaître de véritables ghettos noirs, dans la

³⁸ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1973, juin). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (20), BDIC, p. 5.

proche banlieue de Paris, qui n'ont déjà plus rien à envier à Harlem – l'étendue exceptée. On y voit des scènes incroyables – ignorées de la quasi-totalité des français : des trottoirs jonchés de désœuvrés qui dévisagent haineusement les rares intrus à la peau claire, un monde sordide, qui évoque irrésistiblement Calcutta ou les favélas brésiliennes.³⁹

Ce portrait alarmiste de l'état de l'immigration en France est non seulement largement exagéré, il est également ancré dans des préjugés contre les immigrants qui nourrissent l'argumentaire populiste jusqu'à nos jours. Aux « bidonvilles » décrits par les auteurs du journal *Pour un ordre nouveau*, s'ajoutent une série de clichés concernant la criminalité destinée à convaincre un électorat par une campagne de peur classique de l'extrême droite. La tactique développée par les nationalistes est encore une fois assez peu subtile. Avouant que les statistiques officielles ne justifient pas une telle peur, ils manipulent la réalité de façon à dresser un portrait largement exagéré de la criminalité des immigrants nord-africains au début des années 1970 :

Les statistiques judiciaires font ressortir que, excepté les crimes de sang dont les nord-africains s'arrogent une bonne part, la délinquance immigrée ne dépasse pas la moyenne française, et lui serait souvent même inférieure. [...] De même que la Cosa Nostra américaine qui a eu pour support les communautés d'immigrants siciliens, il s'est créé à Paris et dans les villes côtières du sud de la France tout un « milieu » nord-africain qui dépasse en malversation tout ce qui a pu être naguère imputé aux corses. Il suffit de jeter un œil dans les salles d'audience du Palais de Justice de Paris pour se persuader que les statistiques judiciaires clochent par plus d'un côté.⁴⁰

Cette tactique, sortant du cadre de l'analyse rationnelle, fait appel à l'émotivité du lecteur pour justifier des politiques d'immigration discriminatoires. L'appel à l'émotion et le recours à un procédé affirmant des « vérités » alors qu'elles ne peuvent être démontrées par les faits – ou pire dans le cas présent, où elles sont infirmées par

³⁹ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1973, juin). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (20), BDIC, p. 5.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 6.

les statistiques – font partie de l’arsenal stratégique de nombreux mouvements politiques populistes auxquels Ordre nouveau et le Front national sont associables. Le développement de cette stratégie, combinée à la mise de l’avant d’une volonté de développement de politiques concrètes concernant l’immigration, témoigne du processus d’inclusion de la famille nationaliste dans les logiques électorales et démocratiques.

Concrètement, Ordre nouveau et Le Front national proposent une politique drastique : l’arrêt complet de l’immigration pour une période d’un an. Ayant fait l’annonce de cette volonté au cours du printemps 1973, cette proposition fera grand bruit et sera relayée par de nombreux médias dans les semaines précédant la tenue du meeting du 10-11 juin. La volonté de faire porter cette mesure forte d’abord par Ordre nouveau constitue certainement une façon de tester la réception auprès de l’électorat. En insérant pas à pas ces visées dans le discours du FN, les dirigeants d’Ordre nouveau espèrent rejoindre l’électorat de toute la droite. Preuve d’une réception positive dans certains milieux de la droite plus traditionnelle, l’immigration constituera un thème de plus en plus central de l’élaboration politique de l’extrême droite à travers la fin du 20^e siècle et du début du 21^e.

Un autre cheval de bataille du camp nationaliste concernant son opposition à l’immigration réside dans la critique acerbe de la loi Pleven de 1972. Ce texte de loi, réactivant et solidifiant le dispositif légal contre les incitations à la haine raciale, est considéré par Ordre nouveau et le Front national comme une atteinte à la liberté d’expression. Estimant qu’il est dorénavant « *impossible de critiquer la présence en France d’un aussi grand nombre d’allogènes* », les rédacteurs de *Pour un Ordre nouveau* se présentent encore une fois en victimes d’un système tentant de museler un sentiment partagé par un grand nombre de français.

Alors que s’organise cette campagne contre l’immigration, orchestrée conjointement par Ordre nouveau, qui tente à la fois de conserver une certaine autonomie face au

Front national mais qui, parallèlement, mobilise son appareil de propagande pour développer ce thème, et le FN, qui devient la structure capable d'en porter les aspirations, notamment sur le plan de l'élaboration de politiques concrètes et susceptibles de mobiliser un électorat de droite, les tensions entre les différentes composantes du courant nationaliste se font encore une fois sentir. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, les événements de juin 1973 mettront un terme à l'ère de la cohabitation entre Ordre nouveau et le Front national. Le caractère militant de la frange la plus radicale du mouvement nationaliste, qui ne cesse de ressurgir dans les rangs d'ON, aura une fois pour toute raison des volontés de collaboration au sein du Front national. Conséquemment, il est difficile d'évaluer la portée de la campagne anti-immigration pensée par les *leaders* d'Ordre nouveau et qui devait être portée par le Front national. Cependant, l'adaptation d'un ultranationalisme théorique vers des politiques populistes concrètes se développera à travers les décennies suivantes, et la volonté des groupuscules les plus radicaux de noyauter des formations politiques constituera une tendance importante jusqu'à nos jours.

CHAPITRE X

LA DISSOLUTION D'ORDRE NOUVEAU

Après le congrès tenu les 10 et 11 juin 1973, Ordre nouveau s'engage dans sa grande campagne contre l'immigration. Un grand rassemblement public, organisé indépendamment du Front national, devait lancer cette campagne le 21 juin suivant à la Mutualité.

10.1. Le dernier meeting d'Ordre nouveau : 21 juin 1973

Les préparatifs de cette rencontre s'organisent rapidement. Le 15 juin, 7 jeunes qui avaient reçu la mission d'ON de coller des affiches au Quartier latin pour annoncer la tenue d'un meeting de ce regroupement le 21 juin à la Mutualité, contre l'immigration sauvage, sont interpellés à 4h du matin à Paris et ont été inculpés dans la soirée pour coups et blessures volontaires et pour infraction à la législation sur les armes, par M. A. Bernard, juge d'instruction au tribunal de Paris. Ils ont cependant été remis en liberté et accusés d'avoir frappé à coups de poings et de pieds le professeur-élève de l'école normale supérieure, Bernard Leclercq, qui avait fait une réflexion en les voyant coller des affiches sur la rue d'Ulm. Par ailleurs, 5 casques et 5 barres de fer ont été retrouvées

dans leur voiture.¹ Ces évènements évoquent évidemment un retour aux anciennes méthodes de l'extrême droite et la place accordée à la violence de ces militants semble suggérer un retour vers la radicalité d'un passé que le parti tentait de gommer par son association avec le Front national.

Face à cette situation, l'opposition à cette extrême droite s'organise. Dans un communiqué officiel, les dirigeants d'Ordre nouveau déclarent avoir appris que l'extrême-gauche se mobilise pour tenter d'interdire son meeting du 21 juin et lui adressent un message sans équivoque : « Les gauchistes seront, comme en 1971 au Palais des Sports, matés et freinés. Nous leur conseillons d'en rester au stade des paroles² ». Par cette menace, le ton est donné. Après quelques *meetings* tenus dans un calme relatif depuis la création du Front national, les hostilités entre l'extrême droite représentée par Ordre nouveau et les différents groupuscules d'extrême gauche semblent relancées.

Le 21 juin, le meeting est tenu à la Mutualité sous le thème « Halte à l'immigration sauvage » en présence de 700 personnes, selon les renseignements généraux. Alain Robert, secrétaire général du parti annonce d'emblée que les locaux d'ON avaient été saccagés dans la soirée. Les participants ont accueilli cette nouvelle en criant « gauchistes assassins » et Robert affirme que : « *Nous [Ordre nouveau] demandons au gouvernement de prendre acte de cette nouvelle agression dont nous sommes victimes et nous exigeons des pouvoirs publics l'expulsion immédiate de tous les étrangers qui y ont participé.* » Face à cette agitation gauchiste, Robert tente de maintenir le cap et de montrer aux militants présents que le parti n'a pas l'intention de céder aux menaces des militants d'extrême gauche : « *ce ne sont pas les menaces de*

¹ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux (1973, 16 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

² Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 20 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

*mort que nous recevons de temps en temps qui nous feront reculer. » D'autre part, le secrétaire général a rappelé qu'ON réitère sa demande de l'arrêt durant une année de toute immigration étrangère et que celle-ci devait être « *règlementée par un contrôle sanitaire, judiciaire et en tenant compte des possibilités de travail.* »³ »*

La contremanifestation, organisée par la Ligue Communiste, s'est déroulée toute la soirée provoquant des heurts avec les forces de l'ordre. D'abord au nombre de 800, le nombre des manifestants passe à 2000 suite au rassemblement de différents groupes. Selon les renseignements généraux, des déprédations et dommages importants sont observés lors de la marche. Effectivement, des voitures de police secours sont incendiées et des cocktails Molotov sont lancés :

Le 21 juin 1973, 2 000 gauchistes marchent sur la Mutualité, dont un millier est casqué et armé de matraques. Mais, en fait, ce soir-là, les 200 membres du service d'ordre d'ON n'affrontent pas la vague rouge, seules les forces de police sont au contact. Les caisses des gauchistes contiennent des centaines de cocktails Molotov. Néanmoins, les communications de police ne préviennent les Compagnies républicaines de sécurité (CRS) que de l'arrivée de quelques manifestants... et les cordons de sécurité se font charger par la troupe gauchiste. Une pluie de Molotov tombe. La police est désorganisée, enfoncée à diverses reprises, contrainte au recul. Ses ondes radio sont étonnamment muettes.⁴

La contremanifestation se poursuit et les militants d'extrême gauche se dirigent vers les locaux d'Ordre nouveau :

Sans aucune résistance policière, la troupe traverse Paris, enfonce la porte du siège d'ON; les militants présents dans les locaux répondent à coups de fusils. Alain Robert s'écrie devant les 700 personnes seulement présentes dans la salle que les locaux du mouvement ont été saccagés et qu'il exige

³ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 22 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

⁴ Lebourg, N., Préda, J. et Beauregard, J. (2014). *Aux racines du FN : L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès, p. 110.

l'expulsion immédiate des étrangers ayant participé à ce forfait. Affrontant les forces de l'ordre, 500 manifestants tiennent la rue Monge, 300 la rue Lacépède. Diverses barricades sont dressées.⁵

Bilan : 76 blessés chez les forces de l'ordre, 16 hospitalisés dans un état grave. 9 d'entre eux sont sérieusement brûlés et un gardien est très grièvement atteint. 2 cars de police sont incendiés, alors que 5 autres ainsi qu'un bulldozer sont endommagés. 12 voitures de particuliers sont brûlées et de nombreuses vitrines sont brisées. Face à cette situation qui dégénère rapidement, les forces de l'ordre procèdent à des perquisitions dans les locaux d'Ordre nouveau et de la Ligue communiste. Dans les locaux d'ON, la police découvre 41 barres de fer et 31 perches de bambous effilées alors que dans ceux de la Ligue communiste on retrouve « deux fusils de guerre avec des munitions, des *revolvers* et des pistolets d'alarme avec leurs munitions, 20 cocktails Molotov, une centaine de matraques et une centaine de casques ». Une quarantaine d'interpellations sont effectuées et 15 personnes sont mises à la disposition de la Police judiciaire.⁶

Devant cette violence, les réactions sont nombreuses et mitigées. La Ligue communiste se félicite du succès de la contre-manifestation affirmant que les antifascistes ne laisseront pas grandir la peste brune. Pour sa part, le PSU témoigne d'une indignation devant le comportement des forces de l'ordre à l'égard des manifestants qui entendaient s'opposer à la tenue du meeting raciste des « néo-nazis » d'ON. Pour le Front national : *« une fois de plus, les commandos de guerre civile des organisations gauchistes ont prétendu imposer la dictature de leur violence et interdire le libre exercice du droit de réunion »*.⁷

⁵ *Ibid.*, p. 111.

⁶ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 22 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

⁷ *Ibid.*

Le 24 juin, lors d'une conférence de presse, le parti a annoncé plusieurs décisions suite aux événements qui ont marqué le meeting. Premièrement, on souhaite que les *meetings* prévus à Marseille (27 Juin) et St-Étienne (29 Juin) soient maintenus. Deuxièmement, Ordre nouveau annonce le report de la manifestation du 26 lors de laquelle ils souhaitaient déposer une pétition au ministère de l'immigration. Finalement, les dirigeants annoncent qu'ON allait poursuivre en justice les journaux qui accusent sa campagne sur l'immigration d'être raciste et antisémite. Par ailleurs, le même jour, deux militants d'ON, Alain Robert et Jacques Bethbeze ont été conduits devant le juge Daniault sous des inculpations d'infractions à la législation sur les armes et les munitions. Ils sont cependant libérés.⁸

Le lendemain, ON publie un communiqué :

Alors que plusieurs militants d'ON, dont notre secrétaire général Alain Robert, sont poursuivis en justice sans la moindre justification, il est scandaleux de constater la pleine et entière liberté de mouvement dont jouissent les terroristes gauchistes et leurs chefs. Le nombre ridiculement faible des inculpés gauchistes constitue un défi au bon sens. Que parmi eux se trouvent deux nord-africains illustre plus que jamais le bien fondé de notre campagne : ON exige contre eux des condamnations sans indulgence et leur expulsion immédiate à l'expiration de leur peine.⁹

Par ailleurs, le parti devait organiser un meeting le 27 Juin au Palais des Congrès de Marseille mais la mairie de la ville a décidé de refuser l'accès à cette salle. Aucune décision n'est prise par ON quant à la tenue du meeting dans le contexte de l'annulation.¹⁰ Le 27 juin, l'interdiction des *meetings* prévus à Marseille et St-Étienne

⁸ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 25 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

⁹ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 26 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

¹⁰ *Ibid.*

est réitérée par les mairies des deux villes. À Marseille, suite à l'interdiction, ON organise une conférence de presse d'Alain Robert. Pendant cette conférence Yves Perche, conseiller municipal, martèle que la campagne d'ON ne serait ni xénophobe, ni raciste. Selon lui, c'est uniquement le problème de « l'immigration sauvage » qui est et reste posé. En interdisant ces *meetings* on admettrait que le « terrorisme gauchiste » a fait peur et, de ce fait, qu'il a gagné : « *Mais nous avons gagné aussi, car l'opinion publique est à présent avertie des dangers que constitue l'immigration sauvage.* » De son côté Robert dénonce les attaques auxquelles se sont livrées des personnalités politiques et plusieurs journaux, concluant :

À chaque meeting interdit, nous en opposerons 4 nouveaux. D'ores et déjà, je puis vous dire que 4 sont prévus pour le début du mois de Juillet à Nice, Saint-Raphaël, Grasse et Toulon. Et pour protester contre l'interdiction de celui de St-Étienne, 4 autres seront également organisés dans cette région.¹¹

Dans ce contexte tendu, les différents services de police et de renseignements sont à l'affût de toute manifestation de violence émanant à la fois d'Ordre nouveau et des militants d'extrême gauche de la Ligue communiste, principal opposant à l'extrême droite. Une série de directives relatives aux ligues dissoutes sont émises par la cour de sûreté de l'état et la direction générale de la police nationale. Le 27 juin, un télégramme de la direction générale de la police nationale (DGPN) est envoyé à tous les commissaires divisionnaires et chefs des services régionaux de police judiciaire (SRPJ) évoquant des procédures concernant la surveillance de toute manifestation d'ON ou de la ligue communiste. On exige l'envoi d'un rapport dès que l'on constate une entrave à l'interdiction, et insiste sur la liaison constante entre les SRPJ et la DGPN.¹²

¹¹ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 28 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

¹² Archives nationales. (19930666/23).

La volonté du régime de mettre un frein à l'escalade des tensions entre ces factions radicales est motivée par les médias qui se font l'écho des affrontements entre extrêmes droite et gauche. Dans les pages de l'édition du 21 juin de *Combat*, on peut lire que le Comité défense des droits et de la vie des travailleurs immigrés publie un communiqué à l'agence de presse de Libération : les propos d'ON ne traduisent en aucun cas la pensée des français et invite les antifascistes à venir empêcher que se tiennent de tels *meetings*. La convention de la région parisienne du front des jeunes progressistes se déclare profondément scandalisée par ce meeting « fasciste et raciste » et en réclame l'interdiction. L'union générale CFDT condamne ON et constate la tolérance de la part des autorités et l'on rappelle également la tenue d'une contremanifestation au métro Cardinal Lemoine. Ces propos sont repris notamment par *Le Monde* et par *l'Humanité* dans leurs éditions du même jour. Le lendemain, on peut lire dans *Le Monde* que deux associations d'anciens déportés protestent contre la tenue du meeting d'ON sur l'immigration sauvage. L'amicale des anciens déportés de Ravensbrück adresse un télégramme au préfet de police en demandant l'interdiction du rassemblement. Les sections des 6^e et 7^e arrondissements de Paris de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes demandent également l'interdiction du meeting qu'elles voient comme « une résurgence du fascisme Hitlérien ». Selon ces associations, le meeting constitue une atteinte à l'esprit de la résistance.¹³

Les médias s'en prennent également directement à l'État, qui, selon eux, ne fait pas assez pour éradiquer la menace que constituerait Ordre nouveau et ses militants. Évidemment fortement opposé idéologiquement au camp nationaliste, *L'Humanité* portera ce message qui participera à faire pression sur le régime et encouragera la prise de mesure à l'encontre du parti d'extrême droite. Dans son édition du 25 juin, le journal accuse le gouvernement de complaisance à l'égard d'ON qui veut organiser de nouveaux *meetings* après les violences du jeudi précédent. Suite à l'autorisation du

¹³ *Le Monde*, (1973, 22 juin). Archives nationales, (19930666/21).

meeting à la Mutualité, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) y voit une violation de la loi. Par ailleurs, l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) réclame également la dissolution d'ON. De son côté, le syndicat national des enseignants du second degré appelle tous les démocrates à la vigilance contre les menées fascistes. Finalement, les syndicats de police (CGT et CFDT) dénoncent à la fois les groupes armés et l'attitude du gouvernement.¹⁴

De son côté, le Front national réagit aux violences des affrontements lors du meeting d'Ordre nouveau dans les pages de l'édition du 26 juin du journal *Le Monde* :

Le meeting d'ON avait pour objet d'informer les parisiens des problèmes posés par l'immigration sauvage, c'est-à-dire l'entrée illégale d'étrangers en France. En s'opposant aux gauchistes, les forces de l'ordre ont rempli leur mission et payé une fois encore un lourd tribut au service de la loi.

Jean-Marie Le Pen s'inquiète également de l'escalade de la « terreur gauchiste ». Il exige, en réponse aux nombreux appels à la dissolution d'Ordre nouveau, la dissolution des « bandes armées gauchistes » et l'arrestation de ses dirigeants. Il suggère l'existence d'un double standard concernant le traitement de l'extrême droite et de l'extrême gauche en suggérant un laxisme des autorités face aux gauchistes. Il évoque notamment l'arrestation d'Alain Robert dans les 24 heures qui ont suivi le meeting de la Mutualité et s'interroge sur les raisons qui expliquent qu'Alain Krivine n'ait pas été ennuyé par les forces de l'ordre.¹⁵ Cette pression en faveur de la dissolution des mouvements d'extrême gauche, et en particulier de la ligue communiste, trouvera un écho auprès du gouvernement notamment en raison d'enquêtes des forces de l'ordre suggérant également une telle mesure.

¹⁴ *L'Humanité*, (1973, 25 juin). Archives nationales, (19930666/21).

¹⁵ *Le Monde*, (1973, 26 juin). Archives nationales, (19930666/21).

Effectivement :

La police judiciaire remet au ministre de l'Intérieur un dossier de 23 pages sur le danger que représente la Ligue communiste. Les fonctionnaires conseillent à leur ministre de dissoudre le mouvement avant qu'il ne passe une nouvelle étape dans le développement de sa violence.¹⁶

C'est dans ce contexte, caractérisé par des pressions incessantes sur le gouvernement pour contenir l'action de l'extrême droite que sera prononcée par le conseil des ministres, le 28 juin 1973, la dissolution d'Ordre nouveau est prononcée. Par la même occasion, le gouvernement dissout également la Ligue communiste et démontre sa volonté d'opposer la plus grande fermeté face l'escalade de la violence. Fait intéressant, Ordre nouveau apparaît comme un problème de moindre importance que la Ligue communiste pour le conseil des ministres. L'obsession de Raymond Marcelin, ministre de l'intérieur, obnubilé par l'idée de l'existence d'un complot communiste international en France se traduit par l'absence presque complète d'ON des délibérations menant au décret d'interdiction des deux groupes :

Au conseil des ministres suivant, le ministre de l'Intérieur préconise la sévérité de la Cour de sûreté de l'État, des poursuites judiciaires systématiques contre les éléments subversifs et la création d'un organisme spécialisé dans la lutte antissubversive. S'il n'évoque quasiment pas ON, il exige de voir Alain Krivine condamné à de la prison ferme.¹⁷

Les archives semblent suggérer que la dissolution d'Ordre nouveau constitue plutôt un prétexte pour dissoudre la Ligue communiste qu'une réelle anticipation d'un danger

¹⁶ Charpier, F. (2002). *Histoire de l'extrême gauche trotskiste de 1929 à nos jours*. Paris : Éditions 1, p. 63.

¹⁷ Lebourg, N., Préda, J. et Beauregard, J. (2014). *Aux racines du FN : L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès, p. 113.

pour les institutions démocratiques françaises venant de l'extrême droite. Selon Nicolas Lebourg :

l'État est plus apte à dissoudre les « bandes armées gauchistes » qu'une cohorte d'étudiants néofascistes. Si sa dissolution n'a pas l'heur d'être pour sa potentielle atteinte à la sûreté de l'État et n'est qu'un habillage destiné à réprimer la LC, c'est que la répression de celle-ci ne saurait se faire aisément. Toute la gauche, PCF inclus, se mobilise pour défendre la Ligue communiste et dénoncer le piège dans lequel elle serait tombée.¹⁸

Cependant, il est important de préciser que la surveillance d'Ordre nouveau – notamment caractérisée par l'accumulation d'informations pouvant être susceptibles de justifier cette dissolution – ne date pas des heurts causés par les événements de juin 1973. Effectivement, les renseignements généraux s'affairent, dès 1970, à monter un dossier comportant les éléments permettant d'enclencher le processus de dissolution du parti. Invoquant pour motif la reconstitution de ligue dissoute, les RG produisent une série de notes liant l'activité d'Ordre nouveau à celle du mouvement Occident, dissous en octobre 1968. Dans une note datée du 29 mai 1970, on commence déjà à observer des similitudes entre les deux formations. Premièrement, les objectifs sont communs : « *l'apologie de la dictature, instauration par la révolution d'un état fort hiérarchisé, autoritaire dirigé par une élite qui dictera ses décisions* ». Par ailleurs, les méthodes sont également similaires (au moins avant l'avènement de la stratégie de Front national) : « organisation de groupes de chocs, entraînés physiquement au combat de rue » et recours à la violence. Finalement, on dresse des parallèles entre les identités communes de nombreux dirigeants, notamment Alain Robert, François Duprat, et Hugues Leclerc. Dans une note subséquente datée du 15 juin, on évoque cependant des différences, comme par exemple, le souci de collégialité présent à ON et est caractérisé par l'instauration d'un bureau politique. Par ailleurs, ON est davantage structuré et organisé, un aspect qui faisait défaut à Occident. À l'Ordre nouveau, les

¹⁸ *Ibid.*, p. 114.

consignes émanent du bureau politique et sont appliquées dans les sections parisiennes et provinciales et aux groupes affiliés (GUD et ULN). Cette situation est en partie causée par le militantisme plus étendu à ON. Effectivement, Occident n'avait qu'un noyau dur parisien alors qu'ON compte plus d'adhérents et de sympathisants. Au niveau stratégique, Occident était principalement dans le registre de la violence de rue, alors qu'ON organise une véritable stratégie politique, une doctrine, une presse, etc. Cette presse sera cruciale pour la propagande d'Ordre nouveau : alors que l'idéologie d'Occident était confuse, celle d'ON se développe et s'exprime à travers son journal *Pour un Ordre nouveau*, ainsi que dans Rivarol. Alors que les ressemblances évoquées précédemment sont évidentes et que les rapprochements dangereux entre l'idéologie du parti et le fascisme sont soulignés, une distinction importante est observée entre la violence défensive et la violence offensive :

De façon générale, les responsables ont su jusqu'alors contenir les ardeurs offensives des militants les plus ardents et les actions violentes n'ont été souvent lancées qu'en riposte à des attaques gauchistes. Il n'en est pas moins vrai que le mouvement d'extrême droite ON présente bien des aspects inquiétants notamment par sa doctrine nationaliste quelques fois bien proche des thèmes néo-nazis. Les succès récents du MSI en Italie ne peuvent que constituer un encouragement et un exemple pour les responsables d'ON.¹⁹

Cette enquête culmine par l'envoi d'une note de la sous-direction des affaires criminelles au ministère de l'Intérieur le 25 juin 1973. Elle vise à prouver que les dirigeants d'ON sont coupables de reconstitution directe ou indirecte du mouvement Occident. Le législateur (article 2 de la loi du 10 janvier 1936) fait une division entre le maintien et la reconstitution. Le maintien est caractérisé par la volonté de ne pas dissoudre et la survivance objective d'un mouvement ou d'un parti dans son état antérieur. Pour la reconstitution, deux modalités sont prévues : directe ou indirecte. La

¹⁹ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (s. d.). (19930666/22). [Dossier sur la reconstitution de ligue dissoute Occident « Ordre nouveau »].

reconstitution directe correspond à la reformation d'un mouvement identique après une période de dissolution : même dénomination, dirigeants, idéologie, siège social, presse etc. Contrairement à la reconstitution directe, la reconstitution indirecte n'apparaît pas à première vue. Le groupe ou mouvement se présente sous une forme différente, mais reprend les buts et objectifs d'une même équipe. Il s'agit de la forme la plus fréquente de reconstitution de mouvement dissous. Cette note sert à prouver qu'ON s'inscrit dans une reconstitution indirecte du mouvement Occident. La conclusion de la note avance qu'après démonstration des mêmes similitudes que dans les notes rédigées en 1970, les liens entre les deux formations sont démontrés de façon suffisante pour justifier une dissolution.²⁰

Suite à la dissolution, le FN propose d'unir les mouvements d'extrême droite et de tenir un meeting à la mutualité au mois de Juillet pour protester. Ce meeting devait notamment réunir le Groupe action jeunesse (GAJ), Restauration Nationale et Action Européenne. Le parti annonce qu'il tiendra une conférence de presse au salon des Champs-Élysées concernant la dissolution. Dans la Loire, après l'interdiction d'une réunion d'ON suite à la dissolution, le FN annonce la tenue d'un débat sur le thème « La liberté d'expression est morte. » Cependant la réunion n'aura pas lieu, faute de salle.²¹

Le 29 juin, François Brigneau, conseiller national d'ON et membre du FN, tient une conférence de presse à Paris entouré des représentants des principaux journaux nationalistes (Minute, Rivarol, Action française). Des militants de l'ex-parti Ordre nouveau sont également présents dans la salle. Brigneau lit une lettre d'Alain Robert déclarant que « la mesure de dissolution d'ON était la plus stupéfiante décision prise

²⁰ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (s. d.). (19930666/22). [Dossier sur la reconstitution de ligue dissoute Occident « Ordre nouveau »].

²¹ Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (29 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

par le gouvernement de la Ve République. » Brigneau déplore « *qu'une réunion portant sur le problème de l'immigration sauvage ait été, par la faute des gauchistes, détournée de son objectif* ». Le FN a également tenu une conférence de presse la veille à St-Étienne. Au cours de celle-ci, M. Rouchouze, délégué régional, a protesté contre la dissolution d'ON et contre l'interdiction des meetings prévus sous le thème « halte à l'immigration sauvage ». Marcel Étienne, membre du secrétariat permanent au bureau national d'ON a affirmé que le parti allait se pourvoir devant le conseil d'État pour annuler la décision de sa dissolution.²² Adoptant une position victimaire, le parti tente d'organiser une réplique face à la dissolution.

10.2. Face à la dissolution : une réplique politique et juridique

La réorganisation des forces nationalistes suite à la dissolution d'Ordre nouveau sera parsemée d'embûches. Les conflits qui traversaient les rangs de l'extrême droite et l'ambivalence des militants radicaux face à l'avènement du Front national perdureront et seront exacerbées par l'éclatement de la structure qui avait jusqu'alors pu les accueillir. Dans une note confidentielle de la SRPJ datée du 4 juillet 1973, on peut lire que le parti commence à se réorganiser autour des groupuscules ayant survécu à l'arrêt prononçant la dissolution d'ON. Effectivement, dans le contexte immédiat de la dissolution, le GUD doit devenir la seule structure d'accueil des militants de l'ex-parti ON. Dans un communiqué, paru après quelques jours de flottement pendant lesquels les dirigeants avaient demandé aux militants de rejoindre le FN, Alain Robert somme ses troupes de rejoindre le GUD exclusivement. Il annonce son refus de la fusion avec le FN et souhaite conserver une entière liberté par rapport au parti de Jean-Marie Le Pen. La peur de gaspiller 3 ans d'efforts en noyant ses militants dans une structure sur laquelle il exercera de moins en moins de contrôle en raison de l'éclatement du parti

²² Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (30 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

l'ayant créée reste une peur évidente pour le *leader* nationaliste. Il affirme cependant que le FN doit conserver son rôle fédérateur. Le GUD formera les militants sur le même schéma qu'ON et permettra de donner du temps à Robert pour former un nouveau mouvement et de se doter de nouvelles structures pour les regrouper.²³

Dans les jours et semaines suivantes, la réplique d'Ordre nouveau s'organise tant sur le plan politique que juridique. Sur le plan politique, ON organise une vaste campagne visant l'opinion publique par l'entremise du comité Liberté, organisation créée « pour que les nationalistes puissent à nouveau s'exprimer ». Sur le plan judiciaire, Alain Robert et ses acolytes souhaitent entamer des poursuites contre les journaux qui les ont qualifiés de racistes ou de néo-nazis. Ils affirment respecter la Loi Pleven²⁴ même dans leur lutte contre « l'immigration sauvage. » Les militants d'Ordre nouveau souhaitent également recruter une personnalité d'envergure, à l'image de ce que représente Jean-Paul Sartre pour la gauche, et d'en faire un porte-parole que les forces de l'ordre n'oseront pas incarcérer.²⁵ On note déjà des interviews dans le journal *Pour un Ordre nouveau* avec l'écrivain Jacques Laurent, récipiendaire du prix Goncourt en 1971, qui s'exprime sur ses allégeances politiques droitières.²⁶ Cette démarche n'atteindra jamais l'impact qu'aura Sartre pour la gauche, mais la volonté de rallier des acteurs du milieu culturel à la cause nationaliste sera une constante pendant les années d'existence d'Ordre nouveau. Les attaques contre les opposants du parti se multiplient dans les jours suivants. Le 13 juillet, Alain Robert demande la dissolution du syndicat de M. Monate, la fédération autonome des syndicats de Police. Monate avait fait interdire un

²³ Archives nationales. (1973, 4 juillet). (19930666/22). [Note confidentielle de la SRPJ].

²⁴ Loi contre l'incitation à la haine raciale présentée par le garde des sceaux, René Pleven, en juin 1972.

²⁵ *Le Monde*, (1973, 6 juillet).

²⁶ Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1973, mai). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (19). BDIC, p. 13.

meeting d'ON. Selon Robert, les actions du syndicat contribuent clairement à troubler le moral de la police républicaine, et compromettent ainsi gravement l'ordre républicain.²⁷

Dans *Le Monde* du 28 juillet paraît un texte de l'historien Bernard Brigouleix sur les possibles orientations que prendront les militants nationalistes dans la foulée de la dissolution d'Ordre nouveau. Les dirigeants de l'ex-Ordre Nouveau préparent leur rentrée politique, et, depuis la dissolution les membres d'ON cherchent à dépasser cette crise. Selon l'auteur, il existerait trois avenues possibles. Premièrement, ils pourraient recréer un mouvement presque identique, comme l'avait fait ON pour Occident. Cependant, cette stratégie risque d'entraîner une autre dissolution pour motif de reconstitution de mouvement dissous. La deuxième option serait évidemment d'intégrer totalement le FN. Comme nous l'avons vu plus haut, Alain Robert souhaite préserver l'identité de son parti et craint de perdre son indépendance face à Jean-Marie Le Pen et le Front national. La troisième et dernière option sera celle que choisira ex-Ordre nouveau. Par la création d'un journal qui devrait devenir bimensuel puis hebdomadaire et qui doit être mis en vente le 28 Juillet, *Faire Face*, les anciens dirigeants d'Ordre nouveau espèrent rassembler les militants de « la nouvelle extrême droite » contre « l'extrême droite de papa » du FN. Cette nouvelle structure permettra de mettre en branle la création de comités et, lorsque l'eau aura coulé sous les ponts, il deviendra difficile pour un procureur de parler de reconstitution de ligue dissoute. Le premier numéro du journal sera dédié à la contre-manifestation gauchiste du 21 juin et comportera notamment diverses photos de l'évènement. Ce numéro initial contiendra également une lettre ouverte de Brigneau ainsi qu'une *interview* d'Alain Robert. Pour

²⁷ *Combat*, (1973, 13 juillet), également rapporté par l'*Humanité*.

l'historien, il est évident que cette extrême droite nationaliste n'a ni baissé les bras, ni dit son dernier mot.²⁸

Alain Robert et de ses acolytes tentent également d'organiser une réplique juridique à la dissolution. Dans une note du directeur de la réglementation au directeur général des affaires administratives et financières et des services communs de la sous-direction des affaires générales, on présente le recours de Robert contre la dissolution. On explique la position du conseil des ministres en exposant l'origine, la doctrine, les moyens d'action et l'activité d'ON pour démontrer « *qu'Ordre Nouveau a cherché, par des provocations et par l'organisation de manifestations armées dans la rue à créer un état de trouble de nature à entraver le jeu normal des institutions et à contrarier l'action des pouvoirs publics.* » La dissolution est prononcée suite au constat selon lequel : « *de tels agissements tombent sous le coup de l'article 1^{er} – alinéas 1 et 3 – de la loi du 10 Janvier 1936 et c'est à bon droit que le Gouvernement a prononcé la dissolution du mouvement factieux* ». Dans une note confidentielle du 13 Aout 1973, les RG préviennent qu'un recours en Conseil d'État contre la dissolution d'ON sera préparé mais qu'il risque de ne pas être présenté dans les délais légaux. L'avocat Jean-François Galvaire est désigné pour être en charge du dossier par Alain Robert. Selon les estimations des RG, un délai de 2 mois est prévu pour le développement d'un tel recours et celui-ci devrait être prêt le 28 aout. Selon Georges de Malleville, avocat et ancien militant du parti, le dossier ne sera cependant pas prêt, en raison de l'absence de Galvaire, parti en vacances pendant l'été 1973. Malleville est à la fois très surpris par l'attitude laxiste des militants quant à l'avenir du parti, et éprouve une déception importante car il estime que le recours peut gagner. Les RG témoignent d'une vive altercation entre Malleville et Robert car le premier ne digère pas d'avoir été mis de côté au profit de Galvaire pour mener le dossier. Il cessera ensuite toute activité

²⁸ *Le Monde*, (1973, 13 juillet). Archives nationales, (19930666/21).

politique avec Alain Robert.²⁹ Le recours sera finalement un échec et Robert n'arrivera pas à ressusciter son parti et devra conséquemment se résoudre à développer de nouvelles structures susceptibles de rassembler une base militante laissée dans l'incertitude.

10.3. L'émergence de nouvelles structures nationalistes

Alors que le GUD constituait la dernière structure pour retenir les militants d'ex-Ordre nouveau suite à la dissolution et dans l'attente de la formation d'un nouveau parti capable de les accueillir, une première tentative pour les unifier est mise sur pied dès la rentrée 1973. Sous le couvert d'une organisation d'entraide entre les peuples, les membres d'ex-ON se regroupent au sein des Comités d'amitié Franco-Chilienne. La principale activité du mouvement se développe autour d'une campagne de soutien à la junte chilienne. Dans une note confidentielle des RG datée du 11 octobre 1973, on prête l'intention à Jean Silve de Ventavon (militant d'ON, candidat aux municipales de mars 71 aux législatives de 73 dans la 12^e circonscription des Hauts-de-Seine sous la bannière du Front national) de déposer les statuts à l'une des sous-préfectures des Hauts-de-Seines. Le siège de l'association nouvellement créée sera fixé à son domicile. L'objectif des comités sera d'offrir un soutien aux putschistes et se soldera par un meeting à la Mutualité, prévu pour la fin Octobre. Signe d'un lien étroit entre ces comités et la base militante d'ex-Ordre nouveau, la note des renseignements généraux évoque l'implication d'Alain Robert dans la création du mouvement.³⁰

Parallèlement, à la rentrée 1973, les tensions entre les dirigeants d'ex-Ordre nouveau et du Front national s'accroissent. La dissolution d'Ordre nouveau apparaissait pour

²⁹ Archives nationales. (1973, 13 août). (19930666/22). [Note confidentielle de la SRPJ].

³⁰ Archives nationales. (1973, 11 octobre). (19930666/22). Direction centrale des Renseignements généraux. [Note confidentielle].

Jean-Marie Le Pen comme une opportunité à la fois d'intégrer le parti déchu tout en assoyant sa position de *leader* en raison d'un rapport de force laissant Alain Robert dans une position de faiblesse. Cependant, la situation s'avère beaucoup plus complexe que ce qu'avait envisagé JMLP. En raison de l'acharnement à s'accrocher à l'Ordre nouveau et d'en rester le secrétaire-général, JMLP décide d'évincer Alain Robert des structures du FN, parti qu'il avait aidé à créer et dont les fidèles militants avaient constitué la base dès les balbutiements du nouveau parti :

Tous les ingrédients menant à une situation explosive sont réunis : dissolution d'ON, dissensions idéologiques, mésentente sur la stratégie d'union, refus d'accepter les exigences de Jean-Marie Le Pen. Cette facette autoritaire se révèle lors de la composition du nouveau BP à la rentrée 1973 : JMLP décide avec une poigne de fer, au grand dam des figures du FN.³¹

La mise à l'écart d'Alain Robert aura de lourdes conséquences pour le Front national. Malgré la présence de certains des militants historiques d'Ordre nouveau au sein du bureau politique, François Brigneau estime que l'expulsion d'Alain Robert repousse les militants du noyau dur nationaliste dans « des groupuscules activistes lamentables » et remet sa démission dans une lettre envoyée au président du FN.³²

La démission de Brigneau est relatée dans la presse qui perçoit cette décision comme le signe d'une scission majeure de l'extrême droite. Dans *Le Monde* du 24 novembre 1973, on rappelle la démission de Brigneau de la vice-présidence du FN et on souligne les nominations récentes au FN : Roger Holleindre comme nouveau vice-président, Dominique Chaboche comme secrétaire général et Victor Barthélémy comme secrétaire administratif. On explique la démission de Brigneau en évoquant un désaccord avec les méthodes de JMLP pour le parti. Cette démission déjà offerte en

³¹ Igounet, V. (2014). *Le Front national de 1972 à nos jours, le parti, les hommes, les idées*. Paris : Seuil, p. 63.

³² Voir la lettre à l'*Annexe B*.

juin, est effective à partir de septembre. Brigneau précise cependant qu'il reste membre du FN. Alors qu'il s'attribue la faute qui le pousse vers la démission du poste de vice-président du Front national, Brigneau laisse cependant entrevoir certaines des tensions qui persistent au sein du mouvement nationaliste. Exacerbées par l'opposition entre JMLP et Alain Robert, ces dissensions pousseront ultimement à la rupture complète entre les deux formations. Suite à un imbroglio légal, à travers lequel la nature autoritaire de Jean-Marie Le Pen est exposée, la séparation complète des deux formations est consommée. Selon Valérie Igounet, la rupture est vécue comme un véritable choc. Laissant d'un côté un Front national doté d'une structure légale et politique, et, de l'autre, un bassin militant majoritairement prêt à suivre Robert et les dirigeant d'ex-Ordre nouveau,³³ la rupture place l'opposition nationale dans une situation particulièrement délicate.³⁴

Dans la foulée de la rupture entre Ordre nouveau et le Front national, les militants fidèles à Alain Robert se regroupent autour du comité et du journal *Faire Front*. Dans une ultime tentative de préserver les structures du FN, Brigneau et Robert tentent un dernier coup d'éclat et se dotent d'un bureau dissident, contestant la légitimité de JMLP au Front national et tentant d'en récupérer le nom à leur compte. Malgré une ordonnance du 23 octobre attribuant l'utilisation exclusive de l'appellation « Front national » à JMLP, ses adversaires paraissent bien décidés à utiliser le titre. Robert souhaite organiser un congrès extraordinaire afin de faire entériner la nomination des membres de son nouveau bureau politique dans lequel il occupe la fonction de secrétaire général et sera accompagné de Brigneau comme président, et de membres

³³ Dans un article paru dans *Combat* le 29 novembre 1973, l'auteur estime que les militants du Front national issus du mouvement Ordre nouveau constituent 80 % de ses effectifs. Dans ce contexte, une présidence assurée par Jean-Marie Le Pen constitue un véritable coup de force contre la base du mouvement.

³⁴ Igounet, V. (2014). *Le Front national de 1972 à nos jours, le parti, les hommes, les idées*. Paris : Seuil, p. 65.

associés à ex-Ordre nouveau : Jack Marchal, Bruneau de la Salle, Christian Lefebvre, Alain Renault, Christian Mouquet et Emmanuel Renaud.³⁵ Cependant, la décision du tribunal est sans équivoque et les militants d'ex-Ordre nouveau devront se rabattre sur une structure indépendante du Front national, qui restera l'exclusivité de JMLP.

Lancé lors de l'été précédent, le journal *Faire face* (qui deviendra *Faire Front*), constitue la principale voix d'expression des militants d'ex-Ordre nouveau. Le premier numéro paraît en juillet 1973 et est accompagné de la diffusion de 30 000 affiches sur lesquelles on peut lire « Après la dissolution d'ON, Faire face! » - « Marcellin a fait sauter un des derniers barrages contre le communisme ». Dans l'édition d'Octobre 1973, l'éditorial « Pas de nouveau Tixier à droite » évoque la crise au FN et adresse de nombreuses critiques à JMLP qui aurait selon eux profité de la dissolution d'ON pour s'assurer de tous les postes clés du bureau du parti. Alain Robert utilise d'ailleurs l'expression « Journal du Front national », pour tenter de se réappropriier le nom du parti.³⁶ Les RG commencent dès ce mois de Juillet 1973 à s'intéresser à l'émergence des comités Faire front, qui sont déjà considérés comme une résurgence d'Ordre nouveau dans la perspective de la loi contre la reformation de ligues ou mouvements dissous. Dans un document confidentiel intitulé « *Les différents mouvements sous le couvert desquels les responsables d'ON poursuivent leurs activités* », outre le GUD, l'Union des Lycéens nationalistes et l'Association Jeunesse-Culture-Loisirs (qui organise des stages de formation politique et des camps d'entraînement physique, déclaré à la sous-préfecture d'Antony en mai 1973), on recense les comités Faire Front comme principal mouvement susceptible de regrouper ces militants. On situe leur

³⁵ Document confidentiel : « Malgré la récente ordonnance de référé qui leur en interdit l'emploi, Brigneau et Robert semblent bien décidés à utiliser le titre Front national. (27 octobre 1973) ». Dans Archives nationales. (19930666/21).

³⁶ Document confidentiel : « Le dernier numéro du journal Faire Front consacre la crise du Front national », 17 octobre 1973 – Dossier extrême droite – informations diverses. Dans Archives nationales. (19930666/21).

quartier général à Vincennes, où se trouve le siège national de l'ensemble de ces groupements.³⁷

Au cours de l'automne, les comités Faire front se développent et s'organisent. Dans une note de la police judiciaire datée du 26 novembre 1973, on annonce la tenue d'une rencontre de Faire Front le 3 décembre 1973 ayant pour objectif de regrouper les militants ON dans cette nouvelle structure. Un grand meeting doit ensuite être organisé le 19 Décembre à la Mutualité. La propagande est intensifiée en direction des jeunes et se concrétise par la création du front de la jeunesse dont les structures sont moins rigides que celles du GUD et ULN.³⁸ Certaines réunions de préparation du grand meeting sont annulées en raison d'interdictions administratives. Dans les semaines menant à la rencontre à la Mutualité, les interventions d'Alain Robert, identifié par les forces de l'ordre comme le *leader* incontesté du nouveau mouvement, sont accueillies chaudement par les militants, surtout des jeunes. Robert semble avoir reconnu la décision de justice donnant à JMLP le droit d'utilisation du nom FN. Robert et ses proches collaborateurs font cependant montre d'un pessimisme face à l'ostracisme de la part des autres partis politiques, des forces de police et directeurs de salles de réunion. Cette situation n'est pas sans rappeler l'état dans lequel se trouvait la famille politique à l'époque d'Ordre nouveau, avant la création du Front national. Le retour à la marginalité semble la conséquence inévitable de la rupture avec le FN qui assurait une légitimité politique aux militants d'Ordre nouveau.³⁹

³⁷ Document confidentiel de la DCRG, « Les différents mouvement sous le couvert desquels les responsables d'ON poursuivent leurs activités ». Archives Nationales. (s. d.). (19930666/21).

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Archives nationales. (1973, 26 novembre). (19930666/22). [Document de la DCRG sur les comités Faire Front. Dossier « Extrême droite ». Informations diverses].

La rencontre à la Mutualité prévue pour le 19 décembre, finalement annulée par les membres de Faire front, sera remplacée par l'organisation d'une manifestation, le même jour, devant se dérouler entre l'école militaire et l'ambassade du Chili. Cette démonstration publique en faveur de la junte chilienne constitue l'une des premières activités publiques organisées par Faire front, qui développe son activisme au cours de l'hiver 1973-74. La manifestation est l'objet d'intenses débats dans la presse, notamment à l'*Humanité*, farouchement opposé à la tenue d'un tel événement. Le journal se fait le relais d'un collectif de mouvements de gauche et d'extrême gauche à l'origine de l'organisation d'une grande contremanifestation. Effectivement, à la demande du Conseil national pour la défense des libertés, composé du Parti socialiste, du Parti communiste français, du Mouvement des radicaux de gauche, du Parti socialiste unifié, de Jeune république, d'Objectif socialiste, de la Confédération générale du travail, de la Confédération française démocratique du travail, de la Fédération de l'éducation nationale, de la Ligue des droits de l'homme et de la Libre pensée, l'*Humanité* invite son lectorat à se rassembler à l'esplanade des Invalides pour contrer l'assaut fasciste le 19 décembre à 18h30.⁴⁰ Cet appel sera notamment relayé par *Le Monde* et *La Croix* dans les jours précédant la tenue de la contremanifestation. Cependant, les deux manifestations seront l'objet d'une interdiction de la part de la préfecture de police de Paris.⁴¹ Citant l'opposition gauchiste et le danger de trouble à l'ordre public, les autorités préfèrent prévenir d'éventuels heurts et éviter les confrontations entre militants d'extrême droite et d'extrême gauche. Dans une note des RG intitulée « Faire Front – Actions revendiquées », on expose les tactiques développées par FF en évoquant leur similarité avec celles des militants de gauche : rendez-vous primaires et secondaires, militants peu nombreux mais surs, vastes détours dans le métro avant d'arriver à l'emplacement dévoilé à la dernière minute, choix de

⁴⁰ L'*Humanité*, (1973, 14 et 15 décembre).

⁴¹ L'*Humanité*, (1973, 17 Décembre).

l'action en fin de PM en raison de la circulation lourde qui complexifie le travail des forces de l'ordre.⁴²

La manifestation du 19 décembre ne constitue cependant qu'une des stratégies développées par Faire front pour relancer l'activisme nationaliste en France dans la foulée du départ de ses militants du Front national. Effectivement, de nombreuses actions sont organisées à Paris et en Province. Les RG répertorient notamment l'occupation du siège du journal du PS, le 19 décembre et l'occupation du siège parisien de la Ligue des droits de l'homme, le même jour. À Marseille, 5 militants s'enchainent aux locaux de RMC, à Nice, une manifestation devant Nice Matin est organisée et, à Besançon, une manifestation dans les locaux de l'Est Républicain est évoquée. Des manifestations sont également organisées à Poitiers, St-Étienne, Nantes, Rouen, Le Havre, St Quentin et Rennes. Les inquiétudes des autorités face à cette restructuration de l'extrême droite semblent réelles. Cette dernière ferait preuve d'une véritable capacité d'organisation et de pugnacité.⁴³

Affinant leur surveillance des comités Faire Front pendant l'hiver 1974, et observant les liens évidents entre cette nouvelle organisation et ex-Ordre nouveau, la sous-direction des affaires criminelles publie une note le 7 janvier à la demande du commissaire de police de Paris. Dans cette note, on expose évidemment l'implication de membres associés à ex-ON : Robert, Gauchon (sous le pseudo de Philippe Darlange), Bruno de la Salle, Galvaire, et Jeantet. Les objectifs de Faire Front sont identifiés : une action nationaliste révolutionnaire dans une perspective européenne, la défense du monde occidental face au communisme, l'arrêt de l'immigration sauvage, la résistance au décret de dissolution d'Ordre nouveau du 26 juin 1973. De toute évidence, les visées communes entre les groupes Faire front et Ordre nouveau sont démontrées. Les objectifs similaires, portés par les mêmes responsables, ne laissent pas

⁴² Archives nationales. (19930666/22). Dossier de la DCRG, « Faire front – Actions revendiquées ».

⁴³ *Ibid.*

de place au doute quant à la pérennité à la fois idéologique et organisationnelle qui existe entre les deux formations. La note explique également le changement de nom, faisant passer le groupe de Faire face à Faire front. Effectivement, c'est après une lutte juridique perdue pour le nom Faire face avec l'Association des paralysés de France qui publie un journal du même nom depuis 1933, que le titre est remplacé par Faire front le 17 Octobre 1973. Dans la note, on établit également les liens entre les nouvelles organisations des membres d'ON après la dissolution qui graviteront toutes autour des comités Faire front : le Front de la jeunesse avec Gauchon, Emmanuel Renaud et Jean-Marc Teisseire, le Comité des amitiés franco-chiliennes, le mouvement Jeunesses – Culture – Loisirs, comptant notamment Bernard Houdin comme trésorier et le Comité liberté pour l'Europe animé par William Abitbol.⁴⁴

La dissolution d'Ordre nouveau, et la crise qui s'ensuit, contribuent à une rupture entre l'extrême droite néofasciste représentée par ON et une droite nationale qui se dit modérée incarnée par Jean-Marie Le Pen et le Front national. L'échec d'une telle alliance, qui fut de courte durée, s'explique certes par des divergences stratégiques, mais également par des luttes de pouvoir entre les diverses tendances de l'extrême droite. Cette volonté d'union ne sera cependant pas le dernier exemple de ces tentatives d'association. Les militants d'ex-Ordre nouveau fidèles à Alain Robert, s'étant regroupés dans les éphémères comités Faire front, tenteront, pendant encore au moins une décennie, de faire vivre un grand parti nationaliste. Comme cette thèse s'intéresse à Ordre nouveau et à sa relation avec le FN, nous n'entrerons pas dans l'analyse détaillée du Parti des forces nouvelles (PFN), fondé en 1974 et qui s'inscrit dans la succession d'Ordre nouveau et qui déborde des bornes chronologiques choisies. Cependant, il importe de mentionner que ce nouveau parti, actif jusqu'à son implosion

⁴⁴ Archives nationales. (19930666/22). Dossier de la DCRG, « Faire front – Actions revendiquées ».

en 1986, est principalement dirigé par d'anciens militants d'ON composant la frange dissidente du Front national; notamment Alain Robert, Anne Maux, Pascal Gauchon, François Brigneau, Roland Gaucher et Jack Marchal. La volonté électorale et d'inscription dans les logiques de la politique traditionnelle qui sera privilégiée par le parti suggère qu'il s'inscrit plutôt en concurrent du Front national plutôt qu'en entité radicalisée sur sa droite. Lors de la scission du PFN, en 1986, un nombre important de ses militants rejoindra le Front national alors en plein essor. Il est donc possible d'avancer que cette volonté d'inscription dans le jeu politique constitue dès lors un acquis pour une extrême droite consciente de l'impossibilité d'une prise de pouvoir par la violence.

CONCLUSION

L'objectif de cette thèse était, au départ, d'analyser l'histoire d'Ordre nouveau, de sa création en 1969 à sa dissolution par le conseil des ministres en juin 1973. En inscrivant cette histoire dans la tradition des mouvements et partis d'extrême droite fascistes et néofascistes les plus radicaux, nous souhaitons apporter un éclairage nouveau sur la création du Front national en 1972. D'abord une stratégie électorale, le FN deviendra, sous la direction des *leaders* d'Ordre nouveau, associés à Jean-Marie Le Pen, une structure à même d'unifier toute l'opposition nationale et de porter ses intérêts dans l'arène politique partisane. Cependant, l'objectif de notre projet résidait plutôt dans l'analyse de l'influence des militants de la frange nationaliste au sein du nouveau parti. Alors que le Front national s'inscrit dans les logiques électorales, et propose conséquemment un discours moins radical que celui d'Ordre nouveau, on a montré dans cette thèse qu'en réalité, cet adoucissement reste largement sémantique et que l'importance des dirigeants néofascistes dans l'organisation du nouveau parti est capitale. Ces derniers y occupent une place centrale de même que la grande majorité des effectifs militants qui proviennent directement des structures d'Ordre nouveau. Alors que la volonté de créer le Front national émerge des instances dirigeantes d'Ordre nouveau, la présence de Jean-Marie Le Pen dans sa première incarnation agit comme caution en raison de son expérience politique et d'une certaine distance avec les groupes néofascistes de l'après-Deuxième Guerre mondiale.

La succession de modifications aux statuts faisant passer Ordre nouveau de mouvement politique rassemblant plusieurs groupuscules et tendances à celui de parti politique nationaliste légitime, au sein duquel émergera le Front national, est d'abord une stratégie permettant de présenter des candidats nationalistes aux différentes élections.

En devenant finalement le grand parti politique qui canaliserait l'extrême droite jusqu'à nos jours, le FN exemplifie l'évolution d'un courant politique cherchant toujours davantage de légitimité politique. Comme nous l'avons démontré par l'exposition des documents internes d'Ordre nouveau, la volonté d'inclusion du courant nationaliste dans l'arène politique traditionnelle, à travers la création du Front national, n'est pas, au départ, une réorientation idéologique vers des positions plus modérées. Les dirigeants affirment eux-mêmes percevoir cette tentative d'inscription dans les logiques électorales comme un cheval de Troie permettant au contraire de radicaliser les « nationaux », militants d'une droite plus modérée. Cette volonté réfléchie d'adoucir l'image du courant néofasciste et de se saisir de structures lui permettant de rivaliser dans l'arène politique française témoigne d'un renversement stratégique fondamental par le rapport que ces militants radicaux entretiennent avec la droite traditionnelle. Plutôt que de diluer le substrat idéologique du courant, le Front national constituera l'outil permettant de convertir les modérés aux velléités révolutionnaires de ses militants les plus convaincus.

La persistance d'une radicalité idéologique malgré un adoucissement sémantique constitue un point central de notre analyse de l'histoire d'Ordre nouveau et du Front national. La nécessité d'arrimer une praxis militante à une modernité politique caractérisée par une recherche de prise de pouvoir par les voies électorales témoigne d'un ajustement à la réalité de l'après Seconde Guerre mondiale. L'acceptation des règles du jeu politique électoral n'empêche cependant pas d'inscrire l'action d'Ordre nouveau et du Front national dans l'analyse des mouvements fascistes proposée par Roger Griffin. La volonté affirmée d'utiliser le Front national comme véhicule pour mener à bien un projet de révolution nationaliste nous informe sur la continuité d'un nationalisme révolutionnaire au sein de la nouvelle structure. Bien que les chances d'accession au pouvoir du nouveau parti n'aient jamais été réelles dans les premières années de son existence, il est impératif de noter que l'objectif, à terme, demeure toujours le renversement du Régime et l'avènement de cette révolution. Une analyse

sur un temps plus long de l'histoire du FN permettrait d'identifier les modifications apportées aux visées révolutionnaires du parti. La nouvelle mouture du parti, nouvellement appelé Rassemblement national et remanié par Marine Le Pen, s'est largement adoucie. Cependant, l'objectif était de démontrer que l'idéal révolutionnaire d'extrême droite reste non seulement capital dans la période étudiée dans cette thèse mais qu'il constitue également le moteur de la création du parti au début des années 1970 et doit conséquemment être pris en compte dans l'analyse de son évolution.

Par ailleurs, le développement d'une rhétorique nationaliste européenne, ancrée dans une vision de défense de la civilisation Occidentale (excluant les États-Unis) pérennise la sempiternelle expression d'un racisme biologique caractéristique des mouvements fascistes. Le développement, à travers les visées électorales d'Ordre nouveau d'abord, puis du Front national, d'une véritable plate-forme politique visant l'arrêt de l'immigration, témoigne de l'inscription de ce nationalisme dans une perspective susceptible d'engranger une adhésion en dehors des cercles traditionnels de l'extrême droite. Cette politique contre l'immigration constitue par ailleurs un aspect intéressant de l'ajustement de l'extrême droite française de la période. Effectivement, ce débat vient remplacer l'antisémitisme des mouvements fascistes de l'entre-deux-guerres. Presqu'absente des plateformes politiques, autant d'Ordre nouveau que du Front national émergent, cette question n'occupera plus une place primordiale après la Seconde Guerre mondiale. Alors qu'il serait bien évidemment erroné d'affirmer la disparition de l'antisémitisme du registre idéologique de l'extrême droite française, il est cependant intéressant de noter le recul important que prend cet enjeu dans le contexte étudié. La condamnation sans appel des crimes de la guerre vont rendre l'expression d'un antisémitisme primaire impossible pour cette famille politique et, conséquemment, suggérer les ajustements stratégiques qui pousseront Ordre nouveau et le Front national à développer une politique organisée autour de la critique de l'immigration pour mettre de l'avant le nationalisme biologique caractéristique du courant nationaliste.

La question de la place des femmes constitue un angle mort de cette thèse. À l'exception notable de Marie-Françoise David, militante de la première heure que l'on retrouve dans des postes clés de l'organigramme d'Ordre nouveau à travers son histoire, les femmes sont complètement absentes des sources relatives à Ordre nouveau – autant dans les documents internes que dans ceux émanant des divers organes de surveillance de l'État français. Dans ce contexte, et ne souhaitant pas travailler sur la base de suppositions, nous ne disposons pas, sur le plan méthodologique, de pistes suffisantes pour fournir des explications concrètes quant à cette absence.

Le populisme caractéristique des deux mouvements-partis s'exprime de façon particulièrement évidente dans l'élaboration de la propagande devant faire la promotion de cette lutte contre « l'immigration sauvage. » Entre statistiques exagérées et élaboration de scénarios catastrophiques liés à l'arrivée d'immigrants extra-européens en France, les nationalistes d'Ordre nouveau mettent sur pied une propagande populiste qui influencera l'extrême droite française jusqu'à nos jours. Cependant, en choisissant d'analyser ce populisme sur le plan de la forme politique tout en donnant une plus grande place à la transition idéologique qui unit ces mouvements-partis par l'adaptation du néofascisme à la réalité d'après-Deuxième Guerre mondiale, nous estimons que cette thèse apporte, dans une perspective inspirée de l'inflation conceptuelle des analyses du fascisme proposée par Roger Griffin, une pierre à l'édifice de la compréhension des phénomènes d'extrême droite de la période. Au-delà des classifications permettant d'affirmer ou d'infirmer l'hypothèse selon laquelle un parti ou un mouvement serait – ou non – associable au fascisme, la démarche suggérée permet d'analyser et de comprendre les nuances et la fluidité de l'évolution de l'extrême droite du dernier siècle. Liant ainsi le développement de deux mouvements souvent séparés par des catégorisations *a priori*, le cadre conceptuel qu'offrent les travaux de Griffin permet d'inscrire cette thèse dans une compréhension plus globale des droites radicales en France.

Dans le passage de l'extrême droite à la politique électoraliste réside le point crucial d'une transformation qu'il devient possible et nécessaire d'étudier sous l'angle des continuités. En soulignant la fluidité des lignes de démarcation entre l'extrême droite néofasciste et le national populisme émergent, il devient possible de s'extirper des logiques classificatoires pour donner une profondeur d'analyse et de compréhension qui permet de jeter un éclairage nouveau sur le développement de l'extrême droite à travers la fin du vingtième siècle et du début du vingt-et-unième siècle. Il est important de noter ici que depuis les travaux importants de Taguieff dans le contexte français, de nombreux débats ont eu lieu dans le monde académique concernant le populisme, et, plus particulièrement, ses formes d'expression à l'extrême droite. Les travaux de Mudde¹, Betz², Taggart³ et Brubaker⁴, notamment, feront grandement avancer le champ. Ces travaux, intégrés au cadre conceptuel de cette thèse auraient pu permettre une analyse comparative du populisme se développant au sein du FN dans ses premières années d'existence et des différents mouvements à travers l'Europe Occidentale et auraient certainement constitué un outil théorique supplémentaire permettant de décantonner l'analyse du passage d'Ordre nouveau vers le Front national dans une perspective plus ouverte aux différents champs d'études des sciences sociales.

Cependant, le choix de cette omission s'explique pour deux raisons. Premièrement, il s'agit de choix méthodologiques. L'élargissement significatif du cadre théorique de cette thèse, bien qu'intéressant et tout à fait justifié, pourrait constituer une seconde

¹ Mudde, C. (2004). « The populist Zeitgeist ». *Government and Opposition*, 39(4), 542–563.

² Betz, H. G. (1994). *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*. New York : Pallgrave Macmillan.

³ Taggart, P. A. (2000). *Populism*. Buckingham : Open University Press.

⁴ Brubaker, R. (2017). « Why populism? ». *Theory and Society*, 46(5), 357–385 et Brubaker, R. (2020). « Populism and Nationalism ». *Nations and Nationalism*, 2(1), 44–66.

thèse en lui-même. Par ailleurs, l'inclusion d'une littérature sociologique ou plus près des sciences politiques semble nous éloigner de l'objectif historique de cette thèse. L'étude des mécanismes internes à la création du FN au sein d'Ordre nouveau constituait l'objectif principal et la contribution majeure de cette thèse à l'avancement de la connaissance. De plus, la question du populisme, voire du national-populisme occupe une place particulière dans l'argumentaire de cette thèse. Près des conceptions développées par Annie Collovald, nous croyons plutôt qu'en repoussant le national-populisme au plan de la forme politique, il devient possible d'en lier l'histoire avec celle des fascismes. Par ailleurs, les travaux de Roger Griffin, faisant d'une forme populiste d'ultranationalisme l'un des critères fondamentaux de l'inclusion d'un parti ou d'un mouvement dans les études sur le fascisme, nous permettaient d'inclure cette dimension sans introduire un cadre théorique supplémentaire à la thèse. Souvent, dans les écrits des historiens cités plus hauts, la distinction entre les deux phénomènes politiques est perçue également au plan de la forme et renforce, dans le cas français, une linéarité entre boulangisme, poujadisme et lepénisme que nous tentions d'infirmer. Cependant, l'inscription de l'analyse de l'avènement et du développement du Front national pourrait bénéficier de ces approches dans une perspective comparative. Évidemment, le phénomène étudié dans cette thèse n'est pas l'apanage exclusif du contexte politique français. Conséquemment, une approche comparative, à l'échelle de l'Europe ou de l'Occident, dans l'analyse de l'émergence des mouvements nationaux-populistes de la deuxième moitié du Vingtième siècle pourrait mettre en lumière certains parallèles entre le cas français et les réalités politiques contemporaines présentes dans d'autres aires géographiques. Cette entreprise pourrait certainement être poursuivie dans des recherches futures et suggère des pistes heuristiques supplémentaires quant aux analyses soulevées par les questionnements développés dans cette thèse.

Comme nous le constatons dans le contexte de la résurgence de mouvances d'extrême droite à travers l'Occident au cours des années 2000 et 2010, la radicalité néofasciste

ne disparaît jamais complètement. L'importance du contexte et du climat politique permettant d'exprimer cette radicalité à des degrés différents nous donne certaines clés de compréhension de l'action de ces groupuscules qui ressurgissent dès que le contexte semble propice. Les pistes d'analyse suggérées par les théoriciens de l'école de Cambridge nous permettent de lire dans ces résurgences sporadiques une capacité des militants d'extrême droite de se fondre dans des structures plus socialement acceptables quand le climat idéologique tangué en leur défaveur tout en conservant la capacité de se réorganiser quand la possibilité de canaliser les peurs et le ressentiment d'une population se manifeste. Tout au long de l'évolution et de l'histoire d'Ordre nouveau, nous observons une volonté évidente de ses dirigeants d'arrimer son idéologie et ses pratiques aux réalités normatives de son époque. L'écart entre un néofascisme, dont les références puisent directement dans l'univers des fascismes de l'entre-deux-guerres mondiales, et le consensus le condamnant dans l'immédiat après-guerre rendent caduques les formes d'expression historique du courant. En fournissant les clés de compréhension de cette évolution, l'École de Cambridge nous permet d'analyser Ordre nouveau en fonction de ses dynamiques internes et des tiraillements entre la volonté de persister dans une radicalité idéologique tout en développant un discours et une praxis adaptés au contexte dans lequel il évolue. Souvent négligée par l'historiographie actuelle traitant de mouvements tels qu'Ordre nouveau, et plus encore lorsqu'il s'agit de l'émergence du Front national, l'explication par la thèse du calcul politique est démontrable grâce à l'exposition des volontés internes des militants de l'extrême droite radicale de s'adapter aux conventions politiques de leur époque. Tout au long de la thèse, nous avons exposé la façon par laquelle la stratégie interne aux mouvements nationalistes prend en considération la possibilité de rallier à leur cause les militants plus modérés par une adaptation de leurs visées révolutionnaires au discours politique susceptible de rejoindre un électorat repoussé par toute référence directe au fascisme de l'entre-deux-guerres.

Le climat politique actuel, caractérisé par un marasme économique hérité des crises financières de la fin des années 2000, et par l'accentuation des disparités économiques contribuant à l'érosion des classes moyennes, se combine à des crises migratoires sans précédent qui cristallisent les peurs et les frustrations un peu partout en Occident. On voit alors se développer des mouvements politiques dont la radicalité sort largement du cadre des mouvements d'extrême droite « institutionnalisés. » L'émergence, en France, de mouvements tels que Génération identitaire, Bastion social (et la renaissance du GUD qui l'avait précédée), notamment à Lyon, témoigne d'une activation à la droite du Front national, nouvellement rebaptisé Rassemblement national, qui n'avait pas pris une telle ampleur dans l'histoire récente. Ce phénomène est également observable aux États-Unis avec l'émergence d'une *Alt-right*, à la droite de Donald Trump et du parti Républicain, dont certaines des tentacules sont associables aux tendances néofascistes les plus radicales.

Cette cohabitation entre courants à fort niveau de radicalité et structures plus larges et insérées dans les logiques électorales se développe ainsi dans plusieurs pays Occidentaux au cours de la deuxième moitié du vingtième siècle. Dans le cadre français, la transition d'Ordre nouveau à la création du Front national marque ce passage et façonnera le paysage politique de la droite française jusqu'à nos jours. À partir des succès électoraux du FN au milieu des années 1980, le parti devient un incontournable du débat politique hexagonal. Alors que certains y voient une extrême droite apaisée, vidée de son substrat idéologique radical et révolutionnaire, nous y voyons plutôt un courant idéologique largement tributaire du climat politique dans lequel il évolue et qui se métamorphose en fonction de contextes politiques fluctuants. Les innombrables scandales concernant l'infiltration du FN par des militants d'une extrême droite décomplexée et très près des courants néofascistes témoignent de la perméabilité entre ces tendances. Entre Alexandre Gabriac, exclu en 2010 après la publication par le *Nouvel Observateur* d'une photo dans laquelle il exécute un salut nazi devant un drapeau affichant une croix gammée alors qu'il est élu au conseil

régional de Rhône-Alpes et les nombreux candidats expulsés pour avoir tenu des propos antisémites ou négationnistes, l'opération de séduction mise de l'avant par Marine Le Pen, qui tente de projeter un visage encore plus apaisé du FN, ne semble pas correspondre à l'ensemble de ses membres. Malgré les expulsions que ces situations génèrent, il paraît évident que, faute de mieux, les militants les plus radicaux de l'extrême droite se fondent au FN jusqu'à ce qu'émergent des structures plus radicales. Dans cette perspective, les partis nationaux-populistes, à l'image du FN, agissent comme véhicule auquel se greffent les militants des franges les plus radicales de l'extrême droite. Plus qu'une poignée de « pommes pourries », ces militants se saisissent des instances du parti qu'ils infiltrent pour y faire valoir les idées associées aux courants néofascistes qu'ils représentent. Cette stratégie d'entrisme est d'ailleurs théorisée et encouragée, comme nous l'avons démontré, dès les balbutiements d'Ordre nouveau. En positionnant des militants nationalistes radicaux dans des positions clés, ils espèrent, dans une perspective métapolitique, créer les conditions favorables d'expression d'un nationalisme radical d'abord au sein du parti, et, ultimement, au sein de la société toute entière.

L'analyse d'Ordre nouveau propose donc, *in fine*, une piste heuristique quant à l'avènement du national-populisme à travers toute l'Europe et l'Occident. Alors que les contextes diffèrent et que les particularités régionales ont un impact crucial sur le développement des diverses extrêmes droites, nous proposons cependant qu'une des clés de compréhension de sa résurgence importante au cours des deux dernières décennies pourrait bénéficier d'un regard posé à l'aune des études sur le fascisme. En extirpant cette catégorie d'analyse des carcans dans lesquels elle s'est empêtrée au cours de la deuxième moitié du vingtième siècle, il devient possible de percevoir l'extrême droite comme un vaste ensemble idéologique dont la fluidité et la capacité d'adaptation dépassent les modalités des logiques analytiques habituellement mobilisées dans son étude. En plaidant en faveur d'une inflation conceptuelle du fascisme, nous espérons pouvoir identifier et analyser les mouvements d'extrême droite

nationaux-populistes en les situant dans une perspective évolutive plutôt que dans une dynamique de rupture face aux mouvements de la Deuxième Guerre mondiale.

ANNEXE A

CONTRE L'ÉTAT POLICIER

Lundi 3 Mai, des militants d'**Ordre Nouveau** distribuaient des tracts appelant à la manifestation unitaire du 13 Mai, à la faculté des sciences de la Halle aux Vins, nouveau repaire des gauchistes. Un groupe de membres du « Secours Rouge » attaquèrent aussitôt les distributeurs nationalistes, qui durent se protéger contre cette agression (Le « Figaro », peu suspect de sympathie à notre égard, a lui-même constaté que les militants d'**Ordre Nouveau** s'étaient contentés de se défendre). À leur départ, Raoul GRAFFET, tout nouvel adhérent du mouvement, resta sur place et manqua d'être lynché par les gauchistes, qui s'emparèrent de ses papiers d'identité et les remirent à... « la justice bourgeoise ».

Quelques jours après, les services de police arrêtaient Raoul Graffet et un autre militant, Jean-Claude Fadernat, placés après quarante-huit heures de garde à vue, sous mandat de dépôt à la prison de Fresnes. Bien décidé à défendre les militants nationalistes devant la répression policière du régime, le Bureau Politique d'**Ordre Nouveau** a, dès le 14 Mai, animé une campagne en vue d'obtenir la libération de Fadernat et Graffet. La manifestation du 17 Mai, devant le journal « Minute », a eu comme thèmes d'origine l'exigence de la libération de nos camarades aussi bien que la lutte contre le terrorisme rouge.

Notre camarade Jacques Charasse a vu son procès renvoyé au 26 Juin. La justice du Régime lui reproche d'avoir contribué à interrompre l'ignoble pièce de Copi, « Eva

ANNEXE A (*suite*)

Peron ». Cette pièce avait comme seul but d'insulter la mémoire de l'idole des « camisasos » (prolétaires argentins), femme du colonel Juan Peron, chef du justicialisme, leader de la classe ouvrière et des nationalistes d'Argentine.

Cette pièce avait soulevé l'indignation légitime du peuple argentin, qui garde le fervent souvenir de celle qui fut une de ses grandes figures et qui, la première, entreprit de libérer les argentins les plus pauvres de la misère et de l'exploitation.

Il est donc parfaitement normal et légitime que des nationalistes français aient interrompu cette mascarade, en signe de solidarité avec leurs camarades du mouvement justicialiste et le prolétariat d'Argentine.

Ordre Nouveau exige donc l'arrêt des poursuites contre notre camarade Jacques Charasse dont l'action déterminée n'était que le reflet d'une indignation parfaitement justifiée.

Ordre Nouveau entend, en outre, combattre pour l'abandon des poursuites entamées contre notre camarade Rougeoreille, membre du GUD, inculpé de « transport d'armes ». Cette accusation fallacieuse repose sur le fait que notre camarade conduisait une camionnette, qui contenait un certain nombre de casques et de bâtons. Ce matériel, de l'aveu même de la police, était destiné exclusivement à défendre des militants nationalistes, vendant « Rivarol » et distribuant des tracts. Les gauchistes, depuis plusieurs semaines attaquaient systématiquement nos militants, et avaient

ANNEXE A (*suite*)

grièvement blessé Jacques Moranville, d'**Ordre Nouveau**, le 17 Janvier 1971, une semaine plus tôt.

Rougeoreille est innocent et les poursuites contre lui doivent être abandonnées.

LIBÉREZ LES PATRIOTES FADERNAT ET TALBOTIER!

Stoppez les poursuites contre les nationalistes Charasse et Rougeoreille!

À BAS L'ÉTAT POLICIER!

ANNEXE B

LETTRE DE FRANÇOIS BRIGNEAU À JEAN-MARIE LE PEN, 13 SEPTEMBRE 1973

« Mon cher Jean-Marie,

Je crois devoir te confirmer aujourd'hui ma décision formulée hier devant le comité directeur, à savoir le désir d'être relevé de mes fonctions de vice-président du Front. Outre l'évidence que l'amalgame ne se fait pas entre Ordre nouveau ou ex-Ordre nouveau et les autres éléments, deux raisons profondes motivent mon attitude :

Minute me laisse trop peu de temps pour pouvoir assurer correctement le rôle de vice-président. Je ne vis pas la vie du Front au sommet comme je devrais le faire. Il s'ensuit que j'en ignore les coulisses et que je me vois mis brutalement devant les faits accomplis. Le dernier exemple : ta résolution de faire de Chaboche un secrétaire général, d'éliminer Alain, de créer une seconde vice-présidence sans que je sois prévenu ou qu'on ait cherché à savoir mon avis, illustre parfaitement cette carence de mes rapports avec la présidence du Front. [...]

Les louvoiements des militants d'ON s'ajoutant à une méfiance de ton équipe à leur endroit sont très loin d'une conception du Front qui était la mienne : un rassemblement animé par ON.

La preuve est faite que depuis 6 mois ces militants ont boudé le Front, que sans eux le Front a stagné et que dans les deux camps certains ont préféré cet immobilisme à une

ANNEXE B (*suite*)

trop grande activité d'ON au sein du Front. Comme j'ai été impuissant à empêcher cela, il me faut prendre conscience de mon échec. [...] Si rien n'avait été changé à l'ancien bureau, je serais resté en place sinon en fonction jusqu'au congrès de 1974. Mais dans cette nouvelle répartition du bureau, j'ai décidé de redevenir un simple membre du bureau directeur.¹ »

¹ Lettre de François Brigneau à Jean-Marie Le Pen, 13 septembre 1973. Dans « Ce qui se passe au Front national », document interne, p. 3-4. Dans V. Igournet. (2014). *Le Front national de 1972 à nos jours, le parti, les hommes, les idées*. Paris : Seuil, p. 64.

BIBLIOGRAPHIE

Archives

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1970, avril). (F/7/15585) [Bulletin mensuel].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1970, avril). (F/7/15585) [Bulletin mensuel, (154)].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1970, 21 novembre). (F/7/15556) [Bulletin quotidien].

Archives nationales. (1970). (19930666/22). [Dossier sur la reconstitution de ligue dissoute].

Archives nationales. (1971, 10 mars). (19930666/22). [Note de la préfecture de police de Paris].

Archives nationales. (1971, 11 mars). (19930666/22). [Note confidentielle de la préfecture de police].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1971, 28 mars). (19930666/22) [Document interne].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1971, mars). (F/7/15586) [Note].

Archives nationales. (1971, 3 avril). (19930666/22). [Document de présentation et synthèse d'ON par la préfecture de police de Paris et la DCRG].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux et Préfecture de police. (1971, 3 avril). (19930666/22). [Document synthèse et présentation d'ON].

- Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1971, 18 mai). (F/7/15559). [Bulletin quotidien].
- Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1971, 26 mai). (F/7/15559). [Bulletin quotidien].
- Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1971, 1^{er} juin). (F/7/15559). [Bulletin quotidien].
- Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1971, 30 octobre). (F/7/15562). [Bulletin quotidien].
- Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1971, 6 novembre). (F/7/15574). [Bulletin hebdomadaire].
- Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 11 mars). (F/7/15559). [Bulletin quotidien].
- Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 22 mars). (F/7/15565). [Bulletin quotidien].
- Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 27 avril). (F/7/15565). [Bulletin quotidien].
- Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 2 mai). (F/7/15556) [Bulletin quotidien].
- Archives nationales. (1972, 27 mai). (19930666/22). [Note confidentielle de la DCRG sur le conseil national d'ON].
- Archives nationales. (1972, 27 mai). (19930666/22). [Note confidentielle de la préfecture de police de Paris].
- Archives nationales. (1972, 1^{er} juin). (19930666/22). [Note confidentielle de la préfecture de police de Paris].
- Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 2 juin). (F/7/15556) [Bulletin quotidien].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 20 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 22 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 25 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 26 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 28 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

Archives nationales. (1972, 16 septembre). (19930666/22). [Note confidentielle de la préfecture de police].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 2 octobre). (F/7/15568). [Bulletin quotidien].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1972, 6 octobre). (F/7/15568). [Bulletin quotidien].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux (1973, 22 février). (F/7/15570). [Bulletin quotidien].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux (1973, 5 mars). (F/7/15571). [Bulletin quotidien].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux (1973, 6 mars). (F/7/15571). [Bulletin quotidien].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux (1973, 8 mars). (F/7/15571). [Bulletin quotidien].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux (1973, 12 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux (1973, 13 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux (1973, 16 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

Archives nationales. (1973, 19 juin). (19930666/21). [Note du préfet des Alpes de haute-Provence au ministre de l'Intérieur].

Archives nationales. (1973, 4 juillet). (19930666/22). [Note confidentielle de la SRPJ].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (1973, 11 octobre). (19930666/22). [Note confidentielle].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (29 juin). (F/7/15572). [Bulletin quotidien].

Archives nationales (F/7/15562, F/7/15564, F/7/15565 et F/7/15566). DCRG. [Divers bulletins quotidiens].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (F715554), (F/715555), (F715557), (F715558), (F715560), (F715563), (F715567), (F715569), (F715570), (F715573), (F715575), (F715576). [Rapports].

Archives nationales. Direction centrale des Renseignements généraux. (s. d.). (19930666/22). [Dossier sur la reconstitution de ligue dissoute Occident « Ordre nouveau »].

Archives nationales. Dossier « Extrême droite 1973 ». (1973, 5 février). (19930666/21). [Rapport confidentiel].

Archives nationales. Dossier « Extrême droite 1973 ». (19930666/21).

Archives nationales. Sous-direction des affaires criminelles. (1973, avril). (19930666/21). [Note du ministère de l'Intérieur].

Archives nationales. (1973, 22 juin). (19930666/21). *Le Monde*.

Archives nationales. (1973, 26 novembre). (19930666/22). [Document de la DCRG sur les comités Faire Front. Dossier « Extrême droite ». Informations diverses].

Archives nationales. Sous-direction des affaires criminelles. (s. d.). (19930666/22). Constitution d'Ordre nouveau.

Archives de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC). Université de Paris X, Nanterre

Direction centrale des Renseignements généraux. (1973, 17 et 18 janvier). (AN F7/15570). « Faits et événements survenus sur le plan politique ». [Bulletin quotidien]. Dans N. Lebourg, J. Préda et J. Beauregard. (2014). *Aux racines du FN : L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès.

Fonds

Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1971, mars-avril). (4 delta 1671). *Ordre nouveau information*. BDIC.

Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1971, été). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*. (1), BDIC.

Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1972, janvier). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (7). BDIC.

Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1972, février). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (8). BDIC.

Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1972, 15 octobre-15 novembre). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (15). BDIC.

Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1973, mai). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (19). BDIC.

Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (1973, juin). (GF 4422). *Pour un Ordre nouveau*, (20), BDIC.

Dossier France « Ordre nouveau 1970-1973 ». (4 delta 1671). BDIC.

Dossiers « Ordre nouveau » (sous dérogation). (19930666/21), (19930666/22). (19930666/23).

Fonds des Étudiants nationalistes (publications). Centre d'histoire de Sciences Po. Paris.

Fonds. Dossiers divers sur l'extrême droite. (GF 4422). (FP 2994).

Fonds Front national (s. d.). (FP 2294). Faire Front! : Journal de Front national. Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC). Université de Paris X, Nanterre.

Fonds Jacques Delarue – L'extrême droite néo-nazie en France. (Années 1960-1970). [Notes manuscrites et synthèses.]. (F delta rés 851/6). Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), Nanterre.

Fonds Ordre nouveau. Marchal, j. (dir.). (1971-). (GF 4422). *Pour un ordre nouveau*. Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC). Université de Paris X, Nanterre.

RGPP. (1973, 17 janvier). (APP GA03) [Note]. Dans N. Lebourg, J. Préda, et J. Beauregard. (2014). *Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès.

Institut national de la statistique et des études économiques

Insee – Aquitaine (2004, avril). Le dossier – Les populations immigrées en Aquitaine.

Presse nationaliste

Pour un Ordre nouveau, Ordre nouveau informations, Alternative – Journal différent, Faire Front.

Presse (1968-1973)

L'aurore, Combat, La croix, Le Figaro, France-Soir, l'Humanité, Minute, Le Monde, Le Parisien, et Le Point.

Ouvrages

- Assemblée générale des Nations unies. (1948). Déclaration universelle des droits de l'Homme. (217 [III] A). Paris.
- Adorno, T. W. *et al.* (1950). *The Authoritarian Personality*. New York : Norton.
- Alatri, P. (1956). *Le Origini del fascismo*. Rome : Riuniti.
- Albertini, D. et Doucet, D. (2014). *Histoire du Front national*. Paris : Talandier.
- Albertini, D. et Doucet, D. (2016). *La Fachosphère, comment l'extrême droite remporte la bataille du net*. Paris : Flammarion.
- Algazy, J. (1984). *La Tentation néofasciste en France (1944-1965)*. Paris : Fayard.
- Algazy, J. (1989). *L'extrême droite en France de 1965 à 1984*. Paris : L'Harmattan.
- Allardyce, G. (1979). « What Fascism is Not : Thoughts on the Deflation of a Concept ». *The American Historical Review*, 84(2), 367-388.
- Alter, P. (1989). *Nationalism*. Londres : Edward Arnold.
- Arendt, H. (1951). *Origins of Totalitarianism*. New York : Schocken Books.
- Arnold, E. (2000). *The Developing of the Radical Rights in France. From Boulanger to Le Pen*. Londres : Palgrave MacMillan.
- Battaglia, R. (1953). *Storia della Resistenza italiana*. Turin : Einaudi.
- Bernstein, S. (1984). « La France allergique au fascisme. À propos de Zeev Sternhell ». *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, 2, 83-94.
- Bernstein, S. et Milza, P. (1996). *Histoire du XXe siècle : 1945-1973, le monde entre guerre et paix* (t. 2). Paris : Hatier, 332-364.

- Bérubé-Sasseville, O. (2015). « *Le Groupe Union Défense : la droite néofasciste à l'université (1968-1988)* » (Mémoire de maîtrise en histoire). Université du Québec à Montréal.
- Bérubé-Sasseville, O. (2018). « Contre l'État policier. Article publié dans le journal Pour un ordre nouveau (no 1, 1971) ». *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2(28), 79-85.
- Betz, H. G. (1994). *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*. New York : Pallgrave Macmillan.
- Bourdieu, P. et Passeron, J.-C. (1964). *Les héritiers. Les étudiants et la culture*. Paris : Les Éditions de Minuit.
- Brubaker, R. (2020). « Populism and Nationalism ». *Nations and Nationalism*, 2(1), 44–66.
- Brubaker, R. (2017). « Why populism? ». *Theory and Society*, 46(5), 357–385.
- Brzezinski, Z. K. et Friedrich, C. J. (1956). *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Buchheim, H. (1969). *Totalitarian Rule : Its Nature and Characteristics*. (R. Hein, trad.). Middletown, CT : Wesleyan University Press.
- Burrin, P. (1986). *La dérive fasciste. Doriot, Deat, Bergery 1933-1945*. Genève : Institut de hautes études internationales.
- Burrin, P. (1992). « Le fascisme ». Dans J.-F. Sirinelli (dir.). *Histoire des droites en France* (t. 1 : Politique, 603-652). Paris : Gallimard.
- Burrin, P. (2000). *Fascisme, Nazisme, Autoritarisme*. Paris : Seuil.
- Burrowes, R. D. (1969). « Totalitarianism : The Revised Standard Version ». *World Politics* 21(2), 272-294
- Cahiers universitaires* (1962, septembre-octobre), p. 3. Dans J. Algazy. (1984). *La Tentation néofasciste en France (1944-1965)*. Paris : Fayard.
- Campbell, J. (1968). *The Hero with a Thousand Faces*. Princeton University Press.

- Campbell, J. (1990). *The Hero's Journey*. New York : Harper.
- Camus, J.-Y. (1996). *Le Front national. Histoire et analyse*. Paris : Olivier Laurens.
- Camus, J.-Y. (1998). *Le Front national*. Toulouse : Éditions Milan.
- Camus, J.-Y. et Lebourg, N. (2015). *Les droites extrêmes en Europe*. Paris : Seuil.
- Candeloro, G. (1981). *Storia dell'Italia moderna, vol. IX : Il fascismo e le sue guerre*. Milan : Feltrinelli.
- Cassirer, E. (1993). *Le mythe de l'État*. (B. Vergely, trad.). Paris : Gallimard.
- Champetier, C. et De Benoist, A. (1999). « La Nouvelle Droite de l'an 2000 : manifeste ». *Éléments*, (94), 10-23.
- Charpier, F. (2002). *Histoire de l'extrême gauche trotskiste de 1929 à nos jours*. Paris : Éditions 1.
- Charpier, F. (2005). *Génération Occident : De l'extrême droite à la droite*. Paris : Seuil.
- Chatillon, F., Lagane, T. et Marchal, J. (dir.). (1995). *Les rats maudits. Histoire des étudiants nationalistes 1965-1995*. Paris : Éditions des Monts d'Arrée.
- Chebel-d'Appollonia, A. (1996). *L'extrême droite en France de Maurras à Le Pen*. Bruxelles : Complexe.
- Crépon, S. et Mosbah-Nathanson, J. (2008). *Les sciences sociales au prisme de l'extrême droite*. Paris : L'Harmattan.
- Crépon, S. (2012). *Enquête au cœur du nouveau Front national. Son état major, son implantation locale, ses militants, sa stratégie*. Paris : Nouveau Monde.
- Crépon, S. et Mayer, N. (dir.). (2015). *Les faux semblants du Front national, sociologie d'un parti politique*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Croce, B. (1963). *Scritti e discorsi politici (1943-1947)*. Rome-Bari : Laterza.

- Davies, P. (1999). *The National Front in France : Ideology, Discourse and Power*. New York : Routledge.
- De Felice, R. (1975). *Clefs pour comprendre le fascisme*. Paris : Éditions Seghers.
- De Felice, R. (2000). *Les interprétations du fascisme*. Paris : Éditions des Syrtes.
- Dély, R. (1999). *Histoire secrète du Front national*. Paris : Grasset.
- Dézé, A. (2012). *Le Front national à la conquête du pouvoir*. Paris : Armand Colin.
- Dézé, A. (2016). *Comprendre le Front national*. Paris : Bréal.
- Dellwitt, P. (dir). (2012). *Le Front national, mutations de l'extrême droite française*. Université de Bruxelles.
- Diggins, J. P. (1984). *The Lost Soul of American Politics, Virtue, Self-Interest and the Foundations of Liberalism*. New York : Basic Books.
- Direction des renseignements généraux (DRG) (1956, janvier). « Partis et groupements politiques d'extrême droite. Tome 1 Identification et organisation des mouvements et associations », 70-71; *ibid.* (1998, mars). (AN F7/15591). « Confidentiel : 11 mouvements nationalistes français », p. 10. Dans N. Lebourg. (2014).
- Dobry, M. et al. (2003). *Le mythe de l'allergie Française au fascisme*. Paris : Albin Michel.
- Dorso, G. (1925). *La Rivoluzione meridionale*. Turin : Gobetti.
- Duranton-Crabol, A.-M. (1988). « La "Nouvelle droite" entre printemps et automne, 1968-1986 ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, (17), 39-49.
- Eco, U. (2017). *Reconnaître le fascisme*. Paris : Grasset.
- Eley, G. (1980). *Reshaping the German Right. Radical Nationalism and Political Change after Bismarck*. New Haven, CT : Yale University Press.

- Eliade, M. (1964). *Shamanism : Archaic Techniques of Ecstasy*. Londres : Routledge & Kegan Paul.
- Eliade, M. (1971). *The Myth of the Eternal Return or Cosmos and History*. Princeton University Press.
- Evola, J. (1934). *Rivolta contro il mondo moderno*. Rome : Hoepli.
- Forlin, O. (2013). *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*. Paris : La Découverte.
- François, S. (2014, printemps). « The Nouvelle Droite and Tradition ». *Journal for the Study of Radicalism*, 8(1), 87-106.
- Frazer, J. G. (1957). *The Golden Bough*. Londres : Macmillan.
- Friedman, S. (2001). « Definitional Excursus : The Meanings of Modern/Modernity/Modernism », *Modernism/Modernity*, 8(3), 493–513.
- Friedrich, C. J. (1954). *Totalitarianism : Proceedings of a Conference Held at the American Academy of Arts and Sciences*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Fromm, E. (1963). *La peur de la liberté*. Paris : Buchet-Chastel.
- Gentile, E. (1991). « Il fascismo ». Dans L. Morra (dir.). *L'Europa del XX secolo fra totalitarismo e democrazia* (p. 101-110). Faenza : Itaca
- Gentile, E. (2004). *Qu'est-ce que le fascisme? Histoire et interprétation*. Paris : Gallimard.
- Girardet, R. (1955). « Notes sur l'esprit d'un fascisme français, 1934-1939 ». *Revue française de science politique*, 5(3), 529-546.
- Glucksmann, A. (1972). « Fascismes : l'ancien et le nouveau ». *Les Temps Modernes*, (310 bis), 266-334.
- Gobetti, P. (1999). *La révolution libérale*. (M. Raiola, trad.). Paris : Allia.

- Goodliffe, G. (2012). *The Resurgence of the Political Right in France. From Boulangisme to the Front National*. Londres : Cambridge University Press.
- Gramsci, A. (1926). *La situation italienne et les tâches du PCI (Thèses de Lyon). Thèses du III^e congrès du Parti Communiste d'Italie*.
- Griffin, R. (1991). *The Nature of Fascism*. Londres : Pinter Publishers.
- Griffin, R. (1994). *Modernity under the New Order : The Fascist Project for Managing the Future*. Oxford : Thamesman Publications.
- Griffin, R. (1998). *International Fascism : Theories, Causes and the New Consensus*. New York : Bloomsbury academics.
- Griffin, R. (1999). « Net gains and GUD reactions : patterns of prejudice in a Neo-fascist groupuscule ». *Patterns of Prejudice*, 33(2), 31-50.
- Griffin, R. (2007). *Modernism and Fascism : The Sense of a Beginning Under Mussolini and Hitler*. Londres : Palgrave MacMillan.
- Griffin, R. (2008). « Modernity, Modernism and Fascism. A Mazeway resynthesis ». *Modernism/Modernity*, 15(1), 9-24.
- Griffin, R. (2012). « Studying fascism in a Postfascist age. From New Concensus to New Wave? ». *Fascism : Journal of Comparative Fascist Studies*, (1), 1-17.
- Groth, A. J. (1964). « The Isms of Totalitarianism ». *American Political Science Review*, 58(4), 888-901.
- Herf, J. (1984). *Reactionary Modernism*. Londres : Cambridge University Press.
- Igounet, V. (2000). *Histoire du négationnisme en France*. Paris : Seuil.
- Igounet, V. (2012). *Robert Faurisson, Portrait d'un négationniste*. Paris : Denoël.
- Igounet, V. (2014). *Le Front national de 1972 à nos jours, le parti, les hommes, les idées*. Paris : Seuil.

- Jung, C. G. (1958). *The Undiscovered Self*. Londres : Routledge & Kegan Paul.
- Kammick, I. (1990). *Republicanism and Bourgeois Radicalism : Political Ideology in the Late Eighteenth-Century England and America*. Ithaca (New York) : Cornell University Press.
- Kershaw, I. (1997). *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*. (J. Carnaud, trad.). Paris : Gallimard.
- Kershaw, I. (1995). *Hitler : essai sur le charisme en politique*. Paris : Gallimard.
- Krivine, A. (2013). « Libérez Krivine et ses camarades », déclarations d'Alain Krivine à la conférence de presse du 25 juin 1973. Dans « Juin 73. Numéro spécial sur la dissolution de la Ligue communiste », Quatrième internationale, 11-12, novembre-décembre 1973.
- Lasswell, H. D. et Lerner, D. (dir.). (1965). *World Revolutionary Elites : Studies in Coercive Ideological Movements*. Cambridge, MA. : MIT Press.
- Lebourg, N. (2006). « La Dialectique néo-fasciste, de l'entre-deux-guerres à l'entre-soi ». *Vocabulaire du Politique : Fascisme, néo-fascisme. Cahiers pour l'Analyse concrète*, (57-58), 39-57.
- Lebourg, N. (2008). « La fonction productrice de l'histoire dans le renouvellement du fascisme à partir des années 1960 ». Dans S. Crépon. et J. Mosbah-Nathanson. *Les sciences sociales au prisme de l'extrême droite* (p. 213-242). Paris : L'Harmattan.
- Lebourg, N. (2010). *Le monde vu de la plus extrême droite : Du fascisme au nationalisme-révolutionnaire*. Thèse d'histoire contemporaine. Université de Perpignan-Via Domitia.
- Lebourg, N. et Beauregard, J. (2012a). *François Duprat, l'homme qui inventa le Front national*. Paris : Denoël.
- Lebourg, N. et Beauregard, J. (2012b). *Dans l'ombre des Le Pen, une histoire des numéros 2 du FN*. Paris : Nouveau Monde.

- Lebourg, N. et Préda, J. (2012). « Ordre nouveau, fin des illusions droitières et matrice militante au premier Front national », *Studia Historica. Historia Contemporanea*, (30), 205-230.
- Lebourg, N., Préda, J. et Beauregard, J. (2014). *Aux racines du FN : L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès.
- Lebourg, N. et François, S. (2016). *Mutations et diffusions de l'altérophobie. De « l'inégalité des races » aux concurrences identitaires*. Presses Universitaires de Valenciennes.
- Lebourg, N. et Sommier, I. (dir.) (2017). *Les violences politiques en France des années 1980 à nos jours*. Paris : Riveneuve.
- Lévy, B.-H. (1981). *L'idéologie française*. Paris : Grasset.
- Lipsett, S. M. (1960). *Political Man. The Social Bases of Politics*. New York : Doubleday.
- Mack Smith, D. (1959). *Storia d'Italia dal 1861 a 1958*, (A. Aquarone, trad.). Rome-Bari : Laterza.
- Mann, G. (1958). *Histoire allemande des 19^e et 20^e siècles*. Stuttgart : Deutscher Bücherbund.
- Mannheim, K. (2006). *Idéologie et utopie*. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- Mayer, N. (1999). *Ces français qui votent Le Pen*. Paris : Flammarion.
- Mayer, N. et Perrineau, P. (1996). *Le Front national à découvert*. Paris : Presses de Sciences Po.
- McGovern, W. M. (1941). *From Luther to Hitler. The History of Fascist-Nazi Political Philosophy*. Boston-New York : Houghton Mifflin Company.
- Meinecke, F. (1946). *Die Deutsche Katastrophe (La catastrophe allemande)*. Wiesbaden : Brockhaus.

- Milza, P. (1987). *Fascisme français, passé et présent*. Paris : Flammarion.
- Milza, P. (1991). *Les Fascismes*. Paris : Seuil.
- Minogue, K. R. (1967). *Nationalism*. Londres : B.T. Batsford.
- Mosbah-Natanson, S. et Crépon, S. (dir.). (2008). *Les sciences sociales au prisme de l'extrême droite*. Paris : L'Harmattan.
- Mudde, C. (2004). « The populist Zeitgeist ». *Government and Opposition*, 39(4), 541–563.
- Nolte, E. (1969). *Three Faces of Fascism : Action Française, Italian Facism, National Socialism*, New York-Toronto : The New American Library.
- Ory, P. (1983). *L'entre-deux-mai : histoire culturelle de la France mai 1968 - mai 1981*. Paris : Seuil.
- Parsons, T. (1969). *Politics and Social Structure*. New York : Free Press.
- Paxton, R. O. (1995). « Les fascismes : essai d'histoire comparée ». *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 45(1), 3-13.
- Paxton, R. O. (1996). *La France de Vichy 1940-1944*. Paris : Seuil.
- Paxton, R. O. (2004). *Le fascisme en action*. Paris : Seuil.
- Payne, S. G. (1980). « The concept of fascism ». Dans S. U. Larsen, B. Hagtvét, J. P. Myklebust. *Who Were the Fascists?*. Bergen and Oslo : Universitetsforlaget.
- Picco, P. (2014). « Théoriser la violence politique à l'extrême droite en Italie ». *Storicamente*, 10(1), 99-122
- Pocock, J. G. A. (1985). *Virtue, Commerce and History : Essays on Political Thought and History Chiefly in the Eighteenth Century*. Cambridge University Press.
- Pocock, J. G. A. (1989). *Politics, Language and Time. Essays on Political Thought and History*. University of Chicago Press.

- Pocock, J. G. A. (2009). *Political Thought and History, Essays on Theory and Method*. Cambridge University Press.
- Pons, G. (1977). *Les Rats Noirs*. Paris : Éditions Jean-Claude Simoën.
- Préda, J. (2007). *Se souvenir et combattre. Les mémoires intellectuelles du fascisme et leurs utilisations, 1944-1950* (Mémoire de première année de Master). Université de Grenoble-II.
- Preston, N. S. (1967). *Politics, Economics and Power. Ideology and Practice under Capitalism, Socialism, Communism and Fascism*. New York-Londres : Macmillan.
- Prévost, J.-G. (1995). *De l'étude des idées politiques*. Sainte-Foy (Québec) : Presses de l'Université du Québec.
- Quazza, G. (1973). « Storia del fascismo e storia d'Italia ». Dans G. Quazza (dir.), *Fascismo e società italiana*. Turin : Einaudi.
- Ragionieri, E. (1976). « La storia politica e sociale ». Dans *Storia d'Italia* (vol. 4, t. 3). Turin : Einaudi.
- Reich, W. (2001). *La psychologie de masse du fascisme*. Paris : Payot.
- Rémond, R. (1952). « Y a-t-il un fascisme français? ». *Terre humaine*, (7-8), 37-47.
- Rémond, R. (1954). *La droite en France*. Paris : Aubier-Montaigne.
- Rémond, R. (1982). *Les droites en France*. Paris : Aubier.
- Renault, A. (2009). *Ordre nouveau. Juin 1972 et 3^e congrès 1973*. Paris : Déterna.
- Ritter, G. (1958). *Il Volto demoniaco del potere*. (E. Melandri, trad.). Bologne : Il Mulino.
- Rosselli, C. (1988). *Gli Scritti dell'esilio* (textes réunis et présentés par Costanzo Casucci). (vol. 1, 1929-1934). Turin : Einaudi.

- Rousso. (2004). Dans N. Lebourg, J. Préda et J. Beauregard. *Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Paris : Fondation Jean-Jaurès.
- Salvatorelli, L. (1923). *Nationalfascismo*. Turin : Gobetti.
- Salvemini, G. (1928). *The Fascist Dictatorship in Italy*. Londres : Cape.
- Sand, S. (1984). « L'idéologie fasciste en France ». *Revue Esprit*, (8-9), 149-160.
- Santarelli, E. (1967). *Storia del movimento e del regime fascista*. Rome : Riuniti.
- Schmitt, C. (1927). *Wesen und Werden des faschistischen Staates*. Berlin : Springer.
- Shapiro, I. (1990). « J. G. A. Pocock's Republicanism and Political Theory : A Critique and Interpretation ». *Critical Review*, 4(3), 433-471.
- Schnapper, E. B. (1965). *The Inward Odyssey*. Londres : George Allen & Unwin.
- Shields, J. G. (2007). *The Extreme Right in France : From Pétain to Le Pen*. Londres : Routledge.
- Schnapp, A. et Vidal-Naquet, P. (1988). *Journal de la commune étudiante*. Paris : Seuil.
- Skinner, Q. (1981). *Machiavelli*. Oxford University Press.
- Skinner, Q. (1996). *Reason and Rhetoric in the Philosophy of Hobbes*. Cambridge University Press.
- Skinner, Q. (2001). *Les fondements de la pensée politique moderne*. Paris : Albin Michel.
- Skinner, Q. (2012). *La vérité et l'historien*. Paris : Éditions de l'EHESS.
- Smith, A. (1979). *Nationalism in the Twentieth Century*. Oxford : Martin Robertson.
- Soucy, R. (1966). « The Nature of Fascism in France ». *Journal of Contemporary History*, 1(1), 27-55.

- Soucy, R. (1989). *Le fascisme Français 1924-1933*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Soucy, R. (1995). *French Fascism : The Second Wave 1933-1939*. New Haven, CT : Yale University Press.
- Soucy, R. J. (1980). « Drieu la Rochelle and the modernist anti-modernism in French fascism ». *Modern Language Notes*, 95(4), 922-937.
- Spengler, O. (1980a). *The Decline of the West, I*. (C. F. Atkinson, trad.). New York : Alfred A. Knoff.
- Spengler, O. (1980b). *The Decline of the West, II*. (C. F. Atkinson, trad.). New York : Alfred A. Knoff.
- Sternhell, Z. (1997). *La droite révolutionnaire : Les origines françaises du fascisme*. Paris : Gallimard.
- Sternhell, Z. (2000a). *Ni droite, ni gauche : l'idéologie fasciste en France*. Bruxelles : Complexe.
- Sternhell, Z. (2000b) [1972]. *Maurice Barrès et le nationalisme français : la France entre nationalisme et fascisme*. Paris : Fayard.
- Sternhell, Z. (1979). « Fascist ideology », Dans W. Laqueur. *Fascism : A Reader's Guide*. Harmondsworth, Londres : Penguin Books.
- Taggart, P. A. (2000). *Populism*. Buckingham : Open University Press.
- Taguieff, P.-A. (1984). « La rhétorique du national-populisme. Les règles élémentaires de la propagande xénophobe ». *Mots*, (9) 113-139.
- Taguieff, P.-A. (1993). *Origines et métamorphoses de la nouvelle droite*. Dans *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, (40), 3-22.
- Taguieff, P.-A. (1994). *Sur la Nouvelle Droite. Jalons d'une analyse critique*. Paris : Descartes et Cie.

- Taguieff, P.-A. (2007). *Les contre-réactionnaires. Le progressisme entre illusion et imposture*. Paris : Denoël.
- Togliatti, P. (1961). *A proposito del fascismo (1928)*. Dans C. Casucci (dir.). *Il Fascismo. Antologia di scritti critici*. Bologne : Il Mulino, 279-301.
- Togliani, P. (1970). Recherches internationales à la lumière du marxisme : Le fascisme italien, huit leçons de Palmiro Togliatti. *Recherches Internationales*, (68).
- Toynbee, A. J. (1987). *The Study of History, Abridgement of Volumes I-VI*. Royal Institute of Royal Affairs.
- Turner Jr, H. A. (1975). « Fascism and Modernization ». Dans H. A. Turner, Jr (dir.). *Reappraisals of Fascism*. New York : Franklin Watts.
- Vergnon, G. (2009). *L'antifascisme en France : de Mussolini à Le Pen*. Presses Universitaires de Rennes.
- Vermeil, E. (1945). *L'Allemagne, essai d'explication*. Paris : Gallimard.
- Volpe, G. (1939). *Storia del movimento fascista*. Milan : ISPI.
- Weber, E. (1962). *Action Française : Royalism and Reaction in Twentieth Century France*. Palo Alto : Stanford University Press.
- Weber, M. (2010). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris : Plon/Pocket.
- Winock, M. (1983). « Fascisme à la française ou fascisme introuvable? ». *Le Débat*, (25), 35-44.
- Winock, M. (1990). *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*. Paris : Seuil.
- Winock, M. (1997). « Populismes français ». *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 56(1), 77-91.
- Wood, N. (1984). *John Locke and Agrarian Capitalism*. Bekerley : University of California Press.